



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juin 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

CAUSERIE

(Avec un peu d'avance sur demain pour une question d'organisation du site.)

A propos du site

Les pages d'accueil des différentes rubriques ont été actualisées avec les articles de mai.

En mai, environ 3 300 visites et 3 000 fichiers téléchargés, c'est le rythme de croisière, le luxe et le risque de naufrage en moins !

Il y a en ligne dans le site environ 200 articles relatifs à la Syrie.

A ce jour, le site comporte 144 dossiers et 6 545 fichiers (articles et documents divers).

Nous n'avons pas commémoré l'anniversaire du résultat du référendum (TCE) du 29 mai 2005.

S'il avait donné lieu à une forte mobilisation, celle-ci est retombée comme un soufflé dès le lendemain, ce qui était prévisible et inévitable. Par contre, ce qui l'était moins, c'était que cette bataille ne se traduise pas par un nouveau pas dans la construction du parti, sans doute en raison de son orientation politique opportuniste, sans lien avec le combat politique indispensable contre les institutions de la Ve République que les uns et les autres à l'époque ont fait volontairement passer à la trappe.

La suite demain, bonne journée à tous.

La suite du vendredi matin.

Un sujet de réflexion.

La France compte 200 000 millionnaires en euro (hors bien fonciers) pour quelque 28 millions de salariés (en comptant ceux qui sont au chômage), un peu plus de 12 millions de nantis dans le monde. Plus la population mondiale augmente, plus le nombre de riches augmente, tandis que le nombre de pauvres augmente aussi pour atteindre plusieurs milliards, combien exactement, c'est difficile de le dire, tout dépend quels critères ont été pris en compte. C'est cette contradiction que le capitalisme mondial est de plus en plus incapable de gérer autrement que par des guerres incessantes, des destructions massives de forces productives.

Ces 200 000 privilégiés ont un train de vie en rapport avec leur fortune, qu'elle vienne à diminuer et c'est leur statut social qui s'en trouve affecté, ils doivent donc tout faire pour se maintenir au même niveau ou accroître leur richesse. Si ces nantis représentent moins de 1% des salariés en France, assouvir leur appétit grandissant nécessite de s'en prendre au niveau de vie d'un nombre de plus en plus grand de travailleurs, qu'ils soient assimilés à la classe ouvrière ou aux classe moyennes, à la petite-bourgeoisie peu importe.

Que des millions de travailleurs et retraités soient réduits à la pauvreté ou la misère leur importe peu aussi, s'enrichir est leur seul objectif conformément à la raison d'être du capitalisme. Si ces parasites qui s'accaparent les richesses produites par les travailleurs se sont multipliés au cours des trois dernières décennies, c'est parce que tous les gouvernements qui se sont succédés ont pris des mesures pour qu'il en soit ainsi. Leur multiplication a constitué une sorte de coup d'Etat à froid qui a été facilité, encouragé par l'accession de Sarkozy à l'Élysée en 2007, le président des riches pour les riches, lui-même en faisant partie.

Imaginez un instant qu'ils pourraient accepter un scénario portant atteinte à leurs intérêts est du domaine de la fabulation. Ces gens-là, qui ont une conscience de classe, n'entendent rien lâcher.

Ce n'est malheureusement pas le cas de notre côté où tous les partis censés représenter les intérêts des masses exploitées sont prêts à des concessions avec le gouvernement, avec les appareils pourris des syndicats, ils s'avèrent incapables de se situer strictement sur le terrain des besoins des exploités qui nécessite de remettre en cause les fondements du capitalisme.

Il faut bien comprendre que si du côté des nantis pour préserver leur privilèges ils se placent systématiquement sur leur terrain de classe, du côté des exploités nous devons adopter la même attitude intransigeante. On nous répondra que cela ne changera rien ou qu'on obtiendra rien par cette voie. Tout dépend de ce qu'on en attend.

On n'a pas les forces suffisantes pour mobiliser les masses ou en prendre la direction, on n'a pas les moyens d'influencer ou d'inverser le cours des choses, on n'a pas les moyens de forcer le gouvernement à changer de politique, cela n'est d'ailleurs pas notre objectif, alors à quoi servirait-il d'expliquer aux travailleurs que la satisfaction de leurs besoins nécessite de s'attaquer aux fondements du capitalisme, aux institutions ?

A les éclairer sur la voie à prendre, à les aider à briser leur subordination au capitalisme et à la Ve République, à faire progresser leur niveau de conscience politique, à prendre confiance en eux, à construire le parti sur des bases politiques saines, car en dernière analyse c'est la seule tâche, le seul objectif à notre portée, auquel notre stratégie devrait être subordonnée.

En conclusion, la masse à employer et à nourrir est devenue si colossale à l'échelle mondiale qu'elle risque à tout moment d'engloutir le capitalisme. Ces milliards de gueux qui exigent la satisfaction de leurs besoins représentent un danger mortel pour le capitalisme. A défaut de pouvoir les faire disparaître, il faut les entretenir, c'est autant de profits perdus pour les nantis qui s'en lamentent. Augmenter la productivité, accroître l'exploitation de ceux qui travaillent et bénéficient d'avantages sociaux n'y suffira pas car la population mondiale et ses besoins continuent de croître également, c'est ce qui lamine, ronge le capitalisme.

L'exigence selon laquelle si nos besoins sociaux sont incompatibles avec l'existence du capitalisme il doit disparaître est plus d'actualité que jamais, au moment où tous les gouvernements des pays dominants mettent en oeuvre une brutale politique de régression sociale sans précédent depuis un demi-siècle.

De deux choses l'une, soit on s'appuie sur cette exigence pour que les travailleurs les plus avancés la reprennent à leur compte car elle correspond aux tâches politiques qu'impose la situation au prolétariat, soit on s'y refuse et on se fourvoie dans des batailles sans lendemain ou dont les travailleurs ne tireront aucun enseignement.

Normalisation. La collaboration de classes : "normal", non, qui est contre ?

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 31 mai 2012. Extraits.

(Après sa rencontre avec Ayrault et quelques ministres) "*Cette première rencontre relève de ce que l'on peut appeler un dialogue social normal.*"

Au final, une première réunion que l'on peut qualifier d'attentive et «normale». Attendons maintenant les actes.

Les inséparables.

"D'ici là, nous rencontrerons officiellement plusieurs ministres."

"Et comme nous l'avons dit publiquement, ce qui sera aussi déterminant c'est ce qui se passera au niveau européen: renégociation

ou pas des traités?"

Il est vrai qu'après avoir convenu que la collaboration de classes faisait partie de la mission d'un dirigeant d'un syndicat, à quoi bon l'inscrire dans la Constitution, elle l'est déjà si je ne m'abuse, ne serait-ce que par la loi de 2004.

Quant à la renégociation des traités européens, cela fait penser à la "correction" que le PS entend apporter à "la réforme de Nicolas Sarkozy portant sur l'âge minimal de départ à la retraite à 62 ans" (Reuters 31.05) qui sera financée comment, devinez ? Par une hausse des cotisations que devront subir les travailleurs. Une hausse "équitable", cela va s'en dire, que devront supporter les malheureux nantis qui n'en dorment déjà plus la nuit, au point de profiter à fond des privilèges dont ils disposent, de jour comme de nuit. En une soirée certains claquent des millions de dollars, une partie de ce qu'ils ont gagné dans la journée, équitablement évidemment, ils ont gagné de l'argent parce qu'ils en possèdent, toi tu n'en as pas, tu n'en gagnes pas, c'est normal, c'est équitable, donc moi je suis riche et toi tu es pauvre. Tel est leur ordre.

La société équitable en régime capitaliste sert à normaliser les inégalités et à banaliser les injustices qui auraient une origine naturelle pour ainsi dire.

La Commission européenne conseille de liquider le CDI

La France devra-t-elle revoir à la baisse la sécurité de son CDI? C'est ce que lui conseille la Commission européenne. Dans ses recommandations publiées mercredi, l'institution rappelle qu'en France, les chances d'évoluer d'un CDD à un CDI sont passées de 45% en 1995 à 12,8% en 2010 -alors que ce taux est à 25,8% en Europe. Et explique que cela «*nuit au marché du travail et à la qualité du capital humain*».

Pour la Commission, revoir «*le haut niveau de protection*» du CDI serait donc la solution pour favoriser l'emploi durable. Ces recommandations pourraient remettre sur le tapis l'idée du «*contrat unique*». Le concept? Un seul et même contrat de travail pour tous, sans limitation de durée, dans lequel le salarié accumule des droits en fonction de son ancienneté. Une idée que défend l'Association nationale des directeurs des ressources humaines (ANDRH).

Son président, Jean-Christophe Sciberras, explique: «*Lorsqu'il y a des tensions, les entreprises commencent leurs ajustements sur les intérimaires et les CDD. Il nous semble plus juste d'offrir à tous les salariés le même contrat indéterminé, tout en garantissant à l'employeur la possibilité de s'en séparer plus simplement.*»

Si l'économiste Eric Heyer est peu favorable à ce contrat unique, il convient que «*ce n'est pas le coût du licenciement qui freine les recruteurs, mais l'incertitude quant au niveau de ce coût*». La Commission européenne demande également à la France de revoir la durée d'un an prévue pour contester un licenciement. Délai qui est le plus long d'Europe. (20minutes.fr 31.05)

Le salarié jetable, taillable et corvéable à merci comme au milieu ou la fin du XIXe siècle.

En Inde, plus des trois quarts des travailleurs n'ont même pas de contrat de travail, à quoi bon, d'ailleurs en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises on ne sait jamais qui travaille ou ne travaille pas, la précarité est totale, les patrons sont les maîtres absolus.

Vite, on veut savoir qui est cet illustre inconnu aux qualités multiples et exceptionnelles.

"Ce sera un grand député, j'en suis sûre". C'est une homme de "vision", "d'engagement", "d'action", "qui n'oublie jamais où est son terrain", "il travaille ici pour les habitants du bassin minier". "Il a suffisamment de qualités pour réussir sans que je vienne", a dit Mme Aubry.

Réponse : Philippe Kemel, le candidat investi par le PS pour concourir à Hénin-Beaumont face à Le Pen et Mélenchon. (source : AFP 31.05).

Alors imaginez un instant ce que doivent penser d'eux-mêmes les misérables dirigeants du PS ! Puant !

Ce ne sont pas des "opposants" au PS, puisqu'ils sont "alliés".

Réponse (négative) à une lettre d'Olivier Besancenot envoyé aux forces de la gauche radicale, proposant une union à la gauche de la gauche.

- Mais plus que sur la forme, c'est sur le fond que le bât blesse. "Nous ne sommes pas d'accord avec le terme d'opposition," affirme Eric Coquerel. "Nous préférons parler d'autonomie conquérante". Ce qui veut dire qu'à l'Assemblée, nous voterons pour les réformes qui iront dans le bon sens, et contre celles qui nous semblent injustes."

Patrice Bessac, porte-parole du PCF, ne dit pas autre chose: "*Nous voulons être une force constructive et critique, notre but n'est pas de taper sur le PS. Sans être des béni-oui-oui, nous ferons partie d'une majorité de gauche qui n'a pas le droit de décevoir. Notre priorité est l'intérêt de la France, pas de jouer les vierges rouges effarouchées.*" (lexpress.fr 31.05)

Martine Aubry a répondu jeudi aux attaques de Mélenchon contre Aubry en lui disant que le PS n'était pas là pour "*réserver des attaques contre des alliés*". (AFP 31.05)

Le PCF et le PdG veulent mettre la main à la pâte et se partager la sale besogne avec le PS, c'est leur droit.

Tentez votre chance à la "**cagnote**".

Les "*petits*" partis multiplient les candidatures aux élections législatives pour tenter de faire 1% des voix dans 50 circonscriptions en métropole, seuil d'accès à la "*première fraction*" du financement public pour cinq ans, ce qui en fait un enjeu caché du scrutin.

"*Au moins 44 partis visent le financement public*", comptabilise sur son blog le journaliste Laurent de Boissieu. L'inventaire va du Parti ouvrier indépendant (POI) à l'Alliance royale, en passant par le Parti pirate, en marge des grosses machines de guerre (UMP, PS...) qui, elles, visent la "*deuxième fraction*" (un maximum d'élus, chaque parlementaire rapportant 42.228,35 euros à sa formation de rattachement).

Cette loi profite d'ailleurs au MoDem de M. Bayrou, qui a encaissé 2,63 millions d'euros en 2011 grâce au 1,9 million de voix que ses 561 candidats ont totalisé en 2007 (pour trois députés seulement).

En 2012, la loi peut aider à comprendre la "*recomposition*" du centre-droit. Le Parti radical rêve ainsi de ne plus dépendre de l'UMP. Pour ce faire, le parti de Jean-Louis Borloo présente la plupart de ses 89 candidats sous le nom d'une association de financement, "*l'Union radicale du centre, des indépendants et des démocrates*" (Urcid).

L'objectif? "*Toucher nos sous en direct sans passer par des tuyaux, pour la première fois depuis longtemps*", indique une source de cette formation, encore traumatisée par l'épisode du printemps 2011 (l'UMP avait suspendu le versement de sa subvention d'un million d'euros au Parti radical pour peser sur ses velléités d'indépendance).

Dans le même cas de figure, Christine Boutin présente 115 candidats sous l'étiquette du Parti chrétien démocrate (PCD), en espérant disposer d'au moins "*100.000 euros*" annuels par la suite.

Soucieux de multiplier leurs revenus, Cap21 et le Mouvement écologiste indépendant ont passé un accord secret pour présenter "*120 à 150 candidatures*", chuchote à l'AFP un cadre du MEI d'Antoine Waechter.

En 2011, le MEI a touché 117.390 euros (sur la base des 77.253 voix qu'il avait obtenu aux législatives de 2007), alors que la formation de Corinne Lepage n'a pas accès à cette source de financement public.

Des petits partis, qui fonctionnent encore sans argent public, avancent les fonds pour tenter d'accéder à la cagnotte.

"*Chacun autofinance sa campagne, à hauteur de ses moyens*", précise l'ex-candidat à l'Elysée Nicolas Dupont-Aignan, qui a présenté 300 candidats, surtout dans les 175 circonscriptions où il a fait plus de 2% en avril.

"*Si on avait 50 candidats qui font 1% des voix, ça nous ferait 50 à 100.000 euros par an, sans tenir compte de la règle de parité*", rêve à voix haute le co-président du Parti des pirates, Maxime Rouquet, dont le parti fait pour l'instant campagne sur internet. "*Nous expliquons qu'en votant au premier tour pour nous, chaque voix peut nous rapporter huit euros sur cinq ans*".

Fortement lié au Parti socialiste, le Mouvement unitaire progressiste (MUP) de Robert Hue ne présente qu'une vingtaine de candidats, invoquant le coût d'une campagne: "*5 à 6.000 euros... Quand vous n'êtes pas sûr de faire 5% (ndlr: seuil de remboursement des frais de campagne), vous regardez à deux fois*". (AFP 31.05)

Profitez-en, le guichet est ouvert !

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, appelle les chefs d'entreprise à solliciter un soutien "*bien avant l'apparition des difficultés*", soulignant que le rôle de son ministère est de "*tout faire pour sauver les emplois qui peuvent l'être*", dans une interview au Monde.

"*Nous avons besoin d'anticiper au maximum. Je lance donc un appel aux chefs d'entreprise : il est préférable de demander des mesures de soutien bien avant l'apparition des difficultés*", déclare Arnaud Montebourg au Monde daté de vendredi. "*Notre rôle*

est de tout faire pour sauver les emplois qui peuvent l'être", souligne-t-il en expliquant que le ministère a mis en place "une cellule en forme de commando" de quatre personnes, "qui parent à l'urgence".

Le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) traite les dossiers des entreprises de plus de 400 salariés et, pour les entreprises plus petites, "il va falloir s'organiser dans les régions et associer les collectivités et les partenaires sociaux", poursuit Arnaud Montebourg. "L'industrie française est en chute libre (...) 14 % de la richesse nationale est d'origine industrielle, contre 25 % il y a dix ans", observe le ministre du Redressement productif, qui note que "les plans sociaux se multiplient" alors que des décisions ont été différées pour des raisons électorales. Arnaud Montebourg juge que les chiffres avancés par la CGT parlant de près de 45 000 emplois menacés "recourent de façon crédible ceux de (ses) services". (lepoint.fr 31.05)

Dans la peau d'un patron. Je n'y avais pas pensé, je pourrais m'arranger pour présenter la situation de mon entreprise de telle sorte que je pourrais bénéficier d'une aide gratos de l'Etat, que en voilà une idée excellente, avec le soutien des syndicats en prime, elle n'est pas belle la vie franchement, je les adore ces "socialistes".

Patrons, n'hésitez pas, n'attendez pas de devoir mettre la main au portefeuille, ne vous démunissez pas inutilement de vos richesses ou biens, faites appel à l'Etat, votre sauveur suprême !

Pourquoi nous sommes contre des négociations avec le gouvernement ou le patronat.

J'ai abordé ce sujet hier, l'actualité permet de vérifier que le principe que je défends n'a rien de farfelu ou de dogmatique.

IG Metall a obtenu une augmentation de 4,3% pour les salariés de Volkswagen au terme d'une négociation qui n'a duré qu'une nuit et pas une de plus, apprend-on (lire plus loin l'article de Reuters) .

Sans bouger le petit doigt, sans faire grève le patronat lâche 4,3%, on est donc en droit de penser qu'il aurait lâché plus si IG Metall avait mobilisé les travailleurs de Volkswagen. Bon, c'est toujours cela de gagner pour... les actionnaires de Volkswagen qui sont satisfaits.

Actualité en titres

Ce n'est pas en travaillant qu'on s'enrichit.

- Si les Bleus gagnent l'Euro 2012, ils toucheront 320 000 euros - LExpansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Lors d'une conférence presse à Stralsund (nord), après un sommet réunissant les pays riverains de la Baltique, Mme Merkel a déclaré partager l'opinion des présidents de l'Union européenne (UE), Herman Van Rompuy, et de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, estimant que l'Europe et la zone euro avait besoin de plus d'intégration.

"J'ai toujours dit que nous avons besoin de plus d'Europe et que cela signifie en conséquence que plus de compétences doivent être attribuées à la Commission européenne", a dit Mme Merkel.

La chancelière a "salué" les recommandations émises mercredi par la Commission à l'attention d'un certains nombres de pays de la zone euro. Bruxelles a demandé aux pays de l'UE de "redoubler d'efforts" pour surmonter la crise à l'occasion de la publication de ses recommandations économiques, particulièrement dures envers l'Espagne, mais qui n'épargnent pas non plus la France et l'Italie.

Mme Merkel a également estimé que le traité budgétaire - une initiative d'inspiration allemande pour une meilleure discipline des finances publiques - était le "premier pas sur le chemin de l'intégration qui devrait être suivi par d'autres".

"Il y a aussi des étapes vers plus d'intégration qui vont requérir des changements dans le traité (de l'UE). Nous n'en sommes pas là, mais il ne faut pas qu'il y ait de tabous", a-t-elle dit.

"Austérité et discipline budgétaire, réformes structurelles et croissance. Tout cela fait partie du même ensemble", a-t-elle martelé. (AFP 31.05)

2- Syrie

2.1- La Syrie a imputé jeudi, sur la foi d'une enquête préliminaire, à des groupes armés antigouvernementaux la responsabilité de la tuerie de Houla, commise selon Damas dans le but d'encourager une intervention militaire étrangère.

Le général Kassem Djamal Souleiman, chef de la commission d'enquête mise sur pied par le gouvernement, a déclaré que les victimes de la tuerie de vendredi dernier (108 morts, dont de nombreux enfants et des femmes tués dans leurs propres maisons) étaient des familles "qui refusaient de s'opposer au gouvernement et étaient en désaccord avec les groupes armés".

Avant le massacre, a indiqué le général, entre 600 et 800 hommes armés ont attaqué des postes des forces de sécurité dans la région de Houla, tandis que des hommes armés qui n'étaient pas de Houla tuaient les familles. Il a ajouté que de nombreuses victimes appartenaient à la famille d'un membre du Parlement syrien.

"Le but est d'amener à une intervention militaire étrangère contre le pays sous une forme ou une autre", a commenté le général lors d'une conférence de presse à Damas retransmise à la télévision. (Reuters 31.05)

2.2- Pour la première fois, les États-Unis évoquent la possibilité d'une intervention militaire en Syrie sans l'aval de l'ONU. Comme en Irak, en 2003.

La communauté internationale pourrait devoir agir en se passant de l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin à la violence en Syrie dans le cas où les divisions persisteraient au Conseil, a jugé l'ambassadrice américaine aux Nations unies. S'exprimant face à la presse mercredi, Susan Rice a estimé que si Damas ne se conformait pas au plan de paix de Kofi Annan, le Conseil de sécurité devrait "prendre ses responsabilités" et accentuer la pression sur le régime de Bachar el-Assad. (lepoint.fr 31.05)

Etats-Unis

Le président des Etats-Unis Barack Obama a mis en sourdine ses critiques contre le bilan de son prédécesseur George W. Bush et lui a même exprimé sa gratitude jeudi lors d'une cérémonie en son honneur à la Maison Blanche dédiée à la présentation des portraits officiels de M. Bush et de son épouse Laura.

M. Bush, outre sa femme, était accompagné de ses parents, l'ancien président George H.W. Bush, 87 ans, et Barbara Bush, 86 ans, ainsi que d'une douzaine d'autres membres de sa famille.

Le 43e président a plaisanté sur ses désaccords politiques avec son successeur démocrate, qui n'avait pas ménagé ses critiques contre lui pendant sa campagne de 2007-2008, notamment sa décision d'envahir l'Irak.

"Je suis heureux, M. le président, à l'idée que lorsque vous vous promènerez dans ces pièces après avoir dû prendre des décisions difficiles, vous pourrez désormais regarder ce portrait et vous demander: +qu'est-ce que George ferait à ma place?+", a-t-il lancé, pince-sans-rire, lors de cette cérémonie dans la salle d'apparat de la Maison Blanche, où avaient pris place nombre de ses anciens collaborateurs. (AFP 31.05)

Social

1- France

1.1- Le Comité confédéral national (CCN, "parlement") de la CGT a rejeté jeudi matin la candidature de Nadine Prigent, qui lui avait été proposée par la direction pour succéder à Bernard Thibault l'an prochain.

La candidature de la favorite de l'actuel dirigeant a été rejetée par 304 voix, contre 255 l'approuvant et 82 abstentions, a indiqué la direction de la centrale.

Après ce rejet, la Commission exécutive, c'est-à-dire le gouvernement de la centrale, s'est de nouveau réunie à la mi-journée pour tenter de débloquent le processus de succession.

L'insistance du numéro un pour qu'une femme prenne pour la première fois les rênes de la centrale s'est heurtée aux partisans d'Eric Aubin, chargé du dossier des retraites et patron de la Fédération de la construction.

Aux yeux de ses détracteurs, Nadine Prigent, qui a représenté la CGT dans les réunions intersyndicales de ces dernières années, a l'inconvénient de mal connaître le secteur privé.

Ils lui reprochent aussi de prôner un retour à un syndicalisme d'opposition plus net, ce qui leur semble délicat dans le contexte du retour de la gauche au pouvoir.

Eric Aubin, 49 ans, qui dirige la fédération de la construction, vient, lui, du secteur privé et est considéré comme un moderniste. Ce syndicaliste originaire du Havre, chargé du dossier de l'emploi, a pris la responsabilité du dossier des retraites en 2009. (Reuters 31.05)

Je ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour intervenir sur cette question, ce qui se dégage de la lecture de cet article, c'est que le candidat le plus droitier a été retenu, le plus consensuel avec la CFDT, le gouvernement et le patronat.

1.2- La charrette du jour.

Le tribunal de commerce d'Arras s'est prononcé ce mercredi matin sur le sort de l'usine Meryl Fiber, spécialisée dans la fil textile de synthèse et basée à Saint-Laurent-Blangy, près d'Arras.

On s'y attendait mais le coup est rude pour l'emploi en Arrageois: le tribunal a signifié l'arrêt immédiat de l'usine avec poursuite de l'activité uniquement pour la mise en place des licenciements qui concernent 343 salariés. Il n'y aura pas de reprise de la production, avec liquidation totale. (lavoixdunord.fr 30.05)

2- Allemagne

Le constructeur automobile allemand Volkswagen a conclu un accord avec IG Metall prévoyant une augmentation de 4,3% sur 13 mois pour ses salariés en Allemagne, qui fait écho à l'accord national signé par l'organisation syndicale pour le secteur de la construction mécanique.

Cette revalorisation, dont bénéficieront les 97.000 salariés de VW impliqués dans la production et 5.000 employés de sa division services financiers, prendra effet dès le 1er juin, précise le constructeur dans un communiqué.

L'accord prévoit aussi l'embauche de 3.000 intérimaires.

"C'est un compromis très bon et acceptable" s'est félicité le négociateur d'IG Metall Hartmut Meine lors d'une conférence de presse jeudi à Hambourg.

L'accord signé après une nuit de négociations s'inscrit dans la ligne de celui conclu le 19 mai entre IG Metall et les employeurs du secteur de la construction mécanique, qui concerne 3,9 millions de salariés, dont ceux de groupes comme Daimler ou BMW.

"Les salariés vont obtenir une augmentation de salaire convenable", a déclaré Martin Rosik, qui a conduit les négociations pour le compte de VW. (Reuters 31.05)

3- Espagne

"Pour l'avenir du charbon espagnol et la renaissance des villes minières": des milliers de mineurs ont manifesté jeudi à Madrid derrière une banderole portant ces mots, contre la réduction des aides publiques qui menacent selon eux la survie économique de régions entières

Les mineurs espagnols, estimés à environ 8.000, ont fait quatre jours de grève depuis la semaine dernière pour défendre l'avenir des mines de charbon.

Selon les syndicats, 25.000 à 30.000 emplois directs et indirects seraient en péril dans des régions où des communes entières vivent de la mine depuis plusieurs générations.

Car le gouvernement espagnol, qui cherche à réduire le déficit public de 8,9% du PIB en 2011 à 5,3% cette année, a prévu une réduction de 63% (de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions cette année) des aides au secteur minier, subventionné par l'Etat.

"Si nous perdons les mines, nous perdons tout, les commerces, les emplois, tout. Les jeunes sont déjà au chômage et si maintenant les parents perdent leur travail, c'est toute la famille qui est détruite", assure Susana Bermudez, une épouse de mineur de 43 ans qui accompagne son mari.

Elle-même travaille pour une entreprise de nettoyage sous-traitante pour une mine de Mieres, dans les Asturies.

En pleine restructuration depuis les années 1990, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé, avec à la clef une réduction de plus de 40.000 emplois directs en 20 ans, et une production réduite à quelque 10.000 tonnes en 2011.

"Le gouvernement doit se rendre compte qu'il ne peut pas condamner les bassins miniers à la marginalité et au chômage", avertit Antonio Deusa, un représentant du syndicat UGT. "Dans une région où le dépeuplement est très important, s'ils ferment les mines, le problème va s'aggraver".

"Les régions minières sont celles où le chômage des jeunes est le plus élevé, près de 60%", avertit-il, "et aucun tissu industriel de remplacement n'a été créé". (AFP 31.05)

Economie

Inde

1- La croissance de l'Inde a sévèrement ralenti au dernier trimestre 2011-12, progressant de 5,3% sur un an, affectée par une économie mondiale en berne et une politique monétaire agressive, selon des données publiées jeudi qui sont les plus faibles depuis près de dix ans.

Avant même la publication des statistiques officielles, Dariusz Kowalczyk, économiste au Crédit Agricole, évoquait "le pessimisme extrême" concernant les perspectives économiques de l'Inde.

"Les fondamentaux sont faibles en raison d'une croissance ralentie, d'une inflation élevée et du ratio le plus élevé en Asie entre le déficit public et le Produit intérieur brut", a-t-il décrypté.

Les échanges à la Bourse de Bombay étaient aussi ralentis jeudi en raison de l'appel à une grève générale lancée par l'opposition pour protester contre la hausse des prix des carburants à la pompe. (AFP 31.05)

2- La compagnie aérienne indienne Kingfisher Airlines a publié jeudi la plus importante perte trimestrielle de son histoire, alors que le transporteur à court d'argent doit faire face à la hausse des prix du carburant et à la rude concurrence des compagnies à bas coût.

Kingfisher, qui était encore le deuxième transporteur aérien indien il y a un an, a été la première victime des turbulences dans l'industrie de l'aviation en Inde. Les six principaux transporteurs du pays affichent une dette totale de 20 milliards de dollars et des pertes annuelles de 2 milliards.

Le groupe est désormais la plus petite compagnie aérienne en Inde en terme de capitalisation boursière. Le titre de la société a plongé de plus de 80% depuis début 2011, valorisant Kingfisher en Bourse à moins de 100 millions de dollars.

La compagnie aérienne, détenue par le magnat des spiritueux Vijay Mallya, a perdu 11,5 milliards de roupies (165 millions d'euros) entre janvier et mars, à comparer avec une perte de 3,6 milliards un an auparavant.

Le transporteur met en cause les prix élevés du carburant, la faiblesse de la roupie ainsi qu'un "environnement opérationnel difficile, sans précédent", mais a indiqué qu'il espérait retrouver une activité normale dans les douze mois.

Le transporteur aérien a besoin d'au moins 500 millions de dollars immédiatement pour continuer de voler, selon le Centre d'aviation pour l'Asie-Pacifique, mais il n'y a eu aucun signe de financement à court terme.

L'Inde entend permettre aux compagnies aériennes étrangères d'investir à hauteur de 49% dans le capital des compagnies aériennes du pays, une mesure ardemment défendue par Kingfisher.

Les déboires de la compagnie indienne ne sont pas sans impact pour le constructeur aéronautique Airbus, filiale d'EADS, qui avait déjà mis en attente les livraisons d'avions à Kingfisher et devrait perdre une commande de 92 appareils, pour un montant total de 12 milliards de dollars. (Reuters 31.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 juin

CAUSERIE

En raison d'une coupure de courant qui durera la journée et plus de 42°C à l'ombre, le site ne sera actualisé que demain.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juin

CAUSERIE

Le mythomane et la menteuse. Ambiance délétère.

Rachida Dati est "*la plus grande menteuse de la République*", a déclaré dans une interview au JDD.fr le président du Nouveau Centre, Hervé Morin, en mettant en cause les raisons pour lesquelles elle avait expliqué son retrait de candidature pour les législatives à Paris face à François Fillon. "*On dit qu'elle s'est effacée pour Fillon, c'est faux: elle s'est effacée car il y avait un sondage qui la donnait à 7% quand François Fillon était à 40%*", a-t-il ajouté.

Hervé Morin a envisagé d'autre part une "*quinzaine de députés*" pour le Nouveau Centre, excluant, a-t-il souligné, "*ceux qui ont signé en faveur d'une organisation politique encore secrète, l'Union des radicaux, centristes, indépendants et démocrates (Urcid)*", et dont fait partie Jean-Christophe Lagarde, vice-président du NC.

"*On ne connaît pas le début de la signification politique (de l'Urcid). Moi, ma vie n'est plus avec eux*", a précisé l'ancien ministre de la Défense. "*Il ne peut pas y avoir de double appartenance à un parti.*"

"*Moi, je ne vais pas accepter une entreprise de démolition organisée*", a ajouté Hervé Morin en fustigeant "*le comportement de voyou*" de Jean-Christophe Lagarde, accompagné de "*racailles*", lors du dernier congrès du NC. (l'express.fr 01.06)

Syrie. Manipulation des masses.

Une majorité de 58% de Français se déclarent favorables à une intervention militaire des Nations unies en Syrie, selon un sondage Ifop pour l'hebdomadaire régional Dimanche Ouest France.

A la question de savoir si la France doit s'engager dans cette intervention militaire, les Français semblent également partagés : 50% pour et 50% contre, note l'Ifop. (AFP 02.06)

Donc si Hollande bombardait la Syrie, il ne ferait que respecter la "*volonté populaire*" CQFD.

Cadeau au patron.

Proposition phare de son programme qu'il avait défendue durant la campagne présidentielle, le contrat de génération permettrait à une entreprise embauchant en CDI un jeune de moins de 25 ans, placé sous le tutorat d'un senior de plus de 55 ans, de bénéficier pendant cinq années maximum d'exonérations de charges sur les deux salaires (totale pour celui du jeune, partielle pour le senior).

Concernant le financement le ministre a souligné que "*l'enveloppe du projet sera respectée, entre 2 et 3 milliards annuellement, qui seront pris sur les allègements de cotisation*". Cette mesure pourrait permettre de créer 500 000 emplois sur cinq ans. (lemonde.fr 01.06)

C'est l'Etat qui règlera la note aux organismes sociaux à la place des patrons... donc les travailleurs avec les taxes et les impôts qu'ils paient.

La panoplie complète du populiste. Clichés, gesticulations, déclarations tapageuses, provocations, coups médiatiques tordus...

"*Je m'engage à n'être que député*", a déclaré M. Mélenchon, samedi lors d'un débat sur France 3 Nord/Pas-de-Calais. (AFP 02.06)

Ce que ne dit pas ce charlatan :

S'il est élu député, le malheureux n'en restera pas aux 1.550 euros de retraite que perçoit un député débarqué au bout de cinq années de cotisation, 2 700 s'il rempile pour un deuxième mandat. En attendant il percevra un revenu d'environ 10 000 euros en incluant les avantages liés à la fonction.

Il a été sénateur du 2 octobre 1986 au 27 avril 2000, puis du 26 septembre 2004 au 7 janvier 2010, soit au total 19 ans, étant né le 19 août 1951 donc ayant droit à cette retraite (à 60 ans) depuis 2011, il touchera donc en plus des quelque 10 000 euros qu'il perçoit en tant que député européen ou député à l'Assemblée nationale à l'issue de son mandat européen, 6 757,36 euros par mois. (rue89.com) . Il bénéficie en outre ainsi que sa compagne du train gratuit et de l'avion à mi-tarif, etc.

A l'issue de son mandat de député européen, il a été élu le 7 juin 2009, il percevra en plus 1400 euros par mois.

J'ignore s'il perçoit d'autres revenus, droits d'auteur, salaire du PG, etc. en tout cas ça roule pour lui, si on additionne ses revenus, droits à la retraite et autres avantages, il va palper entre 15 et 20 000 euros par mois, pas mal pour quelqu'un qui vient d'estimer généreusement qu'une augmentation du Smic de 0,46 centimes d'euro de l'heure, c'était déjà pas mal !

Non, un député ne peut pas être au service de "*tous les Français*", des patrons et des ouvriers, tout simplement parce qu'ils ont des intérêts antinomiques. De même que la défense de l'intérêt général en régime capitaliste se confond avec la défense des intérêts de la classe dominante. Ce discours revient à nier la lutte des classes. On comprend pourquoi ce philistin est si médiatique...

- "*Je veux être député pour être député. Le député s'occupe de la Nation. Que l'on sillonne ou pas la circonscription est une toute autre question. Nous nous occupons de la France et de tous les Français*", a-t-il déclaré. (AFP 02.06)

Comment le PG soutient le gouvernement. Monsieur Mélenchon n'est pas des mendiants !

Le président du Parti de gauche (PG), Jean-Luc Mélenchon, a jugé vendredi que l'augmentation prévue du Smic, qualifiée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, de "*juste et raisonnée*" était toujours "*bonne à prendre*".

"*L'augmentation que propose Jean-Marc Ayrault est bonne à prendre, c'est 46 centimes d'euros de l'heure*", a dit M. Mélenchon interrogé sur Europe 1.

Le Premier ministre a annoncé vendredi matin que la hausse serait de moins de 5%. Le leader du PG s'est basé sur ce pourcentage pour son évaluation, soit 5% du Smic horaire brut qui est de 9,22 euros.

"*C'est toujours ça de pris, mais est-ce que c'est juste ? Non. Ce n'est pas juste parce que les fortunes accumulées par le capital sont considérables et ce n'est pas une nouvelle répartition juste que de donner 46 centimes de l'heure aux plus petites paies*", a répondu l'ex-candidat à la présidentielle.

M. Mélenchon a jugé que les mesures annoncées par le gouvernement (retraites, plafonnement des niches fiscales, quotient familial) constituaient "*des gestes qui ont un sens, que le gouvernement précédent n'aurait pas faits*".

"*Il faut les porter au crédit du président de la République*", a-t-il dit tout en prônant pour sa part "*une politique globale de relance de l'activité*" pour que "*le pays se remette à respirer*". (AFP 01.06)

Mélenchon émarge à 10 000 euros par mois environ en tant que député européen, et s'il était élu député le 17 juin, il doublerait la mise ou pas loin, alors 46 centimes d'euros de l'heure, c'est très très loin de ses préoccupations.

D'ici peu parmi vous, la majorité estimera qu'on n'a pas été suffisamment dur avec Mélenchon. Je me suis retenu de le matraquer davantage, ce pauvre type derrière sa grande gueule est faible, c'est un épouvantail, une serpillière, un manoeuvrier, un tartufe, finalement un laquais du régime.

Ce qui attend le Front de Gauche disions-nous récemment...

Le parti Die Linke (La Gauche) est menacé de désintégration, a estimé samedi l'un de ses chefs de file, Klaus Ernst, lors du congrès annuel de la formation à Göttingen, sur fond de lutte pour la suprématie entre ses branches Est et Ouest.

Die Linke, qui est le deuxième plus important parti de l'opposition au Bundestag avec 76 sièges sur un total de 622, pourrait passer sous la barre des 5% des voix, seuil en dessous duquel un parti ne peut siéger.

Die Linke avait obtenu 11,9% des suffrages aux élections législatives de 2009 mais, depuis lors, il est passé dans les sondages à 7% d'intentions de vote, sur fond de dissensions entre les tenants de la faction pragmatique, ceux de l'Est, issus des communistes

de la RDA, et les adhérents de la partie Ouest, plus radicaux.

"*Notre parti montre des signes de désintégration*", a lancé devant les 500 délégués Klaus Ernst, membre de la présidence collégiale sortante.

"L'avenir de notre parti n'est ni seulement à l'Ouest, ni seulement à l'Est. L'avenir de notre parti est dans l'union", a-t-il ajouté à la tribune.

Si Die Linke tombait sous le seuil des 5% aux législatives de septembre 2013, le SPD (sociaux-démocrates) et les Verts pourraient remporter ensemble une majorité au Bundestag, avec seulement 45 à 46% des voix. Dans les derniers sondages, ils totalisent 42%, tandis que la coalition de droite d'Angela Merkel (CDU/CSU et FDP) obtient 38% d'intentions de vote. Aucun des deux blocs ne remporterait, actuellement, une majorité absolue au Bundestag. (Reuters 02.06)

Emancipez-vous par les urnes !

Informations ouvrières n°202 page 2, Dominique Ferré :

"Pour notre part, nous affirmons que nul ne peut se réclamer de la démocratie, de la souveraineté des peuples et de la justice sociale s'il ne reconnaît pas au peuple grec le droit souverain, dans les urnes et par tous les moyens à sa disposition, à se libérer du carcan du mémorandum et de ses mesures barbares !"

Quelle est la nature de la démocratie que défend le POI ? Réponse en posant une autre question : Comment peut-on imaginer un seul instant que la démocratie, la souveraineté des peuples et la justice sociale auraient pu être respectées un seul jour, alors que la classe ultra minoritaire des exploités dans la société n'a jamais cessé de détenir le pouvoir économique et politique ?

Le POI s'est fait le porte-parole des illusions colportées par Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza, l'équivalent du FdG, ceci explique cela, on justifie sa politique comme l'on peut. Votez pour moi et sans rompre avec l'euro, l'UE, les institutions en place en Grèce, etc. je vous promet un avenir meilleur, ben voyons !

Alors de quoi se réclame donc le POI ? De la légalité, des institutions, du régime en place.

Actualité en titres

Le "**redressement productif**" = la désertification industrielle

- Le groupe volailler Doux placé en redressement judiciaire - AFP
- ArcelorMittal prolonge de six mois l'arrêt des hauts fourneaux de Florange - Lexpansion.com
- Faute d'accord avec Alstom, le groupe alsacien Lohr vers le dépôt de bilan - AFP
- L'usine Technicolor d'Angers placée en redressement judiciaire - Reuters

Hollande le fer de lance de la croisade impérialiste au Proche-Orient au côté d'Obama et Cameron.

- Pour Hollande, «pas de solution possible» en Syrie «sans le départ d'Assad» - Liberation.fr
- Syrie: Angela Merkel et Vladimir Poutine s'affichent unis pour une "solution politique" - 20minutes.fr

Parole de banksters.

- Les banques françaises assurent ne plus spéculer, les analystes dubitatifs - AFP

La compétition est rude !

- Le chômage repart à la hausse aux Etats-Unis - Lexpansion.com
- Zone euro: niveau jamais vu du chômage qui touche 11% de la population - AFP

- Taux de chômage record à 10,2% en avril en Italie - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Irlande

Les Irlandais ont approuvé à 60,3% des suffrages exprimés le pacte budgétaire européen soumis à référendum jeudi, a annoncé vendredi la responsable des opérations de dépouillement Riona Ni Flanighaile. Le "oui" a remporté 955.091 suffrages, contre 629.088 pour le "non".

Selon des estimations de la télévision irlandaise, seule la moitié des 3,1 millions d'électeurs ont déposé leur bulletin dans les urnes. Dans le passé, une faible participation a favorisé le "non" dans les référendums précédents en Irlande. (AFP 01.06)

Que vous votiez non ou oui, vous avez le droit de subir la même politique antisociale, alors pourquoi se déplacer pour aller voter ? C'est la réflexion qu'ont dû se faire de nombreux travailleurs. Oui mais, si le non l'avait emporté, patate patate...

Non cela ne se serait pas traduit par une offensive de la classe ouvrière, pas davantage que la fois précédente, ce genre d'argument est du domaine de l'enfumage qui sert à masquer la subordination des travailleurs au régime et aux institutions, l'absence de toute issue politique portée par un parti révolutionnaire ancré dans les masses, le refus de s'attaquer aux véritables illusions des masses.

2- Grèce

Alexis Tsipras, dirigeant de la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza), a promis vendredi de geler les baisses des salaires et des retraites, de nationaliser les banques et d'en finir avec les privatisations si sa formation remporte les élections législatives le 17 juin.

Dès jeudi soir, il avait souligné qu'il annulerait le mémorandum négocié avec le Fonds monétaire international et l'Union européenne s'il arrivait au pouvoir, en ajoutant que la Grèce ne serait pas pour autant obligée de sortir de l'euro.

Le chef de Syriza juge que la Grèce devrait renoncer à l'aide financière étrangère, qui, assortie d'une exigence d'austérité en matière de politique économique, n'a pas permis de sortir le pays de la crise.

"Le sauvetage a piégé tout un peuple; c'est la raison pour laquelle nous devons nous en débarrasser immédiatement", a-t-il déclaré vendredi. (Reuters 01.06)

Je ne sais pas comment les Grecs prennent ce genre de discours qui relève de la langue de bois sur au moins trois points ici :

1- Pas question de revenir sur les baisses de salaires et de retraites des deux dernières années ;

2- Nationaliser les banques, comment, en indemnisant leurs actionnaires, avec quel argent, qui va régler la note, les travailleurs ? ;

3- S'il renonce à l'aide financière de l'UE et du FMI et que dans le même temps il ne met pas la main sur les avoirs des banquiers et des grands capitalistes, s'il ne rompt pas avec l'euro, où va-t-il trouver l'argent pour payer les factures de l'Etat, les salaires des fonctionnaires ?

3- Syrie

Le président russe Vladimir Poutine est resté ferme sur ses positions sur la Syrie, écartant de nouveau toute sanction de l'ONU contre le régime de Bachar al-Assad de même que le départ du dirigeant syrien, lors de déplacements vendredi à Berlin puis à Paris.

Il n'y a *"de sortie de cette situation qu'avec le départ de Bachar al-Assad"*, a insisté M. Hollande, estimant qu'il s'agissait d'*"un préalable pour la transition politique"*.

Sur ce thème aussi, il s'est heurté à une fin de non-recevoir du dirigeant russe. *"Si on écarte du pouvoir le président en exercice, est-ce que vous croyez qu'il y aura un bonheur total dans ce pays ?"*, s'est-il interrogé.

Mais si le ton du président russe était plutôt mesuré à Paris et à Berlin, la diplomatie russe a affirmé vendredi à Moscou que la

tuerie de Houla avait été provoquée par "*l'aide financière*" étrangère et par "les livraisons en contrebande d'armes modernes aux rebelles".

A Berlin, le président russe a insisté sur le fait que, selon lui, aucune solution à la crise syrienne ne pourra être obtenue "*par la force*". Une façon de répondre à François Hollande qui, mardi dernier, n'avait pas écarté une intervention militaire dans le cadre de l'ONU.

Sur ce point, la position française est sensiblement différente de celle de l'Allemagne qui, à plusieurs reprises, a rejeté l'usage de la force contre le régime de Bachar al-Assad.

Face à la "*situation très difficile de la Syrie*", Mme Merkel a assuré qu'il fallait tout faire pour que le plan de paix du médiateur international Kofi Annan soit appliqué "*et, le cas échéant, élargi*". (AFP 01.06)

4- Iran

Les médias occidentaux évoquent la rencontre, à Bagdad, concernant le devenir du nucléaire iranien. Mais y a-t-il de la part de l'Occident une volonté réelle de trouver un accord ?

La presse iranienne ne semble pas accorder beaucoup de crédit à ces réunions, même celle de Moscou. Par exemple, selon le quotidien ultra-conservateur Kayhan, dont le directeur est nommé par le Guide suprême iranien Ali Khamenei : "*Les discussions de Moscou n'aboutiront à rien*". Pourquoi ? Parce que les puissances occidentales font monter les enchères tellement haut, qu'elles sont inacceptables pour Téhéran. Selon ce quotidien, les grandes puissances cherchent seulement à gagner du temps.

Pour le moment, il y a la crise économique européenne et des priorités d'ordre monétaire. Aussi cherche-t-on à freiner la progression des cours du pétrole et faciliter la réélection du président américain Barack Obama en novembre 2012.

Que penser du fait que le Premier ministre israélien vient enfin d'obtenir une majorité écrasante au parlement pour engager une guerre contre l'Iran ? Que penser de l'armada militaire délirante constituée par les Etats-Unis dans le Golfe... comme si tout était déjà décidé ? Les réunions organisées par les leaders occidentaux semblent en effet de la pure mise en scène... comme d'habitude. (liesi 27.05)

Social

1- Italie

Le taux de chômage ajusté des variations saisonnières italien s'est établi à 10,2% pour le mois d'avril, un nouveau record depuis le passage à la publication mensuelle de cette statistique en janvier 2004, selon des données officielles publiées vendredi. (Reuters 01.06)

2- Canada

Des milliers de personnes ont bravé la pluie samedi à Montréal pour manifester contre la hausse des frais de scolarité et afficher leur détermination à poursuivre la mobilisation, 48 heures après la rupture des négociations entre les étudiants et le gouvernement québécois. (AFP 02.06)

3- Israël

Plusieurs milliers d'Israéliens ont manifesté samedi soir dans trois villes contre les inégalités sociales et le montant élevé des loyers, tentant de relancer le vaste mouvement de protestation de l'été 2011.

A Jérusalem, plus d'un millier de manifestants ont défilé en direction de la résidence du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avec des pancartes proclamant "*Le capitalisme porcine n'est pas casher*", "*Nous voulons la justice, pas la charité*" et "*Le peuple réclame la justice sociale*", a rapporté un correspondant de l'AFP.

Plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup appartenaient à des mouvements de jeunesse, ont défilé à Haïfa, selon les médias.

A Tel Aviv, plus de 3.000 manifestants ont réclamé plus de justice sociale. Certains portaient des affiches condamnant le racisme, à la suite d'une récente montée des tensions raciales dans cette ville où résident des dizaines de milliers d'immigrants africains.

Un porte-parole de la police a indiqué à l'AFP qu'au total 5.000 personnes environ avaient participé aux rassemblements de

samedi soir. (AFP 02.06)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Les marchés ont connu une nouvelle journée de déprime vendredi après de mauvais indicateurs aux Etats-Unis, ultime mauvaise nouvelle d'une journée et d'une semaine pourtant déjà riches en la matière.

Les Bourses européennes ont brutalement décroché vendredi après-midi, avant de se ressaisir légèrement pour certaines, pour terminer néanmoins toutes dans le rouge. L'euro a également accusé le coup juste après l'annonce d'une remontée du taux de chômage américain en mai, confirmant la fragilité de la croissance aux Etats-Unis.

A la clôture, la Bourse de Francfort affichait une chute de 3,42%, la Bourse de Paris perdait 2,21% et Londres cédait 1,14%. La Bourse d'Athènes, épice de la crise dans la zone euro, a chuté elle de plus de 4%, entraînée par la dégringolade des autres places européennes.

Outre-Atlantique, Wall Street a connu sa pire séance de l'année, avec un plongeon de 2,22% du Dow Jones.

L'activité du secteur manufacturier s'est ainsi fortement contractée en mai dans la zone euro, retombant à son plus faible niveau depuis l'été 2009 et le taux de chômage dans la zone euro a atteint en avril le niveau record de 11%.

A cela s'ajoutent des inquiétudes sur les économies émergentes, Chine en tête, qui commencent à souffrir de la récession en Europe. Idem en Inde où la croissance a sévèrement ralenti au dernier trimestre 2011-12, progressant de 5,3% sur un an, selon des données publiées jeudi, les plus faibles depuis près de dix ans.

Le Brésil n'a pas fait mieux, annonçant vendredi un ralentissement de sa croissance plus important que prévu, avec un maigre 0,2% au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011.

Dans ce contexte morose, les chiffres du chômage américain sont venus confirmer s'il en est encore besoin, le ralentissement de l'économie mondiale. "*Les Etats-Unis sont en train de subir les conséquences de la récession en Europe, tout comme la Chine et les pays émergents*", précise Yves Marçais, vendeur d'actions chez Global Equities.

Mais c'est surtout la crise qui n'en finit de s'aggraver dans la zone euro qui inquiète les investisseurs au plus haut point. (AFP 01.06)

2- Suisse.

- Le programme présenté le 26 Janvier 2012 par François Hollande, favori de l'élection présidentielle sera un désastre pour les épargnants s'il atteint le poste de Président: impôt de bourse, réduction des niches fiscales, revanche sur le Bouclier fiscal. C'est pourquoi la délocalisation légale des actifs financiers est de rigueur assortie, à partir de 250.000 € d'actifs, d'une optimisation fiscale de droit européen sur laquelle l'Etat français aura beaucoup de mal à intervenir. Les affirmations du Président Sarkozy et de son challenger, François Hollande, de vouloir taxer les exilés fiscaux est une pure illusion qui ne peut pas être suivi d'effet.

Pour un résident suisse, il est fiscalement résident à partir de 3 mois de résidence. Sa fortune, en banque suisse, est couverte par le secret bancaire en vigueur et il n'y a pas d'échange d'information ni de reporting au fisc français! Ni les cantons suisses, ni le gouvernement fédéral ne collaboreront à une solution unilatérale visant à taxer les revenus du patrimoine de français résidents en Suisse ou à une retenue à la source. Il y a la Directive Epargne de l'UE qui s'applique aux non-résidents mais qui peut être facilement évitée. (Source : <http://www.gardinerfinance.com/index.html>) (liesi 29.05)

3- Analyse d'un économiste

Un krach monétaire et systémique global.

Tous les signaux clignotent et toutes les alarmes hurlent.

Il y a de longs mois, nous avons évoqué qu'une baisse des métaux serait mise en place pour que la Chine puisse se charger en Or à un prix raisonnable.

Ouvrez les yeux, cela semble bien avoir été fait ces derniers mois. Personne ne va vous donner le tempo exact de l'envolée vers

les sommets nécessaires à la réforme monétaire.

Vous souvenez-vous que nos sources au cœur du système nous avaient dit en mars, que la Réforme monétaire ne pourrait avoir lieu tant que la Chine n'aurait pas 3.000 tonnes d'or ?

Dans son dernier article public sur silverdoctors, Jim Willie développe (plus longuement dans sa lettre confidentielle) et annonce que l'EST a acheté 5.000 tonnes d'or depuis février.

The Gold cartel cannot stop the price rise, because they will have no physical gold. They are being raided of their gold bullion by the East, to the tune of 5000 (five thousand) metric tons since the end of February. That figure was confirmed by my source, who also claims that the major banks are short well over 20,000 metric tons after illegally grabbing the Allocated gold accounts held in their custody. Law suits are occurring in Switzerland to this effect.

Vous aurez noté que les plus grosses banques ont vendu plus de 20.000 tonnes, placées sous leur garde... si vous êtes en GLD, en Bullion Bank ou autres ETF, vous avez intérêt à accélérer votre sortie pour prendre livraison de vraies pièces d'or ou d'argent, tant qu'on en trouve sur le marché.

Jim Willie transmet que l'une de ses sources au cœur du système bancaire européen, lui a dit en confidence la semaine dernière, que les pertes de JPM allaient s'élever à plusieurs centaines de milliards de Dollars et pourraient se comptabiliser en trillions \$.

L'immense château de cartes des US T-Bonds nourris à 0% malgré un déficit annoncé de 1,5 T\$, serait en train de s'effondrer. La Chine aurait obtenu un droit qui n'avait jusqu'alors jamais été consenti à une Banque centrale étrangère : celui d'acheter ou de vendre les obligations du trésor américain sans passer par Wall Street.

Certains observateurs se demandaient si la Chine achetait à la Fed pour ensuite revendre à Wall Street ou si elle vendait en masse à la Fed.

Quoiqu'il en soit, ce marché s'est pris une vague scélérate en mars-avril et les pertes de JPM ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

En décembre 2011, Zhang Jianhua directeur de la recherche à la P.O.B.C. a été cité dans un journal chinois officiel disant: *"Il n'y a plus aucune valeur sûre aujourd'hui. Le seul moyen de se protéger est de détenir la monnaie de base, l'or."* Accélérez votre sortie de tous les marchés pour passer en métaux précieux. L'or est le plus sûr à TCT, l'argent le plus profitable sur le LT. Voilà ce que disent les vrais professionnels.

Rien ne vous empêchera de passer de l'un à l'autre...

N'attendez pas.

La Chine et le Japon viennent d'annoncer qu'ils n'utiliseront plus le Dollar dans leurs échanges bilatéraux en juin... dans quoi 5 jours, 10 jours ?

L'ultimatum des Etats-Unis sur les pays achetant du gaz et du pétrole à l'Iran arrive également à échéance mi-juin. Si les BRICAAD lancent leur propre SWIFT, le Dollar va souffrir très rapidement, sans pour autant faire monter l'Euro.

Vous avez vu que l'Or avait monté cette semaine, alors que l'Euro chutait face au Dollar. Cela va s'amplifier.

C'est un signe.

Jim Sinclair vient d'envoyer un email à tous les souscripteurs de sa lettre confidentielle:

"Nous assistons à l'agonie de toutes les monnaies fiduciaires, c'est ce que nous montre l'or." "we are currently witnessing the death throes of all fiat currencies, and that gold seems to recognize the fact."

Krach systémique Global ?

Mardi dernier, le Wall Street Journal diffusait un interview avec Gensler du CFTC, qui reconnaissait qu'Obama avait fait les premiers pas pour socialiser les dettes des sociétés de clearing. Socialiser les dettes, c'est la manière élégante de dire que si l'une de ces sociétés fait faillite, le fisc américain fera retomber le fardeau de cette nouvelle dette sur les générations à venir.

En fait, Obama s'apprêterait à couvrir la totalité des produits dérivés.

Au moment où le Crédit Agricole prête 10 M€ à la Banque Papadopoulos, elle va se couvrir avec un CDS auprès d'une banque comme JPM ou Citigroup, de façon à ce que si cette Banque grecque fait défaut sur sa dette, le Crédit Agricole soit intégralement remboursé de ces 10 M€. Cette somme s'appelle le montant notionnel. Pour être exact, le CA sera remboursé de 10M € moins la valeur de son CDS sur le marché.

L'ensemble des CDS représentait en décembre 2011 dans les statistiques de la B.I.S. une valeur de 27.285 Milliards de \$. Grosso Modo, c'est le chiffre d'affaires de cette forme d'assurance qu'ont généré les grosses banques de Wall Street.

A l'heure où les banques européennes tombent comme des mouches, où la Grèce a fait défaut sur 75 ou 90% de ses dettes, et que ces banques, qui ont voulu jouer les compagnies d'assurances doivent payer les factures, il est plus intéressant de regarder l'autre colonne du tableau sur les CDS de la B.I.S., c'est-à-dire quelles sommes les grosses banques de Wall Street ont accepté de couvrir... et grosso modo, les montants notionnels qu'on va leur demander de payer dans les semaines et les mois qui viennent.

La somme en jeu est de 647.762 Milliards de \$. Vous avez bien lu 647 Mille Milliards de \$ ou 647 Trillions de \$.

La dette publique américaine est officiellement de 115 Trillions de \$, les Dérivés OTC représentent 5,6 fois cette dette publique US.

Autrement dit, Obama pourrait être en train de multiplier à terme la dette du citoyen américain par 6, d'un simple trait de plume, si je ne me trompe pas sur les chiffres, le sens de l'article du WSJ, reproduit par SD. J'extrapole seulement puisque SD ne s'intéresse qu'au Comex, qui n'est qu'un marché des dérivés.

Pour moi, une telle décision d'Obama est un juste motif pour mettre le pays à feu et à sang.

Jesse du Café américain développe le sujet.

La FED aurait pris des mesures d'urgence pour éviter un défaut systémique sur :

- le CME, c'est-à-dire le marché des futures US et notamment le Comex pour l'or et l'argent;

- l'ICE, le marché des futures cotés à Londres ainsi que le marché des dérivés;

- LHC clearnet, l'une des plus grosses chambres de compensation de marchés et de dérivés au Monde, présente à Londres, Paris et dans toute l'Europe. LHC compte pour 50% du marché des dérivés centré sur les taux d'intérêt, qui représente 348 T\$. C'est la deuxième chambre de compensation au monde pour les obligations d'état, elle travaille pour 13 marchés gouvernementaux. Son champ d'activité touche également les matières premières, les métaux précieux, l'énergie, le transport et bien sûr les Credit default Swaps.

Il est possible que des mesures soient prises à Très Court Terme, obligeant les acheteurs de MPx sur les marchés à accepter de recevoir du cash en lieu et place des métaux achetés.

source : Jesse's Cafe Americain du 25 mai ... qui cite encore et toujours le WSJ. Egon von Greyerz au cours d'un interview le 10 mai à KWN :

L'attention va éventuellement se détourner sur les États-Unis. Nous savons que les bons du trésor Américain ne pourront plus jamais être remboursés avec la monnaie actuelle. Donc, ce que nous avons vu sur le marché obligataire n'a pas été une fuite vers la sécurité parce que les obligations ne peuvent pas être remboursées. Et comme l'attention va se détourner sur les États-Unis, le marché obligataire sera testé.

En Europe, nous avons vu la souffrance, mais il n'y a pas encore eu de véritable austérité. L'austérité signifierait un arrêt des avantages sociaux, une coupure radicale des pensions, mais cela ne se passe nulle part comme ça. Les gens ont été mécontents des réductions effectuées jusqu'à présent, mais ce n'est rien comparé aux réductions qu'ils vont devoir subir. Si nous avons un été chaud en Europe, je peux dire que des émeutes vont débiter très rapidement et se diffuser d'un pays à l'autre. C'est inquiétant, mais malheureusement, c'est là que nous en sommes et cela va s'aggraver. Franchement, les investisseurs doivent se positionner pour escompter plus de chaos. (liesi 28.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 juin

CAUSERIE

Je me suis enfin décidé à trouver une application qui permet de télécharger des vidéos via You Tube : Final Media Play fonctionne correctement et est très simple à utiliser. Ma connection est tellement lente que c'est quand même la galère, pour télécharger un morceau de musique qui dure 5 minutes, il faut entre 30 minutes et une heure ! Mais bon, pendant ce temps-là je fais autre chose. Il faut s'armer de patience et avec la chaleur écrasante, on a tendance à en manquer !

Je ne vous parlerai pas davantage de la vie en Inde, je suis de bonne humeur ce matin et je tiens à y rester.

J'ai mis en ligne 15 nouveaux articles. Sans les articles du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca, il serait impossible de comprendre ce qui se passe réellement en Syrie, par exemple. Il existe peut-être d'autres sources aussi sérieuses, je n'en sais rien.

Vous aurez remarqué que les rares partis qui se démarquent des positions officielles ne les citent jamais, ils rédigent leurs articles en se servant des données fournies par ces journalistes ou militants ou d'autres comme s'ils étaient eux-mêmes au fait des événements, comme s'ils disposaient de correspondants sur place, alors que ce n'est pas le cas, ils gardent jalousement leurs sources, c'est petit, mesquin. Ils ne citent que les médias officiels, et encore pas toujours.

Il est vrai qu'une fois qu'on a lu tous ces articles, il n'y a pas grand chose à ajouter, sinon la stratégie à adopter par rapport aux régimes en place dans ces pays ou recadrer leurs analyses.

En observant d'autres portails de partis politiques aux pages d'accueil surchargées que j'estime peu pratiques, pour ne pas dire d'un mauvais goût certain ou bordéliques à trop vouloir en faire, on a davantage l'impression d'avoir à faire à des gadgets qu'à quelque chose de sérieux, mais je suis peut-être ringard. Personnellement je préfère une présentation sobre, épurée et pratique, où en un clin d'oeil on trouve le ou les liens qui nous intéressent. Pour le reste je ne suis pas informaticien, donc je me débrouille pour faire au mieux.

Juste une réflexion politique rapide.

Mélenchon se présente comme un champion du combat contre l'extrême droite, généreusement relayé par les médias, pour faire oublier qu'il ne peut pas revendiquer ce titre contre le capitalisme et le régime en place.

Pour indication. Le Front de Gauche revendique 10 000 adhérents, le second du FN et compagnon de la Le Pen a déclaré que son parti avait atteint pour la première fois les 50 000 adhérents.

Bon courage et bonne semaine à tous.

Combattre sur quel axe politique ?

Comment organiser le combat politique contre le régime, unir la classe, lui donner des objectifs dans lesquels elle se reconnaît toutes couches confondues et sur lesquels elle peut se regrouper ?

Il y a bien les revendications sociales non satisfaites sur les salaires, l'emploi, la précarité, la santé, le logement, l'école, l'université, les retraites, etc. autant de revendications qui se déclinent différemment selon les secteurs d'activité, le prolétariat est très hétérogène, il y a presque autant de cas différents qu'il y a de situations particulières, d'où en partie la difficulté de rassembler les masses dans un même combat et dans une seule direction.

On peut remédier à ce problème ou le contourner en mettant en parallèle à chaque revendication sociale son pendant au titre des privilèges accordés à la classe des nantis.

Sur les salaires c'est facile, d'un côté 46 centimes d'augmentation du Smic, de l'autre des patrons qui perçoivent des salaires mirobolants. Sur la précarité, elle ne concerne que ceux qui n'ont que la vente de leur force de travail pour survivre, les riches ne se posent même pas cette question, idem pour l'accès au droit à la santé, au logement, à l'école, à l'université, quand tu es plein de fric tu te paies ce dont tu as besoin et l'affaire est réglée, quand tu n'en as pas ou pas assez, c'est un casse-tête au quotidien, un cauchemar.

Sur les retraites, il y a le statut particulier des députés et sénateurs, il suffit d'accomplir un mandat (5 ou 6 ans) pour percevoir une retraite, tandis que les travailleurs doivent cotiser plus de 41 ans.

Sur la dette de l'Etat, il y a les exonérations de cotisations sociales, la baisse de l'impôt sur les bénéficiaires, la multitude de jeux comptables qui permettent de trafiquer les bilans des sociétés, etc. ce que les travailleurs ne peuvent pas faire.

A bas les privilèges fut le mot d'ordre fédérateur des différentes couches de la bourgeoisie contre la monarchie en 1789 qui par ailleurs avaient toutes sortes de revendications à faire valoir. Le pouvoir politique ne lui servait à rien si ces privilèges n'étaient abolis, la classe des féodaux conservait le pouvoir. Donc le combat pour le pouvoir politique et pour l'abolition des privilèges des nantis, pour le pouvoir économique, doit être mené conjointement, il est inséparable. Facile, puisque c'est la Constitution, les institutions qui garantissent les privilèges de la classe dominante.

On en déduira que puisque pour satisfaire l'ensemble de nos besoins ou aspirations il faut liquider ces privilèges, il faut au préalable ou simultanément liquider la Constitution qui sur le plan juridique légalise ces privilèges, leur assure une légitimité du point de vue de la classe qui détient le pouvoir. Séparer les deux, comme c'est le cas depuis l'après-guerre, conduit infailliblement à l'impuissance, à la paralysie, à l'impasse politique du mouvement ouvrier, elle traduit son degré de décomposition.

Vouloir s'attaquer aux privilèges de la classe dominante sans s'attaquer à ce qui lui garantit une existence légale, ce qu'exprime le refus d'axer le combat contre les institutions de la part des opportunistes, c'est finalement refuser de combattre pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour le socialisme.

Que les militants ne s'y trompent pas, toute concession dans le discours des dirigeants des partis ouvriers correspond à des concessions sur les principes ou une capitulation face à l'ennemi sur le plan pratique, elle traduit leur adaptation au capitalisme et leur abandon du combat pour le socialisme.

A bas les privilèges des capitalistes et les institutions qui ne servent qu'à les justifier, ils sont illégitimes contrairement à nos besoins ! Voilà sur quel axe politique les masses pourraient être organisées, le parti devrait être construit. Quel parti est sur cette ligne politique ? Réponse : aucun.

On pourrait dire la même chose des syndicats qui ne servent plus qu'à alimenter les appareils des différents partis.

Lier le combat contre les privilèges des capitalistes et les institutions présenterait l'avantage d'unir syndicats et partis dans un même combat, de réaliser l'unité de la classe en partant de ses revendications sociales tout en leur donnant un contenu politique, ce à quoi ni les uns ni les autres ne tiennent, pourquoi, pardi, parce qu'ils soutiennent le régime en place qui les nourrit !

Retirer tous les avantages matériels et financiers accordés par l'Etat aux syndicats et demain ils auront pratiquement disparu, et les partis qui leur sont organiquement liés seront réduits à quelques centaines de membres.

Rien n'empêche les militants des différents partis ou qui sont inorganisés de combattre sur cet axe, de discuter avec les travailleurs sur la base de cette ligne politique.

Gouvernement des capitalistes. Enfumage. Langue de bois. Double langage. Hypocrisie. Mensonge.

En Grèce. Le ministre des Finances Pierre Moscovici a estimé dimanche, lors du Grand jury RTL/Le Monde/LCI, que la question d'une sortie de la Grèce de la zone euro «*se posera sans doute*», si le pays revient sur ses engagements à l'austérité pris auprès de l'UE et du FMI en cas d'arrivée au pouvoir de la gauche radicale.

«*Ca pose problème. Si les Grecs eux-mêmes ne respectent pas leur engagement, là on se trouverait dans une situation qui serait infiniment plus compliquée*», a souligné Pierre Moscovici. (20minutes.fr 03.06)

En France. Le ministre des Finances Pierre Moscovici a estimé dimanche, lors du Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI, que la Commission européenne défendait, dans ses recommandations économiques à la France, une «*logique libérale qui n'est pas*» celle du gouvernement, évoquant le coût du travail ou la TVA sociale.

Même si «*la tâche est difficile*», il faudra selon lui «*combinaison redressement et justice*» pour, quoi qu'il arrive et comme Paris s'y est engagé, «*tenir les 4,5% (du PIB de déficit public, ndlr) en 2012 et 3% en 2013*», même si cela représente «*une marche importante*». (20minutes.fr 03.06)

Pour lui, les violentes mesures d'austérité adoptées en Grèce contre les travailleurs doivent être appliquées, car il ne fait aucun doute qu'elles permettent de «*combinaison redressement et justice*» ! C'est bien ce que pensent aussi les amateurs milliardaires grecs qui ne paient pas d'impôts, n'est-ce pas ?

Assurément, il tiendra le même discours à propos de la France... après les législatives. Vous en doutez ?

Quelles mesures significatives ont-ils prises ou annoncées contre les privilèges dont bénéficient l'industrie financière ou les capitalistes en général pour récupérer des centaines de milliards d'euros qui font défaut à l'Etat ? Réponse : aucune. Au contraire, ils vont leur faire de nouveaux cadeaux via de nouvelles exonérations de cotisations sociales qui seront financées par une augmentation des cotisations sociales des travailleurs (CSG ?).

L'austérité et l'injustice s'applique en France, c'est justifier l'existence de 200 000 millionnaires en euros et refuser de passer le Smic à 1 700 euros nets par mois, de revenir à une retraite à taux plein avec 37,5 annuités, etc.

La méthode de Moscovici et du gouvernement consiste à nier que l'austérité existerait déjà en France pour dire qu'elle n'existera pas demain et qu'il faudrait se satisfaire de ce discours. Inutile de dire que tous les vendus ont sauté sur l'occasion, normal, ce discours a été spécialement conçu pour qu'ils puissent le reprendre à leur compte et soutenir ainsi le gouvernement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

1.1- Les partisans de la démocratie en Egypte, qui avaient souhaité la peine de mort pour Hosni Moubarak, ont lancé dimanche un appel à un nouveau soulèvement, au lendemain de la condamnation à la réclusion à perpétuité de l'ancien président égyptien pour son rôle dans la répression des manifestants de la "révolution du Nil" début 2011.

Les manifestants, qui ont envahi les rues du Caire et d'Alexandrie dès le prononcé du verdict samedi, protestent également contre l'acquittement de six hauts responsables de la sécurité, même si l'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adli a lui été condamné à la perpétuité.

Les manifestations de rue se sont poursuivies dans la nuit de samedi à dimanche par des rassemblements sur la place Tahrir du Caire, lieu emblématique du soulèvement qui a conduit à l'éviction de Moubarak le 11 février 2011.

Beaucoup ont vu dans le verdict de samedi la preuve que le clan Moubarak est encore aux commandes à 15 jours de la présidentielle, considérée pourtant comme la dernière étape de la transition vers la démocratie.

Nombre de jeunes opposants au régime de Moubarak, aussi bien de gauche que libéraux, ont été démoralisés de voir que leurs candidats avaient été éliminés au premier tour de la présidentielle le mois dernier.

De nombreux égyptiens estiment que l'armée, dirigée par un ministre de Moubarak, conservera une grande influence après la prise de fonction du nouveau président. Le succès électoral d'Ahmed Chafik, ancien commandant de l'armée de l'air, a accru ce soupçon.

L'Egypte est gouvernée par des militaires depuis 1952. (Reuters 03.06)

1.2- Le procureur général égyptien va faire appel après les verdicts rendus samedi dans le procès du président déchu Hosni Moubarak, qui ont provoqué une vague de protestations, a-t-on appris dimanche de source judiciaire.

Le procureur "a ordonné d'entamer les procédures d'appel", a-t-on appris auprès du Parquet.

Cette source n'a toutefois pas précisé si ces appels visaient toutes les décisions de justice rendues samedi, ou seulement les acquittements.

Pour le journal indépendant al-Chorouq, "Moubarak est condamné, son régime acquitté" et "les révolutionnaires sont à nouveau sur Tahrir". (AFP 03.06)

2- Syrie

Le président syrien Bachar al Assad a énergiquement condamné dimanche le massacre de Houla qui a fait plus de 100 morts il y a dix jours et a appelé les Syriens à s'unir pour mettre fin à la crise qui secoue le pays depuis 15 mois.

Le chef d'Etat syrien, qui s'est rarement montré ou exprimé en public depuis le début de l'insurrection dans son pays, à la mi-mars 2011, a prononcé un discours d'une heure devant le Parlement, dans lequel il a redit qu'il continuerait à réprimer ses opposants décrits comme des terroristes chargés de mettre en oeuvre un complot étranger.

Il a parallèlement offert le dialogue aux opposants n'ayant pas pris les armes ou qui ne sont pas appuyés par l'étranger.

"Cette crise n'est pas une crise interne. C'est une guerre extérieure menée par des éléments internes", a déclaré le président syrien, qui semblait détendu. "Si nous travaillons ensemble, je confirme que la fin de cette situation est proche."

"Ce qui s'est passé à Houla (...) et ce que nous décrivons comme des massacres horribles et abominables, ou de véritables monstruosité, même des monstres ne commettent pas ce que nous avons vu", a déclaré Bachar al Assad.

Pour Bachar al Assad, la Syrie subit une escalade du terrorisme en dépit des réformes politiques, comme la tenue d'élections législatives le mois dernier, et affronte une guerre venue de l'étranger.

"Nous n'affrontons pas un problème politique parce que, si c'était le cas, ce parti proposerait un programme politique. Ce que nous affrontons est une (tentative de) semer le conflit intercommunautaire et l'instrument en est le terrorisme", a dit Assad.

"Le problème auquel nous faisons face est le terrorisme. Nous avons devant nous une vraie guerre venue de l'étranger".

Les pays musulmans sunnites, notamment les monarchies du Golfe, soutiennent le soulèvement contre Bachar al Assad, un alaouite proche de l'Iran chiite et du Hezbollah.

Le chef de l'Etat syrien s'est dit prêt à renouer le dialogue avec les opposants, *"s'ils ne se sont pas livrés à des actes de terrorisme"* et s'ils ne sont pas soutenus par des puissances étrangères, a-t-il précisé.

"Nous allons continuer avec fermeté à faire face au terrorisme, laissant la porte ouverte pour tous ceux qui veulent y renoncer", a-t-il ajouté. "J'exhorte tous ceux qui hésitent toujours à y renoncer, à prendre cette décision. L'Etat ne se vengera pas".

Dans l'opposition, Abdelbaset Sida du Conseil national syrien, a estimé que le discours du président n'était que des paroles en l'air. (Reuters 03.06)

3- Irak

La crise politique qui accable l'Irak depuis des mois et paralyse l'action de son gouvernement donne des signes d'aggravation avec des appels répétés à la démission du Premier ministre Nouri al-Maliki, accusé d'être *"un dictateur"*.

La crise, qui couvait depuis longtemps, s'est déclarée au grand jour en décembre, au moment du retrait des troupes américaines d'Irak. Le bloc Iraquiya, laïque mais dominé par les sunnites, a annoncé un boycott du gouvernement et du Parlement pour protester contre la monopolisation du pouvoir par M. Maliki, un chiite.

Celui-ci a de son côté tenté d'évincer le vice-Premier ministre Saleh Moutlak, membre d'Iraquiya, qui l'avait accusé d'être *"pire que Saddam Hussein"*. Le même mois, un mandat d'arrêt a été délivré contre le vice-président Tarek al-Hachémi, accusé d'avoir fomenté des meurtres. M. Hachémi, qui appartient également au bloc Iraquiya, a fui le pays et son procès par contumace est en cours à Bagdad.

Les dirigeants kurdes ne sont pas en reste et le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, a attaqué à plusieurs reprises le chef du gouvernement ces derniers mois. Le différend a aussi une dimension économique, avec un bras de fer sur la répartition des recettes pétrolières entre région et autorités centrales.

Le chef religieux radical chiite Moqtada Sadr, dont la formation fait partie du gouvernement, de même qu'Iraquiya et les Kurdes, a également rejoint en début d'année les rangs des détracteurs de M. Maliki, qu'il a lui aussi qualifié de *"dictateur"*.

A l'inverse, le grand ayatollah chiite Kazem al-Haïri, qui vit en Iran, a semblé apporter son soutien à M. Maliki en déclarant, interrogé sur la crise politique, qu'il est *"+haram+ (interdit par l'islam) de voter en soutien à une personne laïque"*.

Le ton s'est sensiblement durci ces dernières semaines, les détracteurs de M. Maliki évoquant désormais son éviction du gouvernement. Iraquiya a tenté de convaincre le président Jalal Talabani de lancer un vote de défiance.

"Si Maliki reste Premier ministre, cela menace l'unité nationale et conduira à la division du pays, à la poursuite de la corruption et à plus de violations des droits de l'Homme", a accusé samedi le vice-Premier ministre Saleh Moutlak, le qualifiant de nouveau de "dictateur".

"Nous appelons les forces politiques (...) à s'unir pour (lui) retirer la confiance et mettre fin à la dictature rampante en Irak", a-t-il ajouté.

"*Maliki doit changer, ou il sera remplacé*", a pour sa part prévenu récemment le chef de cabinet du dirigeant kurde Barzani, Fouad Hussein.

L'intéressé a pour sa part affirmé samedi à l'issue d'une rencontre avec des chefs tribaux de la province disputée de Kirkouk (nord) que ceux-ci lui avaient apporté leur soutien.

L'étirement en longueur du conflit politique n'est pas sans conséquence sur le travail des institutions qui apparaissent paralysées.

Le Parlement n'a adopté aucune loi importante ces derniers mois, à l'exception du budget, laissant notamment de côté un texte sur les hydrocarbures jugé crucial pour l'avenir du pays. Et une grande conférence nationale, envisagée en décembre afin de désamorcer ces tensions, n'a toujours pas eu lieu. (AFP 03.06)

4- Allemagne

Deux candidats peu connus ont été portés samedi soir à la tête de Die Linke (La Gauche) lors du congrès annuel du parti, qui se déroule à Göttingen sur fond de dissensions entre tenants du pragmatisme issus de l'ex-RDA et adhérents de l'Ouest, plus radicaux.

Bernd Riexinger, pour l'Ouest, et Katja Kipping, pour l'Est seront désormais aux commandes de la deuxième force de l'opposition parlementaire allemande, qui dispose de 76 des 622 sièges du Bundestag.

Die Linke a obtenu 11,9% des suffrages aux élections législatives de 2009 mais elle est depuis tombée à 7% d'intentions de vote, soit deux points de plus que le seuil nécessaire pour siéger au parlement.

Si elle tombait sous ce seuil aux législatives de septembre 2013, le SPD (sociaux-démocrates) et les Verts pourraient former une majorité au Bundestag avec seulement 45 à 46% des voix.

Dans les derniers sondages, ils totalisent 42%, tandis que la coalition de droite d'Angela Merkel (CDU/CSU et FDP) obtient 38% d'intentions de vote. Aucun des deux blocs n'obtiendrait la majorité absolue au Bundestag. (Reuters 03.06)

5- Israël

Israël est en train d'équiper des sous-marins fournis par l'Allemagne avec des missiles de croisière à têtes nucléaires, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel à paraître lundi.

D'après le magazine, Berlin a toujours nié que ces sous-marins puissent faire partie de l'arsenal nucléaire israélien.

Mais selon Der Spiegel, d'anciens hauts responsables du ministère de la défense allemand lui ont assuré que le gouvernement avait en fait toujours pensé qu'Israël équipait de munitions atomiques les sous-marins d'attaque de classe Dolphin.

"*Je confirme que nous avons des sous-marins allemands, ce n'est pas un secret*", a déclaré le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères Yigal Palmor à l'AFP. (AFP 03.06)

Economie

Banques et institutions financières.

La mise en cause de la banque américaine JP Morgan Chase et de grandes maisons nippones dans des affaires de délit d'initiés a défrayé la chronique à Tokyo, attirant l'attention sur des fraudes dont les coupables, lorsqu'ils sont démasqués, s'en tirent souvent à bon compte.

Un gestionnaire d'actif, Asuka Asset Management, aurait eu vent de la transaction avant son annonce publique et aurait vendu l'action Nippon Sheet Glass à découvert, à prix fort, avant de la racheter à prix cassé une fois l'opération ébruitée.

Asuka Asset Management aurait empoché plus de 60 millions de yens au passage (600.000 euros au taux de change actuel). La SESC a recommandé à son autorité de tutelle, l'Agence des services financiers du Japon (FSA), de lui imposer une amende de 130.000 yens (1.300 euros).

"*Cette punition, c'est de l'argent de poche à l'échelle des marchés*", souligne Nicholas Smith, courtier chez CLSA, dans un

récent rapport sur le sujet.

JPMorgan Securities Japan, l'une des branches nippones de la banque américaine, était l'une des deux maisons chargées d'organiser l'émission capitalistique, avec tout le secret que cela implique.

La SESC a aussi demandé ces dernières semaines au régulateur d'infliger une amende de 80.000 yens (800 euros) à l'établissement nippon Sumitomo Mitsui Trust Bank et 50.000 yens à une filiale de cette banque, dans deux affaires similaires distinctes, pour avoir à chaque fois profité d'informations confidentielles pour spéculer.

Dans ces deux cas, l'institution chargée d'organiser l'opération sur les marchés n'était autre que le groupe financier Nomura, principale maison de courtage japonaise qui a confirmé faire l'objet d'enquêtes.

Les cas d'emprisonnement autour de délit d'initiés sont exceptionnels au Japon à l'inverse des Etats-Unis où une série d'arrestations retentissantes ont eu lieu ces dernières années, menant certains derrière les barreaux. Dans l'une des affaires les plus médiatisées, le gérant de fonds spéculatif Raj Rajaratnam a été condamné à onze ans de réclusion ainsi qu'à 150 millions de dollars d'amende et dommages et intérêts.

Le financier américain George Soros a été pour sa part définitivement débouté fin mars d'une requête déposée devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) contre la France, concernant une condamnation pour délit d'initié. Le Tribunal de grande instance de Paris l'avait initialement condamné à une amende de 2,2 millions d'euros, un montant réduit à 940.000 euros en 2007.

Le total des amendes infligées au Japon depuis cinq ans dans une bonne centaine d'affaires a atteint l'équivalent de 1,9 million d'euros. (AFP 03.06)

Si pour une escroquerie qui vous rapporte 600 000 euros vous payez une amende de 1 300 euros, c'est encourageant !

Soros a obtenu un abattement de 42,7% sur l'amende qui lui avait été infligée initialement. Donc, si vous avez une amende à régler, exigez qu'on fasse preuve à votre égard de la même mansuétude. J'oubliais, au titre de l'équité qui leur est si chère !

[Haut de page ↗](#)

Le 5 juin

CAUSERIE

Pas grand chose à se mettre sous la dent aujourd'hui, du coup pas d'infos en bref.

Je fais volontairement l'impasse sur le contenu d'un certain nombre de déclarations dans la mesure où on pourrait trouver dans la bouche des mêmes auteurs des déclarations inverses à quelques jours ou semaines d'intervalle. Les membres du gouvernement ou les dirigeants du PS sont passés maîtres en la matière (de l'enfumage) à quelques jours du premier tour des législatives.

Je fais aussi l'impasse sur les informations en provenance d'Irlande, du Portugal, d'Espagne ou d'Italie où un jour ils sont prêts du chaos et de la banqueroute, pour le lendemain s'en sortir sans même l'aide de l'UE, voyez-vous cela.

Le gouvernement capitaliste français distribue quelques miettes ici ou là avant les législatives pour ensuite nous matraquer... Est-ce que cela marche ? Assez bien paraît-il, normal la plèbe est toujours aussi ignorante, en Grèce elle est même entrée dans un cycle d'auto-destruction pour être incapable de se hisser à la hauteur des tâches historiques qu'elle a à accomplir.

Inégalités sociales grandissantes.

Le développement du "*low cost*" correspond au travail "*low cost*", à la paupérisation de couches de plus en plus nombreuses de la population.

Le dernier en date : le TGV "*low cost*" en 2013. Une compagnie aérienne (Ryanair?) envisageait de faire voyager des passagers debout sur de courts trajets, Paris Londres par exemple.

Vous n'avez pas remarqué qu'avec la survie du capitalisme, tout ce qu'ils disent avoir "*démocratisé*", tout ce qu'ils ont rendu

accessible au plus grand nombre, tout ce qui avait valeur de progrès à un moment donné finit par se décomposer, devenir médiocre ou tomber en ruine un peu plus tard dans leur société, il en va ainsi de tous les métiers (enseignant, informaticien, technicien, etc.), de tous les services (transport, communication, information, etc.), y compris les besoins de base (alimentation, habillement, habitation, électricité, gaz, essence, etc.).

Pendant ce temps-là se développe une classe "*d'hyper riches*" pour lesquels des produits et des services spécifiques sont créés pour satisfaire leur soif de bien-être, leur goût du luxe, leurs fantasmes.

Le saviez-vous?

Nicolas Sarkozy avait eu à coeur d'améliorer, en janvier 2008, la convention fiscale entre la France et le Qatar. Selon l'article 12 de cet avenant (qui veut éviter la double imposition des résidents), il est prévu une niche fiscale qui exonère d'impôt les gains issus des biens immobiliers en France de l'État du Qatar ou ses entités publiques. (lepoint.fr 04.06)

En famille. Hollande réalise l'union nationale à lui tout seul !

François Hollande a entamé lundi une série de consultations des partis politiques représentés au Parlement avant le sommet du G20 au Mexique et celui de Rio sur le développement.

"C'était une rencontre constructive. Nous nous sommes écoutés et maintenant j'espère qu'elle sera suivie d'effets. Il faut attendre les sommets en question et j'espère que le dialogue continuera", a dit Pierre Laurent à sa sortie. François Bayrou a trouvé *"bien que le président de la République ait choisi ce chemin de réflexion et de consultation"*. *"Je suis sensible qu'il fasse le choix de recevoir l'ensemble des responsables de partis politiques, y compris de l'opposition"*, a dit Jean-François Copé sur France Inter. (lepoint.fr 04.06)

Par la voix de Pierre Laurent, le Front de Gauche "*attend*" quelque chose du G20, et les travailleurs devraient-ils en attendre autres choses que des mauvais coups supplémentaires ? On comprend pourquoi Mélenchon a dit qu'il n'était pas dans une "*opposition*" au gouvernement...

Hollande reçoit les dirigeants de l'UMP et du MoDem, normal, il est le président de "*tous les Français*", surtout les 200 000 millionnaires en euros que représentent ces partis... et le PS. Là aussi, Mélenchon tient le même discours en déclarant qu'il sera le député de "*tous les Français*" s'il est élu le 17 juin prochain.

Attendre quelque chose de ces gens-là, c'est se priver des moyens de les combattre ainsi que leur politique réactionnaire.

Au fait, on est bien reparti comme en 1981, n'est-ce pas ? (voir les causeries précédentes)

Bonaparte trône dans "*son palais*" et a son portrait depuis... 1848 ou le "*changement*" dans la continuité.

Le président "*n'a pas souhaité se faire photographier enfermé dans son palais*", a expliqué la directrice de cabinet du président Sylvie Hubac, et ne souhaitait pas non plus de "*photo posée*". (AFP 04.06)

La fausse modestie affichée pour tromper les naïfs nous donne envie de vomir. Il se veut insaisissable... On en reparlera après le 17 juin.

En attendant, on nous dit que la réalisation du portrait du président serait une "*coutume*", une "*tradition républicaine*" (Le Monde), "*un des éléments du rituel républicain*" (André Gunthert, enseignant-chercheur en histoire visuelle à l'École des hautes études en sciences sociales, EHESS) qui remonterait à Louis-Napoléon Bonaparte, le premier président de la République française, élu le 10 décembre 1848.

Tu parles d'une référence "*républicaine*", l'homme du coup d'Etat du 2 décembre 1851 qui rétablira l'Empire un an plus tard (moins un jour), il faudra attendre sa chute à Sedan face à Guillaume de Prusse le 2 septembre 1870 pour que la République soit proclamée à nouveau deux jours plus tard.

Les champions de l'esbroufe. C'est "*énorme*" !

Martine Aubry a estimé lundi qu'il y avait d'"*énormes marges de manoeuvre en faisant rentrer des impôts complémentaires*" de ceux "*qui ont tant de privilèges aux dépens des autres*", en commentant le rapport de Bercy préconisant 5 milliards d'euros d'économies de l'Etat chaque année.

Sur France 2, la première secrétaire du PS a observé que ce rapport de l'Inspection des finances, commandé par François Fillon

avant son départ de Matignon, "*nous explique qu'il faut réduire les déficits publics uniquement en réduisant les dépenses*".

"*Nous, nous pensons qu'il y a d'énormes marges de manoeuvre en faisant rentrer des impôts complémentaires*", a dit la maire de Lille. "*Il y a d'autres moyens que de réduire les dépenses*", même s'il faut "*bien gérer*", "*il faut d'abord faire rentrer des impôts complémentaires de ceux qui ont eu tant de privilèges aux dépens des autres*", a précisé la numéro un socialiste.

"*Rien qu'en refaisant cela, 2 milliards d'euros qui rentrent. Les revenus du capital qui paient les mêmes impôts que le revenu du travail, c'est quand même la moindre des choses, c'est 4 milliards qui rentrent par an*", a-t-elle ajouté. (AFP 04.06)

Cette annonce est à mettre en parallèle avec les quelque 20 à 25 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont bénéficient chaque années les entreprises et que le gouvernement n'a pas l'intention de remettre en cause, notamment. On pourrait ajouter la part des revenus du travail dans le PIB qui a diminué de 10% depuis 1981, soit l'équivalent de près de 50 à 200 milliards d'euros par ans (selon diverses interprétations) qui vont dans les poches des nantis et qu'Aubry n'envisage pas de leur soustraire. La taxation du capital concerne les dividendes d'actions, les actifs financiers, les biens immobiliers et l'épargne.

Je mets en ligne un document de la Commission européenne relatif à cette question qui confirme ce qui a été indiqué dans le paragraphe précédent.

Qui croit à la quadrature du cercle ?

La France parviendra à ramener son déficit public à 3% du PIB en 2013 "*sans mesure d'austérité*", a assuré lundi à Bruxelles le ministre français des Finances, Pierre Moscovici, au cours d'un point de presse commun avec le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

M. Moscovici a expliqué être venu assurer à M. Rehn que la France réaliserait son engagement vis-à-vis de la Commission, à savoir un déficit de 3% l'an prochain et l'équilibre budgétaire en 2017. (AFP 04.06)

Populisme.

Jean-Luc Mélenchon annonce vouloir citer directement Marine Le Pen devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-Calais) "*pour les délits de manoeuvre frauduleuse*" et pour "*publication d'un montage fait sans le consentement de M. Mélenchon*", à la suite d'un faux tract distribué par le Front national, a indiqué un communiqué du Front de gauche, diffusé lundi 4 juin. (lemonde.fr 04.06)

Salamalekoum camarades, que faut-il penser de cette misérable comédie ?

Le constat de Le Pen est juste en grande partie, seule les conclusions qu'elle en tire sont infâmes et condamnables, tandis que Mélenchon et les tiers-mondistes de merde s'emploient à nier ce constat pour en être les complices par leur refus de s'attaquer à la racine du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme : la survie du capitalisme avec son lot de précarité sociale, de pauvreté, de discriminations, de ghettos...

Actualité en titres

Comment l'ONU couvre ses propres crimes.

- Syrie: l'ONU met en garde contre une guerre civile "*catastrophique*" - AFP
- Syrie: Bachar al-Assad dénonce une guerre menée de l'étranger - Lexpress.fr

Il n'y a vraiment pas de quoi...

- Législatives : Jean-Marc Ayrault salue le vote des Français de l'étranger - LePoint.fr

Je n'ai pas été voté le 3 juin, j'ai estimé inutile d'armer le bras de notre bourreau.

La palme du grotesque et c'est un faible mot.

- Le député UMP Eric Raoult propose la candidature de Sarkozy au Nobel de la Paix - 20minutes.fr

Haut de page ↗

Le 6 juin

CAUSERIE

Un mot avant d'attaquer la causerie du jour qui est plutôt consistante. En fait, la grille de lecture pour comprendre sur quelle position nous sommes.

Tous baissent leurs culottes, tous trouvent des prétextes pour brader nos besoins, tous sont prêts à des compromis intolérables avec notre ennemi. Tous acceptent le principe qu'il n'est pas possible dans la situation actuelle de satisfaire l'ensemble des revendications sociales des masses, tous sont prêts à se contenter de miettes pour certaines couches d'exploités, à se coucher devant le gouvernement, donc le patronat.

Nous, nous affirmons qu'un système économique qui est incompatible avec la satisfaction de nos revendications doit disparaître, voilà l'axe politique de notre combat, voilà notre objectif. S'en écarter, c'est abandonner le terrain de la lutte de classe du prolétariat au profit de celui de son ennemi, c'est se détourner du combat pour le socialisme. Soutenir le gouvernement, lui accorder le moindre crédit, entretenir en lui la moindre illusion, c'est trahir la classe, c'est se placer délibérément au côté de son ennemi, c'est pour nous inacceptable, non négociable. Avis aux amateurs !

Collaboration de classes. La lutte de classe suspendue à "l'agenda" du gouvernement. Lequel ? Comment, vous n'étiez pas au courant qu'il avait changé ? Peu importe en vérité.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a réuni mardi après-midi à Matignon les organisations syndicales et patronales pour préparer "la grande conférence" de juillet alors que des premières décisions sur une hausse du Smic et une réforme des retraites sont attendues.

Une semaine après les avoir reçus séparément à Matignon, le Premier ministre réunit cette fois autour de la table les numéros un des cinq organisations syndicales représentatives - CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC - et des trois patronales - Medef, CGPME, UPA - pour une "conférence de méthode".

"La grande conférence, c'est le début d'un processus", a souligné Michel Sapin, en rendant compte des travaux de la réunion. "Tout commence en termes de discussions concrètes, de négociations, lorsque les partenaires sociaux se seront emparés eux-mêmes des sujets, tout commence en termes aussi de propositions de la part du gouvernement", a-t-il ajouté.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a une nouvelle fois plaidé pour qu'elle s'accompagne d'un "cadre de la situation économique" qui permette d'évaluer ce qu'il est possible de faire et de ne pas faire sans nuire à la compétitivité des entreprises françaises.

"Il serait néfaste pour l'économie, dangereux pour les entreprises d'alourdir les prélèvements obligatoires qui reposent sur elles", a-t-elle dit

"Cet après-midi, on va arrêter les thèmes de la conférence" du début juillet, a affirmé à son arrivée le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly qui "ne s'attend pas des réponses sur le Smic ou les retraites aujourd'hui".

Le président de la CFTC, Philippe Louis, attend lui un "contrat social pour la mandature".

Dès avant la grande conférence, le gouvernement doit trancher sur des sujets sensibles notamment sur un coup de pouce au Smic, une promesse de François Hollande et une demande forte de la CGT et de FO. M. Ayrault a déjà indiqué que la hausse serait inférieure à 5% (soit moins de 55 euros en net par mois, et 0,46 centime l'heure en brut).

S'agissant du smic, Jean-Marc Ayrault a indiqué la semaine passée que la hausse, "juste et mesurée", serait inférieure à 5%. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, a souhaité qu'elle soit "la plus proche possible" de ce seuil. "Si c'est un coup de pouce de 0,3%, les gens diront on se moque de nous", a-t-il averti mardi.

Il s'agit, a dit Premier ministre, de ne pas déstabiliser les entreprises, notamment les PME.

Une forte hausse du smic mettrait aussi à mal les finances de l'Etat, avec ses répercussions sur la masse salariale de la fonction publique au sens large (Etat, collectivités, hôpitaux) - quelque 890.000 agents sont au niveau du salaire minimum - et surtout les allègements de charge sur les bas salaires.

"Surtout pas 5%! Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui risquent de disparaître", s'est exclamé le président de la CGPME, Jean-François Roubaud. Quelle hausse vous conviendrait? "Moi, ce serait 0% de coup de pouce!", a-t-il lancé, plaidant pour le maintien de "la compétitivité" des entreprises.

Le débat global sur les retraites sera ouvert à conférence de juillet et déjà M. Sapin a exclu un retour à 60 ans pour tout le monde: "Chacun sait très bien qu'aujourd'hui ce n'est pas possible". (AFP 05.06)

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, s'est pour sa part félicité de la méthode du gouvernement mais a souhaité que la conférence ne se contente pas d'être le début d'un cycle de dialogue "sans qu'on ait à l'horizon des dates plus précises pour des décisions concrètes."

"La situation économique et la situation sociale imposent que le gouvernement, le législateur, sache prendre ses responsabilités lorsque la situation l'impose", a-t-il dit.

Toutes les parties ont été unanimes pour saluer la qualité du dialogue engagé pour préparer l'échéance des 9 et 10 juillet.

Le président François Hollande ouvrira le lundi 9 juillet les travaux de la grande conférence sociale qui doit permettre de lancer, en concertation avec le patronat et les syndicats, les premiers grands chantiers de son quinquennat. (Reuters 05.06)

L'intervention de Mailly résume bien l'attitude que les syndicats comptent avoir envers le gouvernement pendant les 5 ans à venir.

1- Le 16 mai par l'AFP, on apprenait que FO demandait une augmentation de 250 euros, soit un Smic mensuel net à 1.340 euros. (causerie du 17 mai)

2- Une semaine plus tard, Sapin fait savoir qu'il n'en est pas question et que Mailly le sait très bien. (causerie du 24 mai)

3- Ayrault confirme le 4 juin une revalorisation autour de 46 centimes de l'heure, l'équivalent de 50 euros, et Mailly de souhaiter qu'elle soit "la plus proche possible" du seuil de 5%, soit 50 euros... ce que Ayrault propose !

4-Conclusion : Mailly propose 250 euros, Ayrault propose 50 euros, soit, Mailly abandonne les 250 euros et reprend à son compte les 50 euros d'Ayrault comme si cela venait de lui et les 250 euros passent à la trappe au passage ! Mieux, connaissant cette saloperie, en fait la revendication de 50 euros venait des ouvriers eux-mêmes, donc Mailly a fait du bon boulot, il n'a rien à se reprocher, ajoutons que le POI pourra ainsi voter comme un seul homme la prochaine résolution du bureau confédéral en se couvrant avec les arguments de Mailly.

C'est le genre de comportement qui me dégoûte au plus au point, ce bureaucrate n'a aucune dignité, il brade ouvertement les besoins de notre classe, quelle pourriture aurait dit Engels !

Comment croyez-vous que les choses se sont passées après le 10 mai 81 ? Exactement de la même manière. Tous les partis dits ouvriers et tous les syndicats ont soutenu le gouvernement sans même avoir à s'en cacher tellement ils étaient tous subordonnés au régime en place rendu plus présentable, fréquentable du fait qu'il y avait une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Vous voulez un autre exemple illustrant la méthode du gouvernement et ses complices ?

Mailly a fait savoir le mois dernier qu'il était contre l'inscription du "dialogue social" dans la Constitution, car il estime que cela serait contraire à l'idée qu'il se fait de l'indépendance syndicale, patati patata, et quand Sapin déclare que "la grande conférence (du 9 et 10 juillet), c'est le début d'un processus" qui couvrira la durée de la mandature de Hollande, ce qui en fait revient au même, il n'y voit aucun inconvénient.

On pourrait ajouter un dernier mot : ces bureaucrates pourris trouvent normal de participer à une conférence avec le gouvernement et le patronat engageant l'avenir des travailleurs, pendant qu'une bonne partie de ces derniers sont en vacances ou ont l'esprit ailleurs à ce moment-là de l'année.

Thibault qui n'est pas en reste, demande au gouvernement, au législateur, de prendre leurs responsabilités, c'est exactement ce qu'ils vont faire pour le compte des ennemis de la classe ouvrière, dans son dos avec le soutien de l'ensemble des dirigeants syndicaux et la boucle est bouclée.

Il s'agit pour eux de dresser de nouveaux obstacles à la lutte de classe des travailleurs qui refusent de nouveaux sacrifices...

Comment entretenir l'illusion plus longtemps que le gouvernement serait de gauche ? L'heure des comptes a sonné.

Le président du conseil national du Front de gauche, Pierre Laurent, a évoqué mardi sur LCI une augmentation du smic de 46 centimes (0,46 euro) l'heure.

"Nous, on est plutôt à 2 euros de l'heure en plus. Donc, on est loin du compte dans les propositions gouvernementales", a ajouté le responsable du PCF.

Rappelant que le FG était favorable à un smic mensuel de 1.700 euros brut, ce qui est, selon lui, à la fois "nécessaire et possible", M. Laurent a déploré que "visiblement, on n'en est pas là".

Pierre Laurent a été reçu lundi par le président François Hollande.

Interrogé sur une participation de ministres du FG au gouvernement socialiste après les élections législatives, il a répondu qu'il fallait pour cela que les "idées du Front de gauche" soient prises en compte.

"Pour le moment, on nous dit non. Effectivement, dans ces conditions, ça ne paraît pas possible", a-t-il dit.

"Peut-être que les élections législatives vont changer cette situation", a-t-il toutefois ajouté. (AFP 05.06)

Qui sait, il paraît que les miracles existent !

Le "godillot" de service à la manoeuvre.

1- Mélenchon a déjà troqué le rouge pour le rose !

"Je ne vous cache pas qu'il est émouvant de retrouver un homme de gauche dans le bureau de François Mitterrand. Pour moi, c'est un moment un peu spécial, je ne vais pas le cacher", a dit Jean-Luc Mélenchon à la presse dans la cour de l'Élysée.

Jean-Luc Mélenchon a souligné les "ressentis communs" avec François Hollande, "un homme de gauche" qui pourra compter sur lui.

"J'ai redit au président de la République que le jour où il faudra résister, nous serons là", a-t-il déclaré.

"Nous ne manquerons pas à l'appel. De la même manière, ce n'est pas nous qui ferons tomber un gouvernement de gauche. Nous critiquerons, nous ferons notre rôle de parlementaire, mais nous ne sommes pas des adversaires politiques".

"D'alliance il n'en est pas question, nous ne sommes pas venus là pour ça", a-t-il affirmé. "A quoi bon rajouter du rose sur du rose, ça ne servirait à rien. Je crois qu'on va être utile dans notre rôle d'intervention, d'amendement".

Pour lui le meilleur scénario serait une majorité relative pour le PS, qui aurait alors besoin des voix du Front de gauche pour faire voter les textes, comme c'est le cas au Sénat.

"C'est ça qui crée l'obligation de discuter. Sinon, ceux qui se sentent tout puissants ne se sentent obligés à rien", a-t-il résumé.

"Tandis que s'ils ont des partenaires qui sont en état de faire la décision, la discussion est obligatoire et ça c'est bon pour la vie démocratique du pays et d'un Parlement, sinon c'est sinistre un parlement de godillots".

"Nous serons beaucoup plus utiles au pays et à la gauche en étant à l'Assemblée un groupe autonome, conquérant, qui va de l'avant, qui fait des propositions, qui des fois en fait passer, d'autres fois non. C'est cela notre utilité, notre valeur ajoutée pour le pays et pour la gauche", a-t-il argumenté.

Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard ont souligné les points de convergences avec François Hollande, notamment sur le maintien de la Grèce dans la zone euro. (Reuters 05.06)

Nous, nous sommes des adversaires déclarés et déterminés de ce gouvernement capitaliste qui estime qu'augmenter le smic au-delà de 46 centimes de l'heure est impossible, car cela mettrait en péril la compétitivité des entreprises, répondant ainsi favorablement aux besoins du patronat. Notre place est au côté des masses exploitées, pas au côté de son ennemi quel que soit le masque qu'il revêt ou l'apparence sous laquelle se présentent ses représentants.

Nous sommes de farouches adversaires de l'euro, nous sommes de farouches opposants à toute intervention armée en Syrie, nous sommes des ennemis à mort de l'ONU que soutiennent Hollande, Laurent et Mélenchon.

2- Hier en meeting à Hénin-Beaumont. Il a déjà "**tourné la page**".

Hollande «*président*» n'est plus le Hollande candidat attaqué par Mélenchon pendant la campagne: «*Je ne confonds pas le président de la République, homme de gauche, et le chef de parti que j'ai connu*», dira-t-il. Et l'ex-sénateur PS d'expliquer aux siens: «*Sur le plan de la tactique, je vous appelle à tourner la page. A distinguer le président de la République du Parti socialiste.*» Et si la France est «*attaquée*» par la finance et qu'Hollande décide de «*passer à une ligne de résistance, nous serons là*». (libération. fr 05.06)

En réalité rien ne distingue Hollande du PS, ce n'est qu'une nouvelle illusion. Vous aurez remarqué au passage son aveu dans la dernière phrase, Hollande n'est pas sur une "*ligne de résistance*" à la finance, ce qui n'empêche pas Mélenchon de le soutenir. Si l'art de la politique c'est prévoir de quelle manière va évoluer le capitalisme mondial, l'escroquerie politique consiste à adapter sa tactique avec des "si".

Tout ce qu'il a pu dire sur Hollande et son programme, c'était comme le morceau de viande fait pour attirer les mouches, c'était juste pour le faire élire, tant pis pour ceux qui l'ont cru, ce n'était qu'une mauvaise farce : pas touche au président !

C'est ce genre d'illusionnistes, qui se fout pas mal du sort des travailleurs, qui les dégoûtent ou les détournent de la politique, ce type-là est un fossoyeur de la lutte de classe.

En fait, les travailleurs qui se tournent vers le FdG ou le FN ont le même état d'esprit, en désespoir de cause ils sont prêts à suivre n'importe qui du moment qu'on leur sert ce qu'ils veulent entendre sans se poser davantage de questions. Ils marchent dans le piège qui leur est tendu. Qui en est responsable ? Le POI, le NPA ou LO qui sont incapables de s'adresser aux masses exploitées, qui par conséquent ne leur inspirent pas confiance. Leurs dirigeants le veulent-ils vraiment ? Ma conviction est non.

Actualité en titres

Pour qui et avec qui ils gouvernent ?

- La sécurité de la communauté juive sera renforcée - AFP
- Affaire Merah: les familles des victimes juives reçues par les juges - AFP

Le lobby sionisme est omniprésent, rien n'a changé de ce côté-là non plus.

- Etudiants étrangers: la nouvelle circulaire assouplit les règles de séjour - AFP

L'aristocratie estudiantine, quoi !

- Ayrault réunit syndicats et patronat pour préparer la grande conférence de juillet - AFP

La famille des privilégiés, quoi !

- François Hollande consulte les partis avant des sommets mondiaux - Reuters

Leurs intérêts ne peuvent pas être les nôtres.

Leur justice

- Viol, torture et barbarie: Le procès du petit-fils du fondateur de la Maison du caviar reporté? - 20minutes.fr
- Prison pour l'un des deux chômeurs voleur de yacht -lefigaro.fr

Dans la première affaire, le fils d'un notable, dont le chef d'accusation repose sur une atteinte grave à la personne sur deux jeunes femmes, est libre.

Dans la seconde, les deux pauvres types sont condamnés à de la prison, alors qu'ils ont ramené là où il l'avait emprunté

sans l'endommager son jouet à un millionnaire. Le yacht vaut 1,5 million d'euros.

J'ai pris la peine de lire ces deux articles, pas seulement par curiosité, mais pour mettre en évidence le fonctionnement de leur justice. Quand on dit qu'il faut liquider la Constitution, cela inclut leur justice de classe qui en fait partie.

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Des milliers d'Egyptiens ont afflué de nouveau mardi place Tahrir, dans le centre du Caire, pour dénoncer ce que les révolutionnaires de 2011 présentent comme le "*détournement*" de la révolution qui a chassé Hosni Moubarak.

Le verdict du procès de l'ancien "*raïs*", condamné samedi à la prison à vie pour la mort de 850 manifestants lors de la révolution de janvier-février 2011, catalyse la colère.

"Non à Morsi, non à Chafik, la révolution est à mi-chemin", pouvait-on lire mardi sur une pancarte brandie par un manifestant.

Mais les divisions de la rue s'aiguisent à mesure qu'approche le scrutin. Parmi les milliers de protestataires qui s'étaient déjà réunis lundi place Tahrir, certains appelaient au boycott du vote, d'autres se querellaient avec des islamistes sur la question de soutenir ou non Mohamed Morsi.

"Ni Chafik ni Morsi ne sont bons. Il faut qu'ils se retirent de la course présidentielle. L'un appartient à l'ancien régime, tandis que l'autre n'a aucune expérience politique et a le programme d'un groupe islamiste. Les deux hommes vont détruire ce pays", a déclaré Arafa Mohamed, 21 ans, présent mardi place Tahrir au milieu de milliers de manifestants.

Le Mouvement du 6-Avril et les partis libéraux ou centristes, en appelant au rassemblement de mardi, ont réclamé que le processus électoral soit gelé jusqu'au vote d'une loi empêchant Ahmed Chafik de se présenter.

Les Frères musulmans ont déclaré se joindre à la manifestation, mais n'appellent pas à un report du scrutin.

Le seul point d'accord de tous les manifestants de Tahrir concerne Ahmed Chafik, symbole des "*felou*", comme sont nommés les représentants de l'ancien pouvoir. Mais ils restent divisés sur le cas de Mohamed Morsi et sur son aptitude à défendre la révolution, comme il l'a assuré devant les électeurs.

Les discussions entre Morsi et deux autres candidats éliminés au premier tour, le représentant de la gauche nassérienne Hamdine Sabahi et l'islamiste dissident Abdel Moneim Aboul Fotouh, arrivés respectivement troisième et quatrième du scrutin, n'ont pas permis de déboucher sur un soutien clair de ces derniers au candidat des Frères.

Sabahi et Aboul Fotouh ont rejeté les résultats de l'élection en dénonçant des irrégularités et demandent la création d'un conseil présidentiel, probablement pour y figurer.

Les Frères musulmans considèrent que l'instauration d'un tel organe serait contraire à la Constitution mais Morsi a proposé de nommer des vice-présidents extérieurs à la confrérie.

A eux deux, Sabahi et Aboul Fotouh ont réuni environ 40% des suffrages des électeurs inscrits au premier tour et leur soutien pourrait s'avérer crucial.

Les partisans d'Ahmed Chafik, eux, font profil bas. Beaucoup d'électeurs de l'ancien Premier ministre se comptent parmi ceux qui se sont réjouis de la chute du "*raïs*" mais sont lassés de la révolution, souhaitent le retour de l'ordre public et s'inquiètent pour la marche de l'économie.

On trouve parmi eux des libéraux et des chrétiens coptes qui redoutent l'arrivée au pouvoir d'un islamiste, même si Morsi assure que les Egyptiens resteront libres de leurs opinions ou de leur port vestimentaire. (Reuters 05.06)

Social

France

La CFDT ne cesse de prendre du poids. Pour la 5ème année consécutive, la centrale syndicale a vu son nombre d'adhérents progresser en 2011. Au total, la CFDT comptait, au 31 décembre 2011, 863.674 adhérents, indique Hervé Garnier, secrétaire national de la CFDT, dans un communiqué reçu mardi.

Le calcul est fait sur la base de huit cotisations payées par adhérent au cours de l'année, ce qui est une "moyenne" constatée par la centrale, compte tenu des impayés, des entrants et des sortants en cours d'année, indique le syndicat. (lexpansion.com 05.06)

Comment interpréter politiquement cette information ? Le prolétariat et le mouvement ouvrier (y compris son avant-garde officielle) sont profondément corrompus par le capitalisme et ils le resteront aussi longtemps que les masses auront les moyens de vivre comme avant. Et il n'est pas dit que même lorsque cette échéance aura sonné ils sauront trouver la voie du socialisme, il suffit d'observer ce qui se passe en Grèce pour en être convaincu. Il en faudra plus, il faudra une catastrophe qui menace l'existence de la civilisation pour que les intellectuels (les enseignants essentiellement) renouent avec le marxisme, une guerre. Vous voyez autre chose qui serait susceptible de les obliger à revoir entièrement leur copie, moi, je n'en vois pas.

L'incurie politique devenue légendaire de nos dirigeants est masquée par bien des artifices, leur participation à la lutte de classe fait illusion, leurs critiques envers le régime n'est qu'une façon de brasser du vent pour tromper les crédules ou les fonctionnaires petits-bourgeois qui y trouvent leur compte.

Que ceux, qui ne comprennent pas ce genre de discours qui se veut lucide, qu'ils trouveront sans doute outrancier ou déplacé, lisent ou relisent attentivement Marx et Engels ou encore Lénine qui se sont exprimés sur la nature du prolétariat et du mouvement ouvrier au fil de la lutte des classes dans des termes beaucoup plus violents encore, à juste titre.

Ne cherchez pas ailleurs que chez nos dirigeants l'origine de la situation politique actuelle, la classe ouvrière et particulièrement les ouvriers et les employés n'y sont absolument pour rien, quant aux trahisons de la social-démocratie et du stalinisme elles remontent à 98 et plus de 80 ans en arrière, les mettre en avant aujourd'hui pour expliquer l'impasse dans laquelle nous nous trouvons est le meilleur témoignage qui soit de la faillite politique de ceux qui ont prétendu les combattre, en leur accordant qu'ils en aient eu véritablement l'intention un jour.

Economie

1- G7

Les ministres des Finances et les banquiers centraux du G7 se sont entendus pour travailler de concert à résoudre les problèmes affectant la zone euro mais n'ont publié aucun communiqué commun à l'issue d'une téléconférence convoquée en urgence.

"Les ministres des Finances et les banquiers centraux du G7 ont examiné les développements de l'économie mondiale et des marchés financiers et les réponses politiques qui sont à l'étude, y compris les progrès vers une union fiscale et budgétaire en Europe", a indiqué le Trésor américain dans un communiqué.

"Les dirigeants des principaux pays européens ont exprimé des points de vue très déterminés (...) Nous leur avons demandé de prendre des mesures l'une après l'autre pour soulager non seulement notre anxiété mais aussi celle des marchés financiers", a déclaré le ministre japonais des Finances Jun Azumi, à des journalistes à Tokyo. (Reuters 05.06)

2- UE. Allemagne.

Le gouvernement allemand a élaboré un programme pour l'Europe qui mise sur les potentiels du marché commun et des réformes structurelles, mais pas sur une relance à crédit.

C'est le ministère de l'Economie, tenu par le libéral Philipp Rösler, qui a élaboré ce programme intitulé *"Plus de croissance pour l'Europe: emploi, investissements, innovations"*, dont l'AFP a obtenu copie.

Ce document de huit pages, qui reprend des thèmes fréquemment évoqués par la chancelière Angela Merkel ces dernières semaines, doit être soumis aux partenaires européens de l'Allemagne, dont beaucoup réclament, à l'instar de la France, une stimulation de la croissance pour accompagner la rigueur budgétaire à l'ordre du jour en Europe.

Il doit aussi servir de base aux négociations avec les partis allemands d'opposition dont Berlin doit obtenir le soutien pour le vote au Bundestag du pacte européen de discipline budgétaire.

"La croissance pérenne ne s'achète pas avec des programmes de dépenses publiques, ni avec des interventions étatiques qui biaisent la concurrence, ni avec une politique monétaire trop expansive", selon le texte.

Pour le reste, les pays de l'UE sont invités à "*mettre en place des conditions favorables à l'activité entrepreneuriale*", accélérer les privatisations, réformer leur marché du travail.

Contrairement à ce qu'écrivait mardi le quotidien Handelsblatt, se basant manifestement sur une autre version, le texte ne mentionne pas la taxation des marchés financiers.

Or le parti social-démocrate SPD, dont Mme Merkel doit s'assurer le soutien au Bundestag pour faire adopter le pacte budgétaire à la majorité requise des deux tiers, l'exige comme condition à son feu vert. "*Si rien ne bouge là-dessus, nous ne voterons pas 'oui'*", a martelé mardi un responsable du parti, Frank-Walter Steinmeier.

Eurobonds, union bancaire... un jour peut-être

Berlin reste opposé aux euro-obligations, instrument de mutualisation de la dette défendu par la France et d'autres partenaires européens, mais qui selon l'Allemagne ne pourront voir le jour que dans "*de nombreuses années*".

Fin de non-recevoir allemande aussi à une utilisation directe par les banques des mécanismes de secours de la zone euro, le FESF et le MES, ou à une ouverture des vannes de la Banque centrale européenne (BCE).

Quant au sujet amplement discuté cette semaine d'une "*union bancaire*", Mme Merkel a certes paru lui ouvrir la porte en admettant qu'il serait discuté par les Européens lors de leur prochain sommet fin juin, mais pour elle ceci s'inscrit dans le cadre d'une réflexion de long terme sur l'avenir de l'UE.

"*Un tel pas doit être bien réfléchi*", a d'ailleurs mis en garde mardi le chef de file des députés de son parti, Volker Kauder. (AFP 05.06)

3- Espagne

L'Espagne a reconnu mardi que les marchés lui sont fermés alors que les grands argentiers du G7 ont évoqué lors d'une conférence téléphonique les progrès en vue d'une union budgétaire et financière en Europe sur fond de nouveaux signaux de rechute en récession de la zone euro.

"*La prime de risque signifie que l'Espagne n'a pas d'accès au marché*", a dit le ministre espagnol du Trésor sur la radio Onda Cero.

Selon lui, les banques espagnoles devraient être recapitalisées grâce à des "*mécanismes européens*", une position qui tranche avec la doctrine jusqu'alors défendue par les autorités qui considéraient pouvoir lever des fonds pour renflouer leur système bancaire.

Dans son édition à paraître mercredi, le quotidien allemand Die Welt écrit cependant que des responsables européens envisagent de proposer à l'Espagne une ligne de crédit du FESF afin de lui permettre d'assainir son secteur bancaire.

Le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a appelé à plusieurs reprises l'Europe à adopter des mesures urgentes, comme la reprise des rachats d'obligations souveraines ou l'injection de liquidités par la Banque centrale européenne.

L'Espagne doit encore refinancer 82 milliards d'euros de dettes cette année, et aider ses régions autonomes à payer 16 milliards d'euros d'intérêts de la dette au second semestre 2012.

Elle doit en outre trouver 19 milliards d'euros pour recapitaliser Bankia et pourrait étendre cette mesure à l'ensemble du secteur bancaire en fonction des résultats d'un audit indépendant en cours.

Madrid défend l'idée d'un plan européen d'aide directe aux banques, sans que le gouvernement ait à en formuler la demande, mais elle se heurte sur ce point aux réticences de l'Allemagne.

La Commission européenne exposera mercredi ses propositions en matière de traitement des banques en situation de faillite, un pas dans la direction d'une union bancaire que la BCE réclame pour affermir l'avenir de l'euro.

Mais ce projet qui passe par une coordination renforcée entre les pays de la zone euro, ne devrait pas voir le jour avant 2014, trop tard pour que l'Espagne puisse en bénéficier. (Reuters 05.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juin

CAUSERIE

Dans cette page. J'ai créé une nouvelle rubrique en fonction de l'actualité : *Sur les banques en Europe, la BCE et l'UE politique.*

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site hier parce que j'ai subi une petite opération à un pied le matin, et de retour chez moi, après déjeuner je me suis trouvé mal ce qui m'a contraint à me reposer. J'avais pratiquement achevé le boulot quand on a encore eu à se coltiner des emmerdements avec les frères de mon épouse quatre jours avant son départ en France. Elle a fini par leur dire que c'étaient des abrutis finis et des dégueulasses et qu'elle ne voulait plus les voir, je ne suis pas intervenu.

Quand on voit comment se comportent des personnes soi-disant évoluées ou qui possèdent un certain niveau de conscience, vivre au quotidien avec des gens arriérés au possible, une notion qui vous échappe ou qui ne veut peut-être rien dire pour vous je n'en sais rien, c'est une source d'emmerdements infinis, sans issue, qui vous bouffe l'existence au point de les rendre infréquentables ; sachant qu'ils ne peuvent concevoir avec vous que des rapports de profit à leur avantage, il suffit de faire en sorte de leur faire comprendre qu'ils n'ont rien à attendre de vous pour ne plus les voir. Or nous avons eu la faiblesse ou la générosité de leur venir en aide à de multiples reprises et d'entretenir de ce fait entre nous des rapports sur des bases pourries dont ils n'ont cessé de profiter. Dorénavant c'est définitivement terminé.

Quand mon épouse est en Inde, ils passent toutes les semaines chez nous uniquement dans le but de lui soutirer quelque chose, ils lui pourrissent littéralement son séjour, quand elle est retournée en France je n'en vois plus aucun pendant des mois car avec moi les choses se passent autrement, il ne me soutire rien, c'est moi qui décide de leur donner (ou prêter) quelque chose en les mettant face à leurs responsabilités et gare à eux s'ils s'avisent de vouloir me rouler.

Dans le passé ils nous ont tous piqué du fric en passant par mon épouse, ils l'avaient amadouée, c'était leur soeur, maintenant qu'elle est toujours faible à cause de son opération du coeur et qu'elle a besoin de repos et de calme, elle se rend compte à quel point ils sont pourris jusqu'à l'os, ils sont asociaux parce qu'ici en Inde la notion même de société n'existe pas, n'a jamais existé, ne s'est jamais développée ou seulement chez les classes supérieures pour justifier leur pouvoir sur l'immense masse de prolétaires arriérés, et encore c'est accorder généreusement une qualité aux classes dominantes qui en réalité ne concernent qu'une infime minorité de ses membres, et encore dans certaines conditions seulement.

Quand on dit que l'homme n'a pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire, on ne réfléchit pas forcément à tout ce que cela implique, on se contente d'une formule creuse comme le font la plupart des militants, tenez en priorité les tiers-mondistes qui font de la propagande en faveur de l'immigration illégale et qui sont incapables d'évaluer les conséquences en terme de rapports entre les classes de l'existence d'une masse considérable d'arriérés à caractère asocial, dont l'éducation, la culture, la mentalité et le comportement sont guidés par ce caractère dont ils ne se délivrent pas par miracle parce qu'ils ont changé de pays, c'est un leurre de croire le contraire, de la même manière que lorsqu'on considère comme acquis chez pratiquement n'importe qui un certain niveau de conscience, l'histoire de la lutte des classes du XXe siècle est là pour en témoigner si nécessaire, mais ces militants ou plutôt leurs dirigeants l'ignorent au profit d'une conception romantique ou teintée d'humanisme de l'histoire au nom de l'internationalisme prolétarien plutôt comme s'ils étaient obligés de se donner une bonne conscience, on se demande franchement pourquoi ou ce qu'ils ont à se faire pardonner de si important, peut-être de ne pas avoir été foutu de construire un nouveau parti communiste et une nouvelle Internationale digne de ce nom.

J'essaie dans tous mes rapports de toujours me placer sur le terrain de la lutte des classes. Je ne pense pas que favoriser dans la société telle qu'elle existe aujourd'hui le développement d'une masse asociale manipulable et susceptible de grossir les rangs du lumpenprolétariat puisse servir notre cause, cela sert plutôt les intérêts des ennemis du prolétariat, pour moi qui cotoie au quotidien cette masse asociale c'est une évidence.

Je fais une distinction entre l'ouvrier qui a acquis un certain niveau de conscience, l'ouvrier arriéré qui possède néanmoins certaines valeurs républicaines ou démocratiques (le milieu ouvrier dans lequel j'ai été élevé en France), l'ouvrier asocial qui n'en possède aucune (le milieu ouvrier que je cotoie en Inde), et pour finir celui qui a déjà rejoint les rangs du lumpenprolétariat. On ne peut avoir de relations qu'avec les deux premières catégories, c'est leur évolution qui conduira les deux autres à les rejoindre, seule une révolution sociale et politique pourra réaliser cette transformation.

Je sais que je traite là un sujet sensible, je l'aborde lucidement sur le plan de la lutte des classes et non sur le plan émotif ou individuel. Je n'ai pas besoin de justifier mon comportement parce que je n'ai pas besoin de prétexte pour me donner bonne conscience. Quand mon intégrité ou de celle de mon épouse est remise gravement en cause, je vous fais part simplement de cette expérience et la façon dont je l'aborde sans jamais mépriser personne car ce serait absurde. Maintenant vous le comprenez ou non, ce n'est pas mon problème.

Le combat que je mène est particulièrement ingrat et ne me procure aucune satisfaction personnelle, le plus souvent à contre-courant des idées dominantes, et c'est parce que j'en ai parfaitement conscience que je résiste à la tentation de plier, de brader mes principes, de me vautrer dans des compromis honteux comme savent si bien le faire nos dirigeants.

Comment ils violent les règlements qu'ils ont eux-mêmes institués. Question : dans quel objectif ?

Une option intermédiaire est à l'étude, a fait savoir mercredi le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Il s'agirait de verser directement de l'argent provenant du fonds de secours européen dans le Fonds public espagnol d'aide au secteur bancaire (Frob).

"Il est impossible sur le plan juridique de prêter directement au Frob mais on peut prêter au gouvernement espagnol" avec l'obligation de rediriger les fonds vers le Frob, souligne cette même source.

Ce serait ainsi le secteur financier qui se retrouverait sous la pression des bailleurs de fonds et non plus le gouvernement espagnol. (AFP 06.06)

Déjà que l'économie et plus encore la finance sont des domaines difficiles à aborder, on a parfois du mal à s'y retrouver tant leurs annonces sont contradictoires. Cela ne doit pas nous rebuter pour essayer de comprendre ce qui se passe et leurs réelles intentions. Cela demande une attention toute particulière qui nous fait défaut parfois. Or, il nous faut faire cet effort pour au moins cerner quelle tendance se dessine à travers leurs décisions ou les perspectives qu'ils tracent, tout en se méfiant des fausses annonces qui relèvent de la propagande ou qui ont pour unique objet de faire pression sur tel ou tel acteur.

On ne va pas revenir ici sur la question de la dette des Etats que chacun connaît par coeur, on va s'intéresser à une autre question que la BCE et la Commission européenne mettent en avant de concert : une union bancaire européenne. Qu'est-ce que c'est ? Comment cela fonctionnerait-il ? Pour quoi faire ? Pourquoi ? Qu'est-ce que cela recouvre ? A quel moment précis sortent-ils cela ?

Je n'ai pas eu le temps encore de me documenter pour répondre précisément à ces questions. Cependant on peut tenter une première approche.

On sait qu'ils visent la destruction des Etats-nations à travers la construction de l'Union européenne dans le but d'instaurer un Nouvel ordre mondial. On sait qu'ils rencontrent de nombreux obstacles sur cette voie, précisons qu'ils ne se réduisent pas à la résistance des peuples ou de la lutte de classe du prolétariat, pour l'essentiel ils proviennent du développement du capitalisme dans chaque pays et de la concurrence que se livrent les capitalistes entre eux.

Si chaque crise se traduit par la disparition ou l'absorption des capitalistes les plus faibles par les plus puissants, cela vaut dans tous les secteurs économiques, y compris la banque et la finance. Maintenant quand on observe de quelle manière se sont développés les Etats-Unis à partir du début du XXe siècle, comment ils sont parvenus à absorber les éléments disparates qui prédominaient sur ce vaste territoire au XIXe siècle pour ne plus former qu'un seul Etat, on s'aperçoit qu'ils y sont parvenus sur le plan politique sous l'égide d'un cartel des banquiers les plus puissants à la tête déjà de gigantesques conglomerats industriels, ce sont les JPMorgan, Rockefeller et Cie qui ont modelé l'Etat américain, qui ont imposé une forme de pouvoir à la tête de l'Etat et au sein des institutions où le prolétariat est totalement inexistant, mais qui par défaut ou par faiblesse a été dénommé démocratie, alors qu'en réalité il s'agit d'un régime dictatorial aux mains et au service de la Fed et de Wall Street. Ce sont les banquiers américains les plus puissants qui font et défont les présidents américains, qui décident quelle politique le gouvernement doit mener dans le pays et à travers le monde, ils détiennent le Congrès et le Sénat depuis que la Fed existe, rien n'échappe à leur pouvoir. Il existe bien des dizaines de milliers de banquiers moins importants aux Etats-Unis, mais leur existence et leur sort tient au bon vouloir du cartel qui domine la Fed.

En Europe, rien de tout cela existe ou presque. Depuis le traité de Maastricht (1992) et l'instauration de l'euro (1999), ils tentent de marcher à pas forcés sur les traces des Américains mais ils se trouvent confrontés à des obstacles quasi insurmontables du fait de l'histoire et de la composition particulière de chaque capitalisme dans chaque Etat. Tandis qu'aux Etats-Unis c'est le monopole d'un cartel de banquiers qui impose sa loi à tout le pays, il n'existe rien de tel dans l'UE.

Ils sont en train de se rendre compte que s'attaquer aux Etats par le biais de la dette a ses limites, c'est là que le facteur de la lutte de classe se rappelle à leur bon souvenir ou rejaille à la surface violemment. Certes, le climat permanent de crise qu'ils ont instauré a permis d'atteindre certains objectifs comme l'amplification de l'exploitation des travailleurs ou encore l'affaiblissement ou la liquidation de capitalistes dans certains secteurs d'activité, maintenant il s'agit pour eux de s'attaquer à la tête du capitalisme, aux banques et aux institutions financières, secteur qu'il leur faut épurer pour que les plus puissants imposent leur loi à tous, comme cela se produisit un siècle plus tôt aux Etats-Unis. Ils ont mis au point un certain nombre d'instruments, parmi eux Bâle I, II et III ou encore les séries de tests qu'ils infligent à toutes les banques pour finalement décider celles qui méritent d'être sauvées et celles qui doivent disparaître ou se soumettre à la loi du plus fort. Le problème, c'est que même dans ce secteur économique, sa structure organique diffère de ce qu'elle était aux Etats-Unis au moment de la fondation de la Fed.

Je ne voudrais pas dire de bêtise, mais il semble que le pouvoir soit davantage concentré entre quelques mains aux Etats-Unis qu'en Europe. De la même manière qu'il existe une concurrence plus féroce entre capitalistes en Europe du fait qu'ils sont plus nombreux dans un même secteur d'activité. Sur le vaste territoire américain et le premier marché mondial en terme de PIB

par habitant, il n'existe que trois constructeurs automobiles américains en concurrence, Ford, GM et Chrysler, alors qu'ils sont encore plus du double en Europe pour un marché comparable. Certes, certains constructeurs européens ont disparu depuis 30 ans ou ils ont été absorbés, mais est-ce suffisant ?

Pour revenir à notre sujet, cette question se pose également au niveau de la concentration des capitaux détenus par les banques dans chaque pays : a-t-elle atteint un niveau suffisant pour que l'aristocratie financière impose sa loi à tous les Etats, impose les rapports sur lesquels doit fonctionner l'UE, donc réaliser une fédération politique d'Etat calquée sur le modèle américain, bref, achever la construction de l'Union européenne qui déposséderait tous ses peuples de leurs droits et de leur histoire respectif, niant la lutte de classe du prolétariat européen depuis le milieu du XIXe siècle, d'où le rôle capital de sa résistance à ce processus.

(je reprends en fin de soirée cette analyse rédigée le matin.)

Je n'ai pas vraiment eu le temps de penser à ce que j'avais écrit ce matin, cependant j'ai trouvé un enchaînement qui me semble intéressant. Nous en étions restés à l'aristocratie financière qui veut parachever sa dictature, en passant par l'épuration et la restructuration du secteur bancaire en Europe. La BCE et la Commission européenne viennent de déclarer qu'elles étaient favorable à une union bancaire européenne et j'ai essayé d'expliquer quelle en était la finalité politique.

Maintenant reprenons le mécanisme qui nous a conduits à la situation actuelle en y associant l'information précédente sur les banques. Il se compose de plusieurs phases :

- 1- Ils ont commencé par faire monter la dette de l'Etat qui a pour créancier les marchés et les banquiers ;
- 2- Ensuite ils ont imposé l'austérité qui s'est traduit par un appauvrissement de la population tandis que certains s'enrichissaient rapidement ;
- 3- L'insolvabilité des clients des banques a entraîné leur quasi-faillite, qui à son tour a entraîné celle de nombreuses entreprises faisant grimper le chômage à un niveau insupportable ;
- 4- La BCE est venue au secours des banques ainsi que les Etats déjà fortement endettés, rendant la situation encore plus inextricable pour ne pas dire incontrôlable ou explosive sous bien des aspects ;
- 5- Les marchés ont fait en sorte que les banques soient vulnérables pour rendre leur renflouement indispensable par les Etats, la dette que les contribuables doivent payer, une façon comme une autre de racketter la population laborieuse, par tous les bouts.
- 6- En poussant les banques à la faillite, ils ont réussi à faire disparaître les plus faibles ou à les rendre dépendantes de la BCE, ce processus est encore en cours.
- 7- L'orientation de la BCE et de la Commission européenne pourrait consister à accélérer ce processus de concentration bancaire ou plutôt, n'ayant pas réussi ou se rendant compte qu'il serait dangereux de s'attaquer frontalement à certaines banques parce qu'elles entretiennent des rapports entre elles ou qu'elles ont des intérêts en commun, ils pourraient opter pour la formation d'un cartel bancaire européen sous l'égide des banques les plus puissantes qui se chargeraient elles-mêmes de faire discrètement le ménage dans leur milieu.

On poursuivra plus tard cette analyse en voyant quels obstacles politiques ils demeurent pour avancer dans cette voie. Bien des questions restent en suspens comme par exemple les rapports entre la BCE et cette union bancaire européenne si toutefois elle voit le jour un jour. Sur le plan politique, ils ont évoqué la transformation de la Commission européenne en un gouvernement européen, dont les membres ne sont pas élus à ce jour, et l'élection au suffrage universel d'un président de l'UE.

(La suite rédigée en partie ce matin et cet après-midi)

Encore quelques réflexions tenant compte des derniers développements ou déclarations.

On a vue que mettre les banques en danger poussait à imposer l'union politique, et les sauver nécessitait un renfort de l'union budgétaire des Etats.

Les Allemands viennent d'affirmer que l'union politique soutendait une union budgétaire selon le figaro.fr. Pour Berlin, «*les eurobonds ne peuvent être qu'un point d'aboutissement alors que nous considérons que ce devrait être un point de départ*», a souligné Hollande. Merkel a répliqué selon la même source : vous voulez les eurobonds, chiche, mais en contrepartie nous réclamons l'union politique, seule susceptible de garantir que l'Allemagne ne sera pas seule à faire des réformes et à payer pour ceux qui n'en font pas.

Si je comprends bien, c'est le rapport de force économique établi entre chaque Etat et dominé par l'Allemagne qui doit dicter les contours de cette "union politique" afin que Berlin conserve son hégémonie au sein de l'UE, ce qui signifie au passage que la liquidation pure et simple des Etats dans un nouvel Etat qui engloberait au départ tous les pays de la zone euro n'est pas pour demain ou que cette perspective politique est irréalisable à court terme. On pourrait ajouter qu'il en sera de même de l'union bancaire européenne qui présenterait les mêmes inconvénients que les eurobonds.

Thomas Klau, analyste politique à l'European Council on Foreign Relations (ECFR) apporte une précision sur la question de l'union politique de l'UE, en rappelant que l'Allemagne est opposé à un schéma politique défendu par la France donnant aux gouvernements le premier rôle : *«pour les Allemands, cette vision néogaulliste est inefficace, en permettant un veto, et insuffisamment démocratique parce que le Conseil n'est responsable devant aucun parlement européen»*. (lefigaro.fr 07.06)

Le souci de Merkel n'est pas d'inscrire la construction dans un processus démocratique, chacun l'aura compris, mais au contraire d'interdire son expression par le rejet des peuples d'un ou plusieurs Etats de mesures conduisant à une plus grande intégration dans l'Union européenne et la perte de leur souveraineté. On a à l'esprit que leur objectif final est d'interdire aux peuples de l'UE d'intervenir directement sur le fonctionnement et l'orientation de la politique réactionnaire l'UE, de leur interdire toute forme d'expression politique qui viendrait contrecarrer leur plan constituant un chaînon du Nouvel ordre mondial auquel les maîtres du monde aspirent.

Ce qui est intéressant ici, c'est que lorsque Merkel rejette l'idée que le Conseil de l'Europe constitué des chefs d'Etat qui ont des comptes à rendre à leur peuple respectif et seraient tentés de s'opposer à certaines mesures particulièrement impopulaires dans leur pays, elle estime qu'il serait possible de palier à cet inconvénient en passant par le parlement européen boycotté par la moitié des électeurs à chaque élection et n'ayant de compte à rendre finalement à personne, excepté leurs commanditaires : les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises.

Tout renforcement du pouvoir du parlement européen ne peut se faire qu'au détriment des parlements nationaux qui n'auraient plus qu'un rôle subsidiaire à remplir et qui seraient au final dénués de tout pouvoir. La boucle serait ainsi bouclée et les Etats-Unis d'Europe fonctionneraient plus ou moins sur le modèle américain avec un gouvernement fédéral dont le président serait élu selon des modalités proches de celui existant en Amérique, le parlement européen remplirait la fonction du congrès, la Commission européenne qui serait étoffée et les pouvoirs étendus celui du sénat, l'union bancaire européenne sous l'égide de la BCE ou formant une seule entité correspondrait à la Fed...

Il leur reste encore de nombreux obstacles à franchir avant de parvenir à leur fin, par exemple à ce jour il n'existe aucune harmonisation fiscale au sein de l'UE et l'épuration au sein du capitalisme et des banques est loin d'être achevée ou parvenue à un niveau permettant d'afficher leur complémentarité, de faire en sorte que certaines banques et entreprises en Europe agissent comme des monopoles imposant leur loi à toutes les autres.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite) "Ça se fera plus discrètement".

Le Qatar reste un partenaire incontournable de la France au Moyen-Orient, même si ses dirigeants n'auront sans doute pas le même degré d'intimité avec le président socialiste François Hollande qu'avec son prédécesseur de droite, Nicolas Sarkozy.

Le Premier ministre du Qatar l'a confirmé à sa manière jeudi, à l'issue d'un entretien de plus d'une heure avec le nouveau chef de l'Etat français, quelques heures avant de voir son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

"Les relations entre les deux pays sont des relations institutionnelles, pas personnelles (...) C'est une relation étroite", a dit Cheikh Hamad bin Jassim Al Thani, alias "HBJ".

Des diplomates proches de la gauche plaident certes pour un rééquilibrage des rapports avec ce micro-état immensément riche du Golfe Arabo-persique, dont Nicolas Sarkozy, fort de relations personnelles avec l'émir et le Premier ministre qataris, avait fait une sorte de joker diplomatique.

Ils s'appuient sur la nécessité, à leurs yeux, de donner des gages à des acteurs arabes majeurs comme l'Arabie saoudite et l'Algérie, agacés par l'activisme omnidirectionnel de l'émirat.

Mais l'ancien ambassadeur Denis Bauchard, spécialiste du Moyen-Orient et auteur d'un livre sur *"Le nouveau monde arabe"*, parie pour sa part sur une continuité de la coopération déjà très ancienne entre la France et le Qatar.

"Ça se fera plus discrètement et de manière moins ostensible mais ça va continuer", a-t-il déclaré à Reuters.

Ce que paraît confirmer un conseiller diplomatique de François Hollande : *"Il n'y a pas de raison de remettre en cause une*

relation bilatérale, dès lors qu'elle est fondée sur des principes sains et des objectifs partagés."

Le Qatar, moins de 12.000 km² et deux millions d'habitants dont un dixième de nationaux, possède les troisièmes réserves de gaz naturel du monde, dont il est le premier exportateur. Il produit aussi environ 1,2 million de barils de pétrole par jour. (Reuters 07.06)

"Ça se fera plus discrètement et de manière moins ostensible mais ça va continuer", cela vaut sur le fond pour l'ensemble de la politique réactionnaire de Sarkozy que Hollande entend poursuivre.

On comprend pourquoi Hollande n'a rien contre les riches.

Laurent Fabius, Marisol Touraine, Jérôme Cahuzac et Michèle Delaunay sont assujettis à l'ISF. Sylvia Pinel, elle, a refusé de communiquer ses informations.

Deux autres ont été redevables de l'ISF, mais ne l'étaient plus l'an dernier: Michel Sapin et le chef du gouvernement, Jean-Marc Ayrault. Quant à Arnaud Montebourg, il est sûr de ne pas avoir pas payé l'ISF depuis six ans, mais sa mémoire flanche pour les années précédentes.

Inutile, en revanche, de demander aux intéressés des précisions sur les montants acquittés... (lexpress.fr 06.06)

Ah ces bourgeois ! Il faut être aveugle pour ne pas voir que ce gouvernement est étranger à la classe ouvrière, aucun des partis qui le composent, PS, PRG et EE-LV ne peut revendiquer son appartenance au mouvement ouvrier.

Comment légitimer à l'avance la politique du gouvernement. Mode d'emploi.

François Hollande ouvrira le lundi 9 juillet les travaux de la grande conférence sociale qui doit permettre de lancer, en concertation avec le patronat et les syndicats, les premiers grands chantiers de son quinquennat.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a réuni mardi les partenaires sociaux pour en caler l'ordre du jour et la méthode de travail. (Reuters 06.06)

Le cadre : un diagnostic partagé de la situation établi sur la base d'un rapport de forces favorable à la classe qui détient le pouvoir : la classe des capitalistes. C'est bien sur la base des besoins spécifiques de cette classe que les dirigeants syndicaux acceptent de discuter avec le gouvernement et le patronat, autrement dit brader nos droits.

Retraite. Pourquoi ce double langage des dirigeants syndicaux ?

Titre d'un article de presse : Retraite à 60 ans : les syndicats satisfaits, en attendant plus. - libération.fr 06.06

Qu'est-ce à dire ?

- La plupart des organisations syndicales ont exprimé leur satisfaction après l'annonce par le gouvernement du retour partiel à la retraite à 60 ans. Certaines n'hésitent cependant pas à alerter sur des points spécifiques, insuffisamment pris en compte à leur goût. (id)

Et de multiplier les "*points spécifiques*" qui posent problèmes, car en réalité c'est l'ensemble des travailleurs qui se trouvent spoliés de leurs droits à la retraite par rapport à la situation antérieure à 2010 ou 2004 du fait que les contre-réformes successives n'ont pas été abolies par le gouvernement. Tous les syndicats ont accepté de discuter avec le gouvernement sur la base de 41 annuités qu'il leur a proposée et impossibles à atteindre pour des centaines de milliers de travailleurs, des millions avant un âge avancé, donc bien au-delà de 60 ans.

On aura compris que c'est parce qu'aucun syndicat ne défend le retour à 37,5 annuités qu'ils sont obligés d'employer ce double langage, tandis que le gouvernement s'appuie sur les contre-réformes des retraites adoptées par le RPR-UMP depuis 1997.

En résumé, le gouvernement, que certains osent qualifier de "*gauche*", engage des "*discussions*" avec les syndicats sur la base des lois votées par le parti de l'ordre que les dirigeants syndicaux acceptent, légitimant une nouvelle fois les contre-réformes sur les retraites conformément à leur fonction de lieutenant de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Ils veulent la peau de l'idiot utile.

Jean-Marc Ayrault a battu jeudi la campagne dans le Nord Pas-de-Calais où il a apporté un soutien marqué au socialiste Philippe Kemel qui affronte à Henin-Beaumont Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et Marine Le Pen (FN).

Au cours de son périple, juste avant de tenir un meeting commun à Lille avec la première secrétaire du PS Martine Aubry, le Premier ministre s'est rendu à Libercourt, commune située dans la circonscription de M. Kemel (la 11e), pour lui manifester en personne son "*soutien de tout cœur*".

M. Kemel, dont la désignation comme candidat PS aux législatives a donné lieu à polémique sur la sincérité de la consultation des militants de la fédération, doit ferrailer avec M. Mélenchon et avec Mme Le Pen.

Plus tard, M. Ayrault et Mme Aubry lui ont renouvelé leur soutien. C'est un "*candidat 100% majorité présidentielle*", qui ne se présente "*pas uniquement pour se faire une promotion et être dans les médias*", a dit M. Ayrault, allusion à M. Mélenchon. (AFP 07.06)

Dans les deux derniers sondages parus hier, Le Pen arriverait en tête suivie de Kemel, Mélenchon arriverait en troisième position.

Comment le POI soutient le gouvernement Hollande-Ayrault. (suite)

Pour le comprendre il suffit de lire l'éditorial de D. Gluckstein du n°203 d'Informations ouvrières dans lequel il reprend un extrait de la déclaration adoptée à l'issue de leur meeting du 3 juin :

" C'est quand même incroyable : nous n'avons pas encore de gouvernement qui a pris de décisions, nous n'avons pas encore d'Assemblée nationale, mais nous avons déjà un gouvernement du FMI et de l'Union européenne qui vient chez nous dicter la politique de destruction du capital financier."

Tout d'abord, "*chez nous*", connaît pas monsieur le philistin, je ne me reconnais pas dans leur pays, dans leur société, vous peut-être, apparemment semble-t-il, vous vous êtes trahi ! J'aurais dit : en France, dans le pays où nous sommes, dans ce pays, etc. Continuons l'essentiel est ailleurs.

Ah ben ça alors, voyez-vous cela, le gouvernement n'aurait pas déjà annoncé la couleur de sa politique réactionnaire (Smic, retraites, fonction publique, chômage, précarité, paiement de la dette, aide aux banques, Syrie, etc.) passons sur le fait qu'il attend le lendemain des législatives pour nous matraquer, ce que Gluckstein sait pertinemment mais feint d'ignorer parce qu'il en est le complice avec son parti, comme s'il fallait attendre quelque chose de bon de la prochaine Assemblée nationale!

Souvenez-vous camarades qu'en 2005 lors du référendum sur le TCE, la quasi-totalité des députés s'étaient prononcés pour le oui, 92% exactement, Assemblée nationale composée essentiellement de députés de l'UMP et du PS, comme demain. Souvenez-vous également, comment le PS qui détient la majorité au sénat s'y est pris dernièrement pour faire adopter le texte sur le MES, en s'abstenant, ce texte étant adopté par la minorité de l'UMP.

Et les travailleurs devraient attendre quelque chose de ces gens-là ? Gluckstein se fout ouvertement des militants et des travailleurs. Question : pour qui roule le POI ? En fait il fait feu de tout bois, la suite le prouve une nouvelle fois.

Un grossier mensonge.

Dans son éditorial il cite un second passage de cette déclaration dans laquelle on peut lire ceci :

"Chacun le sait : le Parti ouvrier indépendant n'a pas donné de consigne de vote."

Faux, menteur, la preuve, Informations ouvrières n°198 page 8 :

"Discussion à l'issue du 1er tour de la présidentielle.

Claude Jenet, secrétaire national, rappelle que dans son comité du Vaucluse, il y a eu des discussions : faut-il appeler à voter Hollande ? Il rappelle que depuis le début, le POI a mis en avant la nécessité de chasser Sarkozy et sa politique."

Jenet a répondu qu'avancer "*la nécessité de chasser Sarkozy et sa politique*" revenait à appeler à voter Hollande, il n'y a que les lobotomisés pour couvrir ce grossier mensonge.

Citation : "*beaucoup de "lobotomisés", s'ils ne montraient plus d'anxiété ni de violence, devenaient apathiques (...)*" (la Recherche, juil.-août 1974, p. 655) Apathique du cerveau !

Certains se demanderont peut-être comment peut-on militer dans un parti et accepter de telles méthodes de la part de ses dirigeants ? Sans doute parce que la plupart des militants du POI sont sur la même longueur d'onde que leurs dirigeants et ont appelé à voter Hollande, jésuitiquement ou ouvertement, voilà tout.

Ajoutons que leur campagne entamée début mars pour le rejet du TSCG est un bide retentissant, ils ont récolté 52 000 signatures en plus de trois mois, l'équivalent de 6 signatures par adhérents plus les leurs (sur la base de 7 500 adhérents), soit deux signatures par adhérent et par mois !

En voilà encore qui carburent à la méthode Coué ou qui se nourrissent d'illusions, dommage ! Dommage pour les militants et travailleurs en quête d'un parti sérieux où militer.

Actualité en titres

[Manipulation des masses. Le PS passé maître en la matière... avec la complicité des médias.](#)

- Hollande est-il trop reposant ? - LePoint.fr
- Moscovici: "*culot immense*" de Fillon quand il critique le gouvernement - AFP
- Hollande séduit-il plus de journalistes que ses prédécesseurs? - L'Express.fr
- La '*normalité*' de François Hollande, '*vrai changement ou coup de com*' - LeMonde.fr
- Hollande a dopé le moral des Français - L'Expansion.com
- Retraites: retour partiel à 60 ans, première brèche dans la réforme de 2010 - AFP
- Le gouvernement est-il trop à gauche? - L'Express.fr
- Hollande ira voir Chirac - L'Express.fr

Ils vont bien se marrer autour d'une tête de veau, le plat favori de Chirac... Les veaux ne sont pas forcément ceux auxquels l'on pense, la primeur revient à ceux qui ont appelé à voter Chirac au second tour en 2002 et Hollande en 2012, ce ne sont pas forcément les mêmes, mais ils sont bien issus du même tonneau !

[Par principe le vol est illégitime !](#)

- "*Les riches coupables par principe? C'est blessant*" - L'Express.fr

Assurément ! Ajoutons, coupables et responsables.

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

L'adoption, ce mercredi, d'une loi instaurant des amendes considérables pour punir les participants et organisateurs d'actions de protestation en cas de troubles a provoqué l'indignation en Russie.

Le parti au pouvoir, Russie unie, à l'origine du texte, entendait le faire adopter avant le prochain grand rassemblement d'opposants, prévu le 12 juin.

Ce projet de loi enfreint grossièrement le droit constitutionnel des citoyens à organiser des rassemblements pacifiques

Les amendes prévues en cas de rassemblement non autorisé ou en cas de troubles à l'ordre public lors de manifestations ayant reçu l'aval des autorités, peuvent aller jusqu'à 300 000 roubles (7300 euros) pour les personnes physiques, 60 fois plus qu'actuellement. Pour les personnes morales -les organisations politiques par exemple-, l'amende peut atteindre un million de roubles (plus de 25 000 euros). (lexpress.fr 06.06)

2- Syrie

2.1- La Russie et la Chine ont fait paraître mercredi un communiqué commun sur la crise syrienne.

La Russie et la Chine se sont dites mercredi "*résolument contre*" toute intervention étrangère et un changement de régime en Syrie, dans un communiqué commun à l'issue de la visite à Pékin du président russe, Vladimir Poutine. "*La Russie et la Chine sont résolument opposées à des tentatives en vue de régler la crise en Syrie par le moyen d'une intervention militaire étrangère, de même qu'en vue d'imposer (...) un changement de régime*", est-il déclaré dans le communiqué. (lepoint.fr 06.06)

2.2- Un fonds de 300 millions de dollars a vu le jour mercredi à Doha pour aider le soulèvement contre le régime.

Des hommes d'affaires syriens, réunis mercredi à Doha, ont annoncé la création d'un fonds de 300 millions de dollars pour soutenir le soulèvement contre le régime du président Bachar el-Assad. Ce fonds est destiné à "*structurer les opérations de soutien et d'appui de la révolution syrienne*", a annoncé Mustapha Sabbagh, président du nouveau Syrian Business Forum (SBF). (LePoint.fr 06.06)

Social

1- France

Le taux de chômage a augmenté trois fois plus vite au premier trimestre 2012 (+ 0,3 point) et concerne désormais 9,6% de la population active en France métropolitaine - 10% avec les départements d'outre-mer -, atteignant ainsi les niveaux très dégradés de 1999.

"*On est dans un scénario de nette montée du chômage. On dépasse ce trimestre le précédent pic de fin 2009 pour retrouver les niveaux de 1999*", commente Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE).

Les chiffres provisoires des créations nettes d'emploi diffusés par l'Insee en mai avaient été étonnamment positifs au premier trimestre. L'aggravation du chômage est cette fois "*cohérente au regard de la croissance nulle*" et des 61.000 destructions d'emploi attendues sur le premier semestre, souligne M. Plane.

Les statistiques de l'Insee diffusées jeudi montrent une aggravation du taux de chômage des 15-24 ans, à 22,5%, ce qui représente 630.000 jeunes au chômage.

La dégradation affecte également les plus de 50 ans, dont le taux de chômage augmente dans la même proportion (+0,2 pt) à 6,6%, avec 498.000 personnes.

Point positif, le taux d'emploi des seniors (55-64 ans), plus nombreux à rester au travail sous l'effet des réformes successives des retraites, poursuit sa progression (+0,7 pt sur un trimestre, +3 pt sur un an), à 43,5% de la classe d'âge. Depuis 2003, il a grignoté 7 points.

Globalement, le taux d'emploi diminue de 0,1 pt pour s'établir à 63,8%.

Le recours au chômage partiel, qui avait baissé au dernier trimestre 2011, double quasiment en un trimestre pour concerner près de 100.000 personnes, "*signe que les carnets de commandes des entreprises sont en chute*", note M. Plane. (AFP 07.06)

2- Italie

Le taux de chômage irlandais a atteint, à 14,8%, son plus haut niveau depuis le début d'une crise financière en 2008, selon des chiffres publiés jeudi par l'Office central des statistiques (CSO). (Reuters 07.06)

3- Grèce

Le taux de chômage en Grèce a atteint un nouveau record à 21,9% en mars alors que la crise de la dette et la profonde récession dans laquelle est plongé le pays continué de plomber le marché du travail, ont montré jeudi les données de l'institut statistique ELSTAT.

Les coupes budgétaires imposées par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) en échange de leur soutien financier ont entraîné une vague de fermetures et de faillites d'entreprises.

Le taux de chômage en Grèce est presque le double de la moyenne des 17 pays de la zone euro, ressortie à 11% en mars. (Reuters 07.06)

Economie

1- BCE

La BCE a décidé mercredi de prolonger sa politique accommodante en faveur des banques en leur offrant des liquidités à taux fixe et montant illimité au moins jusqu'au 15 janvier 2013. Les prêts à une semaine et un mois sont prolongés jusqu'au 15 janvier 2013 pour le moment, a annoncé son président Mario Draghi. Les prêts à trois mois, que la BCE devait arrêter de proposer fin juin, sont prolongés jusqu'en décembre 2012. (AFP 06.06)

2- Espagne

2.1- Fitch Ratings a annoncé jeudi avoir abaissé la note souveraine de l'Espagne de trois crans, de A à "BBB", et a laissé entendre qu'un nouveau déclassement n'était pas exclu à moyen terme en plaçant sa note sous perspective négative.

Fitch explique sa décision en évoquant le coût budgétaire probable de la restructuration et de la recapitalisation du secteur bancaire espagnol. L'agence l'évalue entre 60 milliards d'euros (6% du PIB) et 100 milliards (9% du PIB), ce dernier montant correspondant à un scénario de stress plus sévère, au lieu des 30 milliards de l'hypothèse basse.

Le fait que la note reste en catégorie d'investissement s'explique par le fait que l'économie espagnole reste relativement diversifiée et par sa stabilité sociale et politique, en dépit d'un chômage très élevé. (Reuters 07.06)

2.2- Le rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les banques espagnoles montrera que ces dernières ont besoin d'une injection de capital d'au moins 40 milliards d'euros, ont dit jeudi à Reuters deux sources du secteur financier.

Ce rapport, qui doit être publié lundi, va souligner que le secteur bancaire a besoin au total de 90 milliards d'euros mais que les établissements en bonne santé sont capables de supporter eux-mêmes une partie de cette somme, a dit l'une des deux sources. (AFP 07.06)

Haut de page ↗

Le 9 juin

CAUSERIE

Trois sujets très vite.

1- J'ai mis en ligne dans la *Tribune libre* le document *Déliquescence de l'Union européenne*. (M'PEP), il s'agit d'une étude américaine réalisée en Europe sur l'interprétation que font les peuples de la situation sociale et politique actuelle. Je n'ai pas le temps d'analyser les commentaires du M'PEP, mais vous pouvez m'envoyer vos réflexions sur ce document.

2- Il règnerait en France une "*atmosphère ouatée, vaporeuse*" selon *Libération*, à croire que le pays s'est déjà mis à l'heure de la Mimosette, avatar de la "*force tranquille*". On a hâte d'être au lendemain des législatives...

3- Si vous avez lu l'article *Le Fonctionnement de la FED* du portail <http://www.institutdelabourse.fr>, vous êtes en mesure de comprendre dans quelle direction ou quelle évolution ils comptent faire prendre à l'Union européenne sur les plans économique et financier. Vous pouvez trouver cet article dans le site à la page économie à l'adresse http://www.luttedeclasser.org/dossier/fed_1_2011.pdf

Hier j'ai une nouvelle fois osé un parallèle ou un rapprochement entre le modèle de la société américaine et celui qui est en train de se développer au sein de l'Union européenne, en estimant qu'ils voulaient calquer ou adapter le modèle américain à l'UE, ce qui est flagrant depuis la création de la BCE, puis de l'euro, sans parler de la politique économique ou les orientations financières qui sont des répliques de la politique américaine, avec un décalage plus ou moins prononcé dans le temps s'agissant la mise ne place de structures remplissant les mêmes rôles que celles qui existent aux Etats-Unis.

Reste à voir comment cette dictature du capital financier s'est mise en place sur le plan politique, c'est ce qui intéresse davantage

les militants qui sont sur le terrain. Par l'emprise du pouvoir politique par deux partis politiques représentant les intérêts de la classe des capitalistes selon leurs secteurs d'activité quand ils ne sont pas en concurrence dans le même secteur. Ce processus fut achevé au détour du XXe siècle aux Etats-Unis, donc précéda officiellement la création de la Fed qui détient le pouvoir.

Je n'ai pas en tête l'histoire des Etats-Unis où de chaque pays, alors hier soir j'ai pris le temps de vérifier que je n'avais pas écrit de bêtises la veille, et à ma grande surprise ou presque je me suis aperçu que non, sauf au niveau des institutions où le Congrès recouvre ce qu'on appelle en France le Parlement, le Sénat et la Chambre des représentants.

La suite demain si j'ai le temps, car je dois préparer le départ de Mageswary en France lundi soir, m'atteler au renouvellement de mon visa et je dois retourner à l'hôpital pour mon pied. Il y a aussi la météo qui s'emmêle avec de forts coups de vent et de la pluie, donc des coupures de courant à répétition, j'ai dû attendre 1h30 du matin pour aller me coucher, je suis crevé. Bon je vous laisse je vais à l'hôpital. Bon week-end à tous.

Hollande, la voix de l'ONU.

- Le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) tire la sonnette d'alarme dans son cinquième rapport sur les perspectives écologiques de la planète (GEO-5), rendu public à deux semaines du sommet dit Rio+20, au Brésil, qui sera l'une des réunions internationales les plus importantes qui soient consacrées à l'environnement ces dernières années. (Reuters 06.06)

Deux jours plus tard.

- La France et l'Europe doivent montrer l'exemple et s'engager contre le réchauffement climatique dans un monde qui risque de se détourner de la cause environnementale du fait de la crise économique, a déclaré vendredi François Hollande.

Le président a également appelé de ses voeux la création d'une agence spécialisée de l'ONU en charge de l'environnement, proposée de longue date par la France, et qui pourrait être installée à Nairobi, au Kenya, siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). (Reuters 08.06)

Société à la dérive. Manque de temps, manque d'argent = qualité de vie de plus en plus médiocre.

Repas sur le pouce dans un fast-food ou une saladerie chic, sandwich du boulanger, salade en barquette de la supérette: le snacking représente près de 3 repas sur 4 hors domicile et est devenu un poids lourd de la restauration, avec plus de 30 milliards d'euros de ventes.

Les enquêtes auprès des consommateurs le prouvent: dans environ 75% des cas, quand ils poussent la porte d'un établissement pour y déjeuner ou dîner, ils entrent dans un fast-food, une sandwicherie, un traiteur. Et dans un cas sur quatre seulement, dans un restaurant traditionnel avec service à table. (AFP 08.06)

Nouvel ordre mondial.

Parmi les participants de la dernière réunion en date du Groupe de Bilderberg qui s'est tenu à Chantilly, USA, du 31 mai au 3 juin 2012, on trouve les noms suivants :

- Henri de Castries, Pdg du groupe AXA
- Nicolas Baverez, Associé, Gibson, Dunn & Crutcher LLP
- Pierre André de Chalendar, Pdg de Saint-Gobain
- Jean-Dominique Senard, Pdg de Michelin
- Erik Izraelewicz, Pdg du journal Le Monde
- Christophe Béchu, Sénateur, Président du Conseil général de Maine-et-Loire
- Anousheh Karvar, Secrétaire nationale de la CFDT.

(source : Réseau Voltaire 03.06)

Actualité en titres

Vite dit, non-dit !

- Montebourg veut agir vite pour protéger les sites rentables - Reuters

De nouveaux cadeaux en perspectives aux patrons... Et pour accompagner la fermeture de ceux qui ne le sont pas ? Les critères définissant l'utilité d'une entreprise ont-ils changé depuis le 6 mai ? Non, le profit.

INFOS EN BREF

Economie

1- Banque

Dexia a franchi vendredi une nouvelle étape de son démantèlement en cédant sa filiale turque Denizbank, mais la banque franco-belge va perdre plusieurs centaines de millions d'euros dans l'affaire, pourtant négociée à un prix supérieur à celui déboursé à l'achat en 2006.

L'acquéreur, la banque semi-publique russe Sberbank, va déboursier 6,47 milliards de livres turques (2,8 milliards d'euros) pour racheter 99,85% des parts de Denizbank.

Au final, la cession pourrait rapporter jusqu'à 7,09 milliards de livres turques (3,1 milliards d'euros), si l'opération est finalisée au quatrième trimestre pour prendre en compte l'évolution de son actif net.

Pour autant, ce prix supérieur aux 2,6 milliards d'euros payés par Dexia pour s'offrir Denizbank il y a six ans est un trompe-l'oeil: entretemps, la livre turque s'est appréciée de 50% par rapport à l'euro et, surtout, le groupe franco-belge avait payé au prix fort son implantation en Turquie.

Dexia avait ainsi acheté en 2006 75% de la banque turque pour 1,8 milliard d'euros, soit trois fois sa valeur comptable, avant d'acquérir par la suite la quasi-totalité des parts restantes. Or, dans l'accord avec Sberbank, le prix retenu représente seulement 1,33 fois la valeur comptable de Denizbank.

L'administrateur délégué de Dexia, Pierre Mariani, avait déjà prévenu dans un entretien aux Echos fin mai que la cession de Denizbank entraînerait dans ses comptes une moins-value d'environ 700 millions d'euros.

Denizbank affiche une croissance insolente et a dégagé en 2011 un bénéfice avant impôt de 270 millions d'euros, en hausse de 6%.

"C'est sans doute le plus bel actif parmi ceux qu'il y a sur le marché turc", avait avancé en mai dans le quotidien Kommersant Guerman Gref, le patron de Sberbank. Cette dernière, première banque commerciale en Russie, est actuellement détenue à 57,6% par la Banque centrale de Russie.

La Belgique, la France et le Luxembourg se sont entendus fin 2011 pour garantir le financement de Dexia, première banque victime de la crise de la dette souveraine, à hauteur de 90 milliards d'euros et lui permettre de mener à terme son démantèlement.

La banque avait déjà été frappée de plein fouet par la crise de 2008. Pour lui éviter la faillite, les trois pays l'avaient renflouée à hauteur de 6,4 milliards d'euros et lui avaient déjà apporté des garanties publiques. (AFP 08.06)

2- Grèce>

2.1- Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a chuté de 6,5% sur un an au premier trimestre 2012, selon les données révisées des statistiques grecques publiées vendredi, corrigeant de premières estimations évaluant ce recul à 6,2%. Le PIB de la Grèce, qui traverse sa cinquième année de récession, avait dégringolé de 7,5% au quatrième trimestre 2011.

Les institutions financières n'ont cessé ces derniers mois de mettre en garde contre une récession en 2012 pire que prévue, la Banque de Grèce tablant désormais sur une chute du PIB annuel de 4,5%, après un recul de 6,9% en 2011, selon la Banque de Grèce. Dans son dernier rapport sur la Grèce, la Commission européenne a renvoyé à 2014 le retour à la croissance. (L'Expansion.com 08.06)

2.2- L'évasion fiscale est sans cesse revue à la hausse en Grèce. Elle atteint 12% à 15% du PIB, ce qui représente un manque à gagner de 40 à 45 milliards d'euros par an pour l'Etat, selon le directeur de la brigade grecque des contrôles fiscaux Nikos Lekkas, interrogé par le quotidien allemand Die Welt. *"Si nous pouvions en récupérer ne serait-ce que la moitié, le problème de la Grèce serait résolu"*, a-t-il indiqué.

"Nous avons les lois nécessaires depuis 1996, elles n'ont juste jamais été appliquées", selon lui, mais *"nos politiques ont commencé à le comprendre"*. Et de poursuivre: *"Si la corruption systématique qui a cours dans toute la société" ne cesse pas, et en particuliers si les élites continuent de rester impunes tandis que le reste de la population est pressuré "il y aura une explosion sociale"*, a-t-il mis en garde. (L'Expansion.com 08.06)

Haut de page ↗

Le 10 juin

CAUSERIE

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le député socialiste Jean-Christophe Cambadélis a jugé samedi que la proposition d'Europe politique de la chancelière allemande Angela Merkel, qui consiste, selon lui, en un "*Pacs fédéral européen*", constitue "*un pas en avant*" vers plus de croissance en Europe.

Mme Merkel, "*constatant que la France avec François Hollande marque des points sur les eurobonds ou euro-projets, décide de desserrer l'étau en proposant un +Pacs+ fédéral européen*", écrit sur son blog le responsable des questions internationales au PS.

"*Elle sait que le traité (sur la discipline budgétaire européenne, ndr), que le SPD (Sociaux-démocrates, ndr) n'est pas pressé de voter en Allemagne, va traîner en longueur. Alors elle propose pour demain un bond en avant fédéral propre à enthousiasmer les Européens - à condition d'oublier que le problème du jour, c'est la crise des dettes souveraines et la croissance*", ajoute M. Cambadélis. (AFP 09.06)

Ce "*pas en avant*", ce "*bond en avant fédéral*" revendiqué par Cambadélis correspondrait à une nouvelle étape politique sur la voie de la liquidation des Etats indépendants et souverains au profit de l'UE. C'est "*l'union politique*" pronée avant-hier par la Draghi (BCE) et Barroso (Commission européenne) que Cambadélis reprend à son compte.

Il existe deux conceptions opposées se destinant à combattre cette politique : soit en soutenant les Etats tels qu'ils existent contre l'UE dans la perspective d'un retour en arrière avant que l'UE n'existe, donc en maintenant en l'état les Etats capitalistes, cela correspond au mot d'ordre d'une union libre des Etats libres qui ne serait qu'une vaste fumisterie sans que soit liquidé le capitalisme, c'est notamment la version du POI, soit en combattant pour la liquidation de ces Etats dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe débarrassés du capitalisme et ses institutions politiques dans chaque pays et au niveau européen, c'est la version socialiste que nous défendons.

Mélenchonade.

Rongé par des contradictions mues par des forces centrifuges, l'illusionniste abandonne le terrain de la lutte des classes en répartissant les électeurs non pas en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent, mais de leur appartenance à un camp dont les contours sont mal définis, variables, pour le moins volatiles, fluctuants, au point que des représentants d'un camp se retrouvent dans l'autre, tandis que le reste du temps ils se répartissent les rôles et sont associés dans un consensus antisocial contre les travailleurs.

En manoeuvrier aguerris, s'il n'a pas été jusqu'à en appeler directement à "*l'électorat de gauche*", il s'est contenté d'en appeler aux électeurs qui "*sont de gauche*", ce qui finalement revient au même lorsqu'on a à l'esprit ce que recouvre inconsciemment ce vocable dans la tête de travailleurs subordonnés au capitalisme.

Rappelons à cet histrion que lors des élections législatives du 14 septembre 1930, sous la République de Weimar, le Parti national-socialiste (extrême droite ou nazi) recueillera 18,3 %, puis 43,9 % le 5 mars 1933, et le 12 novembre de la même année 92,2 % des voix exprimées (39 655 288 voix). Pas de bol pour notre baudruche de service, ce sont les mêmes électeurs qui dans une très grande majorité avaient voté SPD et KPD, les partis pourris social-démocrate et stalinien, qui voteront par la suite pour le parti d'extrême droite. Où étaient donc passés fin 1933 les électeurs qui étaient censés être de "*gauche*" trois ans plus tôt, ils s'étaient transformés en électeurs "*d'extrême droite*" pour reprendre le vocabulaire de Mélenchon.

Pourquoi ? On le sait sur le plan politique donc nous n'y reviendrons pas ici, la responsabilité en revient entièrement au SPD et KPD. Notons simplement que cette notion de droite et de gauche avec leurs extrêmes ne voulait déjà plus rien dire dans les années 30, elle était morte en réalité le 3 août 1914 quand la social-démocratie avait basculé avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi de classe.

J'inclus sciemment les extrêmes en considérant qu'en soutenant la plus gigantesque boucherie de l'histoire à cette époque, les représentants officiels de la gauche n'avaient plus rien à envier à ceux de l'extrême droite, ils avaient démontré qu'ils partageaient la même conception de l'histoire que ceux dont ils prétendaient être les ennemis, par lâcheté peut-être, peu importe, allez donc demander aux dizaines de millions de morts et plus encore de blessés et de vies innocentes brisées s'ils

accepteraient qu'on absout leurs bourreaux simplement parce qu'ils ont agi par faiblesse.

Et pourtant cette notion a été maintenue, entretenue jusqu'à nos jours, comme si de rien n'était, dès lors il ne faut pas s'étonner de se retrouver dans la situation que nous connaissons aujourd'hui. Cela ne signifie nullement qu'il faille mettre un trait d'égalité entre tous les partis.

Ils existaient d'autres moyens de combattre à la fois le parti officiel de l'ordre et ses supplétifs pour les affaiblir et s'en débarrasser. La politique du front unique élevée au rang de stratégie pendant plus d'un demi-siècle, a servi à minimiser ou faire oublier les crimes commis par les social-traîtres et les staliniens jusqu'à les soutenir pour qu'ils parviennent au pouvoir. Aujourd'hui encore, il y en a pour appeler à la formation d'un gouvernement PS-PCF et porter une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale comme si le passé n'existait pas, comme s'il était impossible d'en tirer des enseignements et de mener notre combat sur la base de ces enseignements ou en les intégrant.

La palme du grotesque revient à ceux qui les dénoncent comme traîtres et appellent à voter pour les candidats du PS ou du PCF, cela dépasse l'entendement. Je ne sais pas comment vous réagissez ou régit un travailleur normalement consisté, mais il me semble que lorsqu'on vous dit en face que vous avez à faire aux pires crapules qui soient, vous passez votre chemin, il est salutaire de ne leur accorder aucune confiance, de ne leur confier aucun mandat, encore moins votre propre sort, donc si le même militant vous invite à voter pour cette pourriture, vous le regardez, vous vous demandez d'où il sort celui-là, s'il n'est pas un peu timbré ou quel intérêt il peut bien avoir dans cette histoire, bref, vous le laissez avec ses discours démentiels.

Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que ces militants prêtent aux travailleurs les rapports d'appareils qui chez eux font office d'analyses des rapports que les travailleurs entretiennent avec le capitalisme et les institutions, dit autrement, ils sont incapables d'aborder les travailleurs sous l'angle de ces rapports, ils se refusent à regarder la réalité en face, la preuve, vous en avez déjà entendu un faire référence à l'aristocratie ouvrière, au mouvement ouvrier bourgeois, à l'embourgeoisement de la classe ouvrière, expressions autrefois employées par Marx, Engels et Lénine, absolument jamais, donc à combattre ces rapports, comme ils sont impuissants à les combattre ou s'y refusent au nom d'une conception de la lutte de classe erronée, il ne leur reste plus que les rapports entre appareils, entre appareils et institutions, d'où leur participation disciplinée à chaque élection, d'où leurs appels à voter PS ou PCF, d'où leur incapacité à proposer une issue politique à la classe ouvrière qui ne serait pas subordonnée à ces partis, tout se tient notez bien. Désolé, les travailleurs réagissent sur le plan politique de la même manière qu'ils réagissent dans la vie de tous les jours, être obligé de le rappeler donne une idée du degré de décomposition du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde.

Avant d'en venir à l'article de presse sur Mélenchon, un dernier mot.

Je vis en Inde dans un milieu ouvrier profondément arriéré où tous les rapports sont archipourris, c'est la jungle ou la barbarie quoi. Je dois donc me battre quotidiennement pour assurer ma survie dans tous les sens du terme, y compris physiquement, pas tant parce que je serais menacé par un mal invisible ou mystérieux ou les agissements de la classe dominante, mais par les membres de ma propre classe avec lesquels je suis bien obligé d'avoir des rapports, rapports qui si je n'y prêtais pas une attention de chaque instant mettraient en péril mon existence, je dois donc en permanence affronter un milieu hostile en lui concédant le moins de terrain possible sur mes propres intérêts car finalement tous ces rapports de force se résument à cela.

Question : Je sais tout cela pertinemment, pour l'avoir oublié parfois ou pour avoir baissé la garde par romantisme, cela m'a coûté fort cher, pas forcément sur le plan financier, mais en tourments, en angoisses et en cauchemars pendant parfois des mois, même des années, cela m'a bouffé, rongé, pourri l'existence comme jamais dans le passé car je n'avais jamais rencontré ce genre de rapports en France à un tel degré ou de façon généralisée, à accumuler des problèmes pour lesquels je n'étais pour rien à part mon ignorance.

Au départ on se contente ou on se fie à notre interprétation des choses, on est intelligent donc c'est forcément la bonne, mais lorsque surgissent des difficultés qu'on n'aurait jamais imaginées, à moins d'être suicidaire et de vouloir en finir rapidement avec l'existence, on est bien obligé de s'avouer que notre interprétation de la société comportait de graves carences, on se doit de réviser sur le champ les rapports qu'on entretenait avec les gens et nos proches qui étaient basés en partie sur des notions romantiques ou humanistes sans liens avec la société divisée en classes aux intérêts antagoniques, car tous ces rapports ne font que reproduire la lutte des classes engagée entre dominants et dominée, c'est la réalité dont on s'est écartée qui nous rappelle à ses bons souvenirs...

Ce que je voulais dire ici très simplement, c'est que lorsque l'on sait ou qu'on a conscience de quelque chose et qu'on est sérieux, on oriente nos rapports en conséquence, on ne va pas se jeter dans la gueule du loup, on ne va pas chercher les emmerdements, et il ne nous viendra pas à l'esprit de conseiller à nos semblables d'agir autrement, on fera tout ce qui est en notre pouvoir pour leur éviter de connaître davantage d'expériences douloureuses, notre destin est lié à celle de notre classe, mais il arrive que des membres de notre classe agissent contre ses propres intérêts et les nôtres, ce que l'on ne peut pas admettre évidemment, parce que c'est une question de survie.

Maintenant, appeler à voter PS ou PCF, se prononcer pour un gouvernement PS-PCF, s'incrit en totale contradiction avec ce qui

vient d'être exposé, qui à mon sens relève d'un comportement responsable ou d'un discours conforme à notre idéal. Porter au pouvoir la main qui va armer nos bourreaux, voilà ce qu'on nous demande de faire, c'est délirant, c'est criminel, ce sera sans nous !

- Comme on lui demandait pourquoi les électeurs devraient le choisir dimanche plutôt que son concurrent de gauche Philippe Kemel (PS), alors que les deux hommes sont au coude à coude dans les sondages, il a répondu : *"Dans le Pas-de-Calais, 80 % des électeurs ont voté 'non' au traité constitutionnel de 2005. Que veulent les gens ? Un député qui vote 'oui' au nouveau traité européen ou un député qui vote 'non' ? S'ils veulent un 'non', ils votent pour moi, s'ils sont de gauche."*

L'ex-sénateur PS en a profité pour attaquer les socialistes : *"Pourquoi Mme Le Pen a-t-elle prospéré comme ça dans la région si ce n'est en raison des turpitudes de certains élus socialistes ?"*, a-t-il dit, rappelant notamment les affaires autour de Jean-Pierre Kucheida ou de Gérard Dalongeville.

Selon lui, *"c'est ça qui a aidé Mme Le Pen à prendre pied, les socialistes n'ont pas l'air d'en tenir compte ! Et c'est sur moi qu'ils concentrent leurs critiques, ce n'est pas juste, car moi j'ai aidé François Hollande à être élu avec mes camarades du Front de gauche."*

M. Mélenchon a répété ne pas être dans l'opposition. Peut-être que *"nous entraînerons les socialistes à être plus sociaux qu'il n'avaient l'idée de l'être au départ"*, a-t-il conclu, espérant un groupe fort du FG à l'Assemblée. (lemonde.fr 09.06)

Je n'exagérerais donc pas en affirmant que Mélenchon se situait sur un autre terrain que la lutte des classes. Pour notre part, nous considérons que c'est la politique réactionnaire du parti de l'ordre soutenue par le PS et ses satellites (dont le FG) qui a fait le lit du FN, Mélenchon le brailard médiatique aux bras cassés ne peut pas le dire parce qu'il n'est pas *"dans l'opposition"* au gouvernement.

Mélenchon roule pour lui et le régime, il se fout éperdument du reste, c'est un dilettante, un charlot, un pauvre type, personnellement il incarne tout ce qui me dégoûte chez les parasites qui parlent au nom des exploités quand il dit que peut-être que *"nous entraînerons les socialistes à être plus sociaux"*, peut-être ben que oui peut-être ben que non, peu importe, allez dire cela aux travailleurs qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, qui sont jetés à la rue, peut-être qu'un jour votre sort s'améliorera, je n'en sais rien... Voilà pour qui on vous appelle à voter.

Le site ne s'adresse pas aux travailleurs en général, mais aux militants, imaginons un instant que nous nous adressions aux travailleurs, nous leur dirions tout ce qui figure dans les précédents paragraphes, si vous n'êtes pas convaincus que ces partis sont pourris, votez pour eux, cela vous fera une expérience salutaire, si vous en êtes convaincus abstenez-vous ou votez blanc, ne participez pas à votre propre mise à mort, cherchez s'il n'existe pas des partis ou des formations politiques plus convenables, peut-être pas parfaits mais avec lesquels vous pourrez vous organiser, résister et combattre pour une autre société...

INFOS EN BREF

Social

Portugal

Quelques milliers de personnes ont manifesté samedi après-midi à Porto, au nord du Portugal, pour protester contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit depuis un an dans le cadre du plan d'assistance financière international.

"Il est nécessaire et urgent de mettre en place une politique différente" ou encore *"le pays ne se redressera pas avec une politique de droite"*, scandaient les manifestants qui ont bravé la pluie samedi après-midi dans les rues du centre de Porto à l'appel de la CGTP, principale confédération syndicale portugaise proche du parti communiste.

Les organisateurs attendaient plus de 20.000 personnes pour cette journée de mobilisation *"contre l'apauvrissement et l'exploitation des travailleurs"*, a indiqué le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos.

"Un an de politiques d'austérité ont fait de la vie de ceux qui travaillent au Portugal un enfer", avait expliqué la CGTP dans un communiqué.

Le gouvernement de centre-droit a notamment adopté le mois dernier une réforme du marché de l'emploi controversée qui prévoit l'assouplissement des horaires de travail et des critères de licenciements, ainsi que la suppression de congés et de jours fériés. Cette réforme doit encore être promulguée par le président Anibal Cavaco Silva.

L'économie portugaise, en récession depuis la fin de l'année dernière, devrait se contracter de près de 3% cette année, selon

les prévisions officielles, et le chômage atteindre 15,5%, avant de culminer à 16 % l'année prochaine.

La CGTP a convoqué une nouvelle manifestation à Lisbonne samedi prochain. (AFP 09.06)

Comme souvent, l'AFP a sous-estimé volontairement le nombre de manifestants.

Economie

Espagne

1- Les ministres des Finances de la zone euro envisagent un plan de sauvetage pour les banques espagnoles pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, a confié samedi une source gouvernementale européenne.

"Il est question à ce stade d'un montant pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros mais cela n'est pas encore tranché", a déclaré cette source.

De son côté, le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt avait indiqué un peu plus tôt qu'il était "question d'un chiffre dépassant les 80 milliards d'euros", dans une interview à la radio publique SVT.

"Il s'agira en fait d'un des plus grands sauvetages financiers de l'histoire récente", avait souligné M. Reinfeldt, dont le pays ne fait pas partie de la zone euro.

Le Fonds monétaire international (FMI) a évalué vendredi à au moins 40 milliards d'euros les besoins de recapitalisation des banques espagnoles, mais un responsable du FMI a indiqué que les banques auraient vraisemblablement besoin de davantage pour s'assurer de l'existence d'un "pare-feu crédible", et qu'il faudrait une somme une fois et demie à deux fois supérieure à cette somme pour rassurer les marchés. (AFP 09.06)

2- Le rapport du FMI sur les banques espagnoles, publié vendredi soir, a chiffré leurs besoins à au moins 40 milliards d'euros, mais le montant de l'aide pourrait aller "jusqu'à 100 milliards", selon une source gouvernementale européenne. "Si l'Espagne ne trouve pas d'argent pour ses banques, à l'automne, elle n'aura pas le choix et fera l'objet d'une intervention" extérieure, souligne le directeur du journal El Economista, Amador Ayora, dans un éditorial. Et pour sauver la quatrième économie de la zone euro, "le problème est que le montant ne sera plus de 60 ou 80 milliards, mais autour de 500 milliards".

Maintenant, "il faut voir quelles seront les conditions (de cette aide) : s'ils nous disent de relever l'âge de départ en retraite, de faire une réforme du travail plus approfondie, de baisser les salaires des fonctionnaires... ils vont peut-être en profiter", s'inquiète Rafael Pampillon, professeur d'économie à l'IE Business School de Madrid. "Les détails vont venir plus tard, et le diable est dans les détails", note José Carlos Díez : "La négociation sera sur mesure, il n'y a pas de raison que le programme soit le même que pour le Portugal ou l'Irlande." La seule contrepartie exigée de Madrid serait qu'il assainisse le secteur financier, selon une source gouvernementale européenne, de quoi contenter Mariano Rajoy, qui échapperait ainsi à un plan d'austérité. (lepoint.fr 09.06)

3- Alors que les banques espagnoles concentrent les inquiétudes des marchés, les syndicats alertent, eux, sur la lourde facture sociale déjà payée par le secteur, pour réduire sa taille: en trois ans, plus de 25.000 emplois ont été détruits, dans un pays au chômage record.

Les chiffres de la Banque d'Espagne sont sans appel: en 2011, le secteur employait 243.041 personnes, bien loin des 270.855 salariés de 2008. Le nombre d'agences bancaires est passé de 45.662 à 39.843.

"La situation est grave", commente José Miguel Villa, secrétaire général de la fédération services du syndicat UGT. Et "surtout, ce qui nous préoccupe, c'est que le processus n'est pas terminé, avec les nouvelles opérations de fusions qui menacent à nouveau des milliers d'emplois".

Dernière nouvelle en ce sens, tombée le 24 mai: la suppression, via des départs volontaires, de 1.500 postes chez Banca Civica, soit 20% du personnel, pour permettre son intégration dans la banque catalane CaixaBank.

Avant elle, 1.300 emplois ont notamment disparu avec le rachat d'Unnim par BBVA et plus de 4.000 chez Bankia, née de l'union de sept caisses et qui va faire l'objet du sauvetage public le plus cher de l'histoire du pays (23,5 milliards d'euros).

Les banques espagnoles vivent depuis trois ans une vaste restructuration qui s'est traduite par de nombreux rachats et la réduction du nombre de caisses d'épargne, entités considérées comme les plus fragiles, de 45 à une dizaine.

Cette vague de fusions vise à réduire la taille d'un secteur bancaire jugé disproportionné en Espagne.

"Il s'est beaucoup surdimensionné avec la bulle immobilière", alors que "l'activité immobilière telle qu'on l'a connue ne va pas revenir", estime José Maria Martinez Lopez, secrétaire général de la fédération services financiers du syndicat CCOO.

La situation actuelle "est le produit de la crise, de l'excès d'investissement dans la brique dans notre pays", renchérit José Miguel Villa.

Emportée par une frénésie de construction, l'Espagne a bâti, à partir de 2000, environ 700.000 logements par an, autant que la France, l'Allemagne et l'Angleterre réunies, jusqu'à l'engorgement de 2008, au moment même où démarrait la crise financière.

Et le secteur bancaire, qui a prêté à tout-va, aux promoteurs comme aux ménages, a désormais sur les bras 184 milliards d'euros de crédits problématiques et d'immeubles et terrains saisis ce qui le fragilise et le place en ligne de mire des investisseurs.

Tout en assainissant son bilan, il doit encore diminuer de taille, estiment les analystes: "le système financier espagnol souffre d'un excès de capacité qui n'a été corrigé que partiellement", notent Santiago Fernandez de Lis et Jorge Sicilia, économistes en chef du service d'études de BBVA, dans un récent article.

"Il faudrait fermer encore 8.000 agences" et "cela suppose de réduire le personnel d'environ 35.000 personnes", estiment-ils.

Une autre étude, de l'Institut d'études boursières (IEB), est plus sévère encore: selon lui, le secteur devrait fermer dix agences par jour dans les trois prochaines années et se séparer de plus de 41.000 salariés.

"Jusqu'à présent, l'ajustement n'a pas été si traumatisant, parce que nous avons été capables de nous mettre d'accord (avec la direction) sur les conditions de sortie du personnel", avec surtout des départs volontaires ou en pré-retraite, raconte José Maria Martinez Lopez.

Mais "le risque est que maintenant, dans cette deuxième phase, ces accords ne soient pas possibles parce que la situation des banques est pire et qu'il n'y ait pas assez d'argent pour prendre des mesures le moins traumatisantes possible". (AFP 07.06)

Voilà à quoi conduit la politique de collaboration de classes dont se vante le secrétaire général de la fédération services financiers du syndicat CCOO.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juin

CAUSERIE

Magueswary repart en France ce soir pour quatre mois, j'ai une pêche d'enfer !

On va commencer fort la semaine, je le sens bien : A bas les crânes d'oeuf ! A bas l'Internationale jaune ! Personne ne doit brader nos droits ou nos besoins en notre nom, sous aucun prétexte. C'est en usant du droit à la révolution que la bourgeoisie prit le pouvoir, nous revendiquons ce droit pour le prendre à notre tour, il revient au peuple travailleur d'en décider, de s'organiser pour vaincre.

J'ai regardé France 2 à partir de 23h30 sur TV5Monde Asie, il y a 3h30 de décalage horaire avec la France. Vu de loin, c'est guignole et langue de bois, discours surfaits, convenus, populistes, bref, une mauvaise comédie. Je suis allé me coucher à 1h30, entre temps pas une seule fois ils n'ont évoqué les candidats du POI, du NPA ou de LO passés à la trappe. Je me doute qu'ils ont réalisé des scores insignifiants. Quand je vois un dirigeant du PS ou un de ses satellites à la télé, je n'écoute pas son discours, j'observe sa mimique, sa manière de bouger la tête et les yeux, son regard, comment il se tient.

Lors de l'émission *France 2012* diffusée sur TV5Monde Asie sur les coups d'une heure du matin, j'ai entendu une représentante du magazine Valeurs actuelles affirmer très tranquillement sans être repris par un des participants, que les électeurs étaient divisés en deux catégories, ceux qui sont, je cite textuellement, "génétiquement de droite" et ceux qui sont "génétiquement de gauche", Mélenchon avec ses "électeurs de gauche" est battu ! Encore ! Les porte-parole du capital sont génétiquement pourris ou cons ou souvent les deux à la fois, il faut voir avec quel aplomb elle a sorti cela, comme s'il s'agissait d'une vérité, d'une idée largement admise, sans doute dans son milieu.

L'absention a battu tous les records à plus de 42% à cette élection antidémocratique. On pourrait en tirer la conclusion que

les institutions ont été massivement rejetées, mais ce serait aller un peu vite en besogne. En tenant compte de l'abstention, aucun parti n'atteint les 20% des 46 millions d'électeurs inscrits, donc aucun ne peut se prévaloir d'une quelconque légitimité. Le raz de marée espéré ou attendu en faveur du PS n'a pas eu lieu, pas plus qu'en faveur du FN. L'UMP ne s'est pas écroulé comme certains commentateurs l'avaient annoncé.

Dire qu'en permanence le PS est dans la posture est un euphémisme : Aubry: les Français ont dit "*leur soutien au changement*". (AFP 10.06)

On ne va pas perdre notre temps avec cette élection qui n'a passionné que les appareils subordonnés aux institutions, on attendra le second tour. On se contentera de commenter quelques données ou déclarations.

Qui sont-ils ?

Le candidat type aux législatives de 2012 est un homme, fonctionnaire, de préférence enseignant, et âgé de plus de 50 ans voire retraité, selon les données publiées par le ministère de l'Intérieur.

Près d'un candidat sur six (1.052) est un retraité. En activité ou non, les enseignants fournissent le plus gros des bataillons de candidats (1.117).

Chez les actifs, si l'on retranche les enseignants (870), les fonctionnaires sont le principal corps de métier représenté (693), auxquels on peut agglomérer, par extension, les salariés d'entreprises publiques (200).

En Ariège, Céline Bara, actrice porno avec 180 films à son actif, se présente dans la 1^{ère} circonscription. Dans la 7^e de Paris, c'est Isabelle Laeng Cindy'lee, "*candidate du plaisir*", qui tente de séduire les électeurs. (AFP 09.06)

Ces deux dernières candidatures sont à l'image des institutions : les partis institutionnels font les maquereaux pour le compte du capital.

Dans une précédente causerie sur la composition de l'Assemblée nationale, on avait déjà vu qu'intellectuels et fonctionnaires formaient le gros du bataillon des suppôts du régime bonapartiste de la Ve République. Il en va de même au POI, au NPA et à LO ou encore les formations qui sont issues de ces partis.

Qui étaient les abstentionnistes ?

Deux jeunes sur trois de moins de 25 ans avaient l'intention de s'abstenir au 1^{er} tour des législatives, selon un sondage Ipsos/Logica Business Consulting réalisé jusqu'à la veille du scrutin.

Les 18-24 ans sont la classe d'âge qui devait de loin s'abstenir le plus: 66%, pour 57% chez les 25-34 ans, le taux déclinant ensuite à mesure que l'âge augmente pour ne plus se situer qu'à 25% chez les 60 ans et plus, selon cette étude réalisée pour France Télévisions, Radio France, Le Monde et Le Point auprès de plus de 3.000 personnes.

Par catégorie professionnelle, ce sont les employés qui devaient le plus boudier les urnes (53%), puis les ouvriers (49%). Pour les cadres et professions libérales, le taux d'abstention (40%) se situe au niveau estimé dimanche soir dans l'ensemble du pays.

A l'inverse, seuls 29% des retraités ont exprimé leur volonté de s'abstenir.

Les personnes interrogées de niveau baccalauréat et bac+2 forment les cohortes les plus fournies d'abstentionnistes (46 et 45% respectivement), de même que, par niveau de revenu, ceux qui gagnent moins de 1.200 euros par mois (53%). (AFP 10.06)

Nous ne pensons pas avoir commis une erreur en refusant de participer à cette grotesque mascarade. Nous ne dirons pas que les travailleurs ont le gouvernement qu'ils méritent, mais en revanche que ceux qui ont mis la main à la pâte en appelant à voter PS le méritent.

En famille. Le PS appel à voter UMP.

La gauche appelle au "*barrage républicain*", l'UMP hésite. Face au FN au second tour, Martine Aubry a appelé au "*désistement républicain de manière claire, partout où c'est nécessaire, pour faire barrage au Front national*". En clair, "*un seul candidat de gauche, celui arrivé en tête, doit demeurer au second tour*". (lemonde.fr 10.06)

Les mains sales, les mains libres... pour faire la sale besogne.

Jean-Christophe Cambadélis dans une interview à 20minutes.fr : "*La majorité absolue est possible et souhaitable pour avoir plus de force pour mettre en place le changement. Mais la majorité de gauche doit aussi être importante pour que nous puissions discuter avec nos partenaires.*" (20minutes.fr 10.06)

La monarchie absolue et sa cours d'aristocrates républicains issus de l'ENA et autres capésiens, avocats...

Les idiots utiles du PS.

Eric Coquerel (PG) accuse le PS de "*continuer à considérer qu'il est plus utile de nous affaiblir que tout autre chose*". (AFP 10.06)

Quand Mélenchon soutient un parti de "**bons à rien**".

Sur TF1, Mélenchon a affirmé à l'encontre des élus du PS que "*pendant dix ans, des incapables et des bons à rien n'ont pas su endiguer la progression*" de Mme Le Pen dans la circonscription. (AFP 10.06)

Ils ne sont pas "*bons à rien*", ils servent docilement le régime comme vous l'avez fait pendant 30 ans dans ce parti, vous l'avez déjà oublié ?

Heureusement pour monsieur Mélenchon que le ridicule ne tue pas ! Éliminé au premier tour par le candidat officiel du PS qui affrontera Le Pen dimanche prochain, on se demande où ce genre de types peut-il placer son amour-propre à part sa carrière de sophiste et son compte en banque.

C'était dans la journée avant le dépouillement du scrutin, je l'ai vu hier soir à la télé s'exclamer, dans la rue à Hénin-Beaumont, face à une caméra : "*vous avez vu, j'ai mis une cravate rouge*", quel guignole, comme s'il fallait attribuer un sens particulier ou politique à ce détail insignifiant. Plus tôt dans la journée, les journalistes avaient remarqué qu'il arpente les rues de cette commune du Pas-de-Calais avec un livre de Jaurès dans une main, c'est un mégalomane incapable d'exister autrement que par procuration, qui n'a aucun projet de société à proposer aux travailleurs.

De notre côté, nous n'avons pas besoin de justifier nos analyses ou nos positions en appelant au secours les marxistes qui ont vécu à une autre époque que la nôtre. Vous savez que je rejette le procédé qui consiste à utiliser des citations pour convaincre les lecteurs du bien-fondé de mon discours. Quand j'ai un doute, je me demande si la position que je défends est conforme à notre cause et accessoirement ensuite à l'esprit du marxisme. Jamais je ne cherche à manipuler qui que ce soit ou à me faire passer pour ce que je ne suis pas, contrairement à ceux qui ne peuvent pas aller faire pipi sans que Karl Marx ou Friedrich Engels leur tiennent la main, je livre aux lecteurs mes idées quite parfois à commettre des bourdes, et ensuite seulement je demande à mes maîtres de me corriger si nécessaire, cela me semble plus honnête, ce qui m'intéresse ce n'est pas d'avoir raison, c'est uniquement de progresser et de partager cette expérience avec les militants qui ne sont pas sclérosés ou qui veulent se libérer de la pensée unique qui a gangrené le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Mélenchon a une mentalité de serviteur, d'esclave d'une idéologie qui se confond avec ses intérêts personnels, formaté par le système on comprend qu'il s'efforce de s'en défendre, en vain, l'illusion a fait long feu comme nous l'avions pronostiqué.

Nous, nous osons formuler un point de vue indépendamment de tous les appareils, à vrai dire, ce que pensent les dirigeants des partis ne nous intéresse pas, nous ne cherchons ni à les singer ni à nous en distinguer, contrairement à eux, nous avons notre propre personnalité, avec ses faiblesses, ses lacunes, ses limites, je vous l'accorde volontiers, c'est la raison pour laquelle j'invite régulièrement les militants à ne jamais adhérer à un discours qui ne leur serait pas totalement compréhensible, à commencer par le mien.

Etre communiste, certes c'est respecter un certain nombre de principes, mais c'est surtout commencer par les appliquer soi-même, la meilleure méthode pour juger ce qu'ils valent vraiment.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Les socialistes du Pasok et les conservateurs de Nouvelle Démocratie, refroidis par la confusion qui a suivi les élections législatives du 6 mai, ont lancé dimanche un appel à l'unité nationale dimanche, une semaine jour pour jour avant la tenue d'un nouveau scrutin.

"*Il semble que nous nous dirigeons vers une impasse*", a déclaré Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok, qui a adressé une

lettre aux autres partis politiques grecs dans laquelle il plaide en faveur d'un gouvernement d'union nationale.

"*Aucun des scénarios post-électoraux ne semble mener à une solution. Ils mènent tous à une absence de gouvernement*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Selon des sondages internes au parti cités par deux quotidiens dimanche, Nouvelle Démocratie (ND) conserve une légère avance sur la coalition de gauche radicale, Syriza, hostile aux mesures d'austérité exigées par les créanciers internationaux d'Athènes. Aucun parti ne semble toutefois être en mesure de former seul un gouvernement.

Le Pasok, qui reste largement devancé, pourrait toutefois jouer un rôle dans un gouvernement de coalition.

Dans sa lettre, Evangelos Venizelos estime que ND et Syriza devraient participer à un gouvernement d'unité nationale afin de réduire le risque de manifestations contre le nouveau gouvernement, confronté à la pire crise économique de l'histoire du pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

"*La Grèce ne peut pas gouverner avec plus de la moitié des Grecs opposés au gouvernement*", écrit Venizelos.

Son appel à l'unité nationale a aussitôt été rejeté par Syriza qui a estimé qu'il illustre le "*manque de clarté*" typique, selon lui, des socialistes. Il a toutefois trouvé écho auprès du chef de file de ND, Antonis Samaras.

"*Une troisième élection serait suicidaire*", a estimé ce dernier. "*Nous devons avoir un gouvernement par tous les moyens.*"

Dans une interview à l'hebdomadaire Proto Tehma, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a laissé entendre que les créanciers pourraient faire preuve de flexibilité avec la Grèce face à la menace de mouvements sociaux contre les conditions drastiques imposées par les créanciers.

"*Le retour de la croissance a été reporté notamment en raison de l'opposition des syndicats aux réformes, du manque d'unité nationale et de la capacité limitée de l'administration publique*", a-t-il dit.

"*Je connais les sacrifices faits par le peuple grec mais ils sont nécessaires pour consolider l'économie grecque.*" (Reuters 10.06)

2- Chili

De violents affrontements ont éclaté dimanche dans le centre de Santiago entre la police et des manifestants opposés à une cérémonie en hommage à l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet organisée par ses partisans dans un théâtre de la capitale chilienne, a constaté l'AFP.

Les groupes de manifestants bloquent également les rues avoisinantes par des barrages improvisés.

"*Assassin, assassin !*", scandaient les manifestants qui se trouvaient à proximité du théâtre Caupolican, dans le centre de la capitale chilienne, pour protester contre la cérémonie au cours de laquelle était projeté un documentaire intitulé "*Pinochet*", consacré à l'ex-dictateur resté au pouvoir de 1973 à 1990.

Plus de mille partisans de l'ex-général étaient réunis dans la salle de spectacles.

"*La police a limité notre progression pour que la cérémonie en hommage au dictateur puisse avoir lieu. Ici, ils rendent hommage à un criminel*", a regretté Mireya García, vice-présidente du Groupe des proches de détenus et de disparus sur la chaîne de télévision CNN Chile.

La cérémonie a été organisée par la Corporation 11 Septembre, organisation favorable à l'ex-dictateur qui tire son nom de la date du coup d'Etat contre le gouvernement socialiste du président Salvador Allende l'ayant porté au pouvoir le 11 septembre 1973.

"*J'estime qu'en démocratie nous avons tous le droit de présenter ce documentaire*", a déclaré l'ancien militaire Juan González, président de la Corporation 11 Septembre.

A l'époque où le général Pinochet était au pouvoir 3.225 personnes ont été tuées ou ont disparu et 37.000 cas de tortures et de détentions illégales ont été recensés.

L'annonce de cette soirée d'hommage quelques jours avant son déroulement a provoqué une vive polémique entre les défenseurs de la liberté d'expression et les familles des victimes, déterminées à faire interdire l'événement.

Le gouvernement a déclaré qu'il ne s'associait pas à l'initiative, mais qu'il respectait le droit de réunion. Quant à la justice, elle a rejeté le recours déposé par le Groupe des proches de détenus et de disparus pour tenter de l'interdire, estimant qu'il n'était pas dans ses attributions d'interdire un événement dans un lieu privé. (AFP 10.06)

Economie

Espagne

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy s'est dit dimanche "très satisfait" de l'aide européenne accordée aux banques de son pays, un sauvetage de cent milliards d'euros au maximum qui laisse à l'Espagne un répit, mais place son économie sous étroite surveillance.

Après avoir nié presque jusqu'au bout avoir besoin d'une aide, l'Espagne, quatrième économie de la zone euro, a finalement accepté le plan européen qui fait d'elle le quatrième pays, après la Grèce, l'Irlande et le Portugal, à recevoir une assistance extérieure. (AFP 10.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 juin

CAUSERIE

Je n'ai pratiquement pas le temps de relire ce que je tape, j'ai cependant corrigé quelques fautes ici ou là.

Institutions antidémocratiques et par conséquent illégitimes.

Les partis politiques vont toucher par an pendant la durée de la mandature qui débutera le 18 juin, l'équivalent de 1,68 euros par voix s'étant portée sur leurs candidats au premier tour de l'élection législative, à condition d'avoir recueilli 1% des voix dans 50 circonscriptions, soit pour le PS 13 millions d'euros, 12 millions pour l'UMP, 5,9 pour le FN, 3 millions pour le FG, 2,4 millions pour EE-LV, 957 000 pour le NC, 800 000 euros pour le MoDem, 720 000 pour le PRG, 770 000 pour le Centre pour la France, 540 000 pour le Parti radical, 262 000 pour l' Alliance centriste. (lemonde.fr 11.06)

Lemonde.fr d'hier de préciser que : "*Ceci ne représente pas la totalité du financement des partis, mais une première fraction. Les formations politiques touchent aussi une somme fonction du nombre de députés qui s'y rattachent (seconde fraction).*"

Ajoutons le rouleau compresseur des médias et des institutions qui leur est acquis, et on comprendra immédiatement qu'il n'y a aucune chance pour que les partis ouvriers qui se réclament du socialisme émergent dans ce processus institutionnel, qu'ils s'acharnent pourtant à légitimer en participant à cette farce électorale ou ce déni de démocratie.

Résultats et comparatif 2007-2012.

Deux sources : le ministère de l'Intérieur pour les chiffres de 2007, francetv.fr pour ceux de 2012 en attendant que le ministère de l'Intérieur actualise son portail.

Abstention

2007 = 17 374 011, soit : 39,58%

2012 = 19 709 961, soit : 42,77%

Votes blancs et nuls

2007 = 495 357, soit : 1,13%

2012 = 420 749, soit : 0,91 %

Sur 46 083 260 électeurs inscrits en 2012, 20 130 710 ont refusés de légitimer la futur Assemblée nationale. Voilà qui est lourd de menaces pour le régime.

2007- EXG (POI, NPA, LO) = 888 250

2012 - EXG = 253 580

2007 - COM (PCF) = 1 115 663

2012 - FdG = 1 792 923

2007 - PS + RDG + DVG = 7293492

2012 - PS + RDG + DVG = 8 928 394

2007 - EELV + Ecologistes indépendants = 1 054 433

2012 - EELV + Ecologistes indépendants = 1 667 346

2007 - Modem = 1 981 107

2012 - Modem = 458 056

2007 - UMP + divers droites = 10 904 579

2012 - UMP + divers droites = 8 994 833

2007 - MAJ (également de droite) = 616 440

2007 - MPF (souverainistes issus de l'UMP et proches de l'extrême droite) = 312 581

2007 - FN + divers extrême droite = 1 218 260

2012 - FN + divers extrême droite = 3 577 874

Si on additionne les voix perdues par l'UMP, les divers droites et le MoDem on arrive environ à 4,5 millions de voix, tandis que le PS ne progresse que de 1 634 902 voix.

L'extrême droite triple le nombre de voix qu'elle avait obtenu en 2007, aidée en cela par Sarkozy et sa clique de nazillons, les médias, sans oublier le guignole Mélenchon.

Quant aux 600 000 voix perdues par le POI, NPA et LO, elles se sont reportées sur le FdG. Donc pas de changement de ce côté-là, aucune évolution, ils ont été incapables de tirer profit de la crise et du mandat épouvantable de Sarkozy et sa majorité de députés UMP, témoignant une fois de plus de leur incurie politique.

Il en est ainsi en temps normal, puis quand la crise du capitalisme refait surface, c'est à se demander ce qu'il faudrait pour qu'il en soit autrement, les militants de ces partis on le droit de se poser cette question et de la poser à leurs dirigeants, qu'ils n'en attendent tout de même pas une réponse cohérente et satisfaisante, ils en sont incapables aussi. Ils leur répondront sûrement qu'il leur était impossible d'espérer mieux au regard de leur handicap et des conditions de ce scrutin, le baratin habituel, occultant le fait qu'ils y sont pour quelque chose car ils ont eu plus de 70 ans pour construire un nouveau parti ancré profondément dans les masses qui n'existe pas.

Si les résultats de ce vote correspond dans une certaine mesure (seulement) au rejet d'une politique, antisociale, liberticide, réactionnaire, il ne correspond pas à une adhésion à une orientation politique révolutionnaire, les masses exploitées demeurent solidement enchaînées au capitalisme, moins semble-t-il envers ses institutions envers lesquelles elles conservent des illusions.

Je vous livre maintenant l'analyse que j'avais rédigée plus tôt, hier soir, qui complète ce qui vient d'être dit.

Le MoDem évaporé, le Front de Gauche incapable de constituer un groupe à l'Assemblée nationale, il ne reste plus pour ainsi dire que deux partis ou plutôt deux coalitions capitalistes ou se réclamant de l'économie de marché au Parlement, l'UMP et le PS-EE-LV. Le hold-up sur la démocratie à l'américaine se précise.

Ce n'est pas faute d'avoir fait preuve de soumission à plusieurs reprises envers le PS en affirmant qu'il n'était pas dans une "opposition" au gouvernement, que Mélenchon et les candidats du PCF auront été balayés après que le PS ait présenté des candidats contre eux.

L'objectif du PS était d'éliminer toute opposition à sa politique réactionnaire au sein de l'Assemblée nationale, de marginaliser le Front de gauche pour ne rien avoir à négocier avec lui en échange de son soutien. Situation rendue inévitable après l'impossibilité des deux formations de conclure un accord électoral, le FdG refusant de se plier au diktat du PS qui lui imposait de s'engager à appliquer le programme de Hollande, ce qui aurait signé la dislocation du FdG et aurait été fatal au PG issu du PS qui d'une

certaine manière serait rentré au bercail.

Au passage l'accord électoral passé par le PS avec un parti bourgeois, EE-LV, reconnu comme tel par ceux qui prétendent que le PS serait encore un parti ouvrier par ses origines, n'a été possible que parce que les deux partis partagent la même idéologie et la même nature sociale.

Le PG s'est constitué autour de transfuges du PS qui possédaient des mandats, à part Dolez dans le Nord, il restera sans doute le 17 juin le seul député du PG à l'Assemblée nationale, autant dire que le PG sera absent de cette institution qui est un des principaux piliers de l'Etat, qu'il pèsera zéro, comme autrefois les deux élus du FN ou encore la poignée d'élus de LO et de la LCR au Parlement européen. Le POI a fait 0,45%, j'imagine que le NPA et LO n'ont pas dû faire mieux.

Ridicule, on en est à ce niveau-là, à force de s'obstiner à participer aux institutions, alors que l'abstention atteint 42,56%, le vivier de la révolte il est là et tout le monde passe à côté sans le voir.

On nous appelle à voter PS, et voilà que le PS se désiste pour l'UMP que les électeurs ont chassé en votant PS, tout du moins ils le croyaient, mal leur en a pris ! Nous ne serons pas les "cocus" que monsieur Fillon avait évoqués récemment, nous n'avons pas voté, nous avons pris cette décision sur la base d'un constat, d'une analyse, d'observations, d'enseignements, j'ai lu que selon La Riposte (PCF) "l'expérience de cette Assemblée nous apprendra beaucoup", c'est marrant, je croyais qu'on avait déjà donné en 81, non ? Demain je ne sais quelle institution va remettre un rapport à Hollande signifiant que la situation est alarmante et qu'il doit engager des réformes structurelles, les mêmes que la troïka qui ont réduit la Grèce à la mendicité et à la misère.

Parole d'internaute.

- Mélenchon a réussi à faire monter Marine le Pen. Campagne absurde, inefficace, méprisante des deux côtés Mais c'est lui qui l'a voulu. Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. En attendant il a contribué à banaliser encore plus les idées du FN qui n'en demandait pas tant. Erreur de casting, erreur de lieu, erreur de stratégie, méconnaissance de l'électorat, mise sous le tapis des questions qui fâchent. Tout faux. (lemonde.fr 11.06)

Comme nous l'avons déjà dit, c'était inévitable, Le Front de Gauche étant incapable de se situer sur le terrain de la lutte des classes, car sur ce terrain-là rien ou presque ne le distingue du PS qui s'exprime à travers le maintien de l'euro, la subordination à l'UE et à l'ONU, bref au capital.

La soumission au régime ne doit pas souffrir d'exceptions.

1- Mélenchon "**prend les devants**".

Le leader du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, éliminé dimanche au premier tour des législatives dans la 11e circonscription du Pas-de-Calais, a clairement appelé lundi à voter au second tour en faveur du candidat PS, Philippe Kemel, face à Marine Le Pen (FN).

"*J'exprime mon soutien à la candidature de M. Kebel (sic) pour le deuxième tour et je lui souhaite bonne chance face à Madame Le Pen*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur France 2, alors qu'il n'avait pas prononcé le nom de son concurrent de gauche la veille à Hénin-Beaumont.

"*Il est cinq heures de l'après-midi et je n'ai pas eu le moindre contact avec le Parti socialiste. Je dois prendre les devants*", a commenté l'ex-candidat à l'Élysée qui était interrogé par la chaîne publique lundi à son retour à Paris.

De son côté, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a souligné dans un communiqué cosigné avec plusieurs élus communistes du Pas-de-Calais, que "*pas une voix ne doit manquer pour battre l'extrême droite*".

Affirmant que le candidat FG a recueilli dimanche "*plus de 900 voix supplémentaires par rapport à la présidentielle de 2012*", M. Laurent appelle "*l'ensemble des électrices et des électeurs attachés aux valeurs de la République à se rassembler le 17 juin autour de la candidature de Philippe Kemel*". (AFP 11.06)

Hier les élus du PS de la région étaient corrompus, pourris jusqu'à l'os, aujourd'hui ils sont devenus présentables...

J'ai noté que l'abstention s'était élevée à 42,88 % dans la 11e circonscription où Mélenchon se présentait, auxquels il faut ajouter 2,18 % pour les votes blancs et nuls, soit au total 45,06% de l'électorat composé essentiellement d'ouvriers qui ne s'est pas reconnu dans la candidature de Mélenchon. Un désaveux cinglant pour notre illusionniste, qui le renvoie (et son parti) à sa véritable nature étrangère au milieu ouvrier.

2- Casuistique. Le double langage du M'PEP.

Extrait du communiqué du Bureau exécutif du M'PEP, 11 juin 2012 :

- "Parmi les candidats de gauche ou qui se revendiquent de la gauche, nous ne saurions soutenir ceux qui envisagent de résoudre la crise par le fédéralisme européen et qui ont scandaleusement assimilé la sortie de l'euro par la gauche que nous préconisons à celle, illusoire et destructrice, du Front national.

En tout état de cause, le soutien qu'apporte par le M'PEP pour ce second tour des Législatives aux candidats de la gauche les mieux placés, sauf exceptions mentionnées ci-dessus, ne saurait être assimilé à un quelconque soutien à un gouvernement qui se réclamerait de la gauche après le 17 juin."

En réalité, il n'existe pas d'exceptions, Hollande l'a dit, Ayrault l'a répété, Aubry l'a martelé : tous les candidats présentés par le PS ou soutenus par lui se sont engagés à appliquer son programme en 60 points, c'est clair, net et précis.

Ah, l'épreuve des faits, personne n'y échappe !

INFOS EN BREF

Social

France

Les salariés de l'usine Sealyx de Chareval, dans l'Eure, en appellent à Renault. Ils étaient en grève lundi matin afin de tenter d'obtenir leur intégration au constructeur automobile français, principal client du site avec 85% des ventes. *"Tout le monde est devant la porte depuis 09H00 à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-Autonomes et l'activité est complètement arrêtée"*, a indiqué Jérémy Durdu, délégué CGT.

Cette usine, qui emploie 550 salariés, est en redressement judiciaire depuis fin avril. Deux repreneurs se sont fait connaître, l'américain Cooper et le polonais Stomil Sanok, qui ont déposé des offres de reprise de l'entreprise auprès du tribunal de commerce de Nanterre. Tous les deux prévoient le maintien d'un maximum de 400 emplois sur le site, selon les syndicats. Mais l'intersyndicale refuse ces candidats et réclame son intégration à Renault. *"De toute façon c'est Renault qui décide déjà de tout ici"*, a affirmé M. Durdu en rappelant que le constructeur s'est engagé à apporter 50 millions d'euros de commandes par an jusqu'en 2015. (LExpansion.com 11.06)

Economie

1- BCE

Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), au Forum économique international des Amériques à Montréal, a plaidé en faveur d'une intégration plus forte en Europe. *"La véritable nécessité pour la zone euro à l'heure actuelle, c'est de progresser vers une union économique et financière plus cohérente et plus intégrée"*, a-t-il dit.

Faute d'un mécanisme de garantie supranationale des dépôts, l'un des problèmes que rencontre la zone euro est celui de l'absence de risque lié au marché des changes imputable à la libre circulation des capitaux, susceptible de provoquer des retraits massifs.

Christian Noyer a défendu l'idée de créer une autorité qui cumulerait en Europe les compétences qui sont aux Etats-Unis détenues par la Federal deposit insurance corp (FDIC) et par la Réserve fédérale.

Cette entité aurait trois grandes prérogatives: la supervision bancaire, la garantie des dépôts et la gestion ou la résolution des crises bancaires.

Tout en reconnaissant qu'il existait des obstacles à la réalisation de cet objectif, il a souligné *"qu'après tout, les plus grandes avancées du projet européen ont toujours été accomplies en réaction aux crises"*. (Reuters 11.06)

2- Portugal

Les emprunts des banques portugaises auprès de la Banque centrale européenne (BCE) ont atteint en mai un nouveau plus haut, à 58,7 milliards d'euros, selon des données publiées lundi par la Banque du Portugal.

Le gouvernement de centre-droit a annoncé lundi dernier l'injection d'une aide publique de 3,5 milliards d'euros dans la BCP, première banque privée du pays, et de 1,5 milliard dans la BPI, quatrième du secteur, afin qu'elles puissent respecter les exigences de capital de l'Autorité bancaire européenne.

L'Etat augmentera également le capital de la banque publique Caixa geral de depositos (CGD), première institution financière portugaise, d'un montant de 1,65 milliard d'euros, mais il n'est pas autorisé dans ce cas à puiser dans les fonds mis à disposition par l'UE et le FMI. (lexpansion.com 11.06)

3- Italie

L'Italie, entrée en récession fin 2011 sous le poids des plans d'austérité, s'y est enfoncée au premier trimestre 2012 avec une contraction de son Produit intérieur brut de 0,8% par rapport au trimestre précédent, a confirmé lundi l'institut de statistiques Istat.

Dans le cadre de son estimation définitive, l'Istat a en revanche révisé en hausse la contraction en glissement annuel du PIB de la péninsule à 1,4%.

Les principaux facteurs de la nouvelle contraction de l'économie italienne au premier trimestre ont été la baisse de la consommation et des investissements, a détaillé l'Istat dans son communiqué.

La consommation a reculé de 0,6% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, les Italiens se serrant la ceinture sous l'effet des hausses d'impôts introduites dans le cadre des plans d'austérité et d'un taux de chômage record qui dépasse la barre des 10%.

En raison de la baisse de la consommation, les importations ont chuté de 3,6%. Les exportations ont diminué de leur côté de 0,6%.

Selon les dernières statistiques économiques publiées, le deuxième trimestre a mal démarré, la production industrielle, pilier de l'économie italienne, ayant accusé une chute de 1,9% en avril sur un mois, beaucoup plus importante que prévu par les économistes. (AFP 11.06)

4- Chine

La Chine va construire 70 aéroports d'ici à 2015, a annoncé lundi le patron de l'Administration de l'aviation civile (CAAC) en dépit du net ralentissement constaté dans la deuxième économie mondiale.

Li Jiaxiang, chef de la CAAC, a également redit que les compagnies aériennes chinoises allaient acquérir en moyenne quelque 300 appareils par an sur la période 2011 à 2015 -- l'actuel plan quinquennal chinois.

"La Chine compte construire 70 aéroports au cours des prochaines années et augmenter les capacités de 100 autres", a dit M. Li devant les quelque 650 délégués des 242 compagnies membres de l'IATA, l'Association internationale des transports aériens, réunis pour l'assemblée générale annuelle à Pékin.

La Chine devrait compter plus de 230 aéroports d'ici la fin 2015, date à laquelle les compagnies auraient une flotte de 4.700 avions.

Le Conseiller d'Etat chargé du Développement économique, Ma Kai, a déclaré devant l'Iata que le marché chinois du transport aérien avait "le plus gros potentiel de croissance au monde".

"Depuis 2005, le secteur enregistre une croissance annuelle de 17,5%", a-t-il dit.

La Chine, a ajouté M. Li, avait à la fin de l'an dernier 2.888 avions de ligne en opération et le secteur emploie 1,2 million de personnes. (AFP 11.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juin

CAUSERIE

Je viens de terminer l'actualisation du site, je n'ai plus le temps d'aborder certains sujets d'actualité, comme la campagne calomnieuse lancée par l'UMP contre Mélenchon accusé de compter des antisémites parmi ses amis.

A vouloir jouer les malins avec son ou ses blogs, sur Fesse bouc et autres supports avariés, on se fait prendre à son propre piège. Il y a quelque chose de dément dans tout cela, de mégalomane, chacun cherche à exister par n'importe quel moyen sans en mesurer les conséquences possibles, sans être capable surtout de les assumer quand elles sont négatives. Vous avez posté quelque chose qui soulève des critiques virulentes et apparemment inattendues, et hop pour plaire au plus grand nombre qui rime généralement avec crétinisme, on le retire, on se renie. C'est franchement pitoyable !

Voilà pourquoi je ne marche pas dans ce truc-là, ma page Fesse bouc est vierge, je vais faire mieux, je vais la fermer, y figurait l'adresse du site, je suis en train de renouveler mon visa (pour 15 ans cette fois), je ne voudrais pas leur donner un prétexte à la con pour me le refuser s'ils s'avisent de regarder de plus près quelle activité politique je mène en étant en Inde. Qu'est-ce qui est essentiel, que je continue tranquillement mon boulot politique ou que de très rares personnes prennent connaissance de mon site en se connectant à ma page Fesse bouc ? Il me semble que la réponse numéro 1 soit la bonne.

Depuis que ma compagne est repartie en France, je ne suis plus dérangé 20 fois par jour pendant que je travaille, mais voilà qu'à deux reprises un mainate est venu se poser sur le rebord de la fenêtre à moins d'un mètre de ma table, pour me distraire ! Comme je suis poli, je lui ai répondu, après tout je parle bien à mon chien.

Pendant les 4 mois où Mageswary était là, il n'a pas mis une seule fois les pattes dans la maison, elle est très dure avec lui. Elle est repartie avant-hier soir, depuis, quand j'ouvre la porte d'entrée le matin, il se précipite à l'intérieur en attendant ses gâteaux, il bave sur le carrelage ou sur les murs ou sur moi quand il secoue la tête, mais il est ainsi fait, cela fait partie de son charme, le midi il a repris la bonne habitude de me réclamer quelque chose, normal puisque je casse la croute, pourquoi pas lui franchement, et le reste du temps il s'installe où bon lui semble, comme quoi il a du tempérament et de la mémoire l'animal ! Il y a tant d'hommes qui n'en ont pas, de la personnalité j'entends, je laisse de côté la mémoire, la mienne est désastreuse ou si limitée. Passons aux choses sérieuses. Je mettrai de nouveaux articles en ligne demain.

La campagne du second tour des législatives rappelle les derniers jours de la campagne présidentielle et prend une tournure grotesque et nauséabonde, de quoi dégoûter les électeurs déjà peu nombreux et peu enthousiastes de se déplacer dimanche prochain.

Bravo à ma chère fille (institutrice) qui m'avait envoyé ce petit mot dimanche dernier : *"Autant te dire qu'aujourd'hui, je ne vais pas renouveler l'exploit de me déplacer jusqu'aux urnes ; d'ailleurs celui d'assister à des réunions du Front de Gauche nous est vite passé aussi... pour une fois que nous avons décidé de faire preuve de bonne volonté !"*. Je te répondrai dans les jours qui viennent.

Le "**changement**" dans la continuité de la Ve République, c'est maintenant, suite.

Nicolas Sarkozy participera au côté du président François Hollande à l'hommage solennel qui sera jeudi rendu aux Invalides aux quatre soldats tués samedi en Afghanistan, a indiqué mardi à l'AFP l'entourage de l'ancien chef de l'Etat, confirmant une information de BFMTV.

Tous les anciens présidents et Premiers ministres de la Ve République ont été invités à cette cérémonie, a de son côté indiqué l'Elysée. Ce sera la première apparition officielle de M. Sarkozy depuis la passation de pouvoir avec son successeur, le 15 mai dernier.

La cérémonie d'hommage débutera à 09H00 par une cérémonie religieuse en la cathédrale Saint-Louis. Elle sera suivie à 10H10 d'une cérémonie militaire dans la cour d'honneur des Invalides. Avoir avoir passé en revue les troupes, le président Hollande prononcera un éloge funèbre puis procédera à la remise de décorations à titre posthume. (AFP 12.06)

En famille. Hollande préconise de "**renforcé**" l'intégration des syndicats dans les institutions par le biais du Conseil économique, social et environnemental.

Lors de son discours mardi devant le Conseil économique, social et environnemental (CESE), François Hollande a indiqué qu'il souhaitait voir "**renforcé**" le rôle du Cese qui symbolise, selon lui, le dialogue et le "**rassemblement**". A un mois d'un grand sommet social qui se tiendra les 9 et 10 juillet, le chef de l'Etat a livré un nouveau plaidoyer en faveur du dialogue social et de la concertation dans un discours de 45 minutes qui a décliné ses promesses de campagne. A ce titre, il a rendu hommage au Cese, une assemblée de 233 membres où siègent syndicalistes, mutualistes, patrons, artisans, professions libérales et dont la mission première est, à travers ses avis, de conseiller le gouvernement et de "**favoriser**" la communication entre catégories professionnelles.

Il a précisé que le dialogue social n'est ni un "**problème**" ni "**la solution**" mais plutôt "**le point de passage**". (lexpress.fr 12.06)

On ne compte plus la multitude d'institutions de collaboration de classes qui existent depuis des lustres dans ce pays, pendant qu'il y en a qui s'escriment à vouloir faire croire à l'indépendance des partis et des syndicats. Question : pour qui roulent ceux qui se livrent à cette escroquerie politique ?

La "**droite républicaine**" : c'est le PS !

"En face de nous, qu'avons-nous ? (...) Cette droite républicaine, qui aujourd'hui n'existe plus, n'a plus de clarté idéologique, n'a plus de principes, n'a plus d'ordre, qui est dans la confusion absolue, et qui est en train de tomber dans le piège que lui tend Marine Le Pen, d'un côté on ne condamne pas le Front national, et de l'autre côté on subit les listes noires", a déclaré sur Europe 1 le ministre français de l'Economie, des Finances et du Commerce extérieur.

"Franchement, que reste-t-il de la droite, de ses principes, de ses valeurs ? Pas grand-chose", a-t-il ajouté. (Reuters 12.06)

Leur République, dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas, est comme une pièce de monnaie qui comporte deux faces, sur le côté pile on trouve les républicains de droite et sur le côté face les républicains de gauche. L'un ne peut pas exister sans l'autre, mieux, leur République ne peut se passer de l'un comme de l'autre. Que l'une disparaisse et le régime se retrouve déséquilibré, ébranlé, affaibli, son existence est menacée, du même coup le gouvernement en place et le parti qui domine au sein des institutions également, au-delà il lui reviendra la responsabilité de rétablir cet équilibre précaire par tous les moyens, y compris en empruntant les méthodes des républicains de droite au risque de dévoiler le lien qui existe entre eux et d'y perdre la face comme l'on dit en Asie !

Ceux qui se définissent comme républicains de gauche quand ils sont au pouvoir, ont absolument besoin de leur pendant de droite sur lesquels faire porter la responsabilité de leur politique réactionnaire, mieux encore, de la politique qu'ils ne peuvent pas mettre en oeuvre parce qu'ils partagent la même idéologie et les mêmes intérêts de classe que les républicains de droite.

Chaque élection présidentielle et législative consiste à jeter en l'air cette pièce de monnaie, et selon le côté sur lequel elle retombe, ce sont les républicains de droite ou de gauche qui gouvernent, la règle du jeu n'est pas plus compliquée que cela.

Pour que le régime en place soit stable, il faut que les deux protagonistes acceptent cette règle du jeu, si l'un des deux fait défaut, il revient à celui resté en lice d'en assumer seul la charge avec toutes les contradictions que l'on sait, c'est la raison pour laquelle habituellement les deux se prêtent volontiers au jeu, d'autant plus qu'ils en sont généreusement récompensés.

Briser ce consensus qui existe à la base et non en aval, revient à casser le jouet qui assure la légitimité du régime et qui sert d'arène aux illusions des masses, on comprend que devant un tel danger, le PS monte au créneau pour afficher sa soumission totale au régime en place.

Nous n'avons cessé de marteler que les défenseurs de cette République étaient des impuissants qui faisaient le jeu de la réaction, dans la mesure où elle n'était qu'une des formes (temporelles) à travers laquelle la classe dominante exerçait son pouvoir, et qu'en fonction de ses besoins elle n'hésiterait pas à la saborder au profit d'une dictature ouverte, autrement dit, qu'elle portait en elle cette perspective pour affronter la classe ouvrière, ou encore la négation des principes ou valeurs sur lesquelles elle était établie ou qui participaient au fonctionnement du régime, quand il estimait que le rapport de force entre les classes lui permettait d'imposer sa politique, mais dès lors que face à une crise économique il lui était devenu impératif de durcir sa politique contre les exploités, il lui fallait violer ces principes ou valeurs, faire voler en éclat ce cadre institutionnel devenu encombrant ou trop étroit pour s'attaquer brutalement aux masses, ce qui est incompatible avec le respect même très limité d'une forme de démocratie ou de la reconnaissance de la lutte des classes qu'incarne la République et le rapport de force même très déformé qui s'y exprime en temps normal.

J'ai écrit ces lignes sans brouillon ou avoir réfléchi à nouveau au sujet que nous venons d'aborder, je vous livre une analyse rédigée à la hâte, on pourrait poursuivre encore longtemps sur le même thème. Tenez, je me dis aussi que ce qui affole Moscovici, c'est que le PS a besoin du soutien ou de la neutralité bienveillante de l'UMP pour faire passer sa politique, autant que des dirigeants syndicaux et des satellites du PS, en se retrouvant seul au pouvoir, à détenir tous les pouvoirs, l'Élysée, le Parlement, les régions, les grandes villes, contre tous, ses dirigeants doivent commencer à se demander combien de temps vont-ils tenir, sachant qu'ils vont devoir annoncer de nouvelles mesures d'austérité qui seront forcément très impopulaires.

Pour conclure provisoirement, pour Moscovici, l'UMP est déloyal, il ne joue pas le jeu, il joue un jeu dangereux en lui retirant le tapis sous les pieds, on a ici un avant-goût de l'impatience qui agite l'aristocratie financière avant de passer à l'offensive contre le gouvernement Hollande-Ayrault, qui sera contraint de céder à ses exigences, d'assumer à la fois les responsabilités des républicains de droite et de gauche, ce qui pourrait se traduire sur le plan politique par une forme d'union nationale qui n'est pas incompatible avec leur République ou ce qui a été dit plus haut, leur République et leur conception de la démocratie étant compatibles avec l'esclavagisme, ce qu'on a tendance à oublier souvent, Engels dira, je cite de mémoire, que dans la Grèce antique, la démocratie n'aurait pas pu voir le jour sans l'esclavagisme qui constituait déjà une forme de progrès social.

Depuis l'avènement du capitalisme, leur République n'a eu aucun scrupule à s'accomoder de l'esclavage salarié ou de la surexploitation ignobles des colonies, vous comprenez peut-être mieux pourquoi de notre point de vue elle est indéfendable. Qu'elle constitue le cadre dans lequel se déroule la lutte des classes n'est pas un argument suffisant, il est devenu obsolète depuis qu'aucun parti ne représente plus réellement les intérêts de la classe ouvrière, c'est un argument falacieux, opportuniste, dans la mesure où c'est dans ce même cadre qu'ils préparent la liquidation de l'existence de la classe ouvrière en tant que classe, ajoutons, que c'est ce cadre étroit et borné qui, parce qu'il exclut la classe ouvrière de toute représentation politique, fait le lit de l'extrême droite.

L'extrême droite combat pour briser cette République et imposer une dictature ouverte, nous, nous combattons pour abattre cette République bourgeoise pour instaurer une République sociale sur ses cendres.

On poursuivra demain peut-être. On ne peut pas se contenter de mots d'ordre du genre à bas l'extrême droite ou se borner à constater que le parti de l'ordre se radicalise, qu'il est en crise, il faut expliquer pourquoi, à quoi cela correspond sur le plan économique et politique, à quel moment précis cela intervient-il, à quel stade de la crise et de l'évolution du capitalisme en France et dans le monde, à quel stade de la décomposition du régime, de la société, etc. C'est seulement en procédant de la sorte qu'on peut comprendre quelque chose, sinon on en reste à une interprétation superficielle ou insignifiante ou on ne comprend rien du tout, ce qu'on n'ose pas s'avouer la plupart du temps. Nos pédagogues de service sont en réalité des démagogues, voilà le problème du mouvement ouvrier, notamment. (A suivre)

Actualité en titres

Bruit de campagne.

La réaction a trouvé son parangon de vertu... parmi les siens !

- Cohn-Bendit veut "*la proportionnelle*" pour éviter les "*accords exécrables*" UMP-FN - LePoint.fr

Le visage hideux du parti de l'ordre.

- Nadine Morano tente de séduire les électeurs FN dans '*Minute*' - LeMonde.fr

- Pour Alain Juppé, «*les électeurs du FN ne sont pas des pestiférés*» - 20minutes.fr

- Marini sur le FN : «*Il ne faut pas en faire un fromage*» - Public Sénat

- Une candidate FN appelle à voter pour un UMP en Loire-Atlantique - AFP

- Législatives : un candidat FN se retire au profit de l'UMP - LePoint.fr

Hypocrisie, coups tordus, trahisons, règlements de compte...

- Minute est le "*journal officiel de l'UMP*" pour Martine Aubry - Lexpress.fr

- L'UMP taxe le Front de gauche '*d'antisémitisme*' pour gêner le PS - LeMonde.

- Législatives. A Saint-Denis, Braouezec trahit l'accord à gauche - Lexpress.fr

- Le coup de poignard de la Première dame à l'ex-compagne du président - AFP

Il y en a que la honte ne risque pas d'étouffer.

1- SOS Racisme s'en prend aux "*candidats de la honte*", Morano, Chassain et Arkilovitch - AFP

C'est le PS qui a fondé SOS Racisme pour instrumentaliser le racisme qui est une des conséquences de la survie du capitalisme dont il porte la responsabilité, pour le faire oublier justement. Un instrument à caractère communautariste de discrimination et de stigmatisation sociale des immigrés, de division du prolétariat.

La discrimination dont font l'objet les immigrés en général n'aurait pas lieu d'être si le reste de la population n'était pas déjà victime d'importantes inégalités sociales que lui impose la classe qui détient le pouvoir, si l'essentiel de ses besoins étaient satisfaits, elle n'aurait aucune raison de s'en prendre aux immigrés ou aux travailleurs étrangers présents en France.

J'accuse les organisations antiracistes ou antisémites de se comporter en réalité comme des organisations racistes au service du régime et sionistes en cautionnant l'idéologie putride qui sert à légitimer l'existence de l'Etat d'Israël, le bras armé de l'impérialisme anglo-saxon au Proche et au Moyen-Orient.

Pour un militant ouvrier combattant pour le socialisme, le seul critère qui prévaut pour caractériser un membre de la société demeure son appartenance à une classe déterminée et non la couleur de sa peau ou son pays d'origine.

S'écarter ou abandonner le terrain de la lutte de classe du prolétariat ne peut aboutir qu'à se situer sur celui de la réaction, ce qui n'a rien d'étonnant de la part du PS, parti contre-révolutionnaire et ennemi du socialisme.

On pourrait ajouter à propos du PS, que parce qu'il est incapable de mener ouvertement un combat classe contre classe, car dans ce cas-là il apparaîtrait franchement dans le camp de la réaction, il lui faut utiliser des subterfuges, des relais qui brouillent les cartes pour mener son combat contre la classe ouvrière. Ce genre d'associations ne sert à ce parti réactionnaire étranger à la classe ouvrière, chassé des usines, des chantiers et des bureaux, des quartiers ouvriers, qu'à tenter de légitimer son existence et son appartenance frauduleuse au mouvement ouvrier qu'il combat quotidiennement.

2-Pierre Laurent déplore une "*déformation de la vie politique*" - LePoint.fr

Il est bien placé pour en causer, son parti l'est tellement depuis si longtemps que ses dirigeants et ses militants ne s'en rendent même plus compte ! Il n'est pas le seul dans ce cas-là, on devrait peut-être préciser qu'en réalité ils en sont tous là, malheureusement pour nous et notre classe.

[Propagande de la réaction mondiale.](#)

- L'armée syrienne utilise des enfants comme "*boucliers humains*", selon l'ONU - LePoint.fr

Comment ce torchon peut-il l'affirmer ? Parce qu'il faudrait croire sur parole les voyous qui siègent à l'ONU. Le régime n'a pas besoin de recourir à ce moyen pour rester en place, depuis qu'a commencé l'opération impérialiste de déstabilisation (de l'intérieur en infiltrant et armant des mercenaires issus de ses rangs) de la Syrie, la majorité de la population ne s'est pas soulevée pour tenter de renverser Assad, dans le cas contraire il serait déjà tombé, simple constat.

- Russie: grande manifestation de l'opposition attendue à Moscou - AFP

Parmi ces "*opposants*" on trouve un certain Garry Kasparov, ancien champion du monde d'échecs et Président du parti Front civil uni, qui a participé à la dernière réunion du Groupe de Bilderberg à Chantilly aux Etats-Unis début juin, institution opaque dirigée par les maîtres du monde. (voir l'article en ligne dans la rubrique Internationale dans cette page)

Nous sommes désormais en présence d'une nouvelle tactique de l'impérialisme américain, qui consiste non plus à soutenir certaines couches de la bourgeoisie qui s'estiment lésées par celle au pouvoir, mais à les organiser (et financer) lui-même en leur dictant les différentes étapes par lesquelles doit passer leur combat pour déstabiliser le pouvoir en place et si possible obtenir sa chute.

Jusqu'à présent, Washington utilisait des opposants qui étaient essentiellement des intellectuels (Tchécoslovaquie, Cuba) ou des membres de l'aristocratie ouvrière (Pologne), de la petite-bourgeoisie, il les manipulait en leur faisant miroiter un avenir radieux à la tête de leur pays, il se servait du rejet d'une partie de la population du régime en place pour enrôler certains de ses membres dans ses coups tordus, eh oui, des têtes c'est bien pour couvrir le champ médiatique, mais des pieds et des jambes c'est indispensable sur le terrain pour provoquer le régime, entraîner de sa part une réaction violente, pour ensuite dénoncer la répression et en déduire qu'il n'a rien de démocratique, donc qu'il faut le chasser.

Lorsque aucune couche de la bourgeoisie n'est assez puissante pour revendiquer le soutien de couches significatives de la population et contester celles qui détiennent le pouvoir, l'impérialisme américain et ses alliés se chargent de lui fournir les mercenaires armés qui harcelleront le régime en place afin de le déstabiliser, comment, en l'obligeant à réprimer les manifestations qu'ils auront infiltrées ou manipulées de façon petit à petit à dresser une masse toujours plus grande de la population contre le régime qui se retrouvera affaibli, puis isolé.

L'impérialisme américain décide ainsi quelle couche de la bourgeoisie sera la plus à même de servir ses intérêts économiques au détriment de ses concurrents sur le marché mondial, les Russes et les Chinois principalement, mais aussi les Européens.

Selon le degré de frustration de la population sur le plan économique et politique, en l'absence d'une opposition légitime au régime en place, le dictateur américain s'efforcera d'en constituer une de toutes pièces faite de bric et de broc quite à employer les

grands moyens, diviser sur des bases ethniques ou religieuses, terroriser la population prise en otage entre un régime autocratique et une opposition dans laquelle elle ne se reconnaît pas non plus. Il manipule ainsi les masses en leur faisant miroiter un avenir meilleur en cas de changement de régime, tandis que leur sort au quotidien devient de plus en plus insupportable, pas spécialement du fait du régime en place mais par la cycle provocation répression qui résulte des actions entreprises par cette opposition à la solde de Washington et qui sème le chaos.

Tout dépend aussi de l'état dans lequel se trouve le pouvoir en place au moment où l'impérialisme décide de s'y attaquer, s'il est fort ou faible. S'il est faible, il suffira de mettre de l'argent sur la table et de propulser sur le devant de la scène politique un parti hier encore inexistant (celui des Frères musulmans par exemple), la propagande relayée par les Etats (alliés) et les médias à l'échelle mondiale fera le reste. On a là le schéma des révolutions "colorées" qui se sont produites dans les pays des ex-républiques de l'URSS et ses satellites, mais aussi en Tunisie et en Egypte.

S'il est fort, il emploiera des méthodes de guerre civile pour briser la résistance du régime, c'est ce qu'on a pu observer en Lybie et qu'on peut observer maintenant en Syrie. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Un couvre-feu nocturne a été décrété mardi sur le grand Tunis et dans quatre régions du pays après une vague de violences sans précédent dans tout le pays impliquant des groupes de salafistes et de casseurs qui ont attaqué des postes de police et des bâtiments administratifs.

Le couvre-feu, annoncé mardi peu avant 20H00 locales, est en vigueur de 21H00 à 05H00 du matin et couvre le "Grand Tunis" (qui comporte quatre gouvernorats) et les gouvernorats de Sousse (est), Monastir (est), Jendouba (nord-ouest), et Medenine (sud), selon un communiqué du Premier ministre (bien: Premier ministre).

C'est la première fois depuis mai 2011 que la capitale tunisienne est soumise à un couvre-feu. L'Etat d'urgence est toujours en vigueur dans le pays depuis le soulèvement qui a abouti à la chute de Ben Ali le 14 janvier 2011.

Cette mesure fait suite à une série de violences qui ont éclaté simultanément dans plusieurs régions du pays dans la nuit de lundi à mardi et qui se sont poursuivies dans la journée de mardi.

Les troubles seraient liés à une exposition à La Marsa (banlieue nord de Tunis) qui s'est tenue du 2 au 10 juin, et dont des oeuvres ont été jugées offensantes pour l'islam.

Les cités populaires de l'ouest de la capitale, mais aussi sa banlieue chic du nord, se sont embrasées, et ont été le théâtre d'affrontements violents entre des groupes d'islamistes radicaux et de casseurs et les forces de l'ordre.

Un tribunal a été incendié, des postes de police attaqués. Les troubles ont fait une centaine de blessés, dont 65 membres des forces de l'ordre, et plus de 160 personnes ont été arrêtées, selon le gouvernement, qui a dénoncé des "actes terroristes" et promis que les assaillants seraient jugés en vertu des loi anti-terroristes de 2003 établies sous Ben Ali.

Simultanément, dans les régions, à Jendouba, Sousse et Monastir, des sièges régionaux de la puissante centrale syndicale UGTT ainsi que des locaux de partis politiques d'opposition ont été attaqués.

Le ministère de la Justice a annoncé mardi soir la mobilisation des gardiens de prison pour "protéger les tribunaux à travers le pays. Ils ont reçu des ordres pour utiliser tous les moyens y compris les tirs à balle réelle pour déjouer toute éventuelle attaque", a-t-il déclaré.

Fin mai, le ministre de l'Intérieur Ali Larayedh avait déjà annoncé que les forces de l'ordre étaient habilitées à faire usage de balles réelles en cas d'attaques contre des "institutions souveraines", après une série d'attaques contre des casernes de police.

Le Palais Abdellia, qui abritait l'exposition controversée à l'origine des violences, a été la cible d'attaques successives dimanche soir et lundi. Des oeuvres ont été détruites et des tags fustigeant les "mécréants" retrouvés sur les murs du palais, selon un photographe de l'AFP.

Tout en niant toute implication dans les violences, le mouvement salafiste radical Ansar Al Charia a appelé "tous les Tunisiens" à manifester vendredi prochain après la prière.

"*Ansar Al Charia appelle tous les Tunisiens à manifester dans tout le pays pour protester contre les atteintes à la religion*", a déclaré à l'AFP Sami Essid, un proche du leader radical Abou Iyadh, issu de la tendance salafiste jihadiste.

Dans une vidéo circulant sur Facebook, un autre leader radical a, lui, appelé "*au soulèvement*". Ce jeune imam, Abou Ayoub, s'est rendu célèbre en Tunisie pour être un de ceux qui avaient appelé en octobre 2011 à attaquer la chaîne Nessma après la diffusion du film franco-iranien Persepolis.

Le gouvernement, s'il a durci le ton envers les fauteurs de troubles, a également annoncé mardi son intention de porter plainte contre les organisateurs de l'exposition controversée, et a décrété la fermeture du palais Abdellia jusqu'à nouvel ordre.

Nombre de Tunisiens s'interrogeaient cependant mardi sur le caractère simultané des troubles et l'identité des assaillants, qualifiés de "*salafistes et de groupes de délinquants mêlés*" par le ministère de l'Intérieur.

"*Le fait que les violences aient éclaté en plusieurs endroits au même moment laisse à penser que c'était organisé*", a concédé le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khaled Tarrouche.

Plusieurs internautes et commentateurs ont relevé que ces violences survenaient deux jours après l'appel du chef d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahiri, qui a exhorté les Tunisiens à se soulever pour l'application de la charia.

"*Je ne crois pas qu'il existe en Tunisie un espace pour des appels de ce genre*", a réagi le porte-parole du gouvernement Samir Dilou lors d'une conférence de presse mardi.

Economie

Espagne

Le prêt, pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, que la zone euro prépare pour renflouer les banques espagnoles en difficulté, aura un taux d'intérêt de 3% et sera remboursable en 10 à 15 ans, affirme mardi le journal ABC sans citer ses sources.

"*Des sources financières expliquent cependant que le taux d'intérêt sera toujours assujéti à la situation concrète des marchés, ce qui fait qu'il pourrait varier à la hausse, bien que très peu*", précise le journal.

Des taux d'intérêt de 3% ou 4% seraient "raisonnables" pour les fonds prêtés à l'Espagne, avait indiqué lundi un porte-parole de la commission européenne.

"*Il est prématuré de parler de taux d'intérêt*" car "*cela dépend des conditions de marché, mais effectivement, des pourcentages de 3% ou 4% sont raisonnables dans ce type d'opérations*", avait déclaré Amadeu Altafaj, porte-parole du commissaire européen aux Affaires économiques Olli Rehn.

On ignore d'autre part si l'argent viendra du fonds de secours de la zone euro (FESF) ou du Mécanisme européen de stabilité (MES) qui doit entrer en vigueur début juillet.

Une "*combinaison des deux fonds*" n'est pas exclue, a indiqué lundi Olli Rehn.

Le prêt européen sera injecté dans le fonds public espagnol d'aide au secteur bancaire, le Frob, qui ensuite distribuera l'argent aux banques concernées.

Si l'Espagne prenait le maximum de l'enveloppe proposée, c'est-à-dire cent milliards d'euros, cela signifierait un bond de 10% de sa dette publique, qui atteindrait alors environ 90% de son PIB en fin d'année. (AFP 12.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juin

CAUSERIE

10h30 heures locale, 7h du matin en France.

Au moment où vous vous connectez sur le site, il n'a été que partiellement actualisé. La causerie et les infos en bref viendront plus tard dans la journée. J'ai déjà fait les trois quarts du boulot, il me reste à formater les extraits d'articles et à ajouter mes commentaires ou analyses, cela prendra une ou deux heures selon mon inspiration. Je dois absolument m'occuper de mon visa avant 12h30. Il est valide jusqu'au 23 juin, en principe j'aurais dû m'en occuper trois mois avant son expiration, il me reste 9 jours ! C'est donc prioritaire.

Hier, le site a été actualisé tard dans la journée en raison d'un problème de connection (trop lente) au serveur en Inde.

Au fait, j'ai retiré le lien vers le site de ma page Fesse bouc qui dorénavant est vide. J'ai voulu annuler cette page hier soir, en vain, je verrai cela dans l'après-midi. A plus tard et bonne journée à tous.

Trois heures plus tard.

Le Secrétaire général de Force Ouvrière confirme que la collaboration de classes existe au moins depuis 1946

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 13 juin 2012. Extrait.

- "La semaine dernière s'est tenue à Matignon une réunion avec les organisations représentatives (syndicales et patronales) pour discuter de la méthode et des thèmes à l'ordre du jour de la conférence sociale des 9 et 10 juillet.

Seront ainsi abordées les questions liées à l'emploi, au chômage, à la stratégie industrielle, à la formation professionnelle, au secteur public, à la retraite et au financement de la protection sociale collective.

Compte tenu de ces thèmes, j'ai à nouveau suggéré la remise sur pied du Commissariat au Plan, qui était l'organisme idoine pour discuter de toutes ces questions.

L'organisation précise de cette conférence sera connue d'ici à quelques jours, après d'autres consultations. Elle ne sera pas un lieu de décisions, mais constituera plutôt le lancement d'un processus de concertation.

La délégation Force Ouvrière, contrairement à d'autres, s'est opposée à une modification de la Constitution pour y constitutionnaliser la «démocratie sociale». (...)

Pour le reste, au-delà des réunions dans lesquelles nous garderons notre liberté et notre indépendance, ce qui est attendu ce sont des actes concrets. Le décret sur les retraites est plus que timide, on verra ce qu'il en sera pour le SMIC, point sur lequel nous avons également rappelé nos positions.

Sortir de l'austérité est une nécessité économique, sociale et démocratique. "

Bon, c'était juste histoire de causer vous l'aurez compris. On "verra", c'est tout vu larbin, en plus il est sourd ou il ne sait pas lire !

Quant à son "opposition" à une "modification de la Constitution pour y constitutionnaliser la «démocratie sociale», elle est factice, pas besoin de passer par là, car en réalité FO collabore avec le régime depuis sa création, FO a même été créé dans cette unique perspective, pourrir à la base le mouvement ouvrier, l'atteler le plus solidement possible au char du capitalisme. Et comme tout vendu qui se respecte, il arrive toujours un moment où il vend la mèche, là en l'occurrence c'est en faisant référence à une institution qu'il revendique et pour cause, le Commissariat général au Plan. Voyons brièvement de quoi il s'agit.

Le Commissariat général au Plan (1946-2006) fut créé le 3 janvier 1946 par le général de Gaulle, il fut rattaché au chef du gouvernement... (Wikipédia) Belle référence en effet !

Il bénéficie alors d'une sorte d'unanimité nationale. Jean Monnet est le premier à occuper ce qu'il désigne lui-même comme « la fonction indéfinissable de Commissaire au Plan » (Wikipédia)

Et qui était Jean Monnet ? Le planificateur de la mise en oeuvre du plan Marshall en France après guerre, Wikipédia le dément en se contredisant grossièrement, et l'un des pères fondateur de l'Union européenne.

Pour en savoir plus sur Jean Monnet :

- Les planificateurs français par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (19.11.04)

- Quand la CIA finançait les intellectuels européens par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (17.11.03)
- Raymond Aron, avocat de l'atlantisme par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (21.10.04)
- La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA (Réseau Voltaire) (05.04.04)
- Proches, si proches... Les liens secrets entre la CIA et les pères fondateurs de l'Europe Schuman et Monnet (Atlantico.fr) (08.02.12)

Je n'ai plus le temps aujourd'hui, demain on verra en détails comment dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* le POI a analysé les résultats du premier tour des législatives, et comment il laisse planer le doute sur les réelles intentions du gouvernement, une façon de le soutenir sans en avoir l'air, car le POI doit être le seul à l'ignorer, il est vrai qu'il ne s'est absolument rien passé depuis le 6 mai ! Cela promet d'être gratiné !

Si vous avez lu les pages du dernier numéro (204) d'*Informations ouvrières* que j'ai mises en ligne, vous pouvez m'adresser votre analyse ou vos commentaires, cela me fera peut-être gagner du temps. Quand je dis les analyses du POI, cela veut aussi dire l'absence volontaire de toute analyse dans certains cas précis, je vous mets sur la piste, je n'ai pas encore eu le temps de le lire attentivement. A la page 4, vérifiez s'ils ont évoqué les pourcentages ou le nombre de voix par rapport au nombre d'électeurs inscrits ou par rapport aux votes exprimés, cela change tout évidemment, on verra demain comment et pourquoi.

Sur leur site Internet national, on pouvait lire que leurs candidats avaient obtenu 0,45% des voix exprimées (20740 exactement, IO n°204 page 2), rapporté au nombre d'inscrits (46 millions), cela donne 0,045%, un beau score quand même, qui valait bien la peine que leurs militants se démènent comme des diables... Il est vrai qu'on peut toujours tout justifier en faisant l'impasse sur certaines questions, je vous laisse deviner lesquelles, il est tard et j'ai du boulot chez moi, en fait je n'arrête pas une minute !

J'allais oublier de vous dire que vous étiez de plus en plus nombreux à vous connecter sur le site.

Ça baigne pour eux !

À propos des millionnaires français qui, selon une étude du spécialiste de l'épargne Skandia, se tirent plutôt bien de la crise: si 55% d'entre eux prédisent que la situation économique en France va se dégrader au cours des 12 prochains mois, seuls 32% pensent que leur propre situation financière en pâtira. Ils sont même 57% à déclarer que leur richesse a augmenté depuis le début de la crise. (atlantico.fr 13.06)

On comprend qu'il soit indécent d'augmenter le Smic au-delà de 50 euros par mois, les nantis n'y survivraient pas !

A ce prix-là, je renonce à être révolutionnaire !

D'après les données obtenus par l'Institut français pour la recherche sur les administrations publiques (Ifrap), le salaire moyen d'un agent de l'Assemblée nationale est de "7 700 euros brut par mois". (lemonde.fr 13.06)

L'aristocratie ouvrière qui soutient le régime se porte bien, merci pour elle.

Ils passent à l'offensive.

L'économiste Christian Saint-Etienne a annoncé sa démission du Conseil d'analyse économique (CAE), rattaché à Matignon, en s'affirmant "*en opposition totale*" avec les premiers choix du gouvernement Ayrault, dans un entretien au *Figaro Magazine* à paraître vendredi. "*Je ne suis pas d'accord avec les orientations de la politique économique du gouvernement*", déclare M. Saint-Etienne.

Ces options sont également, fait-il valoir, "*en contradiction avec les recommandations récentes de la Cour des comptes, de la Commission européenne ou encore du FMI et de l'OCDE*".

L'économiste, classé au centre droit, qualifie de "*choix intolérable*" la décision gouvernementale de revenir à la retraite à 60 ans pour certains salariés, estimant qu'elle "*nie totalement les réalités économiques et la situation extrêmement précaire des régimes de retraite*". Il dénonce également pêle-mêle le choix de stimuler la consommation pour relancer la croissance, "une folie" selon lui au regard du déficit extérieur, l'abandon de la TVA sociale ou encore la taxation à 75% des plus hauts revenus, promise par M. Hollande. Selon lui, les seules mesures annoncées par François Hollande en matière de fiscalité des entreprises vont entraîner "un choc fiscal représentant plus de 2 points de PIB". "*J'estime que cela pourrait conduire d'ici à l'été 2013 à plus de 300 000 suppressions d'emplois*", met-il en garde. (lexpress.fr 13.06)

Les banquiers sont des gangsters, la dignité en moins.

"Mes supérieurs ont tout vu, tout su", a répété mercredi Jérôme Kerviel, ex-trader de la Société Générale, à son procès en appel, à la veille de l'audition très attendue d'un témoin de la défense qui a d'ores-et-déjà étayé dans la presse la thèse d'un complot ourdi contre lui.

Ce témoin, Philippe Houbé, salarié de la société de courtage Newedge (ex-Fimat), filiale de la Société Générale, a affirmé dans un entretien au journal Libération que la banque avait "chargé au maximum" le compte de Jérôme Kerviel, alourdissant la perte de 4,9 milliards d'euros qui lui est reprochée en 2008.

"Selon moi, la banque connaissait l'ampleur des engagements de Kerviel dès l'année 2007", affirme en outre ce témoin, dont le nom n'est apparu dans le dossier qu'en cours de procès.

La semaine dernière, l'ex-trader avait déclaré avoir servi de fusible à la Société Générale, qu'il accuse d'avoir masqué avec "l'affaire Kerviel" ses pertes liées à la crise des subprimes (crédits hypothécaires américains). Ses supérieurs n'auraient rien ignoré de ses prises de positions spéculatives massives mais l'auraient sciemment laissé faire.

"Au sein de Fimat, tout le monde était au courant que la Société Générale avait pris des positions massives vendeuses. Et on se disait que cela venait en couverture d'autres positions devenues liquides à cause de la crise des subprimes", a appuyé M. Houbé dans son interview.

"J'étais dans une spirale, totalement dans un engrenage...", a-t-il dit pour expliquer pourquoi il avait continué d'accumuler les positions à cette époque, et en démentant avoir agi pour obtenir un bonus.

"Dans une salle de marchés, on est là pour faire le maximum d'argent", a-t-il rappelé, affirmant que ses supérieurs venaient le voir pour "relever les compteurs" et lui disaient: "c'est bien, tu es une bonne gagneuse". Il avait alors "confiance en eux", mais ils ont fini par le "lâcher". Le 18 janvier 2008, tout le monde lui est "tombé dessus..."

"Je maintiens: mes supérieurs ont tout vu, tout su et m'ont poussé à gagner plus d'argent", a répété l'ancien trader. Au vu de leurs déclarations durant l'enquête et au premier procès, ils sont "devenus amnésiques", a-t-il ironisé. (AFP 13.06)

Répetons-le, il est parfaitement clair qu'un trader ne peut pas engager sa banque à hauteur de 50 milliards d'euros sur plusieurs mois sans que sa hiérarchie n'en soit pas informée ou qu'elle ne lui ait pas donné le feu vert. Pour que le parquet face l'impasse sur cette évidence témoigne qu'il instruit à charge pour le compte des dirigeants de la Société Générale. Leur justice qu'il faut balayer, quoi.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Patrons, vous n'avez même pas besoin de demander pour être servis.

Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, annonce que le gouvernement "étudie" un plan d'aide au secteur automobile, après la demande de Renault.

Le gouvernement étudie un éventuel soutien des pouvoirs publics au secteur automobile, à la suite de la demande d'aide formulée par Renault, a indiqué le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

"Cette demande n'a pas été faite officiellement au gouvernement mais cette demande est parvenue jusqu'au gouvernement (...) Nous avons mis à l'étude cette proposition", a déclaré M. Montebourg, lors d'une conférence de presse. La veille, le numéro deux de Renault, Carlos Tavares, a appelé les pouvoirs publics à des mesures d'aide pour soutenir les ventes de voitures en France et en Europe, comme ils l'avaient fait à partir de 2008-2009. (l'expansion.com 13.06)

Encore 20 000 emplois supplémentaires exonérés de cotisations sociales pour les patrons petits et grands.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a écrit aux préfets pour leur demander de privilégier la demande et les offres locales en tenant compte des besoins dans chaque territoire. Ce supplément de contrats aidés va coûter 400 millions d'euros.

Face à la poussée du chômage, le gouvernement a décidé de mettre en place 80.000 contrats aidés, en sus des 115.000 déjà programmés pour le second semestre, selon un document officiel dont l'AFP a eu connaissance mercredi. Le ministre du Travail, Michel Sapin, a écrit en ce sens à tous les préfets de régions, leur demandant de mobiliser "tous les moyens opérationnels" pour parvenir rapidement à la mise en place de ces contrats subventionnés supplémentaires, dont la durée devra être de "près de 9 mois", au lieu de six en moyenne actuellement.

"Le gouvernement a décidé sans attendre de mobiliser un supplément de 80.000 contrats", précise la lettre dont l'AFP s'est procuré une copie. Ces nouveaux contrats se découpent en 60.000 "contrats d'accompagnement dans l'emploi" (CAE) - concernant le secteur non marchand, essentiellement les collectivités locales et les associations -, et 20.000 "contrats initiative emploi" (CIE) - des emplois du secteur marchand, c'est-à-dire essentiellement les entreprises. Dans sa lettre, Michel Sapin demande aux préfets de privilégier la demande et les offres locales en tenant compte des "besoins dans chaque territoire."

Cette nouvelle mesure, avec effet immédiat sans attendre la conférence sociale des 9 et 10 juillet prochains, devrait coûter quelque 400 millions d'euros supplémentaires, selon de premières estimations. Le gouvernement précédent avait programmé 340.000 contrats aidés pour l'ensemble de l'année 2012 dont les deux tiers (225.000) pour le premier semestre et 115.000 pour le second. En janvier 2012, 370.000 personnes bénéficiaient de contrats aidés. (lexpansion.fr 13.06)

Et en plus il s'agit d'emplois précaires dont la durée en moyenne ne dépassera pas 10 mois en 2012, tandis que la durée du travail est inférieur à 35 heures hebdomadaires, entre 22 et 33 heures. (source : <http://www.service-public.fr/>)

- L'employeur perçoit une aide financière de l'État d'un montant variable pouvant atteindre :

47% du SMIC brut pour les CUI-CIE (secteur marchand) (montant moyen réel : 31%),

95% du SMIC brut pour les CUI-CAE (collectivité territoriale, associations) (montant moyen réel : 70%).

L'employeur peut également être exonéré de certaines taxes ou cotisations sociales. (source : <http://www.service-public.fr/>)

Elle n'est pas belle la vie des négriers modernes ? A la mode "socialiste" s'il vous plaît !

Comment à l'avance ils légitiment les licenciements à venir. Mode d'emploi.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a indiqué mercredi que le sujet d'un meilleur encadrement des plans sociaux, en cas de fermeture d'un site rentable, serait discuté à la conférence sociale des 9 et 10 juillet, avant qu'un texte soit proposé.

"Nous souhaitons placer dans la discussion de la conférence sociale un certain nombre de mesures législatives de manière à limiter les plans sociaux abusifs", a déclaré lors d'une conférence de presse Arnaud Montebourg.

"Tout l'art du législateur sera de faire le tri entre les plans sociaux abusifs et ceux qui ne le sont pas", a-t-il déclaré.

Sur l'encadrement des plans sociaux, Arnaud Montebourg a précisé que la future loi viserait "des entreprises rentables qui gagnent de l'argent, des sites industriels rentables qui sont fermés car ils ne gagnent pas assez d'argent au vu des exigences financières" des actionnaires. (AFP 13.06)

Il est dit clairement que le gouvernement ne prendra aucune mesure pour s'opposer à la fermeture d'entreprises, encore moins les confisquer ou les nationaliser. C'est bien un gouvernement des capitalistes.

Guerres (coloniales) de rapine. Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy, Hollande : même politique de va-t-en-guerre.

«Un prébendier à la tête d'un groupe d'assassins», «un régime de mort et de sang»: Laurent Fabius a usé de termes extrêmement forts, mercredi lors d'une conférence de presse, pour condamner le pouvoir de Damas et annoncer à son encontre un renforcement de la pression internationale. «La France entend être à la pointe de l'action contre Bachar el-Assad», a dit le chef de la diplomatie française. Il a repris à son compte le terme de «guerre civile», employé la veille par un haut responsable de l'ONU, et admis que le pays était la destination de livraisons d'armes.

«La situation en Syrie a pris un tour encore plus grave et plus abominable», a déclaré le ministre en évoquant le sort d'enfants utilisés comme boucliers humains, une situation sur laquelle un rapport des Nations unies avait levé le voile, mardi. «Des enfants de 8 à 9 ans sont placés devant des chars, violés et assassinés, a dit Laurent Fabius. (...) Ils sont mis de part et d'autre des cars militaires qui entrent dans les villes. Si on veut tuer des soldats, il faut d'abord tuer des enfants...» a-t-il poursuivi. (lefigaro.fr 13.06)

L'indulgence ne vaut que pour les délinquants, les fraudeurs en cols blancs.

La situation inquiétante des prisons françaises surpeuplées s'est rappelée mercredi au souvenir du ministère de la Justice, qui assure en faire "une priorité", mais refuse l'amnistie des courtes peines prônée par le contrôleur des prisons.

Une fois n'est pas coutume, c'est le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, aiguillon de la politique pénitentiaire, qui a mis les pieds dans le plat.

Dans un avis publié mercredi au *Journal officiel*, il plaide pour une loi d'amnistie des peines "très légères" prononcées avant 2012 et pas encore exécutées, faute de moyens, afin de ne pas aggraver la surpopulation carcérale qu'il juge très inquiétante. (AFP 13.06)

Actualité en titres

Un gouvernement des nantis. A bas les privilèges !

- Bercy plafonne le salaire des patrons du public à 450 000 euros annuels - Libération.fr

Ils ont aussi "plafonné" le Smic en accordant (prochainement) généreusement aux heureux bénéficiaires une augmentation colossale de quelque 50 euros mensuel. Sur une base annuelle, le Smic est aujourd'hui de 16780,44 euros brut soit 26 fois inférieur au salaire de ces nantis.

La réaction sur toute la ligne.

- L'encadrement des plans sociaux sera au menu de la conférence sociale - AFP

- La France entend être à la pointe contre Bachar el-Assad - LeFigaro.fr

- Delphine Batho défavorable à l'amnistie des courtes peines non exécutées - LePoint.fr -

- François Hollande met les Grecs en garde contre une sortie de la zone euro - leexpress.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

1.1- La droite grecque a mis le cap à droite toute, recyclant cadres et thèmes de l'extrême-droite, pour tenter de s'imposer sur la gauche radicale aux élections législatives cruciales du 17 juin.

"La Grèce a accepté l'invasion des immigrants illégaux. On va stopper cela", a lancé le patron de la Nouvelle Démocratie (ND), Antonis Samaras, présentant son programme sur la sécurité et l'immigration.

"Reconquête des villes", "centres de rétention pour les sans papiers", et lutte tous azimuts contre le crime, il a promis un tour de vis s'il remportait le scrutin.

"Il y a une masse d'émigrés, ils sont un million et demi qui n'ont pas de travail, qui n'ont rien à faire ici", a-t-il dit à l'AFP, affirmant "compter sur la solidarité de l'Europe" pour mieux boucler les frontières et expulser les indésirables.

Toujours surfant sur le nationalisme, une vague de fond en Grèce, il jongle avec d'autres thèmes populistes pour opérer la jonction avec une partie de l'extrême-droite.

"Du centre-droit, il a fait glisser le parti vers la droite pure et dure", dit à l'AFP le politique Ilias Nicolacopoulos, relevant que ce mouvement est peu perçu dans les cercles européens qui ne veulent voir que l'europhilie de M. Samaras.

Le champ politique, avec la crise et l'austérité, est tiraillé vers les extrêmes. A la droite de l'extrême-droite, un parti néonazi "Chryssi Avghi", l'Aube dorée, s'est arrogé 21 députés, avec près de 7% des votes lors du scrutin inconclusif du 6 mai.

"L'heure de la peur a sonné", avait alors clamé Chryssi Avghi. Ses nerfs traduisent en pratique par le tabassage d'immigrés. Près de la moitié des policiers auraient voté pour lui, selon l'hebdomadaire de centre-gauche To Vima.

Mais la violence de Chryssi Avghi, dont le porte-parole a agressé la semaine passée deux élues de gauche lors d'un débat télévisé, tend à masquer une droitisation générale d'une droite fragmentée en plusieurs formations.

"Ces discours antimusulmans, antisémites, xénophobes qui irriguent toute la société sont insupportables" déplore auprès de l'AFP Sabi Mionis, qui se souvient encore de ses bagarres d'étudiant juif avec les nostalgiques de la junte des colonels (1967-74).

La tentation de la ND de chasser sur les terres extrémistes a été illustrée par le patron de la campagne conservatrice dans le nord de la Grèce, Panagiotis Psomiadis.

L'ex-préfet de Salonique s'est prévalu dimanche d'une "fraternité" des partis de droite, citant même Chryssi Avghi selon ses adversaires, ce qu'il a imputé à un détournement de ses propos.

Makis Voridis a franchi le pas en février dernier vers la ND en désertant le parti d'extrême-droite Laos dont il était un pilier. Il venait d'être nommé ministre des Transports dans le cabinet d'union nationale formé fin 2011.

"Avec Samaras, c'est clair, net, correct", affirme à l'AFP cet ancien député européen, qui revendique son amitié avec Jean-Marie Le Pen, le fondateur du parti français d'extrême-droite, le Front National.

Pour lui, qui se définit comme "un libéral-national" pro-européen, "très conservateur" sur les moeurs, la ND "écoute enfin ce que disait la société et affronte les grands problèmes, immigration et sécurité".

"Samaras est très courageux en disant qu'il faut reconquérir les villes", estime l'avocat de 48 ans, redouté par le camp libéral de la ND, qui le soupçonne de vouloir conquérir le pouvoir au sein du parti.

"Avec la crise, tout le paysage politique a changé: il y a eu une renaissance à droite et l'émergence de l'extrême-gauche avec le Syriza d'Alexis Tsipras", dit-il.

Il exclut toutefois Chryssi Avghi du regroupement à droite qu'il ambitionne.

"Hors de question de parler avec ces néonazis", souligne cet homme politique, pourtant issu du même moule extrémiste dans les années 80. (AFP 13.06)

1.2- Alexis Tsipras, dirigeant de la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza), a exclu mardi de participer à un gouvernement d'union nationale réunissant tous les partis politiques après les élections législatives du 17 juin, estimant que le pays avait besoin d'"une direction claire".

Il a par ailleurs promis de placer le secteur bancaire sous le contrôle de l'Etat. "Si nous sommes élus, nous agirons rapidement pour recapitaliser les banques avec des actions ordinaires, ce que nous appelons la socialisation du système bancaire", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Dans une tribune publiée mercredi par le *Financial Times*, Alexis Tsipras réaffirme qu'il n'est pas question pour lui de sortir de l'euro et d'en revenir à la drachme. "De peur qu'il y ait le moindre doute, mon mouvement, Syriza, s'engage à maintenir la Grèce dans la zone euro", écrit-il en préambule à cette contribution.

Mais, prévient-il, "si nous ne changeons pas de voie, l'austérité menacera avec encore plus de certitude de nous faire sortir de l'euro". (Reuters 13.06)

Retenez-moi sinon je fais un malheur, on sait ce que vaut en général ce genre de menace... Il n'a de cesse de témoigner son allégeance à l'UE, il est fait de même pâte mole que les Mélenchon et les Hollande...

2- Tunisie

L'ancien président tunisien Zine ben Ali, jugé par contumace, a été condamné mercredi à la prison à vie pour son rôle dans la mort de plusieurs centaines de manifestants tués pendant la "révolution de jasmin".

Le tribunal militaire du Kef a par ailleurs prononcé des peines de prison ferme allant jusqu'à 15 ans de réclusion à l'encontre de l'ex-ministre de l'Intérieur Rafik Belhadj Kacem et de sept responsables des services de sécurité.

Sur les 23 membres de son administration poursuivis comme lui pour des faits commis à Kasserine, Tala, Kérouan et Tajrouine, quatre villes du Centre où le soulèvement a débuté, 14 ont été acquittés.

Parmi eux figurent Ali Seriati, commandant de la garde présidentielle, et Ahmed Friaa, nommé ministre de la Justice peu avant

le départ de Ben Ali.

"Ce verdict est injuste. Les peines sont légères. Elles ont été influencées par des pressions politiques. Le tribunal est tombé dans un piège", s'est indigné Chardedine Glaïl, l'avocat des familles des victimes.

"Comment Ben Ali, inculpé son rôle dans les morts, peut-il être condamné à la prison à vie alors que Kacem n'écope que de douze ans alors qu'il est inculpé de meurtres", a-t-il poursuivi. (Reuters 13.06)

Ben Ali ne s'est pas "enfu", il a été exfiltré par l'armée avec l'aide de la CIA. Depuis il coule des jours paisibles en Arabie Saoudite, sans que les dirigeants du vieux monde ne s'en émeuvent et réclament son extradition, bizarre, non, normal.

Economie

1- Italie

Au cours d'une émission obligataire test, Rome a emprunté comme prévu 6,5 milliards d'euros à un an, mais a vu ses taux flamber à 3,972% contre 2,34% au moment de la dernière opération similaire, le 11 mai. Le Trésor italien procédera à une nouvelle émission jeudi.

"L'aversion au risque est très élevée et les marchés se disent que l'Italie va suivre le même chemin que l'Espagne", commente pour l'AFP Cyril Regnat, de Natixis, qui juge cette vision "exagérée", la situation de Rome étant "beaucoup moins préoccupante" que celle de Madrid.

Malgré ce retour de la méfiance, Mario Monti a balayé mardi soir toute idée de plan d'aide, "même à l'avenir", et répété mercredi qu'il n'était pas question de "céder de façon asymétrique une partie de la souveraineté" nationale.

(Ils l'ont tous dit avant lui de l'Irlande au Portugal en passant par la Grèce et l'Espagne.)

Mais depuis que Madrid a accepté samedi un plan d'aide pour ses banques, qui peine à convaincre les investisseurs, l'Italie est revenue dans la ligne de mire des marchés alors qu'elle avait réussi à regagner leur confiance en début d'année grâce aux mesures de rigueur et aux réformes du gouvernement Monti.

Et certains analystes craignent que ce pays, dont la dette colossale dépasse les 120% du PIB, ne soit le prochain domino de la zone euro à tomber.

Venant en soutien de l'ex-commissaire européen, un porte-parole du ministère allemand des Finances a toutefois affirmé que "la voie empruntée par Mario Monti en Italie (était) la bonne".

(Tu parles, comme en France et tous les pays de l'UE, il n'y a plus de véritable opposition dans ce pays, elle est marginalisée ou quasi inexistante, inorganisée, divisée, éclatée, atomisée. Il a une partie des syndicats dans la poche, il n'a pas été élu et n'a aucune légitimité.)

Considérant que l'Union Européenne était à un moment "crucial", le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a décoché de son côté des flèches en direction de celles des "capitales" qui ne mesurent pas l'urgence de la situation.

"Nous avons un problème systémique devant nous, nous devons avoir un cap et le maintenir (...). Je ne sais pas si l'urgence est bien comprise par toutes les capitales aujourd'hui", a-t-il déclaré devant le Parlement européen à Strasbourg. (AFP 13.06)

Tout pourrait s'emballer sans qu'on s'en aperçoive ou trop tard, cela devrait être notre cauchemar et nous forcer à réfléchir davantage si je peux me permettre, c'est l'exercice que je m'inflige, cela fait partie des tâches de l'heure.

La guerre menace depuis plusieurs années déjà, en Serbie et en Georgie ce n'était pas loin, depuis le milieu des années 90 ; l'économie mondiale est chancelante, elle vacille et se redresse jusqu'au jour où elle s'écroulera, pour la bonne raison que les centaines de milliers de milliards de dollars injectés fictivement dans la spéculation, ils pourront réduire la terre entière en esclavage qu'on nous pourra jamais mettre en face l'équivalent en terme de plus-value (et non de PIB) au bout de dizaines d'années de sacrifice et de pénitence inutiles et barbares infligés à tous les peuples martyrs de la tyrannie du capital.

Il a dit "systémique" : c'est bien un système qui est en cause, le système capitaliste qu'il nous faut liquider, et il y a urgence.

2- Espagne

L'agence d'évaluation financière Moody's a diminué, mercredi 13 juin, la note d'endettement à long terme de l'Espagne de trois crans, de A3 à Baa3, juste au-dessus de la catégorie '*spéculative*'. Moody's, qui a invoqué les difficultés de l'économie ibérique et de l'Etat pour se financer, a ajouté que cette note restait sous examen en vue d'un éventuel abaissement, lequel interviendrait dans les trois prochains mois.

L'agence a également abaissé dans la soirée la note de Chypre de deux crans, à B3. (lemonde.fr 13.06)

3- Etats-Unis

Cynisme sans fond.

Les erreurs de trading qui ont coûté des milliards de dollars à JPMorgan sont inexcusables, mais elles portaient d'une bonne intention, a déclaré mercredi son président-directeur général Jamie Dimon, s'exprimant devant une commission sénatoriale, tout en redisant son scepticisme à l'égard du projet de séparation des métiers d'affaires et de détail.

Les sénateurs ont demandé si les pertes, dont le montant est pour l'heure évalué à plus de deux milliards de dollars, trouvaient vraiment leur origine dans un instrument de couverture ou si elle étaient plutôt imputables à un pari spéculatif, caché aux actionnaires et aux régulateurs.

"Ce portefeuille de crédits synthétiques était destiné à faire gagner beaucoup d'argent en cas de crise. Je considère cela comme un instrument de couverture", a répondu James Dimon. (Reuters 13.06)

Pour que cette pourriture cesse de nuire définitivement, il faudra la liquider physiquement.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juin

CAUSERIE

Je n'ai pas pu terminer l'actualisation du site, car j'ai encore perdu deux heures avec mon histoire de visa, et je dois encore retourner lundi au bureau d'immigration, cela fera la 5e fois.

La température a baissé de 7 à 10°, il fait entre 37 et 40°C à l'ombre, c'est déjà plus supportable ! Par contre, ils ont repris de plus belles les coupures de courant le soir et la nuit, de 22h à 23h, puis de minuit à 1h du matin, du coup je ne peux pas aller me coucher avant, je suis complètement crevé, je me suis levé à 6h ce matin quand ils ont coupé le courant, donc la climatisation.

La télévision étant installée dans une des pièces les plus chaudes de la maison, je m'en passe depuis des mois et cela ne me manque pas vraiment, je ne l'ai regardé qu'à deux reprises, le soir du 6 mai et du 10 juin. Au lieu de regarder la télé, je bosse pour le site jusqu'à épuisement total, car arrivé sur les coups de minuit ou une heure du matin je n'arrive plus à garder les yeux ouverts, penser dans ces conditions-là tient de la gageure.

Hier en fin d'après-midi, après avoir actualisé le site, j'ai trouvé le courage de balayer et de laver la maison, avant de nettoyer et d'arroser le jardin, préparer à manger au chien, le sortir pendant 45 minutes, c'est obligatoire sinon il est malheureux, il pleure! me préparer une salade de tomate en guise de repas, le frigidaire est vide et je n'ai pas le temps de faire des courses, on verra cela ce week-end, faire la vaisselle et prendre une bonne douche, le tout en moins de trois heures, sans oublier de remplir les deux réservoirs d'eau, mais il y a juste à appuyer sur deux boutons. Puis je me suis remis au boulot pour préparer la page d'aujourd'hui. Quel train d'enfer, quel acharnement, n'est-ce pas ? Il faut avoir la santé et être motivé, il faut y croire, en quoi, mais dans le socialisme voyons !

C'est sûr que si on comptait sur les bonnes nouvelles du monde pour avoir le moral, on ne l'aurait pas souvent, pas davantage si on collait aux illusions des masses, l'autosatisfaction affichée par certains n'est pas mon truc, c'est un procédé indigne qui ne sert qu'à se tromper soi-même pour ensuite tromper les autres, on y gagne quoi, rien, c'est misérable, si on milite en ayant cet état d'esprit, il vaut mieux encore arrêter tout de suite.

Actualité en très bref

1- En Egypte, c'est un coup d'Etat militaire qui vient d'avoir lieu. (lire l'article de presse dans cette page)

2- En monarchie, c'est l'un ou l'autre qui gouverne, mais pas les deux, l'autre doit s'effacer et la fermer de préférence madame Trierweiler !

Connaissant l'hypocrisie légendaire des dirigeants du PS, il ne serait pas étonnant qu'elle n'ait pas agi de son propre chef, pour en finir une fois pour toute avec Royal plutôt encombrante... Jusqu'à présent personne d'autre ne s'était manifesté pour la présidence de l'Assemblée nationale, et depuis ils seraient plusieurs en lice, à croire qu'ils attendaient un signal, simple coïncidence sans doute...

Quand vous avez un dirigeant, un élu ou un responsable du PS en face de vous, dites-vous bien que vous ne trouverez nulle part ailleurs plus hypocrite ou perfide, ces gens-là sont à vomir. Ils sont capables de se renier ou de se contredire en un clin d'oeil sans que cela les gêne le moins du monde, ils sont au-dessus de cela, vous, vous serez toujours en dessous, ils vous méprisent profondément, ils ont la morale de leur classe, mais ce qui en fait des gens pires que nos ennemis naturels, c'est qu'ils refusent de l'assumer, il leur faut toujours maquiller ce qu'ils sont, tromper leur auditoire est une manière d'être naturelle chez eux, ils ne peuvent pas envisager d'autres rapports avec vous, ils estiment que c'est légitime, c'est pour dire à quel stade de pourriture ils en sont. Tout est faux chez eux, sauf leur soutien indéfectible au capitalisme.

3- Le "*coup d'Etat permanent*" remis au goût du jour par Hollande qui invitent ses prédécesseurs à une cérémonie militaire et religieuse aux Invalides.

C'est Mitterrand qui avait sorti cette formule en 1963 pour dénoncer la Constitution bonapartiste de la Ve République, c'était avant de l'aduler une fois au pouvoir. Là encore, ce n'était qu'une façon de parler sans conséquences, des paroles en l'air qu'il ne pensait pas vraiment, si vous voulez savoir cette racaille a dans l'estomac, la seule chose qui compte à leurs yeux c'est ce qui va dans le sens de leurs intérêts personnels ou leur carrière, rongés par l'ambition et hautains, leurs principes, leurs valeurs ou leurs scrupules ne dépassent pas ce niveau-là. Voyez ce que sont devenus les soi-disant opposants en 2005 au TCE, Fabius et Cazeneuve, les fers de lance de la politique européenne du gouvernement Hollande-Ayrault, on pourrait tous les citer un par un, il n'y en pas un pour rattraper l'autre.

4- Londres présente sa réforme bancaire (Reuters 14.06).

Diable, quelle audace ! Attendez, contenue dans un "*livre blanc*", si elle devait être appliquée ce ne serait pas avant 2019 ! On se disait aussi.

5- Les banques doivent se désendetter et renforcer leurs fonds propres pour répondre aux nouvelles règles internationales (Bâle III)...

Avec quel argent, qui va payer, devinez ? Ces "*règles internationales*" dictées en réalité par Washington ont pour objet de pousser les dirigeants européens à s'en prendre plus violemment encore à leurs prolétariats, qui d'autres pourraient-ils racketter, qui produit les richesses, qui produit la plus-value, le profit, sinon les travailleurs, certainement pas les rentiers, les parasites de la finance.

5- On entend beaucoup parler de guerres en préparation qui pourraient dégénérer en guerre mondiale. Est-ce crédible ou non ? La question est d'une telle gravité, qu'elle mériterait qu'on y consacre une analyse sérieuse. Je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir, il faudrait voir s'il existe des conditions particulières ou des rapports particulièrement favorables pour déclencher une guerre mondiale, dans la situation actuelle j'entends, il n'est pas interdit de regarder en arrière mais sans en faire une fixation, car le monde a bien changé depuis, ne tombons pas dans le piège du dogmatisme.

Et puis cette question est plus complexe qu'on peut le penser au premier abord, tant il y a de facteurs et de rapports à prendre en considération à l'échelle mondiale, pas seulement à l'instant où nous parlons, mais en amont et en aval, sur les plans synchronique et diachronique. On verra cela dans les jours qui viennent.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le pousse en bas.

Il y aura bien un "*coup de pouce*" sur le salaire minimum en France mais il sera limité en raison d'un contexte économique délicat, a déclaré jeudi le ministre du Travail, Michel Sapin.

"*Oui, il y aura un coup de pouce, la décision sera prise dans quelques semaines après consultations des partenaires sociaux*", a dit Michel Sapin sur Public Sénat et Radio Classique. (Reuters 14.06)

Qui par leur présence à ces "*consultations*" légitimeront l'augmentation misérable du Smic et méritent dors et déjà un coup de pied au cul !

Il le martèle notez bien, cela fait 3 ou 4 fois ou peut-être plus qu'il répète qu'il ne faut pas s'attendre à ce qu'il revalorise le Smic pour le porter à hauteur d'un salaire décent, il l'avait déjà dit la veille de sa rencontre avec les dirigeants syndicaux et il l'avait répété juste après, et le POI qui se demande quelle sera la politique du gouvernement après le 17 juin. On l'a sous les yeux mais ils sont aveugles ou plutôt ils feignent de l'être, ils se trahissent, ils maquillent les faits, s'arrange avec la réalité.

En passant, cela me vient à l'esprit maintenant, j'espère que tous les articles que j'ai mis en ligne sur la Syrie vous permettent de vous faire une idée assez précise de la situation, des différents protagonistes et belligérants en présence, du rôle de la propagande officielle, de l'opération d'intoxication politique mondiale par les médias dont Internet.

Les Russes et les Américains se disposent militairement si j'ai bien saisi, les Russes testent deux missiles intercontinentaux d'une portée de 11 000 kilomètres qui pourraient être armés de cinq têtes nucléaires ayant des objectifs différents, ils livrent des hélicoptères de combat au régime syrien, ils ont un sous-marin armé de missiles nucléaires dans la Méditerranée, tandis que le gros de l'armada américaine vogue vers la Chine, les Américains arment Doha et Riad, qui arment à son tour des mercenaires qui commettent des massacres en Syrie et terrorisent la population. C'est chacun son tour, et à l'arrivée c'est la barbarie qui se déchaîne contre un peuple, qui par malheur se trouve sur la route du gaz et du pétrole, il est asphyxié.

Voilà à quelle politique adhère Hollande et son gouvernement ou plutôt ils la partageaient déjà, avant d'arriver au pouvoir. Et s'ils sont arrivés au pouvoir, c'est parce qu'ils avaient déjà épousé ces idées et cette interprétation du monde qui consiste à imposer toujours plus de privations et de souffrance à tous les peuples encore et encore, alors que la paix, le bien-être et l'harmonie pourraient régner sur terre. Il est urgent d'armer politiquement les masses pour qu'elles se détournent de cette politique malfaisante et guerrière, à côté le droit à la révolution est bien peu de chose, raison de plus pour se le réapproprier à moindre frais en vies humaines, un facteur que piétine ce gouvernement.

Pour revenir en arrière, il y en a qui ne savent pas encore quelle va être la politique du gouvernement, je viens de lire ceci dans un article du monde.fr :

Préparer les esprits aux temps difficiles sans les désespérer. Annoncer aux Français des lendemains douloureux sans les décourager. Parce qu'il reste une campagne électorale à achever, les deux têtes de l'exécutif rechignent à endosser les habits de Cassandre. Mais, par petites touches, à coups de déclarations soigneusement calibrées, ils le reconnaissent : *"Il va falloir faire un effort, c'est certain"*, avait dit François Hollande sur le plateau du 20 heures de France 2, le 29 mai. *"Tout le monde doit faire un effort"*, a confirmé Jean-Marc Ayrault, mercredi 13 juin, dans l'émission *"Questions d'info"*, diffusée sur LCP et France Info, en partenariat avec Le Monde et l'AFP.

L'"effort" en question découle d'un constat qui n'étonnera personne et que le premier ministre a résumé ainsi : *"La situation est difficile."* Plus difficile que prévu, lui a-t-on demandé ? *"Je ne sais pas"*, a-t-il répondu. Dans son entourage, la parole est plus libre. *"Oui, ce sera plus dur que prévu, reconnaît-on à Matignon. Le rapport de la Cour des comptes, qui sera rendu public fin juin, devrait faire apparaître un héritage dégradé. Il faudra faire des efforts."* (lemonde.fr 14.06)

J'ai mis l'article complet en ligne, si la suite vous intéresse.

Et c'est reparti ! Ils ont annoncé la couleur, le noir de l'extrême droite, car ils partagent avec le parti de l'ordre la responsabilité de la montée du FN qui est un produit de la crise du régime capitaliste sur le plan politique.

Poutine vient de déclarer que le peuple russe devait s'attendre à supporter de grands sacrifices évoquant la seconde guerre mondiale, cela fait froid dans le dos, il a précisé qu'attaquer la Syrie serait comme attaquer la Pologne en 1939, donc qu'il se considérerait en guerre contre les Etats-Unis et ses alliés. Récemment les dirigeants russes et chinois se sont rencontrés à plusieurs reprises, les Chinois viennent de répéter qu'ils étaient opposés à toute intervention militaire en Syrie.

Actualité en titres

Toujours plus haut !

- Dette: nouveau plus haut du taux à 10 ans de l'Espagne, à près de 6,9% - AFP

Les besoins pervers et répugnants de leur République.

- Vincent Peillon estime que *"la République a besoin de Jack Lang"* - AFP

C'est marrant, Sarkozy pensait exactement la même chose en lui confiant plusieurs missions pendant son mandat.

Bruit de campagne.

- Ségolène Royal traite Raffarin et Bussereau de "gros machos de l'UMP" - AFP
- Tweet de Trierweiler : "coup trop violent" pour Royal qui compare Falorni à Besson - AFP
- Balkany visé par une plainte pour "menaces et violences" - Lexpress.fr
- Gard: la suppléante d'Etienne Mourrut (UMP) victime d'une agression - AFP
- Mélenchon cite Le Pen en correctionnelle pour de faux tracts - Reuters
- Le MoDem appelle à voter PS contre NKM dans l'Essonne - AFP

[Pour qui roulent-ils ?](#)

- Syrie: Amnesty évoque des crimes contre l'humanité - L'Express.fr
- Des ONG font pression sur l'ONU pour une enquête sur le goulag nord-coréen - LeMonde.fr
- Les ONG militent pour un traité international - 20minutes.fr

Les traités ne valent qu'en temps de paix, or ils sont en guerre contre le prolétariat mondial. Ils ont foulé aux pieds tous les traités pour attaquer la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, le Côte-d'Ivoire, la Somalie, etc.

Les ONG sont faites de la même pâte que le PS que j'ai décrit plus haut, aussi réactionnaires et répugnants.

[C'est comme cela les arrange ou comment ils inversent les rôles](#)

- Procès Kerviel: la théorie de la "machination" est "délirante" - L'Express.fr
- Plainte du père de Mohamed Merah: un fort soupçon de manipulation - L'Express.fr

Kerviel est la victime de la politique spéculative sur les marchés des dirigeants de la Société Générale. Quant à la seconde affaire, on avait cru comprendre que Merah avait été manipulé par les services secrets français, mais on a dû mal comprendre.

[Pour qui roule Aung San Suu Kyi adulée par Washington ?](#)

- Immense ovation pour Aung San Suu Kyi reçue à l'ONU - LePoint.fr
- Aung San Suu Kyi ovationnée à son arrivée en Europe de Boni, Marc - LeFigaro.fr -
- N'en jetez plus la cour est pleine ! Et pour cause...
- A Genève, Aung San Suu Kyi appelle les étrangers à investir en Birmanie - AFP
- Pour Aung san Suu Kyi, Total est un investisseur responsable en Birmanie AFP

- "Je trouve que Total est un investisseur responsable, même s'il y a eu" des interrogations du temps de la junte militaire, mais "aujourd'hui il est sensible aux questions relevant des droits de l'homme", a-t-elle déclaré en réponse à une question.

"Je ne vais pas demander à Total et à Chevron", un autre groupe pétrolier, américain celui-là, "de se retirer" de Birmanie, a-t-elle ajouté. (AFP 14.06)

Le passé c'est le passé, c'est incroyable à quelle vitesse on peut l'oublier quand cela nous arrange. Sinon tu pourrais retourner d'où tu sors ou disparaître cette fois-ci ! Quelle grande démocrate !

Rappelons que ce sont les mêmes militaires qui sont au pouvoir en Birmanie, comme en Egypte, en costume trois pièces s'il vous plaît, cela change tout paraît-il ! Et pendant ce temps-là bouddhistes et musulmans se massacrent, il y a eu des dizaines de morts les derniers jours. Là ce n'est pas le passé, c'est le présent madame Aung San Suu Kyi.

Elle a l'air bien sympathique au demeurant, mais voyez-vous on ne fait pas de la politique avec des sentiments, sauf à se fourvoyer, le monde est cruel, leur monde assurément.

INFOS EN BREF

Politique

Chine

La Chine a marqué jeudi ses distances avec la proposition de la France de rendre obligatoire, par le biais d'une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, l'application du plan de paix de Kofi Annan pour la Syrie.

"Nous pensons que les actions de la communauté internationale au sujet de la Syrie devraient tendre à améliorer les conditions sur le terrain et à trouver une solution politique à la crise syrienne", a déclaré Liu Weimin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

"La Chine désapprouve l'approche consistant à privilégier les sanctions et les pressions", a-t-il ajouté, en exhortant *"toutes les parties en Syrie à appliquer véritablement la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu et le plan en six points d'Annan"*.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a proposé mercredi de faire adopter au Conseil de sécurité de l'Onu une résolution placée sous le chapitre VII afin de rendre obligatoire l'application du plan de paix de Kofi Annan.

Le chapitre VII autorise l'utilisation de *"tous les moyens nécessaires"* pour faire appliquer les décisions du Conseil.

La France va en outre proposer un renforcement des sanctions de l'Union européenne contre le régime syrien. (Reuters 14.06)

Des charognards ces sociaux-libéraux, c'est la peau du peuple syrien qu'ils veulent en réalité, par tous les moyens, puisque le chapitre VII en question autorise à utiliser *"tous les moyens nécessaires"* pour parvenir à leur objectif, y compris la guerre.

Social

1- France

Air France devrait supprimer environ 5.000 postes d'ici à 2015

AFP- Air France, qui doit annoncer la semaine prochaine une estimation précise de son sureffectif et des mesures pour y remédier, devrait supprimer *"aux alentours de 5.000 postes d'ici à 2015"*, a-t-on appris mercredi auprès de la CFE-CGC, qui réclame un plan sans départ contraint.

Ce chiffre de 5.000 postes à supprimer, avancé par certains journaux en mai, *"n'est pas loin de la vérité"*, *"ce sera aux alentours de 5.000 selon nos estimations"*, a déclaré à l'AFP Ronald Noirot, délégué CFE-CGC au comité central d'entreprise.

La direction a indiqué ne pas faire de commentaire à ce stade. Un comité central d'entreprise est prévu le 21 juin sur l'emploi.

Si près de 5.000 postes étaient supprimés à l'horizon 2015, cela représenterait presque 10% de l'effectif actuel de la compagnie (hors filiales) estimé à près de 53.000 personnes.

"Nous sommes prêts à accepter beaucoup de choses dans les efforts qui seront demandés au personnel si le protocole d'accord, qui sera soumis aux syndicats, garantit l'emploi à ceux qui ne sont pas volontaires au départ", a expliqué M. Noirot. *"Nous voulons qu'en aucun cas, il n'y ait de départs contraints"*, a-t-il ajouté.

Plusieurs sources syndicales ont indiqué à l'AFP s'attendre à un plan de départs volontaires qui concernerait principalement ou essentiellement les personnels au sol.

Pour toutes les catégories de personnel (sol et navigants), les départs naturels --estimés à environ 800 par an-- ne seraient pas remplacés, ce qui aboutirait à quelque 2.400 postes supprimés en trois ans.

Pour les 2.500 postes restant à supprimer, il y aurait un plan de départs volontaires pour le personnel au sol, déjà visé par le plan

de 2009 à hauteur de 1.800 personnes.

"Nous craignons qu'il n'y ait pas le nombre de volontaires recherché par la direction et c'est pour cela que nous voulons un engagement sur le maintien dans l'emploi des salariés qui veulent rester", a ajouté Ronald Noiro.

Air France a déjà annoncé les grandes lignes du volet industriel du plan Transform 2015, après avoir engagé une première série de mesures d'économies en janvier.

Pour parvenir à son objectif de 2 milliards de réduction de coûts d'ici à 2015, elle travaille à la révision de pratiquement tous les accords régissant les rémunérations, les évolutions de carrière, l'organisation du travail et les temps de repos, les billets réduits, etc. (AFP 14.06)

2- Grèce

Avec 22,6% de la population active au chômage au premier trimestre, le taux de chômage de la Grèce n'est pas encore au niveau de l'Espagne (24,3%), mais il s'en rapproche. Il s'élevait à 20,7% au trimestre précédent et à 15,9% au premier trimestre 2011, a indiqué jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

L'envolée du chômage, amorcée début 2010 quand la débâcle financière du pays et la rigoureuse cure d'austérité ont creusé la récession, frappe avant tout les jeunes: 52,7% des 15-24 ans non scolarisés sont sans emploi, et plus d'un tiers dans la tranche d'âge suivante, de 25 à 29 ans.

L'Ase chiffre les chômeurs à 1,12 million dans un pays de onze millions d'habitants, en hausse de 57% sur un an et de 9% par rapport au précédent trimestre. Plus de la moitié (56,5%) des sans-emploi rentrent dans la catégorie des *"chômeurs de longue durée"* (depuis plus d'un an).

Les femmes continuent d'être défavorisées, avec un taux de chômage de 26,5% contre 19,7% pour les hommes. Les îles du sud de la mer Egée et ioniennes sont les plus épargnées avec des taux respectifs de 13,9% et 15,9% tandis que le nord-ouest du pays, au-dessus de Salonique, est lanterne rouge à 28,5%.

Les auto-entrepreneurs représentent 24% des actifs. Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a chuté de 6,5% sur un an au premier trimestre 2012, après un recul de 6,9% en 2011. (AFP 14.06)

3- Grande-Bretagne

Le géant anglo-néerlandais de l'agroalimentaire et des cosmétiques Unilever a annoncé jeudi la suppression de 500 emplois au Royaume-Uni dans le cadre d'une restructuration de ses activités dans le pays et face à des conditions économiques *"très difficiles en Europe"*.

Le groupe annonce, dans un communiqué, la fermeture d'ici 2013 des sites de Swansea et Bridgend au Pays de Galles, ainsi que de l'usine de Slough, dans le sud de l'Angleterre. Certains emplois dans l'informatique doivent par ailleurs être délocalisés à Bangalore en Inde.

La présidente d'Unilver au Royaume-Uni et en Irlande, Amanda Sourry, a expliqué que la décision avait été prise dans *"un contexte de conditions économiques très difficiles en Europe"*.

Le groupe, qui vend les thés Lipton, les soupes Knorr ou les déodorants Axe, avait annoncé fin avril un chiffre d'affaires en hausse au premier trimestre, grâce aux pays émergents. Mais il avait mis en garde sur le ralentissement économique, la confiance des consommateurs faible dans de nombreux marchés et l'intensité de la concurrence à laquelle il est confronté. (AFP 14.06)

Tout s'explique, comme toujours les mêmes prétextes.

Eux, ils sont prêts à tout pour survivre. Nous, nous sommes tout juste bon à plier l'échine ou supporter les sacrifices ou les souffrances qu'ils nous imposent, il paraîtrait même que c'est normal, que c'est le sort que nous méritons, on ne sait pas pourquoi ou on ne peut pas nous l'expliquer, peu importe, il faut subir, c'est la fatalité que voulez-vous. C'est ainsi que le travailleur arriéré pense.

4- Finlande

Le géant finlandais des téléphones mobiles, Nokia, en pleine restructuration depuis plus d'un an pour enrayer son déclin sur le marché, a annoncé jeudi de nouvelles mesures de réduction des coûts qui entraîneront la suppression de 10.000 emplois à

travers le monde d'ici fin 2013.

"Ces réductions (d'effectifs) prévues sont une conséquence difficile des mesures que nous pensons devoir prendre pour assurer la compétitivité à long terme de Nokia", affirme le directeur général du groupe Stephen Elop dans un communiqué.

Ces nouvelles suppressions d'emplois s'inscrivent dans le cadre d'une réduction des coûts supplémentaire de 1,6 milliard d'euros d'ici fin 2013.

En avril, Nokia a annoncé un résultat trimestriel désastreux avec une perte sèche de 929 millions d'euros du fait de la baisse des ventes de 30% d'une année sur l'autre.

Ces mesures vont provoquer la fermeture des sites Nokia à Ulm (Allemagne) et Burnaby (Canada).

A Salo (Finlande), l'unité de fabrication va également fermer mais le géant finlandais maintient ouverte la cellule recherche et développement du site.

Le nouveau plan prévoit en outre une éventuelle cession d'actifs non essentiels et Nokia a confirmé jeudi la vente de sa marque de grand luxe Vertu au fonds d'investissements privé nordique EQT VI.

Le plan de restructuration concerne également la hiérarchie de Nokia.

"Nous devons réorganiser notre modèle opérationnel et nous assurer que nous créons une structure capable de soutenir nos ambitions compétitives", affirme M. Elop. (AFP 14.06)

Economie

1- France

L'agence de notation Egan-Jones, moins connue que S&P, Moody's ou Fitch, a annoncé jeudi à avoir abaissé la note de la France à "BBB+", évoquant des projections montrant une hausse des coûts de financement du pays à mesure que la crise de la dette de la zone euro perturbe les marchés financiers. (Reuters 14.06)

2- Chypre

Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé de deux crans la note souveraine de Chypre, de "Ba1" à "Ba3", évoquant le risque d'une sortie de la Grèce de la zone euro et une position budgétaire déjà tendue.

L'agence de notation précise que la note, qui s'enfonce dans la catégorie spéculative, est sous revue pour un éventuel nouveau déclassement.

Chypre, troisième plus petite économie de la zone euro, a des liens étroits avec la Grèce, aussi bien politiques, culturels qu'économiques. L'effondrement de l'activité en Grèce a eu de fait d'importantes conséquences pour l'île.

Si Chypre venait à demander une aide à l'Union européenne pour soutenir ses banques en difficulté, le montant de celle-ci pourrait atteindre 4 milliards d'euros, a déclaré mercredi le ministre chypriote délégué aux Affaires européennes. (Reuters 14.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juin

CAUSERIE

Abolition !

La Constitution de la Ve République est bonapartiste et antidémocratique. Une raison de plus pour la liquider.

- La plus haute juridiction française a renforcé vendredi le statut pénal privilégié du chef de l'Etat, le jour où expire l'immunité qui

a protégé Nicolas Sarkozy pendant son mandat.

La Cour de cassation a décidé que le président, qui ne peut déjà être ni auditionné ni poursuivi, pouvait par contre agir en justice en tant que victime pendant son mandat, même s'il nomme les magistrats et a autorité indirecte sur les procureurs.

La Cour donne ainsi raison à Nicolas Sarkozy dans le premier arrêt sur le sujet, appelé à faire jurisprudence. (Reuters 15.06)

Il a le pouvoir d'un dictateur, c'est clair.

Pour qui se prennent-ils ?

Vous savez pourquoi les responsables du PS sont aussi puants ou méprisants ? Parce qu'ils ont un problème d'infériorité par rapport à leurs collègues de l'UMP qui eux n'ont pas besoin d'enrober leur politique pour la présenter ou plus précisément parce qu'ils l'assument, la revendiquent, Sarkozy l'a démontré jusqu'à la caricature et cela lui a coûté son poste, ce qui est naturel à l'UMP nécessite toujours un maquillage pour être présentée sous un jour favorable au PS, ils sont dans l'imposture permanente, ce sont des escrocs, ils sont faits ainsi et fonctionnent de la sorte, c'est à la fois leur mode de fabrication et de gouvernance.

1- Pulvérisée !

Je viens de lire qu'Audrey Pulvar, la compagne d'Arnaud Montebourg, se plaignait d'avoir été prise pour un "jambon" par le P-DG de France Télévisions qui l'a éjectée de France 2 ; en la prenant au mot et en regardant la photo qui accompagnait cet article où elle transpirait la suffisance, c'est encore trop d'honneur, car au moins le jambon est utile à quelque chose, on peut le manger.

2- Sa majesté Royal.

- Ségolène Royal a dénoncé vendredi "des méthodes de voyou" en visant son adversaire, Olivier Falorni, après avoir retrouvé jeudi soir sur la porte de son domicile une affiche de campagne de son rival.

L'équipe de Ségolène Royal a affirmé à ce photographe qu'une main courante serait déposée à la police vendredi matin. Mme Royal a réaffirmé à la presse dans la matinée qu'elle comptait la déposer.

"Ca veut dire qu'il est prêt à tout pour arriver à ses fins. Il ne faut pas laisser faire ça, il faut que La Rochelle rejette ce type de comportements et ce type de méthodes qui sont brutales, indignes et irrespectueuses", a-t-elle dit. (AFP 15.06)

Ne rigolez pas, il s'agit d'une affaire criminelle, le ministère de l'Intérieur s'est empressé de déployer les grands moyens :

- Des policiers, notamment de la police scientifique, se sont déplacés jeudi soir au domicile de Mme Royal pour opérer des constats et des relevés. (AFP 15.06)

Une affiche sur une porte, un graffiti sur un mur, un mot lâché dans une déclaration, le tout relevant davantage de la provocation qu'autre chose, et voilà qu'ils se sentent menacés dans leur petite personne insignifiante. Pour qui se prend-elle cette cruche qui n'a pas compris que les institutions ne pouvaient pas se passer du PS comme les républicains ne peuvent pas se passer des démocrates aux Etats-Unis ?

Hier, j'écrivais que l'un des aspects de la personnalité du PS résidait dans la faculté de ses dirigeants, responsables ou élus de faire preuve d'une étonnante amnésie ou de posséder une mémoire très sélective, surtout quand il s'agissait de souvenirs peu à leur avantage. J'ajoutais, ce qui pouvait paraître excessif, que leur morale n'avait rien à envier à la pire pourriture qui existe, qu'ils pouvaient se contredire dans la minute qui suit sans que cela ne les gêne, qu'accuser leurs adversaires des crimes qu'ils avaient eux-mêmes commis par ailleurs ne les embarrassaient pas davantage, etc. En voici un autre exemple.

Dans "L'Impasse", publié en septembre 2007, Lionel Jospin stigmatisait l'ex-candidate Ségolène Royal, "une figure seconde de la vie publique". (Reuters 15.06)

Lui le renégat, le minable carriériste, le champion des privatisations, le loser de 2002 qui appellera à voter Chirac, ce n'est pas une "impasse", c'est un abîme à lui tout seul. Après un tel palmarès, il se permet encore de jouer au procureur, c'est pour dire que même ridiculisé, conspué, piétiné, il affecte un air supérieur, d'où lui vient-il, certainement pas des électeurs qui lui ont fait confiance un jour, pour avoir décidé qu'il n'avait aucun compte à leur rendre.

A l'ENA, ils sont tous formatés dans le même moule pour servir docilement plus tard l'Etat, les institutions, avec ou sans masque selon leur origine ou leur sensibilité. Pour la carrière à laquelle ils se destinent, droite ou gauche n'a pas réellement d'importance, d'ailleurs au sein de cette institution les frontières entre les classes n'existent pas vraiment, elles se confondent ou

elle sont fondues dans l'intérêt supérieur de l'Etat qui réserve un brillant avenir à ses élèves soumis à l'ordre établi.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Qu'est-ce qui fait courir Hollande et le PS ? Hollande légitime la politique de Monti.

- Hollande et Monti d'accord pour faire rapidement plus contre la crise de l'euro - AFP

- Mario Monti de plus en plus impopulaire en Italie - Reuters

- A l'issue d'un conseil des ministres fleuve de près de cinq heures, le gouvernement a annoncé la cession de trois sociétés publiques qui permettra de dégager environ 10 milliards d'euros afin de réduire légèrement la dette colossale du pays qui s'approche des 2.000 milliards d'euros et dépasse les 120% du PIB. (AFP 15.06)

- De 71% d'opinions favorables lorsqu'il a succédé à Silvio Berlusconi, Mario Monti est tombé à 33% du fait des mesures d'austérité et des réformes impopulaires mises en oeuvre par son gouvernement d'experts. (Reuters 15.06)

Monti n'a pas élu, il s'en fout d'être viré lors des prochaines élections. Hollande aussi, il est là pour servir le capital, il n'y a pas à chercher plus loin, il fait le sale boulot et il en supporte par avance les conséquences qu'il connaît parfaitement.

C'est suicidaire direz-vous, assurément, on s'en fout, on ne va quand même pas le plaindre, il aura toujours de quoi se retourner, c'est surtout criminel vis-à-vis de ceux qui l'ont élu et qu'il a trompés. Ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS en partageant la responsabilité.

Syrie. Le gouvernement Hollande-Fabius : Fer de lance de la réaction mondiale au côté de l'impérialisme américain.

La France envisage de fournir aux rebelles syriens des moyens de communication qui les aideraient à prendre le dessus sur les forces du régime de Bachar al-Assad, a déclaré vendredi le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

C'est la première fois qu'un responsable français envisage publiquement une aide matérielle à la rébellion armée contre le régime de Damas. (AFP 15.06)

C'est pas "**on dirait**", c'est sûr !

Mélenchon de retour à Hénin-Beaumont.

"Martine Aubry vient ici pour me damer le pion, mais pas pour Marine Le Pen. On dirait que je suis leur principal ennemi", râle-t-il encore lors d'une brève apparition vendredi matin sur le marché de Hénin. (AFP 15.06)

Il a apparemment de grosses lacunes politiques, à moins qu'il ne soit ébloui par sa modeste personne qui sait ou les deux à la fois.

Aurait-il oublié que les sociaux-libéraux sont viscéralement anticommuniste ? C'est leur marque de fabrique. Ce n'est pas que le PG ou le PCF serait communiste, mais rien que leur référence au communisme, c'est déjà de trop, cela leur file la nausée.

Aurait-il oublié que la classe dominante et ses représentants sous différents masques sont engagés dans une lutte à mort contre la classe ouvrière ? Ils n'en font pas étalage et cela ne se voit pas forcément au premier coup d'oeil.

Voilà ce qui arrive quand on n'a pas la lutte des classes à l'esprit en permanence ou qu'on la troque pour l'intérêt général, pour "*l'intérêt de la France*", on ne sait plus très bien dans quel camp figure tel ou tel parti.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué ou je suis maladroit, je ne condamne pas Mélenchon, pas plus que nos dirigeants, par pragmatisme, parce que j'estime qu'ils ne nous souhaitent pas le sort que nous inflige le capitalisme, contrairement aux staliniens et apparentés et aux sociaux-libéraux prêts à sacrifier l'humanité entière pour qu'ils survivent.

Votez pour votre bourreau !

Le FN, l'os à ronger des opportunistes de tous poils incapables de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, qui refusent de s'y attaquer. Ils appellent logiquement à voter PS demain, ainsi la boucle est bouclée.

- "Le 17 juin, il faudra à la fois amplifier la défaite de l'UMP et barrer la route au Front national.

C'est pourquoi la Gauche anticapitaliste appelle à utiliser le bulletin de vote PS ou EELV, à voter pour le/la candidatE du front de gauche, selon les configurations locales." (Communiqué de la GA - 11 juin 2012)

Je ne sais pas pourquoi ils m'envoient leurs articles, tout comme le M'PEP et d'autres formations politiques à qui je n'ai rien demandé.

POI : Alors, que fera le gouvernement ?

Comment le POI soutient le régime disions-nous, en voici la démonstration.

Communiqué des secrétaires nationaux du POI du 11 juin.

Se servir des illusions que les travailleurs pourraient avoir dans le gouvernement, en leur laissant miroiter qu'ils pourraient en attendre quelque chose, comme s'il ne s'était absolument rien passé en cinq semaines, comme si Hollande et son gouvernement n'avait pas annoncé la couleur, par exemple, qu'il participerait au renflouement des banques en Europe, qu'il refuserait de revaloriser le smic de façon conséquente, qu'il était prêt à bombarder le peuple syrien, etc.

"Une partie des électeurs qui avaient voté pour François Hollande pour en finir avec la politique de Sarkozy et de l'Union européenne ont exprimé que, cinq semaines plus tard, ils sont toujours dans l'attente : y aura-t-il véritable rupture avec la politique d'austérité anti-ouvrière qui, depuis trente ans, frappe notre pays ? (Une autre partie de l'électorat, qui partage la même attente, a tenu à renouveler son vote en faveur de la majorité présidentielle.)"

Les casuistes sont pétris d'incertitudes... quand cela les arrange :

"ces élections semblent se limiter à une alternative : soutenir le président (en votant PS) ou ne pas le soutenir (en votant UMP)."

Ils ne diront pas à leurs militants et aux travailleurs que cela correspond à un objectif politique précis, à un plan que l'UMP et le PS ont élaboré pour éliminer tous les autres partis politiques des institutions, comme aux Etats-Unis ou presque partout en Europe.

Plus loin, ils feignent une nouvelle fois de ne pas savoir de quoi sera faite la politique du gouvernement, un monument d'hypocrisie pour induire militants et travailleurs en erreur.

"La question est posée : que va faire le gouvernement Hollande- Ayrault face aux diktats de la Commission européenne ? Va-t-il s'engager sur la voie de la ratification du traité ou décidera-t-il de s'opposer au viol de la souveraineté nationale que signifierait par exemple l'introduction par ce traité de la « règle d'or » dans la Constitution ? Que va-t-il proposer au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 28 et 29 juin ?"

La meilleure, c'est que tous les espoirs seraient permis, là ils ont franchi une étape, ils accordent un certain délai à Hollande, le bénéfice du doute en prime :

"Dans tout le pays : quelles décisions sur les salaires, le pouvoir d'achat et la Sécurité sociale ? Et aussi : que va devenir la réforme territoriale de Sarkozy, rejetée par la plupart des élus ? Le rejet exprimé par le vote des 22 avril et 6 mai, et confirmé le 10 juin, exige des réponses claires et précises allant dans le sens des attentes du peuple."

Pourquoi ? Pour au final alimenter les illusions dans le PS, Hollande et son gouvernement, jeter les militants et travailleurs dans leurs sales pattes, front unique oblige évidemment, cela doit leur servir de caution morale il faut croire :

"Le conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant qui se réunira les 23 et 24 juin débattrra de la situation et des initiatives qu'il y a lieu de prendre pour amplifier la campagne contre la ratification du TSCG, pour s'adresser une nouvelle fois à l'ensemble des partis, des élus qui affirment représenter les intérêts de la population, de la classe ouvrière et de la démocratie, et au premier rang, le président de la République lui-même, pour dire : « Ce traité ne doit pas être ratifié, non à l'austérité ! »"

Editorial de D. Gluckstein du n°204 d'*Informations ouvrières*, plus extraits de quelques articles de la page 4.

L'opportuniste n'obéissant qu'à ses propres lois, il est capable de dire qu'il ne sait pas tout en affirmant qu'il sait de quoi il retourne, c'est la démonstration que fait D. Gluckstein dans son éditorial :

"Au lendemain des annonces du gouvernement sur les retraites — mesures bien modestes, on en conviendra, et qui n'abrogent en rien la contre-réforme de 2010"

Mesures qui ne remettent pas en cause le passage à 62 ans et à 41 annuités. C'est dommage pour une fois qu'il est modeste Gluckstein, c'est au mauvais endroit, envers le gouvernement.

Il confirme qu'il ne sait pas tout en sachant, c'est tordu pensez-vous peut-être, je n'y peux rien je ne fais que suivre le cheminement de sa pensée ou de sa démonstration :

"100 milliards d'euros ont donc été fournis par la France dont la presse nous apprend que sa dette s'est alourdie d'autant !"

Tiens, on ne savait rien, il ne s'était rien passé depuis le 6 mai, et soudain... Ces 100 milliards d'euros doivent sans doute figurer au titre des *"mesures bien modestes"* qu'a pris le gouvernement après nous avoir dit qu'on ne savait pas très de quoi il retournerait, qu'il faudrait encore attendre pour le savoir...

Non, sans blague, voyez-vous cela, Hollande et ses acolytes pratiqueraient un double langage, finalement ils n'en auraient rien à foutre des travailleurs, ils ne seraient pas vraiment à leur côté, diable, comment cela est-ce possible ! Réponse :

"Et pas un mot de protestation de la part de ceux qui ont le mot « résorption de la dette » à la bouche chaque fois qu'il s'agit de justifier les coups contre les travailleurs et les peuples !"

Et c'est là qu'on s'aperçoit que Gluckstein parle pour ne rien dire ou qu'il ne pense pas vraiment ce qu'il dit, car il sait pertinemment de quoi il retourne, mais chut ! il ne faut pas le dire trop fort, il faut garder un peu, beaucoup d'espace pour le suspens, sinon comment le POI pourrait-il justifier sa ligne politique? :

"Normal pour tous ceux qui ont lié leur sort au système capitaliste."

Attendez, là il y a un truc qu'on ne comprend pas, Hollande et son gouvernement, le PS, ils *"ont lié leur sort au système capitaliste"* et on devrait en attendre quelque chose, on ne saurait pas quelle politique ils vont appliquer, pour un peu on hésiterait à savoir dans quel camp ils se situent.

Et comme Gluckstein et son parti sont liés aux sociaux-libéraux, il serait prêt à leur donner des conseils :

"Franchement, peut-on cultiver l'illusion qu'il serait possible d'amadouer l'Union européenne ou de concilier avancées sociales avec dictature de la troïka ?"

En fait, Hollande et les dirigeants du PS cultivent des illusions malgré eux, ils ne s'en rendent pas compte les malheureux, il a écrit exactement le contraire deux paragraphes auparavant, peu importe.

Et pour que la boucle soit bouclée, il termine son éditorial là où il l'a commencé, oui, c'est une boucle sans fin, sans queue ni tête à l'image de la politique du POI :

"Et à la question qui, au lendemain de ces élections législatives, est au centre de toute la situation : le gouvernement Hollande-Ayrault va-t-il céder, ou refuser de s'engager sur la voie de la ratification ?"

Quel cas de conscience, mettez-vous un instant à la place d'Ayrault, c'est cornélien comme situation franchement !

A la lecture de ce discours on se dit spontanément : voilà des gens qui ne semblent pas avoir des besoins élémentaires urgents à satisfaire, qui ne manifestent pas vraiment un empressement à en découvrir avec le gouvernement.

Où c'est criminel, c'est que quand bien même Hollande et ses godillots de l'Assemblée nationale et du Sénat décideraient de ne pas ratifier le TSCG, ils l'appliqueraient d'une manière ou d'une autre ou ils ne se donneraient pas les moyens d'appliquer une autre politique, notamment en refusant de rompre avec le capital et d'appeler à la mobilisation générale la classe ouvrière, fournissant ainsi arguments et armes à la réaction toujours à l'affût qui ne cessera de le harceler jusqu'à sa chute.

Le POI se considère dans le même camp que le PS et ses satellites, nous nous situons le PS dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, nous considérons qu'il ne peut qu'ouvrir la voie au retour au pouvoir du parti de l'ordre. Il est donc normal qu'il mène un double langage qui consiste à les épargner, tout comme le régime puisqu'il ne peut pas se passer du PS.

C'est ce qui ressort à la page 4 où ils rendent compte d'un terrible drame qui est en train de se jouer et qu'ils regrettent apparemment, relayant généreusement les propos d'un militant d'un militant du PCF parus dans Le Monde du 12 juin : *"C'est la fin d'une époque"*, car *"le PCF risque de n'avoir qu'une dizaine de députés et de ne plus être en mesure de former un groupe parlementaire"*. Les antistaliniens ne devraient pas s'en attrister, ce n'est pas le cas du POI. Mais, mais, il y en a qui sont

en train de perdre leur latin, mais je croyais qu'ils étaient de féroces antistaliniens, sur le papier sans doute, théoriquement, dans les faits c'est autre chose ils en font la preuve ici.

Dans un autre article de la même page, les voilà qui se font les porte-parole des militants du PS qui n'ont pas digéré l'accord électoral PS-EELV :

"Cela a soulevé, dans bien des endroits, de nombreuses protestations des militants du PS", légitimes selon le POI, à croire que ce sont ses affaires (sic !), si l'on tient compte de la tonalité générale de cet article.

Toujours plus bas.

Dans un autre article toujours dans la même page :

"Le score du Front national (13,6 %) témoigne indiscutablement d'une radicalisation à droite d'une partie de l'électorat de l'UMP", à croire que *"l'électorat de l'UMP ne serait composé que de patrons, leurs conjoints, leur progéniture en âge de voter, des réacs qui ont de bonnes raisons de l'être, le POI cédant à la mode à la manière d'un Mélenchon ou d'un Laurent pour lesquels il existerait un électorat de droite et un électorat de gauche, naturel, prédéterminé génétiquement pour ainsi dire, comme ils auraient bien du mal à en trouver d'extrême gauche ou de révolutionnaire, autant dire adieu tout de suite au socialisme ! Au fait, combattent-ils vraiment pour le socialisme, on n'en a pas vraiment l'impression ici, non ?*

Le POI n'est pas à proprement parlé un parti institutionnel, sa participation aux institutions est plus ou moins camouflée, cependant il en a tous les attributs en privilégiant une conception de la lutte des classes qui se réduit à des rapports d'appareils, on finira par là aujourd'hui :

"La direction nationale du PS a soutenu le parachutage de Ségolène Royal, ex-candidate PS à la présidentielle en 2007 et présidente PS de la région Poitou-Charentes, contre la candidature de l'ancien dirigeant de la fédération locale du PS".

Ils y voient la marque de la "décomposition" du PS associée à celle de la Ve République, comme si Olivier Falorni et les militants du PS n'étaient pas aussi "décomposés" que Marie-Ségolène Royal, non, ce seraient des gens bien qui gagneraient à être connus, des révolutionnaires pour eux, c'est moi qui le rajoute, le POI comptant se construire en récupérant des adhérents du PS en perdition, sauf idéologiquement.

Plus haut, ils s'émouvaient du triste sort réservé au PCF et au PG, on en a la larme à l'oeil, ici c'est au tour du PS qu'ils veulent absolument sauver contre lui-même, sans rire, en toute indépendance notez bien.

On va les rassurer et leur remettre en mémoire ce qu'ils semblent avoir oublié : le capital, les institutions ont besoin du PS, ils ne peuvent pas s'en passer, tout comme de l'autre côté de l'Atlantique ils ne peuvent pas se passer du parti démocrate lié malheureusement au mouvement ouvrier américain, tout comme le PS en France, quelle coïncidence franchement ! Ajoutons que si cela ne suffit pas à faire du parti démocrate un parti ouvrier, cela ne suffit pas ou plus exactement pour faire du PS un parti ouvrier.

INFOS EN BREF

Social

Paraguay

Une intervention policière pour déloger vendredi des paysans sans terre d'une propriété au Paraguay a viré au massacre et au moins 16 personnes, sept membres des forces de l'ordre et neuf occupants, ont péri dans des échanges de coups de feu, ont annoncé les autorités.

Les heurts, qui ont également fait environ 80 blessés, ont opposé 300 policiers et 150 paysans qui occupaient une propriété agricole appartenant à l'homme d'affaires local Blas Riquelme, située dans la localité de Curuguay, à 250 km au nord-est d'Asunción.

L'intervention des forces de l'ordre répondait à *"un ordre judiciaire. Nous avons agi conformément à la loi"*, a-t-il expliqué. *"Nous savions qu'il y avait des armes, surtout des fusils, des carabines et des armes de poing. C'est pourquoi nous avons envoyé sur place 300 agents pour procéder à l'expulsion"*, a ajouté M. Filizzola.

Walter Gomez, un responsable policier du département de Canindeyu, où se trouve la propriété occupée, a affirmé sur une télévision locale que les paysans disposaient d'*"armes de gros calibre, comme des fusils M-16"* et avaient *"tiré pour tuer"*.

Selon le ministre de l'Intérieur, quand les responsables du détachement policier se sont approchés des leaders paysans pour négocier, "ils ont été reçus par des tirs".

Ensuite, les occupants se sont dispersés et ont gagné une zone boisée, où ils ont été encerclés: "Nous avons toujours 321 policiers sur place, appuyés par des hélicoptères", a précisé M. Filizzola.

La propriété se situe dans une région exploitée en grande partie par des "Brasiguayens" (contraction de Brésilien et Paraguayen), de prospères producteurs de soja brésiliens, installés depuis 40 ans sur les terres les plus fertiles du Paraguay, sur les rives du fleuve Parana, à la frontière avec l'Argentine et le Brésil, acquises à l'époque dans des conditions très avantageuses accordées par le dictateur paraguayen Alfredo Stroessner (1954-1989).

Dans un bref communiqué, l'actuel président de gauche Fernando Lugo a exprimé "son soutien absolu" aux forces de l'ordre et présenté ses condoléances aux proches des victimes. Il a également ordonné aux forces armées de soutenir la police, "en accord avec la loi".

M. Lugo a convoqué au palais présidentiel les ministres de l'Intérieur, de la Défense et le commandant des forces armées pour analyser la situation alors que le Sénat s'est réuni en séance plénière spéciale pour débattre de l'éventuelle instauration de l'état d'urgence dans la zone.

Proche du président Lugo, le dirigeant paysan José Rodriguez a déclaré pour sa part que ces affrontements "pouvaient être un +auto-attentat+ de la police" destiné à justifier la mort des paysans.

Les conflits terriens sont récurrents au Paraguay, où 2% de la population possède 80% des terres. (AFP 15.06)

Economie

1- Analyse d'un économiste

Les Ministres européens font de la cavalerie.

Définition

La cavalerie est un processus financier où de nouveaux emprunts servent sans cesse à rembourser les emprunts antérieurs. Le système s'écroule lorsque l'emprunteur n'obtient pas le Nième prêt : il sait alors qu'il ne pourra pas rembourser l'emprunt précédent. La cavalerie est une tentation pour des acteurs économiques, au départ honnêtes, mais confrontés à des difficultés qu'ils croient passagères. Si c'est bien le cas, ils pourront se tirer d'affaire et tout rembourser – et personne n'aura matière à se plaindre, ni même à s'en douter. Dans le cas contraire, la chute sera retardée mais n'en sera que plus brutale.

La cavalerie est une escroquerie bancaire réprimée par la LOI.

Le système bancaire espagnol est en faillite. L'Espagne va donc emprunter à la communauté européenne à 3%. Autrement dit, chaque pays de la communauté européenne va devoir prêter de l'argent à l'Espagne selon un certain prorata. Pour pouvoir prêter à l'Espagne, l'Italie (dont le système bancaire est également en faillite et l'Etat endetté jusqu'au cou) va devoir emprunter sur les marchés. L'Italie va emprunter à 6% de l'argent qu'elle va prêter à 3%. Les escrocs des finances italiennes, qui font partie du clan mafieux de GS, comme le patron de la BCE, comme tant d'autres aux commandes ou dans l'ombre, vont sciemment alourdir la dette de l'Italie de 3%.

La Grèce va t'elle emprunter aussi pour sauver l'Espagne, qui emprunte de son côté pour sauver la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la France ?

Ils se foutent de notre gueule.

N'y a t'il plus de shérif en ville ? N'y a t'il pas un avocat ou quelque juge qui lise ces lignes et qui ne soit pas de leur confrérie ? Bougez-vous !

Quand les boutiquiers du sentier font tourner l'argent entre leurs sociétés bidons pour estamper les banquiers, il y en a plein les journaux et la police leur tombe dessus. Là, ce sont les banquiers et les plus hautes autorités financières européennes qui font de la pure cavalerie au su et au vu de tous et il n'y a personne pour les arrêter et les mettre en tôle ?

Il n'y a malheureusement pas de loi en France comme aux Etats-Unis, qui permettrait à un simple citoyen d'arrêter un criminel, sinon, je descendrai dans l'arène.

Mais que font les associations de contribuables ? C'est leur rôle de porter plainte contre ces bandes de malfaiteurs, qui nous ruinent sciemment pour le profit de quelques banquiers complices, qui se ramassent 3% à nos dépens. (...)

Hey toi le banquier et toi le politicard qui se cache derrière ta respectabilité, souvenez-vous de cette affiche sur les murs de Bruxelles, où vos cravates servaient à un tout autre usage. Ne soyez pas si certain que vous maîtriserez la colère des peuples et qu'ils ne sauront pas vous extraire de vos bunkers comme des bigorneaux de leur coquille ! à la fourche ! (Liesi 14.06)

2- Italie

On brade, on liquide, tout est à vendre ou presque !

A l'issue d'un conseil des ministres fleuve de près de cinq heures, le gouvernement a annoncé la cession de trois sociétés publiques qui permettra de dégager environ 10 milliards d'euros afin de réduire légèrement la dette colossale du pays qui s'approche des 2.000 milliards d'euros et dépasse les 120% du PIB.

Ces groupes - Fintecna, holding qui contrôle notamment les chantiers navals Fincantieri, Sace, société de crédit et d'assurance-crédit à l'exportation, et Simest, société d'aide au développement des entreprises italiennes à l'étranger - seront vendus à la Caisse des dépôts italienne. Ce qui permettra de les garder dans le giron étatique tout en réduisant l'endettement public.

Toujours en vue de tailler directement dans la dette, sans attendre que l'équilibre budgétaire prévu en 2013 ne commence à la faire reculer, Rome a décidé de mettre sur pied un fonds dans lequel seront placés "tous les immeubles publics" de l'Etat et des collectivités locales. Des immeubles qui seront ensuite "valorisés et vendus".

Le gouvernement n'a pas donné d'estimation sur le produit de la cession de ces biens immobiliers mais le quotidien Il Sole 24 Ore, citant des "*sources bien informées*", affirmait vendredi que Rome visait un total de 30 milliards d'euros de cessions d'ici la fin de l'année et de 200 milliards en cinq ans.

Notant que des "milliers" de sociétés locales de services publics (eau, déchets, etc..) pouvaient aussi être cédées, le vice-ministre de l'Economie Vittorio Grilli a toutefois assuré que le gouvernement ne comptait pas céder ses parts dans Eni (pétrole), Enel (énergie) et Finmeccanica (défense).

Hormis la dette, le gouvernement a pris des mesures vendredi sur l'autre front d'inquiétude pour l'Italie, la croissance.

Qualifié de "*très robuste*" par M. Monti, l'enveloppe de mesures "*urgentes*" adoptée vise à relancer la troisième économie de la zone euro, entrée en récession depuis la fin 2011 sous le poids de l'austérité.

Parmi ces nombreuses mesures, figurent la relance des chantiers d'infrastructures grâce à la défiscalisation des partenariats public-privé ou la simplification des aides aux entreprises qui seront regroupées dans un seul Fonds.

Le gouvernement a par ailleurs décidé d'augmenter la déduction fiscale sur les travaux de rénovation afin de soutenir le bâtiment, d'attribuer un crédit d'impôt pour l'embauche de jeunes "*hautement qualifiés*" ou de raccourcir les délais de la justice civile.

Selon le ministre du Développement économique, ces mesures devraient permettre d'injecter dans le circuit économique de 70 à 80 milliards d'euros de ressources publiques et privées. (AFP 15.06)

3- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint fin mars un nouveau record historique, représentant 72,1% (774,549 milliards d'euros) du PIB, huit points et demi de plus qu'il y a un an (63,6%), selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

Le niveau de la dette espagnole devrait fortement progresser au cours de 2012, le gouvernement tablant sur 79,8% du PIB en fin d'année, une prévision ne tenant pas compte du prêt européen aux banques espagnoles, qui pourrait atteindre 100 milliards d'euros et augmenter alors la dette de dix points.

La dette du pays est en hausse continue depuis le premier trimestre 2008, où elle atteignait 35,8% du PIB, après plus d'une décennie de baisse, alors que l'Espagne était en forte croissance avec des comptes publics excédentaires. (AFP 15.06)

4- Chine

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a jugé vendredi que les droits de douane imposés par la Chine à l'importation des

Etats-Unis de certains aciers laminés en bobine étaient illégales, dans un rapport publié à Genève.

Washington avait saisi l'organisation en septembre 2010, estimant que des mesures violaient une série d'accords, en particulier celui du GATT de 1994, ceux de l'OMC et les accords anti-dumping.

Dans ses recommandations, le groupe a constaté que *"la Chine a agi d'une manière incompatible avec certaines dispositions"* des accords anti-dumping et a appelé Pékin à se *"mettre en conformité"* avec les réglementations du commerce international.

Ce contentieux concerne l'imposition par Pékin de droits de douane sur de l'acier électrique à grains orientés laminé en bobine.

Les Etats-Unis avaient contesté ces droits de douane imposés au prétexte que l'acier américain aurait été vendu à des prix artificiellement bas sur leur marché, et les industriels subventionnés par Washington.

Le gouvernement américain a estimé avoir remporté *"une victoire non seulement importante pour les sidérurgistes de Pennsylvanie et d'Ohio, mais aussi les agriculteurs et travailleurs d'autres secteurs exportant vers la Chine"*.

C'est de ces deux Etats américains que viennent les industriels lésés qui avaient poussé le gouvernement à porter plainte, AK Steel Corporation et Allegheny Ludlum.

"Cette décision envoie un autre signal clair à la Chine pour lui dire qu'elle doit en faire plus pour tenir ses engagements vis-à-vis de l'OMC, et qu'elle sera tenue responsable si elle ne se plie pas aux règles de l'OMC", a indiqué le représentant au Commerce extérieur, Ron Kirk, cité dans un communiqué.

La représentation chinoise à l'OMC à Genève s'est pour sa part félicitée dans un communiqué de trois points en sa faveur dans le rapport. Sur les autres points, *"la Chine va poursuivre son examen et se réserve le droit de faire appel"*, a-t-elle ajouté. (AFP 15.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juin

CAUSERIE

Le 29 mai Hollande a dit *"Il va falloir faire un effort, c'est certain"*, Ayrault l'a confirmé pour les sourds le 13 juin *"tout le monde doit faire un effort"*, lire l'article en ligne dans cette page, à moins d'être inconscient ou masochiste, on a aucune raison de voter pour les candidats d'un parti qui va nous imposer de nouveaux sacrifices pour renflouer ou engraisser les banquiers de toute l'Europe comme n'a cessé de le faire l'UMP avant lui depuis 2008.

Le 10 juin, plus de 20 millions de travailleurs ont refusé de voter ou de se prononcer en faveur des candidats du parti au pouvoir depuis le 6 mai, demeurant sourd aux appels répétés des dirigeants du PS de donner une *"large majorité"* à Hollande et son gouvernement, à croire qu'ils avaient une bonne raison de s'abstenir ou de voter blanc ou nul.

Question : est-ce à nous de les ramener dans le giron de ce parti contre-révolutionnaire ou dont on sait qu'il n'y a rien à attendre de bon ? Pourquoi ? Parce qu'on est toujours incapable de les organiser, de gagner leur confiance ? Donc si on comprend bien, il faudrait refuser de regarder la réalité en face et tenter de forcer le destin. Un tel procédé permettrait-il aux masses de se défaire des illusions qu'elles placent encore dans le capitalisme et les institutions, si tel était le cas cela se saurait et les choses seraient beaucoup plus simples en effet, mais c'est se leurrer en vérité.

Si les travailleurs n'adhèrent pas à notre politique et que nous demeurons incapables de construire un nouveau parti communiste, c'est peut-être parce que nous ne savons pas comment nous y prendre, le problème il vient de nous uniquement, de nos dirigeants qui ne possèdent pas les qualités requises.

Certes la situation n'est pas facile, mais pour être impartial, il faut reconnaître que la crise nous a fourni une quantité considérable d'arguments pour étayer notre politique pour la rendre plus accessible aux travailleurs, encore faudrait-il avoir la volonté d'adapter notre discours pour la mettre à leur portée, ce que l'on ne sait toujours pas faire apparemment.

Des manifestations importantes et des grèves générales à répétition ont eu lieu en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce, mais aussi dans une moindre mesure en Belgique, en Irlande et en Allemagne. Des mouvements révolutionnaires ont eu lieu en Tunisie, en Egypte, au Yémen notamment.

Des manifestations ont également eu lieu récemment dans un nombre important de pays de la Chine à la Bolivie en passant par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, on pourrait ajouter des pays où les manifestations sont extrêmement rares, à Bahrein, au Koweït, en Arabie Saoudite.

On ne peut donc pas dire que le mouvement ouvrier internationale serait dans une phase de reflux, alors que partout ou presque il a manifesté sa volonté de passer à l'offensive contre le capitalisme mondial.

Là aussi, nous avons été incapables de nous appuyer sur cette expérience et de l'intégrer dans une perspective politique révolutionnaire. Si nous demeurons incapables de traduire en terme de tâches et d'objectifs politiques ces enseignements, nous sommes condamnés à végéter.

Les travailleurs et la plupart des militants qui ont un niveau théorique très bas, ont besoin de comprendre la situation pour s'engager politiquement, or ce n'est certainement pas à partir de discours formatés par et pour une élite, des intellectuels ou des militants aguerris, qu'on parviendra à améliorer la situation sur ce plan-là. On peut estimer que la méthode qui consiste à *couper les cheveux en quatre* ou à décortiquer une question pour la ramener à son expression la plus simple comme nous le faisons n'est pas la bonne, pourquoi pas, c'était cependant celle utilisée autrefois par les marxistes avec un certain succès.

Nous ne vivons pas à la même époque, c'est entendu, je ne cesse de le marteler aux dogmatistes, mais que constatons-nous, que certes nous disposons d'un nombre d'informations sans commune mesure en comparaison, mais elles sont diluées, sans direction ou orientation, de ce fait elles sont quasi inutilisables où on ne sait pas trop quoi en penser à l'arrivée, c'est l'une des vertus d'Internet où finalement on ne sait pas trop quoi penser entre info et intox, bref on n'est pas plus avancé qu'à l'époque où il n'existait que la presse écrite et le télégraphe, le service postal par diligence où l'on était renseigné sur ce qui se passait dans le monde plusieurs semaines après ou davantage encore.

Du fait que personne ne veut véritablement et sérieusement s'atteler à cette tâche qui peut apparaître ingrate et épuisante au premier abord, les masses n'ont pas a priori à avoir confiance davantage dans tel ou tel parti ou telle formation politique. D'autant plus que, de plus en plus souvent avec l'élévation du niveau d'instruction (scolarisation obligatoire) et le développement des moyens de communication chacun prétend détenir la vérité, en fait un petit bout qui n'a ni queue ni tête, on en revient à ce qui a été dit dans le paragraphe précédent, qui ne sert à rien, qui est inutilisable en l'état. Pendant que l'on passe à côté des vérités les plus simples sans lesquelles on ne peut pas interpréter correctement la situation, par exemple que le capitalisme repose sur le vol de notre force de travail, qu'il est impossible de le légitimer, et pourtant cela fait plus de deux siècles qu'il existe.

Si vous n'avez pas intégré cet élément déterminant, vous ne pouvez pas comprendre les rapports entre les classes, donc entre les partis, les institutions, l'Etat, vous êtes incapables ou il est très difficile de vous situer sur le terrain des besoins de votre propre classe, et si vous y parvenez, vous ne pouvez pas défendre cette position, car cet élément vous fait défaut, pourquoi vos besoins seraient plus légitimes que ceux du capitaliste qui vous fournit un travail et vous permet de vivre, selon lui évidemment, mais pourquoi est-il si important, parce qu'il permet de comprendre le processus dialectique qui est à l'oeuvre dans le développement historique et l'évolution du capitalisme mondial, vers quoi il tend inexorablement, la crise, son effondrement, la paupérisation croissante de la population, la guerre, la barbarie sous toutes ses formes, qui comprend le saccage systématique de notre planète, la dégénérescence de la civilisation humaine, on ne peut pas le comprendre ou on ne peut pas en être convaincu si on n'en connaît pas l'origine. C'est une question de dialectique que nous n'avons pas suffisamment assimilée, plus qu'une question purement politique notez bien, dès lors qu'on partage l'analyse du capitalisme de Marx et Engels.

On va arrêter là aujourd'hui, avant juste un truc personnel pour illustrer mon propos.

J'ai conscience d'avoir de graves lacunes que je ne pourrai jamais combler, par conséquent je ne serai jamais un dirigeant du mouvement ouvrier et je ne le souhaiterais pas pour cette raison, mais parce que je ne nie pas ces lacunes, je m'emploie à les combler au fur et à mesure de mon intervention politique, elles ne disparaissent pas, mais elles ne sont pas un handicap insurmontable pour comprendre les choses, à mon rythme et à ma manière parfois désordonnée, par contre je pourrai fournir tous les efforts dont je suis capable, ce ne sera jamais suffisant pour acquérir les qualités requises pour faire un dirigeant digne de ce nom, d'ailleurs cela ne me viendrait pas à l'esprit de l'envisager un jour, ce ne serait pas un service à rendre à mon parti.

Si j'ai réussi à surmonter cet handicap, c'est parce que je me suis résolu à regarder la réalité en face, ma propre condition, une fois cernées mes lacunes je m'en suis servi comme d'un levier pour pousser toujours plus loin mes analyses, d'un aspect négatif de ma propre expérience, j'en ai fait un point d'appui pour essayer de toujours progresser, mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Si j'osais une métaphore, je dirais que je traîne un boulet qui ralentit ma course, cela m'oblige à changer de braquet pour arriver en haut d'une cote quand il s'en présente une ; l'essentiel ce n'est pas le braquet qu'on a employé, c'est de ne pas avoir posé le pied avant le sommet, mais en cas d'erreur de braquet, c'est lui qui devient déterminant, et si je peux me permettre, je ne suis pas sûr que nos dirigeants aient conscience du braquet qu'il fallait employer pour affronter les difficultés qui attendaient le mouvement ouvrier et je crains qu'ils n'aient mis le pied à terre avant d'avoir atteint la ligne d'arrivée.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques, c'est maintenant. (suite)

D'un monarque à un autre.

- Décès du prince héritier saoudien - François Hollande : *"La France perd un ami"* - LePoint.fr

Le peuple syrien aussi ! L'"ami" d'un régime antidémocratique et rétrograde, archaïque, moyenâgeux, d'une pétro-monarchie dégénérée pratiquant la charia et ami de l'Etat sioniste et de l'impérialisme américain, ne peut pas être notre "ami".

Vous connaissez la formule : les amis de mes amis sont mes amis, alors les amis de mes ennemis ne peuvent pas être mes amis, je compte donc Hollande, son gouvernement et le PS parmi mes ennemis.

L'illusion peut être élevée au rang d'idéal et se confondre un instant avec la réalité, elle n'en demeure pas moins une illusion. Demandez à Mélenchon ce qu'il en pense, il vient d'en faire les frais. Demandez-lui quels enseignements il en a tiré, mais je ne suis pas sûr qu'il soit en mesure de vous répondre.

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

L'Italie est de nouveau menacée par un désastre économique, a averti samedi le président du Conseil Mario Monti alors que des milliers de personnes manifestaient à Rome contre les mesures d'austérité destinées à rétablir l'équilibre des finances publiques.

"Nous avons déjà par le passé évité le précipice mais le fossé s'élargit toujours et risque de nous engloutir. Nous sommes de nouveau dans une crise", a dit le chef du gouvernement lors d'une cérémonie près de Milan, à la veille d'élections législatives en Grèce qui seront décisives pour l'avenir de la zone euro.

A la tête d'un gouvernement de techniciens, Mario Monti qui a succédé en novembre dernier à Silvio Berlusconi a fait adopter un programme d'austérité draconien qui a soulevé la colère des syndicats et d'une partie de la population.

Pour compenser en partie les effets néfastes de cette austérité, le gouvernement a annoncé vendredi un programme de privatisations, de réduction des dépenses des ministères et d'aides fiscales aux ménages et aux entreprises dans le cadre d'un *"décret de croissance"*.

Les trois principales organisations syndicales de la Péninsule ont organisé samedi matin un défilé anti-austérité dans le centre de Rome qui s'est achevé par un grand rassemblement place du Peuple.

Selon les organisateurs, 200.000 personnes ont participé à cette manifestation.

"Nous sommes ici parce que la politique gouvernementale ne fait qu'aggraver la récession dans notre pays", a déclaré à Reuters Television Susanna Camusso, secrétaire générale de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), la première centrale syndicale d'Italie.

A propos de la Grèce, a-t-elle ajouté, *"il faut se rappeler que si ce pays est en difficulté, c'est parce que l'Europe n'a pas opté dès le départ pour une politique sociale afin de sortir de la crise"*.

Le défilé romain s'est déroulé sans incidents. (Reuters 16.06)

2- Egypte

Le Conseil suprême des Forces armées (CSFA), au pouvoir en Egypte, a ordonné la dissolution du parlement, validant une décision de la Haute cour constitutionnelle qualifiée de *"coup d'Etat"* par les islamistes.

La juridiction a invalidé jeudi un tiers des 498 sièges du Parlement, dominé par les islamistes, en estimant que certaines règles appliquées lors des législatives de l'hiver dernier étaient contraires à la Constitution. Cette décision a entraîné la dissolution de la chambre basse du parlement.

Selon un responsable du bureau du président du parlement, le chef du CSFA, le maréchal Hussein Tantaoui, a adressé une

lettre dans laquelle il signifie la dissolution du parlement et interdit l'accès du bâtiment aux anciens députés.

Les Frères musulmans, qui ont prévenu que l'Egypte allait au devant de "*journées très difficiles*", estime que le parlement ne peut être dissous que par le biais d'un référendum populaire.

Cet ordre de dissoudre le Parlement "*représente un coup d'Etat contre le processus démocratique dans son ensemble*", indique la confrérie islamiste sur la page Facebook de sa formation politique, le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ).

Dans un autre communiqué, le PLJ estime que la dissolution du parlement confirme la volonté du CSFA de "*s'emparer de tous les pouvoirs contre la volonté du peuple*."

Les Egyptiens sont appelés à voter samedi et dimanche pour le second tour de l'élection présidentielle qui oppose Ahmed Chafik, ancien commandant en chef de l'armée de l'air et dernier Premier ministre d'Hosni Moubarak, au candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi. (Reuters 16.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juin

CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie à partir des quelques articles de presse disponibles au début de matinée (heure locale).

Question qui servira de cadre à notre causerie ou chronique du jour : Alors qu'un électeur sur deux n'a pas participé à cette farce électorale, peut-on affirmer que l'Assemblée nationale, les institutions seraient légitimes ?

Avant de répondre à cette question, voyons les résultats à grands traits. Un article réalisé à partir de plusieurs sources, AFP, Reuters, Lemonde.fr et Libération.fr.

Pour commencer, faisons-nous plaisir.

Les battus, en famille s'il vous plaît : Morano, Guéant, Alliot-Marie, Raoult, Joissains-Massini, Tron, Lefèbre, Novelli, Bayrou, Lang, Royal...

Maintenant les chiffres fournis divergent quelque peu d'une source à l'autre, je tenais à le préciser. Il faudra se connecter plus tard sur le portail du ministère de l'Intérieur pour obtenir les chiffres définitifs. Les paragraphes précédés d'un tiret signalent les extraits d'articles de presse, mes commentaires figurent à la suite si nécessaire, à leur tonalité vous les reconnaîtrez.

- Avec 346 sièges, contre 226 pour la droite parlementaire, la gauche obtient une confortable majorité à l'Assemblée.

Avec ses proches alliés (PRG, MRC, divers gauche), le PS obtient 314 sièges, selon les résultats définitifs connus vers 00H15. La majorité absolue est de 289 sièges. Au total, la gauche obtient quelque 51% des voix.

Donc la "gauche" obtient 51% et la "droite" 49%, sur fond d'une abstention massive, record depuis l'avènement de la Ve République. Question : les quelque 45 ou 46% des électeurs qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul n'auraient-ils pas renvoyé dos-à-dos "droite" et "gauche" qui finalement partagent le même programme sur le fond ? Les éléments fournis plus loin permettront d'affiner cette question et d'y répondre.

- Avec 291 sièges, le PS obtient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale, du jamais vu depuis 1981. EELV et Front de gauche sont des alliés superflus à l'Assemblée.

Les écologistes d'EELV ont pu obtenir, malgré leur faible score de la présidentielle, 18 sièges, largement de quoi composer un groupe parlementaire (le seuil est à 15 sièges). Soit 14 députés de plus que lors de la dernière législature.

A droite, l'UMP et ses alliés (radicaux, centristes, DVD) obtiennent 229 sièges et perdent plus d'une centaine de députés par rapport à 2007.

L'abstention atteint un record à 44 %, 4 points de plus qu'il y a 5 ans.

Les trois candidats les mieux placés à la présidentielle de 2007, Sarkozy, Royal et Bayrou sont éjectés en 2012

Le Centre est moribond, liquidé, en période de crise, les classes se radicalisent, il n'y a donc plus de place pour le Centre, en admettant qu'il en ait eu une un jour.

- Français de l'étranger: 8 circonscriptions sur 11 pour le PS (Slate.fr 17.06).

Je n'ai pas les résultats complets, j'ai entendu hier soir sur France 2 que dans la circonscription englobant les Etats-Unis et le Canada la participation avait été de 11%, vous lisez bien il n'y a pas erreur, 11%; Ce qui fait que le candidat qui doit avoir recueilli un peu plus de la moitié des voix exprimées, est élu avec à peine 6% des inscrits. Il y aura donc à l'Assemblée nationale des députés qui siègeront après avoir obtenu une infime minorité de voix des électeurs, autant dire qu'ils sont illégitimes.

Question : le même constat ne vaut-il pas pour l'Assemblée nationale toute entière compte tenu qu'un électeur sur deux a refusé de légitimer les institutions de la Ve République en refusant de participer à cette mascarade, en s'abstenant ou en votant blanc ou nul ?

- Le Front de gauche subit un revers. Avec 10 élus seulement (9 communistes et un Parti de gauche), le groupe perd neuf députés par rapport à 2007. Le groupe comptait en effet 16 élus communistes et apparentés et 3 élus du Parti de gauche.

- *"C'est certain que c'est décevant, a réagi, dimanche soir, Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF. Le pourcentage des voix obtenues nous laissait espérer un meilleur résultat."* En cause, selon lui, le scrutin majoritaire : *"Il y a une prime au parti présidentiel et au bipartisme"*, dénonce-t-il. Il réfute toute erreur stratégique. *"Notre stratégie n'est pas déterminée par le nombre de sièges mais par ce qui permet de répondre aux grandes questions de notre pays"*, affirme-t-il. (lemonde.fr 17.06)

Question : A quoi correspondent les 10% du Front de gauche ? Aux seules voix ou presque des militants du mouvement ouvrier. Quant aux travailleurs inorganisés qui sont aux alentours de 90%, ils se sont abstenus, ils ont voté blanc ou nul pour l'immense majorité d'entre eux, le reste a voté PS ou UMP.

Ainsi les travailleurs ont témoigné leur défiance ou leur rejet de la quasi totalité des partis qui se sont présentés à ces élections législatives, aucun a leurs yeux n'est légitime. Faut-il s'en étonner ? Non bien sûr, nous n'avons cessé d'expliquer qu'ils étaient coupés des masses, on en a ici la démonstration.

A mon avis, ce n'est pas dû au fait qu'ils auraient fait une mauvaise campagne ou qu'ils se seraient trompés de stratégie, ce n'est pas dû non plus aux particularités de la situation actuelle, ni au calendrier législatif qui leur serait défavorable, ça ce sont les arguments ou les prétextes falacieux que les uns et les autres ne vont pas manquer de mettre en avant pour justifier leur déroute ou échec auprès de leurs militants, alors qu'en réalité, ce résultat pitoyable des partis qui se réclament du socialisme remonte beaucoup plus loin, à leur incapacité d'exprimer les besoins des travailleurs dans des termes qui leur soient compréhensibles, qui est le produit de la gangrène réformiste qui n'a cessé de ronger le mouvement ouvrier et son avant-garde depuis l'après-guerre, ces résultats en sont le point d'orgue d'une certaine manière, ils paient le prix de leur collaboration ou de leur collusion avec le régime qu'ils soutiennent tous chacun à leur manière.

Tous ont appelé à voter Hollande le 6 mai et PS les 10 et 17 juin.

En procédant de la sorte, ils ont tenu à donner au Bonaparte de service une majorité absolue à l'Assemblée nationale conformément à l'esprit de la Ve République qui sort renforcée de ce scrutin, ce qui a été rendu possible par leur refus d'associer à leur combat politique le combat contre les institutions ou d'en faire l'axe de leur combat politique, les épargnant sans cesse (POI) ou les faisant littéralement disparaître (NPA, LO) de leur combat au point de se demander si elles existaient encore !

La plupart des militants de ces partis et du PCF se refusent à se poser certaines questions, ils rejettent cette analyse, peu importe, notre devoir est de les poser devant tous les militants du mouvement ouvrier et les travailleurs.

En confortant Hollande et le PS, ils ont ainsi collaboré à l'entreprise qui consistait à donner l'illusion qu'ils disposeraient d'une légitimité pour mener à bien leur politique réactionnaire, qui au regard de l'abstention est en réalité une imposture. C'était une manière comme une autre de soutenir par avance le régime en place tout en prétendant le combattre.

En revanche ou à l'opposé, si tous ont appelé à voter Hollande et pour le PS, les travailleurs dans leur immense majorité ont répondu négativement aux appels répétés d'Ayrault et Aubry notamment de donner *"une large majorité présidentielle"* à Hollande et au gouvernement pour appliquer leur politique en s'abstenant ou en votant blanc ou nul, ne suivant pas les consignes de vote implicites ou explicites de tous les partis et formations politiques du mouvement ouvrier.

Question à la suite de ce constat. Où se situent ces partis et ces formations politiques : au côté de Hollande et du PS qui incarnent

le capital, ou au côté des travailleurs qui ont témoigné leur refus de leur accorder leur confiance à partir de leurs propres besoins que le PS ne sauraient incarner ?

Je ne vais pas répéter ici ce que j'ai déjà dit dans des causeries précédentes à maintes reprises. Ces partis ou formations politiques ont un grave problème tactique et stratégique à résoudre apparemment.

Ils sont à la fois incapables d'incarner les besoins quotidiens des travailleurs tels qu'ils se les représentent et qui constituent une priorité pour eux, préférant s'attaquer à leurs illusions qu'illustrent leur soutien à l'euro et à l'UE qu'ils assimilent à l'Europe ou encore en mettant au premier plan le combat contre l'extrême droite que les travailleurs considèrent comme secondaire, à tort peut-être, sauf qu'à refuser de tenir compte de quelle manière les travailleurs abordent la situation actuelle, on se coupe des masses et de ses éléments les plus avancées qui ne sont pas forcément ceux qui sont organisés dans le mouvement ouvrier qui ne représentent qu'une minorité du prolétariat.

Précisions. Nous partons du principe que ces échéances électorales et la campagne politique qui devait être menée durant cette période, devaient avoir comme seul objectif la construction du parti, or, comme aucun parti n'était orienté dans cette direction, les résultats qui en ressortent sont conformes à ce qu'on pouvait attendre des politiques opportunistes menées par les uns et les autres.

Tous les partis qui ont participé aux législatives ont tenu un double langage aux travailleurs sur le gouvernement en prétendant ne pas vraiment savoir quelle politique il allait appliquer au lendemain du 17 juin tout en expliquant ailleurs le contraire ! Notons que le jésuitisme dont se pare le front unique, est fait de la même pâte molle qui finalement revient à concilier les contraires et à embrouiller les esprits, au lieu de les éclairer sur la nature exacte du PS et ses satellites qui sont des institutions à part entière du régime dont les masses se sont justement détournées.

Pour notre part, nous considérons qu'il est possible de proposer aux travailleurs une issue politique conforme à leurs intérêts et au socialisme qui partent de leurs besoins élémentaires en les situant dans une perspective révolutionnaire.

On nous rétorquera que dans l'état actuel des choses, c'est quasiment impossible, cela tient du délire, etc. et que c'est la raison pour laquelle il faut au contraire leur tenir un discours axé sur d'autres objectifs que la Constitution, les institutions, le gouvernement ouvrier, l'extinction des classes et de l'Etat, le socialisme, puis le communisme, le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté à l'échelle de l'humanité, leur préférant la lutte, la lutte, la lutte, déconnectant le combat pour les revendications sociales du combat pour l'émancipation du capital contre l'Etat, réduisant finalement leur combat au trade-unionisme ou les baladant à Bruxelles, Strasbourg, Frankfurt ou Washington.

Sur le plan pratique comment se présente la politique que nous préconisons ?

C'est très simple, trop apparemment, tellement simple qu'on passe systématiquement à côté, si la survie du capitalisme est incompatible avec la satisfaction de nos besoins ou aspirations, avec notre volonté ardente de voir nos difficultés réduites, nos problèmes résolus pour que nos enfants et petits-enfants aient la possibilité d'accéder à une vie meilleure dans une société débarrassée de toutes ces inégalités et injustices insupportables, c'est que l'heure à sonner (sic!) qu'il disparaisse, qu'il faut passer à l'action dans cette perspective, il n'y a pas d'autre voie ou alternative que le socialisme, à moins d'accepter le sort qu'il nous réserve, de baisser toujours davantage la tête, de subir toujours davantage de sacrifices, on sait comment cela se termine en connaissant un sort pire encore, qui sait le chaos et la guerre.

Nos besoins sont-ils légitimes ? Ceux des capitalistes qui détiennent le pouvoir qu'incarnent le gouvernement Hollande-Ayrault et sa majorité parlementaire sont-ils légitimes ? Il faut impérativement se poser cette question et y répondre. Les deux ne peuvent pas l'être, il faut choisir consciemment entre les deux lesquels on estime légitimes, autrement dit, entre des voleurs protégés par les institutions et leurs victimes qui n'ont que leur faculté à s'organiser pour faire valoir leurs droits, conserver leur dignité et donner un sens à leur vie qu'ils n'auront jamais envie de renier par la suite, lesquels méritent de vivre ou de périr ?

Maintenant on a parfaitement le droit de refuser de répondre à ces questions préférant accepter le mauvais sort auquel on était semble-t-il voué depuis notre naissance, on peut se résigner, se lamenter dans son coin, s'en prendre aveuglément à la terre entière, se tromper d'ennemis, se leurrer sur la possibilité qui existerait de s'en sortir individuellement, notre existence, la société, le monde continueront de sombrer un peu plus chaque jour dans l'horreur et la barbarie, est-ce cela que l'on veut vraiment, est-ce qu'on ne mérite pas mieux franchement, qui ou quoi peut justifier de nous infliger de telles souffrances sans fin, rien ni personne en vérité. Et pourtant, si ce n'est pas nous qui avons décidé de vivre dans une telle société infâme, cela signifie qu'il y en a d'autres qui s'en chargent.

Notre salut consiste donc à prendre notre sort entre nos mains, à laisser à personne d'autres le soin de s'en charger à notre place, de la même manière qu'un enfant s'en remettra de préférence à ses parents, un élève à ses professeurs, un patient à son médecin, nous devons être à la hauteur de nos responsabilités, personne ne peut et ne doit assumer la responsabilité qui consiste à choisir librement dans quelle société nous voulons vivre, il en va de votre présent et votre avenir ainsi que celui des générations futures.

Qui d'autres, quel parti à part le nôtre vous tient un tel discours qui se veut avant tout lucide, cohérent et clair, partant de la réalité que l'on ne cherche pas à nier ou contourner, sans vous mépriser ou vous culpabiliser, sans vous tenir un double langage, sans essayer de vous embobiner, sans vous flatter pour mieux vous manipuler, sans faire de grandes phrases auxquelles personne ne comprend rien ?

Si à l'issue de cette discussion vous n'êtes pas encore convaincu que votre intérêt est de rejoindre notre combat, nous vous invitons à reprendre point par point chaque élément de notre démonstration pour déterminer avec vous quel est celui ou ceux qui vous laissent perplexe ou qui vous retiennent de vous engager avec nous.

Le socialisme est une science, à ce titre nous sommes en mesure de vérifier avec vous le bien-fondé de chacune de nos affirmations, ce sur quoi repose notre engagement sur un plan historique, vous verrez qu'on n'invente rien. On ne fait que traduire sur le plan pratique les enseignements que les marxistes ont tiré du développement historique du capitalisme qui repose sur des facteurs et des lois dont l'existence a été démontrés, donc des faits matériels vérifiables et non des idées qui seraient sorties toutes faites de je ne sais quel cerveau.

Pour conclure, prenons un exemple d'actualité pour illustrer de quelle manière nous procéderions pour vous convaincre, loyalement, honnêtement, vous allez pouvoir en juger vous-même car nous n'avons pas de secrets à avoir avec vous.

Le capitalisme traverse la crise la plus profonde de son histoire, elle concerne tous les continents, pas un peuple n'est épargné. En ce qui nous concerne, elle a pour nom austérité, rigueur, réformes structurelles qui conduisent à un appauvrissement général de la population laborieuse et une dégradation vertigineuse des conditions de travail et d'existence au point de les rendre insupportables. Pourtant, ne vous a-t-on expliqué de long en large et en travers que la civilisation était promise à un bel avenir ? Force est de constater que chaque fois que le capitalisme semblait être synonyme de progrès social sans fin, la société plongeait à nouveau dans la barbarie, à deux reprises au XXe siècles avec les deux guerres mondiales. De nouveau après-guerre, on nous a dit : plus jamais cela, et que constatons-nous depuis, que la guerre n'a en réalité jamais cessé, elle s'est reportée sur certains continents seulement avant de se répandre jusqu'aux portes de chez nous, hier au Liban et en Serbie, plus près de nous en Libye et demain en Syrie.

Notre bien-être relatif, le progrès social dont nous avons bénéficié, l'a toujours été au détriment d'autres peuples surexploités et violemment réprimés en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Jusqu'à il n'y a pas longtemps on ne s'en souciait pas vraiment ou peu, il suffisait de fermer les yeux et de se boucher les oreilles pour ne rien voir et ne rien entendre, mais voilà que le bruit du canon parvient dorénavant à nos oreilles, en temps réel on dispose d'images provenant des quatre coins du monde démontrant à quel point le capitalisme rime avec la pire barbarie, on se dit alors qu'on n'a pas cessé de nous mentir, de nous manipuler, tandis que des peuples souffraient le martyr au quotidien, et voilà qu'avec la nouvelle crise du capitalisme c'est au tour des travailleurs grecs, portugais, irlandais, espagnols, italiens, demain le nôtre et d'autres peuples encore, pas un seul ne sera épargné.

On vous a vendu un mirage, une illusion en vérité. Et cela continue évidemment. Ceux qui détiennent le pouvoir et font l'information qui arrive à vos oreilles appellent progrès l'augmentation de la consommation de certains pendant que d'autres crèvent littéralement de faim et de bien d'autres maux engendrés par la société telle qu'elle est à travers le monde. Ils n'ont pas la même définition que nous du progrès, leur souci n'est pas de savoir de quelle manière il est réalisé et qui en profitent vraiment, ou pour être plus précis, cela ne les choque pas que l'élévation du niveau de la consommation soit synonyme de la dégradation continue de vos conditions de travail et d'existence, qu'il s'accompagne de la liquidation des valeurs (humanistes) universelles que nous partageons, ils considèrent qu'il est normal que pour maintenir votre niveau de vie (ou de consommation) que vous sacrifiez votre existence, votre famille, vos enfants, tout ce qui vous est le plus cher, du moment que cela permet aux capitalistes qui constituent une infime minorité de la population de continuer d'accumuler des profits et de conserver le pouvoir, les travailleurs qui ne vivent pas sous un régime démocratique (bourgeois) en savent quelque chose, ils n'ont pas connu autre chose depuis leur naissance, un cauchemar en vérité.

Vous ne vous attendiez certainement pas à avoir sous les yeux un tableau aussi sombre de la société, du capitalisme, et nous n'avons fait que brosser à grands traits les grandes lignes des horreurs auxquels il s'est livré depuis 1945, si vous en connaissiez les détails, on vous apporterait une cuvette pour vous soulager car vous ne le supporteriez pas, personne dans nos rangs d'ailleurs.

Tous les peuples aspirent légitimement aujourd'hui au progrès social, cela représente une somme colossal de besoins à satisfaire, ce qui est parfaitement réalisable avec le niveau atteint par le développement des forces productives, mais voilà, c'est incompatible avec l'enrichissement sans fin d'une poignée de nantis qui accaparent les richesses produites pour satisfaire leurs seuls besoins, d'où notamment la guerre qu'ils leur livrent pour conserver leurs privilèges. Cela étant dit, est-ce que vous avez encore des doutes ou des scrupules sur la légitimité de vos propres besoins ?

Vous aurez compris que parvenu à un certain niveau de développement, atteint au détour du XXe siècle, le capitalisme se transforme en force destructrice, il lui faut détruire ce qu'il a construit pour ensuite le reconstruire, puis le détruire à nouveau et ainsi de suite... A vous de voir si vous voulez être ses prochaines victimes ou si vous estimez qu'il a fait son temps et qu'il doit céder la place à une République sociale (universelle), au socialisme. (A suivre)

J'ai passé mon après-midi à écrire ce passage, j'espère ne pas avoir perdu mon temps. Je pense que c'est de la sorte qu'il faut aussi s'adresser aux travailleurs et aux militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce. Le troisième tour dans les urnes... ou dans la rue ?

L'AFP s'enflamme : "*La Grèce est en mesure de former ces prochains jours un gouvernement de coalition autour du dirigeant conservateur Antonis Samaras*", alors que les résultats sortis des urnes dimanche est le même à peu de choses près que le 6 mai !

Selon des résultats officiels portant sur 85% des voix exprimées, la Nouvelle Démocratie, dirigée par M. Samaras, a obtenu 29,96% des voix, soit 130 sièges sur les 300 du parlement, en bénéficiant de la prime de 50 sièges accordée par la loi électorale au premier parti.

Les tractations vont officiellement s'engager lundi avec le Pasok socialiste, en troisième place avec 12,46% (33 sièges) et le petit parti de gauche modérée Dimar.

"*Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'Antonis Samaras, est à nouveau arrivé en tête des élections législatives, hier en Grèce. Comme le 6 mai, lors du précédent scrutin qui avait dû être annulé car ni Samaras ni aucun leader de parti n'avaient réussi à former une coalition pour gouverner le pays. Ce scrutin de la seconde chance offre-t-il de meilleures perspectives au chef des conservateurs*" s'interroge Libération.

A gauche, le Syriza a reconnu sa défaite mais exclu de rejoindre une coalition. Porté par son rejet des sacrifices imposés aux Grecs, il a poursuivi son ascension avec 26,65% des voix (71 sièges) contre 16,78% lors du dernier scrutin qui l'avait propulsé deuxième parti du pays.

Le parti néonazi Chryssi Avghi (Aube dorée) se maintient pourtant avec 6,92% des voix et 18 sièges à son niveau du 6 mai, quand il avait fait son entrée au parlement pour la première fois de l'histoire moderne de la Grèce.

Le parti communiste KKE, dernier bastion stalinien d'Europe, s'effondre par contre en perdant la moitié de ses électeurs à 4,49% des voix (12 sièges), une défaite historique pour ce pilier de la politique locale. (AFP 17.06)

2- Arabie Saoudite. Les chars de la charia.

L'Arabie saoudite veut acheter entre 600 et 800 chars d'assaut Leopard à l'Allemagne, doublant la commande initialement envisagée, a affirmé le journal dominical Bild am Sonntag, citant des sources gouvernementales.

Avec 800 chars, la commande s'élèverait à 10 milliards d'euros (12,6 milliards de dollars) et représenterait le plus gros contrat jamais signé par l'industrie militaire allemande, d'après Bild am Sonntag.

Il existe des opposants au contrat au sein des services de la chancelière Angela Merkel et des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, mais il est soutenu au sein du ministère de l'Economie, rapporte le journal.

La première tranche du contrat, comprenant 300 chars, est prête à être signée. Les Saoudiens veulent que l'ensemble du contrat soit bouclé d'ici au 20 juillet, date du début des festivités du Ramadan, conclut le dominical. (AFP 17.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juin

CAUSERIE

Je suis retourné au bureau d'immigration hier matin, une nouvelle fois ce matin, et je dois y retourner demain, finalement je ne vais avoir une extension de mon visa que pour 6 mois, et dans 3 mois il faudra que je recommence une nouvelle procédure pour en obtenir un valable 15 ans. C'est de ma faute, j'aurais dû m'y prendre plus tôt. Leur bureaucratie est un cauchemar, surtout avec

des fonctionnaires arriérés au possible qui un jour vous demande un document pour le lendemain vous dire qu'en fait il était inutile et vous en réclamer un autre que vous n'avez pas sous la main évidemment et ainsi de suite, c'est plus que de la patience qu'il faut...

Nous sommes le 19 et mon visa expire le 23, donc demain je dois absolument finaliser ma demande, courir à la banque, faire un tas de photocopies, je dois trouver le formulaire sur Internet et l'imprimer, etc. J'actualiserai le site si je trouve le temps.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques (suite).

Propagande gouvernementale. Enfumage. Au nom de "**l'équité**", épargnons le capital.

Le gouvernement français va instaurer à partir de l'été un prélèvement à la source de 3% sur les dividendes versés par les sociétés à leurs actionnaires, affirment Les Echos sur leur site internet.

Cette nouvelle taxe qui doit rapporter 800 millions d'euros en année pleine (300 millions d'euros en 2012) vise à "*inciter les entreprises à investir plutôt qu'à récompenser leurs actionnaires*", un thème "*martelé tout au long de la campagne présidentielle*", souligne le quotidien, sans citer de source.

Le journal affirme que la mesure s'appliquera dès le vote du collectif budgétaire de juillet.

Seuls les établissements soumis au régime de l'impôt sur les sociétés seront concernés: les Sicav, par exemple, y échapperont.

Le quotidien *Le Figaro* ajoute de son côté que les entreprises indépendantes (non membres d'un groupe) de moins de 250 salariés et au chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros échapperont à la nouvelle taxe.

"*Des entreprises telles que Total, France Télécom et Sanofi risquent, elles, d'être particulièrement pénalisées: à elles seules, elles ont compté pour près du tiers des montants versés l'an dernier au sein du CAC 40*", précisent les Echos.

Les groupes percevant des dividendes d'une société dont elles détiennent plus de 5% seront exonérés, selon le quotidien en ligne. (AFP 18.06)

Donc, annuellement sur les 40, 60 ou 80 milliards de profits déclarés et extorqués aux travailleurs par les entreprises du CAC 40 pour ne prendre que ces sociétés, dont la moitié ou davantage est généreusement distribuée à leurs actionnaires, moins de 1% sera prélevé au titre de ce prélèvement, c'est beaucoup trop, le Medef hurlera quand même au scandale.

Il faut comprendre qu'ils préparent psychologiquement les travailleurs à subir de nouveaux sacrifices, une fois que les malheureux patrons auront versé leur obole.

C'est la même méthode que celle amorcée dès le lendemain du 6 mai avec la réduction du salaire du monarque et sa cour, puis le plafonnement de celui des dirigeants des entreprises publiques : mesdames et messieurs, voyez comme nous montrons l'exemple, la situation est grave, à votre tour maintenant de faire un "*effort*", toujours au nom de "*l'équité*", mieux de la "*justice*".

Ajoutons une réflexion.

Hier, l'austérité durait déjà depuis 30 ans, aujourd'hui ils évoquent l'austérité à venir, qu'est-ce à dire, qu'elle aurait existé de 1982 à 2012, excepté depuis le lendemain du 6 mai 2012, envolée l'austérité avec l'élection de Hollande, c'est quasi miraculeux !

Là aussi, ils vont tenter de prendre les travailleurs pour des abrutis. L'austérité ne se mesure pas seulement aux mesures prises au cours de ces décennies ou des dernières années, elle se mesure aussi au regard des mesures qui n'ont jamais été prises en faveur des travailleurs pour contenter le patronat.

L'austérité traduit la différence entre la hausse réelle du coût de la vie par rapport au niveau des revenus qui n'ont que faiblement augmenté ou qui ont stagné, mais pas seulement, il faut inclure la hausse des taxes et des impôts, l'existence de nouvelles taxes, du déremboursement d'un plus grand nombre de médicaments par exemple, la marchandisation grandissante de la société qui vient grever le budget des ménages. Tout cela appartient au non-dits de la politique antisociale du gouvernement dans la mesure où il n'entend pas en tenir compte, comme son prédécesseur.

Décryptage. Jeu institutionnel. Comment assurer une stabilité au régime

- Désormais nanti d'une majorité parlementaire confortable, François Hollande est sommé de sortir du flou qui lui a jusqu'à présent réussi et entre, sur la scène européenne, dans le dur des négociations sur la consolidation de la zone euro.

Un "frou" sur lequel ses adversaires de l'UMP n'ont pas vraiment insisté depuis le 6 mai, bien qu'il ne leur ait pas échappé, à croire qu'il valait mieux pour eux une défaite cuisante et se retrouver provisoirement dans l'opposition, face à la situation plutôt inconfortable ou inextricable qui attendait immanquablement celui qui allait dorénavant gouverner le pays.

- La première urgence, dit-on dans l'entourage du président français, au lendemain de la victoire du Parti socialiste aux élections législatives, est de réussir le Conseil européen des 28 et 29 juin -un sommet "décisif" de plus pour l'avenir d'une zone euro dont le sort inquiète jusqu'à Washington et Pékin.

Quelle coïncidence, le Conseil européen étaient programmé les 28 et 29 juin prochains et la publication du rapport de la Cour des comptes devait avoir lieu le 27 juin, sauf qu'on vient d'apprendre qu'elle sera retardée de deux ou trois jours, personnellement je tablerais pour trois, une fois terminé le Conseil européen. Hollande craignait-il de s'emmêler les pinceaux le 29 juin ou de devoir se contredire devant le monde entier ?

Là aussi, on verra si ses adversaires relèveront la manoeuvre ou s'ils s'en feront les complices pour ne pas lui compliquer la tâche, la sale besogne qu'il a à accomplir et dont ils préfèrent lui laisser l'avantage ou la primeur, pour mieux l'enfoncer plus tard quand il sera devenu impopulaire, comme tous ses prédécesseurs sous la Ve République, nous n'avons pas besoin d'un Bonaparte ou d'un monarque.

- Au coeur des discussions: comment guérir les pays de la zone euro de leur endettement excessif sans tuer le patient.

Le patient, vous l'aurez tous reconnu : c'est nous ! Ce sont eux qui nous rendent malade, qui rendent malade la société. L'anticorps qui terrasse le virus qui nous pourrit la vie, qui nous en débarrasse, c'est le socialisme.

"Tuer le patient" serait tuer ceux qui produisent la plus-value qu'ils nous volent, on comprend leur soudaine sollicitude à notre égard, franchement il ne fallait pas !

PCF. Numéro d'illusionnistes, d'équilibristes. Pas de doute, ils sont vertueux.

« *L'indépendance, on la paye* » selon un dirigeant du PCF rapportait lundi *Libération*. De LO au PCF en passant par le POI, le NPA ou encore les syndicats, ils sont tous "indépendants" du PS... en appelant tous à voter pour Hollande et ses candidats aux législatives, sauf des institutions auxquelles ils participent tous, au moins là c'est du concret, palpable et vérifiable. Franchement qui s'en soucie encore, personne ou presque, dans le cas contraire ce genre de langage serait intenable. Est-ce à dire que leurs adhérents ou leurs militants n'y verraient que du feu ou qu'ils seraient d'accord avec cela, il y a tout lieu de le penser, on ne se fait aucune illusion sur leur niveau de conscience politique en général.

Ce que ne pouvait pas dire ce dirigeant du PCF, c'est que si le PCF ne s'est pas aligné plus ouvertement sur le PS jusqu'à conclure un accord électoral avec lui, ce n'est pas parce que la volonté faisait défaut à la direction du PCF pour abonder dans ce sens, c'est plutôt parce qu'une grande partie de la base de son parti ne l'aurait pas compris ou accepter, or dans la période mouvementée qui s'annonce, le régime a besoin du PCF pour canaliser les travailleurs tentés de chercher une issue politique afin d'éviter qu'ils ne se tournent vers d'autres partis comme le POI, le NPA ou LO.

Que voulez-vous, on ne fait pas toujours tout ce que l'on veut en politique comme dans la vie, patate patate, bref, ils sont indépendants du PS quand c'est possible, tout le mérite leur revient, et quand ce n'est pas possible ils ne le sont pas vraiment, mais là ils n'y sont pour rien, si, si, vous aurez compris qu'ils sont finalement parfaits, il n'y a rien à redire. Quelle discussion est-il possible d'avoir sur une telle base ? Aucune puisqu'ils s'arrangent avec la réalité.

Dans l'Humanité, Marie-George Buffet a été plus claire : «*Nous ne sommes pas dans l'opposition mais dans la majorité de gauche de façon constructive, pour réussir*», traduisons : pour que le gouvernement réussisse à faire passer sa politique réactionnaire.

On ne peut pas le reprocher à la direction du PCF, car selon toujours Marie-George Buffet ce sont «*les gens (qui) nous demandent d'être à gauche donc dans la majorité de gauche*», quand on vous disait qu'ils n'y étaient pour rien les bougres quand ils se reniaient, si le PCF est à la remorque du PS c'est uniquement parce que les travailleurs le veulent ainsi, si par la suite ce rapport était dénoncé ou remis en cause, personne ne pourrait incriminer les dirigeants du PCF d'avoir commis une erreur, la responsabilité en reviendrait aux travailleurs.

Et le journaliste de *Libération* décidément très en forme (sic!) d'en conclure : - Donc, pas une «*opposition de gauche*». Il ne peut pas en être autrement, puisque pour qu'il existe une opposition de gauche au PS, il faudrait qu'il soit à gauche, or il ne l'est pas, c'est moi qui l'affirme, pas les dirigeants du PCF qui apparemment n'ont pas pensé qu'en employant cette formulation cela revenait (éventuellement) à classer le PS... à droite. Là n'était pas leur intention, l'illusion criminelle que le PS serait de gauche doit perdurer, c'est la survie du régime qui en dépend en grande partie, non mais.

Redonnons la parole à *Libération* : - Le Front de gauche compte sur ses élus et surtout sur les liens tissés dans la campagne présidentielle avec le « *mouvement social* » pour, disent ses responsables, « *construire des majorités d'idées* » et, croient-ils, peser sur le gouvernement.

Où est le lézard dans ce passage ? Notons leur intention de se tourner vers leurs élus, les appareils et les micro-appareils des parasites qui se nourrissent du mouvement ouvrier pour « *construire des majorités d'idées* », alors que si l'on demandait leur avis aux travailleurs, on s'apercevrait que cette "*majorité d'idées*" existe déjà, oui mais celle-ci ne les intéresse pas, elle est beaucoup trop pragmatique, trop terre-à-terre, peut-être même trop indépendante du gouvernement et du PS au goût des dirigeants du PS.

Ceci pour dire qu'il faut se détourner ou ignorer les masses qui parfois n'en font qu'à leur tête, et qu'il vaut mieux s'en remettre à leurs représentants corrompus par le régime, histoire d'entretenir les divisions et que ne jaillisse une véritable "*majorité d'idées*" qui rassemblerait la classe contre le capital et ses représentants.

Une précision s'agissant de la participation à l'élection législative. Le règlement de l'Assemblée nationale est ainsi fait que si vous n'obtenez pas le nombre d'élus requis pour constituer un groupe parlementaire, vous ne pourrez pas prendre la parole dans l'hémicycle et vous ne pourrez participer même en observateur à aucun travaux de l'Assemblée, par exemple ses commissions, ce qui signifie qu'avoir moins de 15 élus revient en pratique à n'en avoir aucun.

André Chassaigne, député PCF : « *Nous avons l'accord de la gauche pour constituer un groupe à 10 mais avec les délais nous ne pourrions pas participer ni aux commissions ni prendre la parole dans l'hémicycle ce qui limite la prise ne compte du PCF* ». (publicsenat.fr 18.06)

Vous mettez la main à la pâte d'une autre manière, on vous fait confiance.

Actualité en titres

Qu'on l'achève !

- Meurtre de gendarmes : "*C'est la République qui est atteinte*" déclare Hollande - AFP

Vive la République sociale, à bas la Ve République !

En famille. Comment faire vivre un mythe.

- Hollande commémore l'appel du 18 juin avant de s'envoler pour le Mexique - AFP

Pour rappel, pratiquement personne ne l'a entendu à l'époque !

Il n'y a vraiment pas de quoi !

- Aubry : la confiance des Français "*nous honore et nous oblige*" - LePoint.fr

Alors qu'un électeur sur deux n'a pas voté !

Ajoutons que si les PS et ses satellites obtiennent une majorité confortable en sièges à l'Assemblée nationale, le total des voix qu'ils ont recueilli n'atteint que 51%. Donc 51% de 62 ou 63% de voix exprimées une fois soustraits les votes blancs ou nuls, je n'ai pas eu le temps de voir leurs pourcentages exacts, cela donne aux alentours de 30%, plus près de 25% pour le PS seul.

Ce qui nous obligerait voyez-vous madame Aubry, ce serait la vérité, mais c'est trop vous demander. D'ailleurs, on ne vous demande rien, la preuve qu'on a bien fait.

La question à cent balles :

- "*Que gagne-t-on en travaillant ?*" - LePoint.fr

Des clopinettes ! Posez plutôt la question à vos amis rentiers.

Quand la connerie humaine défie la loi de Newton.

- L'obésité pèse lourd sur la biomasse de l'humanité adulte - Slate.fr

[Le spectre du communisme hante toujours l'Europe.](#)

- Succès pour la carte de crédit «*Karl Marx*» dans l'est de l'Allemagne - Slate.fr

[Ils sont bien obligés de le reconnaître.](#)

- Grèce : "*Les conservateurs l'ont emporté parce que les stratégies de la peur ont bien fonctionné*" - Lexpress.fr

Sauf que dès le lendemain, la peur change de camp !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Nicolas Sarkozy est visé lundi par une première plainte depuis la fin de son immunité présidentielle, six familles de victimes de l'attentat de Karachi lui reprochant d'avoir violé le secret de l'enquête lors de la diffusion d'un communiqué par l'Elysée sur cette affaire.

L'ex-chef de l'Etat peut être poursuivi depuis vendredi minuit, ayant cessé ses fonctions présidentielles depuis un mois.

Cette plainte, déposée par six familles de victimes de l'attentat du 8 mai 2002 à Karachi ayant tué 11 salariés de la Direction des constructions navales (DCN), dénonce les termes employés par la présidence de la République dans un communiqué du 22 septembre relatif à l'enquête sur le volet financier de l'affaire Karachi.

La présidence de la République y assurait que "*s'agissant de l'affaire dite de Karachi, le nom du chef de l'Etat n'apparaît dans aucun des éléments du dossier*". "*Il n'a jamais été cité par aucun témoin ou acteur de ce dossier*", poursuivait le texte de l'Elysée.

"*Cela induit nécessairement qu'il a eu connaissance de ces pièces de la procédure et il s'agit d'une violation de nos principes d'autant plus grave qu'à ce moment-là l'ancien chef de l'Etat est garant de l'indépendance de la justice*", a déclaré lors d'une conférence de presse l'avocat des familles de victimes, Me Olivier Morice. "*Il s'agit de faits extrêmement graves*", a-t-il ajouté.

Le communiqué de l'Elysée avait été diffusé peu après les mises en examen successives de deux proches du chef de l'Etat, Thierry Gaubert et Nicolas Bazire.

Outre M. Sarkozy, cette plainte avec constitution de partie civile vise également son ancien conseiller presse, Franck Louvrier, et l'ex-ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Me Morice a demandé l'audition des trois hommes.

"*Nicolas Sarkozy doit s'expliquer*", a estimé une des porte-parole des familles de victimes, Sandrine Leclerc, accusant l'ex- chef de l'Etat et son gouvernement d'avoir plusieurs fois entravé l'enquête.

"*Si MM. Sarkozy, Hortefeux et Louvrier n'ont rien à voir avec l'affaire dite de Karachi, on peut se poser la question de savoir pourquoi ils ont dépensé tant d'énergie à entraver le travail d'une justice qui se veut indépendante*", a-t-elle poursuivi.

Sur le fond, les familles estiment dans leur nouvelle plainte qu'"*à travers le communiqué de la présidence de la République, Nicolas Sarkozy n'est pas mis en cause en sa qualité de président de la République mais du fait des fonctions qui étaient les siennes, en sa qualité de ministre du Budget dirigé par M. Edouard Balladur de 1993 à 1995*".

La plainte intègre également les chefs de "*violation du secret professionnel, recel et complicité*" ainsi qu'"*entrave au déroulement des investigations*". (AFP 18.06)

2- Grèce

Nouvelle démocratie (ND), dirigée par Antonis Samaras, a remporté les élections législatives qui se sont déroulées le 17 juin en Grèce. Le parti de centre-droit a recueilli 29,66% des suffrages et, en raison du système électoral qui accorde 50 sièges supplémentaires au parti arrivé en tête du scrutin, a remporté 129 sièges (soit +21 par rapport au précédent scrutin du 6

mai dernier) à la Vouli, chambre unique du Parlement. Il devance la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parti d'extrême gauche qui regroupe 13 formations et dirigé par Alexis Tsipras, qui a obtenu 26,89% des voix et 71 députés (+ 19). Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) d'Evangelos Venizélos, a recueilli 12,28% et 33 députés (- 8). Viennent ensuite le Parti des Grecs indépendants (AE) dirigé par Panos Kammenos qui a obtenu 7,51% et 20 sièges (- 13) ; Chryssi Avghi (Aube dorée), part néo-nazi, 6,92% et 18 députés (- 3), la Gauche démocratique (DIMAR) de Fotis-Fanourios Kouvelis 6,25% et 17 sièges (- 2) et le Parti communiste (KKE) dirigé par Aleka Papatou, 4,5% et 12 sièges (- 14). Autres formations 5,99% et zéro siège.

La participation s'est élevée à 62,47, soit légèrement au-dessous de celle enregistrée lors du scrutin du 6 mai dernier (- 2,63 points). (<http://lecercle.lesechos.fr> 18.06)

C'est un résultat qui "n'a tenu qu'à un fil", résume le quotidien britannique The Independent. "Mais les résultats au coude-à-coude montrent bien que l'incertitude règne encore", poursuit le quotidien britannique.

Certes, comme le souligne le quotidien espagnol El País, ce résultat "coïncide avec les désirs exprimés par Angela Merkel, la Commission européenne, l'Eurogroupe et le Fonds monétaire international [FMI]". Si le parti socialiste Pasok rejoint, comme prévu, Nouvelle Démocratie, leur coalition devrait permettre la formation d'une majorité absolue au parlement grec, rappelle le journal. Une majorité permettant la poursuite des mesures d'austérité en Grèce, indispensables à l'obtention de l'aide internationale.

La Commission européenne, l'Eurogroupe, plusieurs ministres allemands et le FMI ont exprimé un certain soulagement. Les investisseurs étrangers ont, eux aussi, été relativement rassurés par les résultats du scrutin, précise le *New York Times* : "Le succès électoral du parti dominant Nouvelle Démocratie a permis d'éviter, au moins pour le moment, la sombre perspective que les investisseurs, nerveux, envisageaient ces dernières semaines : une soudaine et difficile sortie de la Grèce de la zone euro, au cas où le parti de gauche radicale Syriza aurait gagné."

Le *New York Times*, lui, s'interroge : combien de temps le soulagement va-t-il durer, "vu l'échec des tentatives passées pour résoudre la crise grecque et la récession croissante du pays" ? Même si les deux partis principaux de la future coalition - ND et Pasok - soutiennent le plan de sauvetage financier mené par l'Union européenne et le FMI, "Athènes n'est pas encore sortie d'auberge", prévient le Spiegel Online.

Pour le magazine américain *Time*, le peuple grec a perdu confiance dans les partis Nouvelle Démocratie et Pasok, "qui ont dirigé la Grèce pendant quarante ans" : "Beaucoup de Grecs les voient comme profondément corrompus et les tiennent pour responsables de la faillite du pays." A l'issue de ces élections, la vraie victoire revient à l'abstention, ajoute le magazine : elle a atteint 38 % dimanche, un pourcentage plus élevé que n'importe quel score obtenu par un parti lors du scrutin.

Les partis Pasok et Nouvelle Démocratie n'ont en effet, à eux deux, obtenu que 40 % des voix lors du scrutin de dimanche, contre 46 % des votes en faveur des partis anti-austérité tels que le Syriza, poursuit le *Daily Telegraph*. Le quotidien britannique craint qu'un "gouvernement faible ait des difficultés à faire passer les mesures d'austérité demandées par l'UE et le FMI". Pour le Guardian, la coalition entre Nouvelle Démocratie et le Pasok s'annonce très instable. (lemonde.fr 18.06)

Sans illusions.

Pour le politologue John Loulis, "il s'agit d'un vote de peur de sortie de l'euro, pas d'un soutien réel aux réformes". "Le gouvernement sera fragile, sans grande base populaire, le pays risque de n'avoir qu'un répit", a-t-il dit à l'AFP. (AFP 18.06)

Le talon de fer de Berlin

"Il est primordial que la troïka [UE-BCE-FMI] soit persuadée que la Grèce tiendra ses engagements et mettra pleinement en oeuvre les réformes convenues. Ce n'est pas le moment d'accorder quelque remise que ce soit à la Grèce", a déclaré lundi 18 juin Georg Streiter, un porte-parole du gouvernement. (lemonde.fr 18.06)

Leur cauchemar.

La droite conservatrice a beau avoir fini en tête des élections législatives en Grèce, la Coalition de la gauche radicale Syriza a célébré toute la nuit sa deuxième place qui s'apparente pour elle à une victoire.

Car le résultat du scrutin, remporté de justesse par Nouvelle Démocratie (ND), reflète une société profondément divisée sur la mise en oeuvre d'un programme d'austérité draconien en échange d'une aide internationale de 240 milliards d'euros.

"Ma plus grande crainte est celle d'une explosion sociale", confie un conseiller du probable prochain Premier ministre, le chef de file de ND Antonis Samaras. "Si rien ne change dans l'équilibre politique, nous allons vers une explosion sociale même si Jésus Christ gouverne ce pays."

En additionnant l'ensemble des partis hostiles à la cure d'austérité, des ultranationalistes d'Aube dorée au parti communiste KKE, la proportion des électeurs grecs ayant voté contre les termes imposés à Athènes par ses créanciers atteint 52%.

Le nouveau gouvernement devra licencier jusqu'à 150.000 fonctionnaires, réduire les dépenses de 11 milliards d'euros dès ce mois-ci, vendre des entreprises publiques, améliorer la collecte des impôts et ouvrir à la concurrence les professions réglementées.

A eux deux, conservateurs et socialistes, seuls partis signataires du Mémorandum d'austérité, ne totalisent que 42% des suffrages.

Une coalition ND-Pasok est assurée d'une majorité parlementaire grâce à la prime de 50 élus offerte au vainqueur du scrutin, mais la première réaction des socialistes au soir du vote est restée très prudente.

Le Pasok a laissé entendre qu'il était prêt à soutenir ND au parlement sans toutefois participer au gouvernement. Le dirigeant socialiste, Evangelos Venizelos, avait déclaré auparavant qu'il ne rejoindrait formellement la coalition qu'à condition que Syriza fasse de même, ce qui est catégoriquement exclu par la coalition de gauche.

"*Dès lundi, nous poursuivrons le combat*", a déclaré Alexis Tsipras devant ses partisans réunis en plein air dimanche soir devant l'université d'Athènes. "*Le prochain gouvernement après celui-là sera un gouvernement de gauche*", a-t-il dit.

"*Nous lutterons pour renverser cette politique*", scandaient de jeunes militants, alors que les haut-parleurs diffusaient des chants des partisans communistes de la Seconde Guerre mondiale. (Reuters 18.06)

3- Egypte

Défiant les militaires, l'assemblée constituante égyptienne s'est réunie pour la première fois lundi au Caire, dans le bâtiment du Parlement dissous.

Cette assemblée de cent membres, désignée par le défunt Parlement jugé illégal par la justice égyptienne, est censée rédiger une nouvelle constitution dans le cadre du processus de transition.

"*On continuera à se réunir, même si nous devons rester sur le trottoir, ou alors il faudra qu'ils envoient contre nous des 'snipers'*", a dit le député libéral Mohamed el Saoui.

L'assemblée constituante a choisi pour la présider le juge Hossam el Gheriani, qui dirige le Conseil suprême de la justice et la Cour de cassation, et a décidé de se réunir de nouveau samedi.

Les employés du Parlement avaient reçu pour consigne d'empêcher les membres de l'assemblée d'entrer dans le bâtiment.

Dimanche, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige le pays depuis la chute du président Hosni Moubarak il y a plus de seize mois, a publié un décret qui lui octroie les pouvoirs législatifs et l'autorise si nécessaire à désigner une nouvelle assemblée constituante.

Les militaires semblent ainsi vouloir se garder des conséquences d'une victoire du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, à l'élection présidentielle du week-end, dont les résultats sont attendus jeudi.

Révolutionnaires, libéraux et islamistes ont uni leurs voix pour dénoncer "*un coup d'Etat*" institutionnel du CSFA. Le président du Parlement, Saad al Katatni, a affirmé que seul un référendum populaire pouvait conduire à la dissolution de la représentation nationale.

Les deux candidats à la présidence égyptienne ont tous les deux revendiqué la victoire à l'élection du week-end.

Les Frères musulmans ont déclaré que Mohamed Morsi devançait largement son rival Ahmed Chafik, dernier Premier ministre du président Moubarak, une affirmation contestée par l'ex-commandant en chef de l'armée de l'air.

Quel que soit le vainqueur, les pouvoirs du futur président seront strictement limités par le décret du CSFA.

Après avoir dissous le Parlement dominé par les Frères musulmans, conséquence de l'invalidation d'un tiers des sièges par la Haute Cour constitutionnelle jeudi dernier, le CSFA a annoncé le transfert du pouvoir législatif à l'armée jusqu'à l'élection d'un nouveau Parlement.

Cette "*déclaration constitutionnelle*" pourrait aussi permettre aux généraux de confier la rédaction de la future Constitution à

une commission formée par leurs soins.

Aux termes du décret de l'armée, la rédaction de la future Loi fondamentale pourrait être confiée à une commission formée par le CSFA si la justice invalide l'instance formée par le Parlement, comme cela a déjà été le cas une première fois. (Reuters 18.06)

4- Russie

La Russie se prépare à envoyer deux navires de guerre amphibies avec des marins vers le port de Tartous en Syrie, seule base navale russe en Méditerranée. C'est ce qu'a indiqué ce lundi une source au sein de l'état-major de la marine russe, citée par l'agence Interfax.

"Deux grands navires de débarquement, le Nikolai Filchenkov et le César Kounikov, se préparent à partir vers le port syrien de Tartous", a déclaré un officier de l'état-major. Les deux navires vont transporter un "important" groupe de marins, selon Interfax. Il s'agit d'une mission "extraordinaire", a précisé cette source. "En cas de nécessité, cette mission sera capable d'assurer la sécurité de citoyens russes et évacuer une partie des équipements" russes dans le port de Tartous, a-t-elle ajouté.

Base de ravitaillement russe dans le port de Tartous

Le commandant adjoint des forces aériennes russes, Vladimir Gradoussov, a pour sa part déclaré le week-end dernier que des avions étaient prêts à protéger les navires de guerre si ceux-ci étaient envoyés en Syrie. Selon lui, une telle opération pourrait être organisée pour évacuer les citoyens russes de la zone du conflit. (lexpress.fr 18.06)

Social

France

Dans 15% des branches professionnelles, les grilles de salaires débutent en dessous du salaire minimum, selon un document de la direction générale du travail. Un salarié sur sept travaille dans une branche dont les grilles de salaires commencent en-dessous du Smic, révèle un document de la direction du travail, révélé par l'AEF et Les Echos. Au total, 15% des branches professionnelles sont concernées, soit 1,6 millions de salariés.

Les enseignants du privé, les fleuristes, les salariés du commerce ou du transport aérien, et surtout ceux de la branche des particuliers employeurs, peuvent donc commencer leurs carrières en dessous des 1398 euros bruts mensuels du salaire minimum à temps plein.

Si tous les salariés ne sont pas payés au salaire d'entrée des grilles, il tire toutes les rémunérations vers le bas. Le coup de pouce au Smic, annoncé par le gouvernement pour fin juin, fera pourtant mécaniquement augmenter la part des branches dont au moins un coefficient commence sous le salaire minimum, rappelle le quotidien économique: 1% de hausse ferait commencer 70% des branches sous la barre du Smic. (lexpress.fr 18.06)

Economie

1- Espagne

Le taux à dix ans de l'obligation espagnole atteint son plus haut niveau historique, à 7,061 %.

Le taux d'emprunt à 10 ans de l'Espagne inversait la tendance lundi matin et se tendait très nettement pour dépasser les 7% et afficher un nouveau record, signe que les craintes sur la zone euro ont repris le dessus, malgré l'issue jugée positive du vote grec.

A 10H12, le rendement de l'emprunt espagnol de référence, qui évolue en sens inverse de la demande, montait à 7,061%, contre 6,838% vendredi soir. Ce taux s'était pourtant nettement détendu en début de séance, grâce au bref répit permis par la victoire de la droite pro-euro en Grèce.

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, indice de leur vulnérabilité, a encore progressé en avril, atteignant un nouveau record depuis 1994 à 8,72%, a annoncé lundi la Banque d'Espagne. Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, s'élevaient en avril à 152,740 milliards d'euros, soit 8,72% du total des créances, contre 8,37% en mars et 8,15% en février. Son taux de créances douteuses, qui n'était que de 3,37% fin 2008, s'est fortement détérioré depuis le début de la crise.

Fin 2011, les banques espagnoles accumulaient dans leurs bilans pour 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers considérés comme problématiques, car à la valeur incertaine, soit 60% de leur portefeuille. (lexpansion.com 18.06)

2- Inde

L'agence de notation Fitch a abaissé lundi les perspectives de l'Inde de "*stables*" à "*néglatives*", citant les risques sur la croissance à moyen-long terme et les progrès limités du pays en matière de réduction du déficit, mais elle maintient pour le moment sa notation à "BBB-".

L'agence de notation appelle par ailleurs la troisième puissance économique d'Asie à lancer des mesures pour créer un environnement davantage favorable aux investissements privés.

L'Inde est en proie à une inflation tenace (+7,55% en mai sur un an), au déficit public le plus important des économies émergentes, à une situation budgétaire fragile et à un net ralentissement de sa croissance.

Standard and Poor's a en outre prévenu la semaine dernière que l'Inde pourrait être le premier pays des Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine) à voir sa note dégradée, à moins que le géant asiatique ne s'engage sur la voie des réformes. (AFP 18.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juin

CAUSERIE

J'ai enfin remis mon dossier complet pour l'extension de mon visa. Comme il ne sera valable que 6 mois et qu'il faut s'y prendre au minimum trois mois à l'avance pour obtenir un visa de 15 ans, cela signifie que je serai bon pour tout recommencer dans deux mois.

Ce matin sur les coups de 10h je suis allé à ma banque pour qu'ils établissent en mon nom un chèque à l'ordre du ministère des Affaires étrangères (external affairs en anglais), comme une nouvelle fois ils s'étaient trompés en l'établissant au nom de mon épouse alors que j'avais pris soin d'écrire sur un papier mon nom et mon prénom, ils ont corrigé l'erreur au stylo, sauf qu'au bureau d'immigration ils l'ont refusé, je dois donc retourner à ma banque pour le faire annuler et en faire établir un autre d'ici le 10 juillet date à laquelle je suis censé récupérer mon visa.

Hier j'ai tapé un scandale au bureau d'immigration car cela faisait déjà 5 fois que j'y venais et je me voyais mal barré avec des employés débiles, c'est donc la chef de ce bureau qui a réglé le problème et en 24h tout est terminé. Ils font littéralement chier tout le monde mais personne n'ose rien dire, à croire que le monde est peuplé d'esclaves, moi je gueule et le problème est résolu en moins de deux, il faut dire aussi que la dernière fois j'avais porté l'affaire devant leur hiérarchie à Chennai et je leur ai rappelé, du coup j'ai eu le droit à une tasse de thé ! Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour se faire respecter un tant soit peu, c'est le minimum.

Vous voyez, vous pouvez critiquer la détermination et la violence dont je fais preuve dans mon comportement et mon discours politique, je ne suis pas différent dans la vie quand j'estime que c'est nécessaire, c'est aussi parfois une question de survie, personne ne peut me faire taire, qui pourrait justifier qu'on se laisse piétiner ? Je veux bien volontiers me faire le porte-parole des militants qui refusent le discours convenu, mielleux de nos dirigeants, qui ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, c'est d'ailleurs un peu la fonction que je remplis ici. Ni béni oui-oui, ni opportuniste, ni gauchiste, ni aventurier, tout simplement révolutionnaire, communiste, léniniste.

Il y a des sujets sur lesquels j'aurais voulu intervenir mais je n'en ai plus le temps :

- le G20 a accouché d'une souris ;

- le Parlement européen et la Commission européenne ont pondu un règlement à l'adresse de l'aristocratie financière, que celle-ci pourra contourner à loisir, sans compter les exceptions qu'il comporte pour lui être agréable ;

- l'article (dans cette page) sur la vampirisation de l'Europe par l'Allemagne qui remonte (au moins) à Maastricht, montre qu'il existait en France et dans l'UE une volonté politique manifeste de renforcer l'hégémonie économique allemande au détriment des autres pays de l'UE, pour briser leur résistance à l'orientation du capitalisme mondial dont l'Allemagne est la tête de file en Europe. Au-delà, peut-on affirmer que les mêmes rapports antagoniques que dans les années 30 se mettent en place en Europe ?

- Le PS dispose de tous les pouvoirs institutionnels. Ce qui ne l'empêchera pas d'entonner toujours le même discours, lire plus loin comment il va s'y prendre, comme d'habitude, c'est incontournable. Comme je rédige ce passage plus tard, je rajoute un mot.

Quand il n'est pas au pouvoir, il dit : vous aller voir ce que vous allez voir quand on y sera, et quand il y est, il ne se démonte pas qu'est-ce que vous croyez, comme par enchantement plus rien n'est possible. A croire alors qu'ils sont inutiles, pour ce qui nous concerne cela ne fait aucun doute, mais pas tant que cela en ce qui concerne le régime, la suite ci-dessous.

Faites tomber les masques

Tempête dans un verre d'eau, déclarations grandiloquentes sans lendemain, intentions dépourvues de moyens pour les appliquer et aussitôt abandonnées...

Comment procède depuis toujours le PS (et le PCF) quand ils parviennent au pouvoir ?

- 1- Avant (les élections), ils annoncent des mesures ou des réformes sociales plus ou moins importantes.
- 2- Après, ils temporisent en attendant d'avoir un audit (Cour des comptes) de la situation économique du pays.
- 3- Quand ce rapport tombe ou que les capitalistes ont commencé à saboter l'action du gouvernement, ils révisent leurs ambitions à la baisse, en reportent une partie à plus tard ou aux calendes grecques.
- 4- Si cela ne suffit pas, les capitalistes augmentent la pression sur le gouvernement, ils le menacent, ils organisent la spéculation, la fuite des capitaux, la hausse des prix, cela peut aller jusqu'au lock out ou organiser la pénurie sur certaines marchandises de première nécessité, le tout alimenté par les médias et la presse internationale, soutenu par les autres gouvernement du vieux monde.
- 5- Finalement, les sociaux-libéraux et les staliniens se refusent à appeler à la mobilisation générale des masses, ils capitulent devant la Bourse et les banquiers, il perd tout appui dans la société et aux prochaines élections si leur majorité tient jusque là, ils seront balayés par le parti de l'ordre revenant en force au pouvoir.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à l'origine de ce processus se situe l'acceptation par le PS (et le PCF) du cadre fixé par la société telle qu'elle est, c'est-à-dire le rapport entre les classes qui demeure favorable à la classe capitaliste qui détient le pouvoir et auquel il ne compte pas s'attaquer.

Prisonnier de ce cadre, il ne peut que gouverner pour la classe des capitalistes, les dirigeants du PS (et du PCF) le savent pertinemment, cela ne leur cause pas vraiment un problème puisqu'ils sont eux-mêmes entièrement soumis à l'ordre établi qu'ils ont mission de défendre, représenter et maintenir en l'état.

Ce serait ignorer un siècle de lutte des classes que de croire que le PS (et le PCF) ignorait ce qui l'attendait avant de parvenir au pouvoir. Ils savaient pertinemment qu'ils allaient être une nouvelle fois confrontés au processus que nous venons de décrire. Feindre de l'ignorer relève de toute évidence de la mauvaise foi ou de la malhonnêteté intellectuelle, mais c'est nécessaire pour justifier leur volte-face ou leur reniement à venir, pour expliquer qu'ils ne pourront pas tenir certaines promesses ou faire davantage en direction des travailleurs.

Ainsi ils témoignent de leur subordination totale au régime, dans quel camp il se situe, leur véritable nature réactionnaire pour ce qui est du PS, contre-révolutionnaire pour ce qui est du PCF.

En résumé, voilà comment se décline ce mécanisme bien huilé :

- 1- on voudrait bien faire quelques chose pour vous être agréable,
- 2- mais voilà la situation ne nous le permet pas,
- 3- nous sommes désolés,
- 4- croyez bien que nous n'y sommes pour rien.

Ils ne peuvent pas se justifier autrement, cela leur est impossible. Ils sont payés pour faire ce sale boulot, c'est leur gagne-pain, ils n'existent pour cela notamment.

Le sachant dès le départ, sachant dès le départ que leur tâche consistera à mentir aux masses, à les manipuler jusqu'à un certain point car les travailleurs ne sont pas complètement stupides, camarades, voilà des gens sans principe ni scrupule en dehors

de ceux qu'ils partagent avec les représentants officiels de la classe capitaliste, qui savent que pour faire carrière ils vont devoir faire un sale boulot, hypocrite, criminel, cela ne les rebute pas le moins du monde, ils signent des deux mains, s'y engagent à fond, se battent pour monter dans l'appareil, pour être mandatés candidats lors des différentes élections car finalement leur engagement politique se confond avec leur ambition personnelle, ils n'ont rien à faire du reste, la souffrance ou la détresse des masses il la taite entre le fromage et le dessert, ce sont des être ignobles, scélérats au possible puisqu'ils se présentent sous un faux masque, celui du socialisme qui est leur pire ennemi en vérité.

Vous imaginez bien que pas un instant il ne nous est venu à l'esprit de leur apporter le moindre soutien lors des élections qui viennent d'avoir lieu. Le PS et le PCF portent la responsabilité incommensurable de l'état détestable de la société et du monde tels qu'ils sont, du cours de l'histoire au XXe siècle avec toutes ses tragédies humaines.

Il y a pire encore, était-ce possible pensiez-vous peut-être, hélas oui, c'est que rien n'arrête ces gens-là qui ont les mains remplies du sang de notre classe. Ils vont jusqu'à oser se prétendre humanistes en créant ou animant des associations telles la Ligue des droits de l'homme ou Amnesty internationale qui dénoncent les atteintes aux droits de l'homme dont ils sont directement les complices à travers leur politique réactionnaire ou leur refus de rompre avec les gouvernements ou les institutions qui sont coupables de graves atteintes aux droits politiques des travailleurs, quand ils ne les ignorent pas carrément.

Là aussi, ils savent pertinemment ce qu'ils font. Ils sont complices des bourreaux des peuples auxquels ensuite ils entendent porter secours en dénonçant leurs bourreaux, plus sordide c'est impossible.

Quand on a cela à l'esprit, on ne peut pas épargner cette pourriture comme le font certains.

Comment pourrait-on se représenter simplement le PS (et le PCF) ?

Vous vous tenez debout face à un grand miroir et vous demandez à quelqu'un de jouer le rôle d'un représentant de ces partis, vous lui demandez de se positionner derrière vous de façon à ce que vous ne voyiez que sa silhouette, vous lui demandez de sourire de préférence, puis vous lui demandez de prendre un couteau en lui disant de se tenir prêt à vous en donner un coup dans le dos à l'improviste, quand il estimera nécessaire de mettre fin à cette comédie.

Notre maheur, car c'est dramatique, c'est qu'il y en a parmi nos dirigeants qui ne l'ont pas encore compris, à croire que la société les a épargnés au cours de leur existence et qu'il leur faille à tout prix être confrontés à certaines expériences pour en comprendre les tenants et les aboutissants, à moins qu'ils soient consciemment les complices de la barbarie.

Pour terminer. Tenez, un exemple tout chaud du jésuïtisme des sociaux-libéraux.

Quand au Caire les manifestants scandent "*A bas le pouvoir militaire*" ou "*la légitimité appartient au peuple*" après le coup d'Etat institutionnel des généraux, Hollande demande aux militaires de bien vouloir avoir l'obligeance de respecter les quelques avancées démocratiques issues du soulèvement révolutionnaire qui a entraîné la chute de Moubarak qu'ils sont justement en train de piétiner.

Autrement dit, Hollande l'ouvre pour ne rien dire, c'est le discours d'un impuissant ou plutôt d'un complice du régime en place en Egypte soutenu par l'impérialisme américain.

- 1- Il a dit ce qu'il avait à dire selon lui, il a fait son devoir,
- 2- il ne doit pas interférer dans les affaires intérieures d'un autre pays,
- 3- en conclusion, il est blanc comme neige,
- 4- et personne ne peut rien lui reprocher
- 5- ainsi la boucle est bouclée.

Bordel, fermez-là, camarades, au lieu de toujours tout critiquer !

Actualité en titres

Bruit institutionnel

- Les langues se délient à l'UMP contre la "*droitisation*" - AFP

- La Droite populaire pose la question des alliances entre UMP et FN - L'Express.fr
- Exclu de l'UMP, Solère est réintégré le lendemain de sa victoire - LeMonde.fr
- Bertrand défie Jacob à l'Assemblée et lance le match Copé-Fillon pour l'UMP - AFP
- Trois candidats en lice pour la présidence du groupe UMP: Jacob, Bertrand et Gaymard - AFP
- Groupe UMP : un duel Jacob/Bertrand aux allures d'avant-match Copé/Fillon - Public Sénat
- UMP: Copé, Fillon, Juppé, quelles sont leurs forces pour prendre la présidence du parti ? - L'Express.fr
- Bataille pour le perchoir : pour Bartolone et Glavany, il n'y a pas de parité qui tienne - LePoint.fr
- Présidence de l'Assemblée: Elisabeth Guigou se dit "*préparée et très motivée*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Jean-Louis Borloo a ainsi annoncé dans la journée la création d'un groupe "*Union des démocrates et indépendants*" (UDI) rassemblant les élus du Parti radical, du Nouveau Centre ainsi que des députés indépendants. Jean-Christophe Lagarde, député de Seine-Saint-Denis, annonce sur Twitter que le groupe sera présidé par Jean-Louis Borloo, le président du parti radical et député du Nord et que François Sauvadet, député Nouveau Centre de Côte-d'Or, en serait le vice-président.

"*La France avait besoin d'un groupe qui s'attache aux valeurs de la République, qui se situe clairement dans l'opposition et travaille avec l'autre groupe d'opposition*", a expliqué M. Borloo en se disant "*heureux*" de la création de ce nouvel ensemble qu'il jugeait "*indispensable*".

Le Nouveau Centre a annoncé rejoindre le groupe UDI. "*Nous allons bien sûr rejoindre ce nouveau groupe*", a annoncé Philippe Vigier, en expliquant que les partisans d'Hervé Morin souhaitaient avant tout que les centristes aient "*une expression forte à l'Assemblée nationale*". Hervé Morin a annoncé mardi soir rejoindre le groupe créé par Jean-Louis Borloo.

André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme, a annoncé quant à lui être en bonne voie pour former un groupe du Front de gauche avec des députés ultra-marins. Il en serait le président. Cette solution permettrait aux députés du Front de Gauche d'éviter d'avoir à demander un abaissement à dix députés le seuil nécessaire pour constituer un groupe. (lemonde.fr 19.06)

2- Grèce

Les conservateurs de Nouvelle Démocratie, les socialistes du Pasok et le petit parti de la Gauche démocratique se sont engagés mardi à former rapidement un nouveau gouvernement.

Evangelos Venizelos, le chef du Pasok, a estimé possible que le nouveau gouvernement de coalition soit annoncé dès mercredi à la mi-journée.

Le chef du Pasok a ajouté que son parti soutiendrait "*de tout coeur*" un gouvernement dirigé par Antonis Samaras, le chef des conservateurs de Nouvelle démocratie arrivés en tête des législatives dimanche, mais qu'il n'avait pas encore décidé quelle forme prendrait sa participation.

Antonis Samaras a souligné dès lundi que la Grèce respecterait ses engagements envers l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne.

"*Nous devons dans le même temps procéder aux amendements nécessaires à l'accord de renflouement, afin de soulager la population face à un chômage persistant et aux énormes sacrifices qui lui sont demandés*", a-t-il cependant ajouté.

Des propos qui ont recueilli l'assentiment d'Evangelos Venizelos.

"Il est nécessaire de former une équipe de négociateurs pour s'occuper de la révision des termes les plus rigoureux de l'accord de financement", a dit le dirigeant socialiste mardi matin à l'issue d'un entretien avec Fotis Kouvelis, responsable de la Gauche démocratique.

Fotis Kouvelis s'est pour sa part montré plus prudent qu'Evangelos Venizelos sur la date de formation du gouvernement.

"Il y aura un gouvernement mais je ne sais pas s'il sera formé ce soir. Je pense que nous aurons un accord avant la fin de la semaine", a-t-il dit à la presse.

"Il y a encore des points en suspens concernant le programme du gouvernement et concernant les termes (du plan de sauvetage) dont la Grèce doit se désengager."

La renégociation de l'aide internationale qui se profile a permis au leader de Syriza Alexis Tsipras, arrivé en deuxième position aux élections législatives, de dire qu'il avait remporté la bataille dans le début sur l'austérité.

"Ce que Syriza dit depuis le début c'est que le plan de sauvetage n'est pas viable et ne peut se poursuivre", a déclaré Alexis Tsipras à Reuters. "Maintenant, tout le monde le reconnaît". (Reuters 19.06)

3- Egypte

3.1- Les deux candidats, Ahmed Chafiq et Mohammed Morsi, se proclament toujours vainqueurs chacun de leur côté. Mais c'est maintenant le peuple qui gronde. Une grande manifestation se préparait mardi soir place Tahrir avec la participation des Frères musulmans pour se révolter contre le « coup constitutionnel » de l'armée qui a dissous le Parlement dimanche et veut apporter des modifications à la prochaine Constitution. Ces nouvelles dispositions, vivement contestées et assimilées à un « coup d'Etat » sont contenues dans une « déclaration constitutionnelle complémentaire ». (20minutes.fr 19.06)

3.2- Des milliers d'Egyptiens manifestaient mardi au Caire pour dénoncer le "coup constitutionnel" des militaires au pouvoir, qui viennent de s'octroyer de vastes prérogatives leur permettant de rester aux commandes quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle.

Les appels à manifester ont été lancés par des organisations de jeunes militants pro-démocratie rejoints par les Frères musulmans, première force politique d'Egypte et rivaux historiques des militaires qui dominent le système depuis la chute de la monarchie en 1952.

Le rassemblement se tenait sur la célèbre place Tahrir dans le centre de la capitale, et des cortèges devaient se diriger vers le siège de la chambre des députés, toute proche, qui vient d'être dissoute.

"A bas le pouvoir militaire" ou "la légitimité appartient au peuple", scandaient en fin d'après-midi des centaines de manifestants, parmi lesquels de nombreux islamistes, progressivement rejoints par de nombreuses autres personnes. Les manifestations au Caire battent actuellement leur plein en soirée, en raison des fortes chaleurs de la journée.

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis le départ en février 2011 de Hosni Moubarak, a confirmé lundi sa volonté de remettre l'exécutif au futur président avant la fin juin.

Mais le prochain chef de l'Etat se trouvera en pratique dans l'incapacité de faire passer la moindre loi sans l'assentiment des militaires, qui ont décidé de récupérer à leur compte le pouvoir législatif à la suite de la dissolution de l'Assemblée du peuple, dominée par les islamistes.

L'armée se réserve aussi le droit d'intervenir dans le processus de rédaction de la future Constitution et gardera la haute main sur le système répressif grâce aux renseignements et à la police militaires, autorisés à arrêter des civils.

Elle se réserve également toutes les questions la concernant directement, dont le droit de nomination ou révocation au sein de sa haute hiérarchie, se mettant ainsi à l'abri de tout changement que pourrait souhaiter le prochain président. (AFP 19.06)

4- Pakistan

La Cour suprême pakistanaise a déclenché mardi une crise politique aux conséquences encore incertaines en déclarant le Premier ministre, Yusuf Raza Gilani, inapte à l'exercice de ses fonctions.

Le chef du gouvernement a été condamné fin avril pour outrage à la cour en raison de son refus de rouvrir des enquêtes pour corruption contre le président Asif Ali Zardari.

"Etant donné qu'aucun appel n'a été déposé (contre la condamnation du 26 avril) (...), Yusuf Raza Gilani n'est plus qualifié en tant que membre du Majlis-e-Shoora (parlement)", a déclaré le président de la Cour suprême, Iftikhar Chaudhry.

"Il a également cessé d'être Premier ministre du Pakistan (...) le poste de Premier ministre reste vacant", a-t-il dit.

Yusuf Raza Gilani est le premier chef du gouvernement en exercice de l'histoire du Pakistan ainsi destitué par la Cour suprême.

Mais pour Fawad Chaudhry, avocat et proche conseiller de Gilani, seul le parlement est habilité à démettre le Premier ministre de ses fonctions.

Or le Parti du peuple pakistanais (PPP, au pouvoir) et ses partenaires de coalition ont un nombre suffisant de députés pour maintenir le statu quo ou élire un nouveau Premier ministre jusqu'à la fin de l'actuelle législature début 2013.

En 2007, des milliers d'affaires de corruption avaient été abandonnées en vertu d'une loi d'amnistie voulue par le président de l'époque, Pervez Musharraf, afin de permettre le retour à un régime civil. Mais deux ans plus tard, la Cour suprême a invalidé cet accord et ordonné la réouverture de plusieurs dossiers de blanchiment d'argent impliquant Zardari.

Gilani a cependant refusé d'obéir à une injonction de la Cour réclamant que le gouvernement écrive aux autorités suisses pour leur demander de rouvrir des poursuites contre le chef de l'Etat, qui bénéficiait selon Gilani de l'immunité en tant que président.

Le maintien au pouvoir de Gilani pourrait aggraver les tensions avec une Cour suprême qui intervient de plus en plus dans le jeu politique, estime un expert en droit, Salman Raja.

"Je ne considère pas cela comme un blocage constitutionnel majeur à moins que le PPP ignore cette décision", dit-il.

Le jugement de la Cour suprême replace également son président Iftikhar Chaudhry au centre de l'échiquier. En 2007, ce dernier s'était illustré en s'opposant au président Pervez Musharraf qui s'employait à se maintenir au pouvoir.

Le président de la Cour suprême a également multiplié les procédures contre le gouvernement pour des affaires de corruption. Il n'a pas non plus hésité à mettre en cause l'armée, qui a dirigé le pays pendant près de quarante ans depuis l'indépendance en 1947, dans plusieurs dossiers.

La destitution de Gilani intervient cependant dans un contexte difficile pour Iftikhar Chaudhry lui-même.

Un milliardaire de l'immobilier, Malik Riaz, a en effet accusé mardi le président de la Cour suprême d'avoir fermé les yeux sur des versements illicites à son fils Arsalan Iftikhar.

Riaz, qui est poursuivi pour fraude, dit avoir versé près de 3,6 millions de dollars de pots-de-vin au fils du chef du tribunal. Arsalan Iftikhar nie toutes ces allégations. (Reuters 19.06)

5- Grande-Bretagne

Julian Assange a provoqué un nouveau coup de théâtre en se réfugiant mardi à Londres à l'ambassade d'Equateur, pays à qui il demande l'asile politique après avoir épuisé en 18 mois de bataille juridique tous ses recours au Royaume-Uni pour échapper à une extradition en Suède.

"Je confirme que je suis arrivé aujourd'hui à l'ambassade d'Equateur où j'ai cherché un sanctuaire diplomatique et demandé l'asile politique. Cette demande a été transmise au ministère des Affaires étrangères à Quito", a déclaré le fondateur de WikiLeaks dans un communiqué diffusé en début de soirée.

Aux abonnés absents pendant plus de trois heures, le Foreign Office s'est fendu dans la soirée d'un communiqué précisant "qu'en raison de sa présence à l'ambassade équatorienne, M. Assange se trouvait en territoire diplomatique, hors de portée de la police".

"Nous chercherons à résoudre cette situation aussi vite que possible avec les autorités équatoriennes", a ajouté le ministère.

Le nouveau rebondissement a été dévoilé à Quito par le chef de la diplomatie équatorienne, Ricardo Patiño. "Julian Assange a demandé l'asile politique auprès de la mission diplomatique de l'Equateur à Londres" et le "gouvernement équatorien examine cette requête", a-t-il dit à la presse.

Fin 2011, le vice-ministre équatorien des Affaires étrangères avait déjà suggéré à titre personnel d'offrir l'asile à M. Assange, une proposition finalement rejetée par le président du pays Rafael Correa.

En avril dernier toutefois, M. Correa avait été interviewé sur internet par Assange. Il avait alors estimé que ce dernier avait été "*persécuté, calomnié et lynché médiatiquement*", tout en le décrivant comme l'homme qui avait "*mis en échec*" les Etats-Unis.

Un porte-parole de l'ambassade équatorienne, établie dans un quartier chic de l'ouest de la capitale britannique, a indiqué que Quito entendait recueillir "*les points de vue des gouvernements du Royaume-Uni, de la Suède et des Etats-Unis (...) afin de rendre une décision appropriée, conforme au droit international*". (AFP 19.06)

Social

1- France

La direction de la CGT, réunie mardi, a obtempéré à l'appel de Bernard Thibault et a reporté à la rentrée de septembre le débat sur sa succession, sujet qui a plongé depuis des mois le premier syndicat français dans une crise interne sans précédent.

La commission exécutive d'une cinquantaine de membres était réunie à huis clos au siège de la CGT à Montreuil, aux portes de Paris, pour débattre de la préparation du Congrès de Toulouse en mars 2013.

"Après débat, la Commission exécutive a décidé par consensus" que lors d'une de ses prochaines réunions de la rentrée - 4 ou 18 septembre - "*elle examinera le calendrier et la procédure*" pour le choix "*du futur ou de la future secrétaire générale de la CGT*", a indiqué la centrale à l'AFP.

Les débats de la journée de mardi ont été axés sur "*la conception de la future direction confédérale*" et se poursuivront mercredi sur les "*documents d'orientation*" en vue du Congrès.

"Aujourd'hui, ce qu'on cherche c'est une nouvelle personnalité qui pourrait rassembler l'organisation", souligne un membre de la direction. Mais, pour l'heure, aucun homme ou femme providentiel ne s'est manifesté. (AFP 19.06)

2- Etats-Unis

Près d'un Américain sur sept (15,1% de la population des Etats-Unis) était dépourvu de couverture maladie en 2011, selon une étude des services de santé américains publiée mardi.

Quelque 46,3 millions de personnes (15,1%) n'étaient pas assurées au moment où elles étaient interrogées, 58,7 millions (19,2%) n'avaient pas été assurées à un moment de l'année précédant l'entretien et 34,2 millions (11,2%) n'étaient pas assurées depuis plus d'un an, selon cette enquête des Centres de contrôle des maladies (CDC).

L'étude est publiée alors que les Etats-Unis attendent une décision de la Cour Suprême, la plus haute juridiction du pays, sur une réforme emblématique du président Barack Obama qui rend obligatoire la couverture maladie. Quelque 7% des enfants de moins de 18 ans n'étaient pas assurés au moment de l'entretien, comme 27,9% des 19-25 ans, soit 8,4 millions de personnes, détaille l'étude.

Le nombre de personnes non assurées baisse dans toutes les tranches d'âge par rapport à l'année précédente, remarque l'étude, qui montre que sont surtout touchés les personnes pauvres (40% sont sans assurance), les Hispaniques, les non-diplômés et les chômeurs. Les chiffres publiés sont des projections nationales se basant sur des entretiens réalisés dans 32 des 50 Etats américains. (lexpansion.com 19.06)

Economie

1- G20.

La croissance est le maître-mot retenu par les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 réunis à Los Cabos (Mexique), qui devaient publier mardi une déclaration commune reflétant leur préoccupation pour l'économie européenne.

"Nous nous engageons à adopter les mesures nécessaires pour renforcer la demande, soutenir la croissance mondiale et restaurer la confiance", affirment ces pays riches et émergents dans un projet de communiqué dont l'AFP a obtenu une copie.

"Une croissance forte, durable et équilibrée reste la priorité numéro un du G20, car elle engendre une création d'emplois plus importante et accroît le bien-être des peuples dans le monde entier", ajoutent-ils.

"Nous maintenons notre engagement à réduire les déséquilibres en renforçant les finances publiques des pays avec des politiques saines et durables qui prennent en compte les évolutions de la conjoncture économique", lit-on dans le projet de communiqué.

Mme Merkel a qualifié les discussions d'"équilibrées". *"Nous avons besoin d'un bon dosage de rééquilibrage budgétaire et de relance de la croissance simultanément", a-t-elle dit. (AFP 19.06)*

Ou quand le bon mot du fou du roi vient au secours de son maître... Hollande a ainsi trouvé un rôle à sa mesure, on comprend pourquoi il affecte une telle modestie. Mais attention, tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, Hollande ne tardera pas à en connaître le prix : sa tête !

2- UE

Les parlementaires européens ont édulcoré mardi un projet de réglementation des agences de notation, cédant ainsi à la pression des banques et des sociétés qui affirmaient que les nouvelles propositions n'étaient ni réalisables ni efficaces.

La disposition voulant que les entreprises changent d'agence de notation tous les trois ans ne s'appliquera plus qu'à des types de crédit bien particuliers, les crédits structurés, en a décidé la commission des affaires économiques du Parlement européen. La rotation, en outre, ne sera pas de trois ans mais de cinq ans.

Les grandes entreprises et banques européennes affirmaient que les obliger à changer d'agence alors qu'il n'y en a que trois grandes risquaient de les forcer à choisir des agences moins reconnues et donc moins crédibles aux yeux des investisseurs, américains en particulier.

L'un des buts de la réforme était d'introduire plus de concurrence dans un secteur qui, de l'avis des parlementaires, est gouverné par un oligopole.

Le commissaire à la Concurrence de l'Union européenne Joaquin Almunia en convient mais juge que la situation sera plus sûrement améliorée par la réglementation que par le droit de la concurrence.

Les Etats membres, qui ont leur mot à dire, avaient déjà donné leur accord pour que le changement d'agences ne se fasse que sur une certaine partie des produits structurés.

Pour autant, le texte, même moins ambitieux, suscite toujours l'opposition de certains professionnels du secteur financier.

L'Association pour les marchés financiers en Europe (AFME), groupe de pression des grandes banques, juge excessive la rotation obligatoire et, selon elle, elle risque de mettre à mal le redressement du marché de la titrisation, vital pour le refinancement des banques.

En revanche, d'autres dispositions devraient s'appliquer comme prévu. Le Parlement accepte qu'un investisseur puisse poursuivre une agence de notation au civil, s'il estime qu'elle a enfreint les règles.

Les députés ont également avalisé le principe d'obliger les agences à limiter à deux ou trois dates fixées par avance chaque année, et établies dans un calendrier annuel, les changements de notation des dettes souveraines de l'UE.

La règle pourrait faire l'objet d'exceptions dans le cas de circonstances exceptionnelles.

Après ce vote, les négociations entre le Parlement et les Etats de l'UE vont s'ouvrir sur un texte définitif qui doit entrer en vigueur cette année ou la prochaine.

Il est vraisemblable que les Etats contesteront en partie le vote du Parlement. (Reuters 19.06)

3- France

La crise économique et financière a entraîné un manque à gagner de près de 140 milliards d'euros par an pour la France, soit près de 7 points de produit intérieur brut (PIB), a révélé mercredi l'Insee, pour qui la récession en 2009 a été plus profonde encore qu'estimé jusqu'ici.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'économie française reste durablement affectée par la crise.

Elle "n'a pas commencé à rattraper le +terrain perdu+ pendant la +grande récession+", souligne-t-il dans un "éclairage sur l'évolution de l'économie française depuis la récession de 2009".

D'une manière générale, relève l'Insee, les pertes d'activité enregistrées dans d'autres pays lors de crises financières comparables n'ont "pas (été) rattrapées, même s'il y a des exceptions".

"Deux ans après la sortie de récession, l'économie française retrouve tout juste le niveau d'activité de 2008, la production manufacturière demeurant même inférieure de plus de 5% à son niveau d'avant-crise", souligne-t-il encore.

L'Insee a révisé en outre à la hausse son estimation de "l'ampleur de la récession" constatée en 2009, avec un recul du PIB porté à 3,1% contre 2,7% selon son estimation précédente, "recul historique" sans équivalent depuis la Seconde Guerre mondiale.

A l'inverse, l'estimation "semi-définitive" de la croissance du PIB en 2010 a été relevée à 1,7% contre 1,5% annoncés précédemment, celle de 2011 étant maintenue à 1,7% également.

Le pouvoir d'achat durablement touché

Les sept points de PIB perdus chaque année depuis 2009 représentent "140 milliards d'euros d'activité en moins" soit "mécaniquement" 70 milliards d'euros de recettes fiscales "à l'horizon de deux ou trois ans" qui ont concouru à l'accroissement des déficits publics, a déclaré Eric Dubois, directeur des études et des synthèses économiques.

L'Insee souligne avoir anticipé ce scénario médian dès 2010, envisageant un "retour progressif à un rythme de croissance" normal mais à un niveau inférieur à celui escompté avant la crise. Les deux autres scénarios envisagés à l'époque étaient celui d'un "rattrapage intégral" de la perte de croissance et celui d'un "décrochement durable".

Dans le détail, l'Insee précise que seule l'industrie agroalimentaire a retrouvé fin 2011 son niveau de production d'avant-crise tandis que les autres industries manufacturières (biens d'équipement, matériels de transport et "autres") affichaient une activité inférieure de 5%. Pour la cokéfaction et le raffinage, les conséquences étaient plus lourdes encore avec une production en recul de 22%.

La crise a eu également un impact durable sur le pouvoir d'achat individuel des Français. L'Insee qui l'avait encore annoncé récemment en progression de 0,4% en 2011, a revu sa copie mercredi pour annoncer finalement un recul de 0,1%.

En corollaire, l'évolution de la consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique en France, a été "très peu dynamique" en 2011 (+0,3% après 1,4% en 2010) tandis que le taux d'épargne s'est "un peu" redressé (+0,2 point à 16,1%), note encore l'institut.

Celui-ci souligne par ailleurs que le taux de marge des sociétés produisant des biens et services non financiers a atteint fin 2011 son niveau le plus bas depuis 25 ans, en baisse de 1,5 point à 28,6%. Ce recul s'est accompagné d'une "chute" de leur épargne (-11,5%) et d'une "forte baisse" de leur capacité propre de financement (-14,6 points à 67,2%). (AFP 19.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juin

CAUSERIE

J'ai ajouté 31 articles à lire dans les différentes rubriques de cette page.

J'ai ajouté également deux documents dans la Tribune libre. Le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (205) confirme la dérive droitnière du POI qui n'a d'indépendance que le nom par rapport au PS, à l'appareil de FO notamment, à l'Etat, on verra cela demain en détail.

Qui a dit ?

1- "*Je pense qu'il y a [eu] une forme de mépris, d'arrogance*" de la part de Ségolène Royal pendant la campagne pour les législatives et que "*cela lui a coûté cette élection en grande partie*".

Cette phrase est signée Olivier Falorni qui a par ailleurs assuré, ce mercredi sur RMC, qu'il ne se considérait "*ni comme un héros, ni comme un salaud*". (elle.fr 20.06)

C'était l'un des sujets de mes causeries des derniers jours.

Royal transpire, suinte la suffisance à plein nez, c'est l'apanage des gens faux ou médiocres et qui le savent. On pourrait même dire que c'est une forme de perte de contrôle de soi qui traduit l'incapacité dans laquelle on se trouve d'assumer ce qu'on est vraiment face à un auditoire ou dans une situation donnée.

Cela en impose aux esprits faibles qui ont développé un complexe d'infériorité et qui voit dans l'autorité la force qu'il leur manque pour s'affirmer eux-mêmes. En creusant un peu, on arriverait à la conclusion que les faibles s'identifient à leurs semblables dès lors qu'ils ne le manifestent pas ouvertement.

Il en va de même pour celui qui donne de la voix à tort et à travers. C'est le signe de l'impuissance qui s'exprime ainsi ou de l'impatience, de l'incompréhension ou de l'ignorance aussi.

2- "*Souvent, les écologistes ont ce petit travers de s'adresser prioritairement à ceux qui sont déjà convaincus, à se flatter entre eux. Alors que quand on a une campagne, il faut se mettre du point de vue de ceux qui ne partagent pas vos convictions*".

Ce constat est signé Nicolas Hulot qui a révélé mercredi avoir voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle. (AFP 20.06)

C'est préférable à un vote Sarkozy, mais ce n'est pas cela qui nous intéresse ici. Hulot n'a pas une conscience politique bien développée comme nombreux de ses semblables qui n'y comprennent pas grand chose pour refuser de s'en tenir à la lutte des classes. Ce qu'il dit des écologistes, c'est ce que je n'arrête pas de répéter à propos des partis ouvriers qui militent finalement pour leur fond de commerce qu'ils entretiennent ainsi comme des lobbyistes. Une élite qui s'adresse à une élite, des gens qui vivent dans une bulle et qui sont pratiquement incapables d'en sortir ou quand ils y parviennent c'est pour s'y renfermer aussitôt.

Ils refont le monde à huis clos entre militants, ils pratiquent selon les circonstances l'autosatisfaction ou l'autoflagellation ou l'autocritique. Prêcher des convaincus, comme aurait pu dire Engels, c'est prêcher dans le désert ! En réalité, ils sont coupés des masses, c'est ce dont témoigne leur incapacité de s'adresser à eux dans un discours qu'elles pourraient saisir. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité des masses à le saisir, sur le plan pratique, à accomplir les tâches politiques que nécessite la situation.

Du coup, il ne faut pas s'étonner que leur niveau de conscience politique ne progresse pas ou très lentement, et quand on sait que dans ce domaine il n'y a rien d'acquis, cela laisse la porte ouverte à une régression politique sans fin ou presque, la limite étant fixée par les conditions objectives qu'elles doivent affronter et dont la détérioration les pousse à passer à l'action.

Les rapports que l'avant-garde organisée entretient avec les masses exploitées sont inappropriés, inaudibles, erronés. Idem envers les appareils, les institutions et les autres classes. A croire que l'un ne va pas sans l'autre, ce serait intéressant de voir pourquoi dans ce cas-là.

Cela doit reposer sur une conception de la lutte de classe héritée de la première moitié du XXe siècle quand il existait de véritables partis ouvriers de masse, avant qu'ils ne basculent l'un après l'autre dans le camp de l'ennemi. Il s'agissait de véritables partis ouvriers dans la mesure où ils comptaient dans leur rang des centaines de milliers d'ouvriers.

La littérature de leurs partis et les discours de leurs dirigeants étaient imbibés de cette fibre populaire que discerne facilement l'ouvrier, dans laquelle il se reconnaît volontiers, dernièrement Mélenchon a su la faire revivre le temps d'une illusion malheureusement.

Ce qui est intéressant quand on n'hésite pas à communiquer ouvertement notre point de vue sur un tas de sujets, c'est qu'au fil du temps l'actualité se charge de valider ou non les idées qu'on a émises, d'en vérifier la teneur pour au final nous faire apparaître comme quelqu'un de sérieux ou de farfelu, c'est parfois cruel pour son auteur, mais au combien salutaire pour ses lecteurs qui savent ensuite à quoi s'en tenir, bon pas toujours, tout dépend de quels outils ils disposent en magasin pour interpréter les choses.

Le travailleur lambda, l'ouvrier de base, qui se préoccupe de savoir vraiment comment cela fonctionne dans sa tête, de quelle manière il appréhende la réalité ? Il y en a peut-être parmi vous qui vont penser que je radote ou que cette question n'a pas lieu d'être posée. Désolé, je considère qu'elle mériterait de figurer à l'ordre du jour d'un congrès d'un véritable parti ouvrier, elle

devrait même au centre des questions qu'il aurait à traiter en priorité, puisque finalement, selon la réponse qu'on lui apporterait découlerait la construction ou non du parti. Ce n'est donc pas une question de détail ou une option.

Tenez, il me revient en mémoire une expérience personnelle.

Quand je débutai mon apprentissage en mécanique dans un garage Renault à Courbevoie (92) au début des années 70, voici comment se déroula ma formation sur le tas.

Au départ je n'y connaissais rien ou presque, j'avais acquis un peu de théorie, pas suffisamment pour qu'on me confie le moteur ou la boîte de vitesses de votre voiture. J'étais encadré par un ou plutôt plusieurs mécaniciens qui avaient pour tâche de m'apprendre le métier. Je me suis tapé logiquement les besognes les plus ingrates histoire sans doute de me faire comprendre qu'elles étaient incontournables et qu'elles faisaient partie du boulot. Immédiatement, pour me mettre en condition, ils me dirent : ce que tu as appris (théoriquement) jusqu'à présent ne te servira à rien ou presque, mieux, tu l'oublies ou tu le mets de côté. J'allais rapidement comprendre ce qu'ils voulaient dire par là.

Pratiquement au même moment, je me suis retrouvé face à des exercices pratiques sur les voitures des clients que je réalisais sous les ordres de mon tuteur. Je balisais évidemment, j'avais peur de faire des conneries, de ne pas être capable de remonter ce que j'avais démonté précédemment, j'alignais soigneusement sur le sol chacune des pièces de chaque élément sans les mélanger, et lorsque le remontage était terminé, il ne devait rester aucun boulon, aucune rondelle en trop.

Me voyant faire, mon tuteur sourit et se fit un malin plaisir de tout mélanger d'un geste rapide de la main en me disant que si je n'étais pas capable de me souvenir de l'ordre dans lesquels je les avais démontés, il valait mieux changer de métier.

Ce qu'il voulut me transmettre ou me faire comprendre, c'était que pour faire un bon mécanicien, il faut être attentionné à ce qu'on fait du début à la fin, par exemple, que c'est seulement en désossant un moteur, en observant attentivement comment chaque élément a été façonné qu'on peut comprendre sa fonction et les rapports qu'il entretient avec les autres éléments avec lesquels il est contact, comment l'ensemble fonctionne, pour ensuite pouvoir déterminer rapidement quels éléments sont en cause lorsqu'un problème survient. On peut ajouter que chacun de nos gestes avait son importance.

Le boulot du mécanicien ne consiste pas à expliquer à l'aide de formules mathématiques savantes comment fonctionne un moteur, il s'en fout, cela ne l'intéresse pas, mais à faire en sorte que chaque élément soit à sa place et remplisse correctement la fonction pour laquelle il a été programmé.

Alors autant dire qu'en politique, les grands discours ou les grandes phrases, il s'en tape littéralement, il n'y comprend pas grand chose ou il n'a pas envie de se donner la peine de les comprendre, cela revient pour lui à tourner autour du pot ou à essayer de l'embobiner.

Tout est dit ici

- Hollande et Merkel contraints par la crise à s'entendre - Reuters.

Création d'obligations européennes, processus d'intégration politique, Paris et Berlin sont d'accord sur l'objectif mais "*divergent sur la méthode*", déclarait mardi Bernard Cazeneuve, ministre des Affaires européennes, à Reuters. (Reuters 20.06)

- Paris admet que les euro-obligations ne sont pas pour tout de suite - AFP

Le reste sera du même tonneau, c'était couru d'avance, on le savait, nous l'avions dit...

Cela ne signifie pas que nous serions pour telle ou telle mesure européenne, nous les rejetons en bloc, nous ne nous reconnaissons pas dans l'UE et dans le gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault-Fabius.

S'ils sont contraint de s'entendre, ne serait-ce pas parce que Merkel et Hollande sont au service de la même classe ? Alors à quoi revenait le vote Hollande ? A choisir la meilleure "*méthode*" qui leur permettrait plus sûrement de parvenir à leur fin. Est-ce à dire qu'on s'en est fait ainsi le complice ? Il y a fort à parier apparemment, non ? Vous avez une autre explication ?

Heureusement que la majorité des travailleurs n'ont pas suivi les consignes de vote qui leur ont été données en refusant de cautionner cette mascarade, Hollande sait que sa "*majorité*" ne repose que sur un électeur sur quatre à l'arrivée.

INFOS EN BREF

Social

Grande-Bretagne

1- Chômage en hausse

Le nombre de chômeurs au Royaume-Uni a progressé en mai, selon les données publiées mercredi par l'Office national de la statistique, une nouvelle indication de la mauvaise santé économique du pays.

Le nombre de personnes sans emploi au sens du BIT a cependant reculé de 51.000 sur les trois mois à fin avril pour s'établir à 2,615 millions.

Le taux de chômage reste stable à 8,2%, conformément aux attentes des analystes.

D'après des données publiées séparément, le nombre d'employés du secteur public a chuté de 39.000 à 5,899 millions au premier trimestre. (Reuters 20.06)

2- Génération sacrifiée

À l'heure où le débat sur les rythmes scolaires repart de plus belle en France, les Anglais lancent eux aussi une réflexion sur la répartition des temps d'école et de loisirs pour leurs bambins. Mais alors que les Français ne jurent que par les prêches des chronobiologistes, on évoque outre-Manche l'éventualité de subvenir aux besoins des parents en laissant les écoliers sur leurs bancs jusqu'à... 20 heures. Rien que cela.

Une commission, présidée notamment par la ministre des Enfants, va en effet se pencher sur une problématique chère au Premier ministre britannique, David Cameron : comment réduire les coûts de garde d'enfants, l'un des postes budgétaires les plus lourds pour les familles ? "*Les parents qui travaillent veulent que leurs enfants soient pris en charge après l'école ou pendant les vacances dans un environnement sûr, agréable et abordable. Nous voulons faire tout notre possible pour réduire les coûts liés à la garde d'enfants*", a assuré le Premier ministre. Seuls quatre parents anglais sur dix pensent qu'il y a suffisamment de systèmes de garde pour les plus de cinq ans, alors que le budget de ce poste par habitant y est le plus important d'Europe.

L'État compte également étudier l'éventualité d'allègements fiscaux supplémentaires. Downing Street s'est d'ores et déjà engagé à ce que la commission étudie l'efficacité des aides de l'État et identifie les formalités administratives inutiles qui grèvent les coûts sans améliorer la qualité des services rendus. Noble cause ! Autre piste : la Commission cherchera comment favoriser l'accueil extrascolaire au sein même des écoles, après les cours ou pendant les vacances.

D'autres solutions plus radicales sont envisagées. Ainsi, autoriser les assistantes maternelles à garder plus d'enfants en même temps, de manière à ce que les parents puissent se partager les coûts entre eux. Une députée conservatrice a proposé que le ratio d'un adulte pour trois enfants soit élevé à un pour cinq enfants de moins de 5 ans, estimant que la qualité de l'attention portée aux petits ne s'en trouverait pas affectée. La commission regardera avec attention ce qui se fait à l'étranger, comme par exemple aux Pays-Bas, où les gardes d'enfants doivent être inscrites dans une agence inspectée par l'État, ce qui n'est pas le cas au Royaume-Uni.

Autre possibilité à l'étude : rallonger les journées d'école. Le secrétaire d'État à l'Éducation, Stephen Twigg, s'est clairement positionné dans ce sens, même s'il reconnaît que cela requerrait d'âpres négociations avec les syndicats d'enseignants. Deux écoles ont déjà franchi le pas : à la Free School Norwich, les enfants sont accueillis à des prix abordables six jours par semaine, cinquante et une semaines par an; alors que la Mossbourne Academy de Hackney, à Londres, étale ses journées scolaires jusqu'à... 20 heures. De quoi faire hurler les chronobiologistes français, qui ne prêtent guère attention aux impératifs parentaux. À croire que les petits Anglais passent après leurs parents. Mais, après tout, ce sont bien les adultes qui votent. (lepoint.fr 19.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juin

CAUSERIE

A propos du scrutin du 17 juin 2012

- Absention : 44,60%

- Blancs ou nuls : 2,14

- Total : 46,74% soit 20.204.817 d'électeurs, soit un nombre supérieur au nombre d'électeurs ayant voté pour tous les candidats restant en lice, 20.082.176 électeurs.

Question : l'Assemblée nationale est-elle légitime ? La réponse est non.

Question : la majorité à l'Assemblée nationale est-elle légitime ? La réponse est non.

Question : Hollande dispose-t-il d'une majorité légitime pour gouverner ? La réponse est non.

Question : l'ensemble des textes qui seront votés par l'Assemblée nationale seront-ils légitimes ? La réponse est non.

Question : les institutions sont-elles encore légitimes ? La réponse est non.

Dans ces conditions, l'Etat n'est plus légitime, cela pourrait faire notre affaire, sauf que voilà, ce sont nos ennemis qui se sont arrangés pour qu'il en soit ainsi au profit de l'Union européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de l'OMC, tous au service des marchés, des spéculateurs, des banquiers, de la finance, de l'aristocratie financière... et non à notre profit, j'entends la déliquescence de l'Etat

Le fruit est mûr, il est même pourri, prêt à tomber et plus qu'à être cueilli, les prédateurs, zéloteurs du Nouvel ordre mondial n'ont plus qu'à se baisser pour le ramasser, à moins qu'ils ne demandent à leurs larbins attirés le soin de les en débarrasser.

Ce genre de chose est peut-être plus facile à percevoir ou observer de l'extérieur.

PG. Avec une telle carte de visite, fallait-il s'attendre à autre chose ?

- Adhérent de la première heure, l'économiste Jacques Rigaudiat, ex-conseiller de Michel Rocard et Lionel Jospin, démissionne de la formation de Jean-Luc Mélenchon et s'en explique dans une lettre.

Ce conseiller à la Cour des comptes, adhérent aux premières heures du PG en 2008, annonce sa «*démission*» d'une formation qui, selon lui, «*fait fausse route*».

«*Je ne peux continuer à feindre de cautionner des choix que je ne partage pas et un mode de fonctionnement que je ne veux plus supporter*», écrit Rigaudiat. La liste des reproches faits à la formation fondée et coprésidée par Mélenchon est longue. (liberation.fr 21.06)

En fait, il précise dans sa lettre que ses désaccords concernent la tactique, la stratégie et le fonctionnement, sans oublier son programme basé sur une analyse "*fantasmagorique*" de la situation, tout bref. Le PG était encore trop à gauche pour lui.

Comme ses prédécesseurs Claude Debons (CFDT) et Christophe Ramaux (économiste) et d'autres sans doute de même acabit, il espérait que le Front de gauche aurait des élus et qu'il finirait par entrer au gouvernement pour infléchir sa politique à gauche, ne vous marrez pas, c'est très sérieux. Le petit-bourgeois est déçu, il tape du pied par terre, en vain, puis il tourne les talons, c'est le coup classique quoi.

Ces gens-là sont étrangers à la classe ouvrière et à sa cause, acquis au capitalisme, leur seul objectif est électoraliste, qu'il subisse un échec sur ce plan-là ou que les résultats ne soient pas à la hauteur de leurs attentes et ils plient bagages.

En réalité, leur engagement politique se borne uniquement à la défense des intérêts des couches auxquelles ils appartiennent, afin qu'elles conservent les avantages que la société leur a généreusement octroyés jusqu'à présent. Ils estiment qu'en la matière, le meilleur moyen d'y parvenir était de se positionner au côté de Hollande et du PS en acceptant leurs conditions qui se seraient traduites par un accord électoral leur garantissant un minimum d'élus quel que soit le score obtenu par leurs candidats aux législatives comme l'a fait EELV.

Ajoutons, mettant en sourdine leurs désaccords avec le PS et rangeant sagement leur programme au fond d'un tiroir auquel ils n'ont jamais cru, auquel ils n'ont jamais vraiment adhéré, s'agissant d'une simple posture, une manoeuvre destinée uniquement à ramener des voix à Hollande au second tour de la présidentielle, pour les marchander si possible ensuite lors des législatives, sauf que cela n'a pas fonctionné comme il l'espérait pour plusieurs raisons.

A commencer par l'existence d'un encombrant et incontournable partenaire au sein du Front de gauche, le PCF, qui de son côté devait faire en sorte de ne pas se couper de sa base qui rejetait majoritairement tout accord avec le PS sur la base de son programme. Ensuite, parce que le PS ne voulait pas être tributaire à l'Assemblée nationale d'un allié imprévisible qui aurait été tenté de marchander son soutien à la politique du gouvernement en échange de mesures auxquelles le PS était ou aurait été opposé. Pour finir, il était préférable une fois le PS (PRG-MRC-EELV) au pouvoir, qu'il existe dans le pays un regroupement politique qui incarne une opposition à gauche du gouvernement de façon à canaliser le mécontentement grandissant des masses et empêcher qu'un autre parti n'émerge sur la scène politique, le POI par exemple, le NPA et LO n'étant

pas en mesure de remplir cette fonction de par leur positionnement sectaire, gauchiste ou dogmatique tel qu'apparaît publiquement leur politique.

Toutes ces raisons sont évidemment le produit ou en rapport avec la situation économique et sociale et son évolution négative prévisible, elles traduisent pour les représentants du régime dont font partie le PS, la nécessité de mettre en place au niveau institutionnel un dispositif qui serve de rempart aux institutions dans la perspective toujours possible ou probable d'une explosion sociale ou d'un affrontement direct entre les classes. Elles procèdent de la répartition des rôles entre les défenseurs de l'ordre établi, de gauche s'il vous plaît !

Elles ont aussi en commun une contradiction en toile de fond commun avec l'ensemble des partis institutionnels et même au-delà de vouloir faire croire aux travailleurs qu'il serait possible d'éviter une "catastrophe sociale" que l'on sait inévitable à plus ou moins long terme, ils se font fort de régler la crise du capitalisme en épargnant les travailleurs alors que ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir, sans s'attaquer véritablement à ce pouvoir, contradiction explosive pour le FdG ; nous l'avions déjà analysé avant l'élection présidentielle, les choses ne se sont pas tout à fait passées comme nous le pensions, cependant notre diagnostic a été ou est en train d'être confirmé par les tensions et la crise qui ravagent depuis le PG et le PCF.

Voilà ce que ces philistins ont voulu ignorer ou ne pas tenir compte, la réalité s'est chargée de se rappeler à leur bon souvenir.

Ce que ces gens-là ne veulent pas comprendre, c'est qu'il n'y a plus de place pour une politique réformatrice, pour un parti ou un regroupement politique qui incarne le réformatisme à l'époque où la crise du capitalisme est entrée dans sa phase ultime, attention, qui peut encore durer des années...

Pour conclure sur ce sujet qui ne nous passionne pas vraiment, j'ai classé selon différents thèmes les prises de position contenues dans la lettre de démission de cet économiste à la Cour des comptes, afin que vous puissiez les examiner tranquillement et vérifier les arguments qui viennent d'être développés. (source : (<http://blogs.mediapart.fr> 18.06)

1- Le PG est trop à gauche, la révolution même dans les "**urnes**" n'était pas sa (leur) tasse de thé. Accompagner le capitalisme dans sa lente agonie.

- "*... lors du Congrès du Mans, puis ensuite dans une adresse au Conseil national, le 31 mai 2011 – explicité par écrit les motifs. Nous y mettions en garde contre « une analyse fantasmagorique de la situation française » servant de « justification à une orientation protestataire-révolutionnariste » ne répondant pas aux attentes populaires*"

- "*La stratégie du Front de gauche est la seule valable à mes yeux, mais elle est exigeante et, bien plus que d'envolées lyriques et enflammées, elle se nourrit de constance et de cohérence. Elle appelle à une réflexion sur les profonds bouleversements qu'ont connus les sociétés capitalistes et le monde depuis trois décennies, elle seule permettra de bâtir une stratégie de transformation adaptée à notre époque.*"

2- Des électoralistes.

- "*A peine acquis dans la présidentielle, notre capital électoral aura donc été aussitôt dilapidé dans la législative.*"

- "*Au final, la représentation parlementaire du Front de Gauche se trouve lourdement affaiblie et celle du Parti de gauche est réduite à sa plus simple expression : son désormais unique député, Marc Dolez.*"

- "*... le rapport des forces final dans un scrutin majoritaire à deux tours. Faute d'avoir voulu poser dès le départ les conditions d'un accord démocratique avec le PS – et l'on sait que les représentants du PG en ont, au final, été les fossoyeurs –, le résultat était dès lors couru d'avance ...*"

3- Eviter, endiguer la crise pour éviter une brutale et incontrôlable irruption des masses sur la scène politique. Incompréhension de la situation mondiale. Le Front populaire appelé à la rescousse.

- "*La France n'est pas la Grèce et avant que d'inviter chez nous une même catastrophe sociale peut être vaudrait-il mieux se demander comment l'éviter !*"

- "*Elle nécessite que soit construit un rapport nouveau à la gauche, qui soit tout à la fois front commun contre la droite et l'extrême droite et confrontation programmatique exigeante. Elle fut, hier, celle, victorieuse et toujours présente dans la mémoire collective, du Front populaire.*"

- "*... la question du mode de fonctionnement du PG, dans lequel les vrais débats n'ont lieu qu'au sein d'un tout petit groupe qui, seul, prend les décisions. Les instances nationales officielles étant là non pour les discuter mais pour les avaliser et les transmettre.*"

Qui se fait brebis, le loup le mange !

FO et le POI dans le rôle de la brebis face au gouvernement qu'ils n'ont cessé d'épargner, et ce n'est qu'un début.

- "Comme disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou, il y a un loup, eh bien, on va demander à lever le loup", a lancé sur RTL Jean-Claude Mailly, reprenant la formule de la première secrétaire du PS, qui visait alors François Hollande, son rival dans la primaire socialiste.

Mais si monsieur Mailly a de graves problèmes de vision, peut-être qu'il ne s'agit pas d'un loup... mais d'un renard !

Informations ouvrières (n°205), hebdomadaire du POI, n'est pas en reste, quand bien même il ne reste qu'un rogaton à se mettre sous la dent, jugez par vous-mêmes. Tenez, je me demande si ce ne serait pas nous la brebis donnée en pâture au loup, je ne sais pas ce que vous en pensez.

Page 3 en titre : " *Et en France, que va faire le gouvernement ?*"

Pardi, l'orientation affichée de sa politique ne nous suffirait-il pas à le savoir par hasard à défaut de détails dans un premier temps ? En fait tout est bon pour lui faire gagner du temps, c'est leur manière de le soutenir, nous ne sommes pas dupes.

Titre de l'éditorial de D. Gluckstein : " *Et maintenant ?*"

Cornélien le casuiste ! Le PS va se mettre au service des travailleurs, si, si, c'est possible, Gluckstein va s'employer tout au long de son éditorial à alimenter cette illusion digne d'un seigneur du capital. Voyons comment.

- Selon lui " *l'ampleur historique de l'abstention (...) traduit une attente de plus en plus pressante*" vis-à-vis du gouvernement évidemment, elle n'exprimerait pas un rejet de tous les partis y compris le PS.

- " *Que l'Union européenne, aux ordres de Washington, veuille aggraver la mise sous tutelle du peuple grec pour lui imposer ses plans destructeurs, c'est dans l'ordre des choses. Mais Hollande va-t-il se prêter à cette tentative ?*"

Il l'a déjà manifesté à plusieurs reprises avant les élections n'y revenons pas ici chacun l'a encore en mémoire, constatons que Gluckstein est étrangement devenu amnésique depuis. Vous allez tout de suite comprendre pourquoi ou à quoi cela tient.

- " *Plus généralement : où devrait être la place d'élus et de partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie ? Du côté de l'Union européenne qui veut écraser les peuples d'Europe, ou du côté du peuple grec qui rejette le mémorandum ?*"

Vous avez la réponse, il y aurait tout lieu d'attendre que Hollande et son gouvernement se place au côté des travailleurs parce que le PS serait encore un parti ouvrier. Est-ce que vous comprenez mieux à quoi cela leur sert-il de faire passer le PS pour un parti ouvrier ? A nourrir des illusions dans un parti sans qu'on puisse leur reprocher, parce qu'il s'agirait d'un parti ouvrier, donc un parti qui certes ne serait pas parfait (sic !), mais qui a un moment donné pourrait évoluer et servir notre cause, qui sait, l'espoir fait vivre... les bureaucrates et les carriéristes en priorité.

Comme si franchement Hollande en avait quelque chose à foutre du peuple grec ou un autre, il s'est déjà prononcé pour bombarder le peuple syrien, cela aussi Gluckstein l'ignore.

- A propos de PSA : " *Difficile... Que va faire le gouvernement ? Va-t-il donner la garantie, par son intervention directe, du maintien du site et de tous les emplois ?*"

Feindre l'ignorance a ses limites monsieur Gluckstein, à en abuser vous allez passer pour un vulgaire manipulateur.

Les camarades du CCI-T ont relevé ceci dans *Combattre pour en finir avec le capitalisme* du mois de juin (en ligne dans le site) :

- " *Michel Sapin, interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, a laissé échapper cette phrase : « Ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA » qui sonne comme celle de Jospin « l'Etat ne peut pas tout faire » sur Renault-Villevoorde à l'époque.*"

Bien entendu, Gluckstein n'a rien entendu du tout, il n'a même pas souvenir de la répartie de Jospin, non, non, il nous demande de le croire sur parole, qu'il n'y compte pas, c'est une illusion de trop ! Tout cela pour quoi ? Pour justifier la ligne politique du POI.

- "*Cela nous ramène à ce qui est au centre de tout : céder aux diktats de l'Union européenne ou y résister, ratifier le traité « Super-Maastricht » TSCG ou s'y refuser ?*"

Depuis toujours le PS est gagné à la cause de la construction européenne, il a adopté, voté, signé toutes les mesures ou directives, tous les traités de l'UE, et soudainement on devrait s'interroger sur ses réelles intentions envers l'UE ! Gluckstein ne prendrait-il pas par hasard les militants et les travailleurs pour des demeurés ?

Finalement, il flatte et instrumentalise leur ignorance en tentant de leur faire croire que le renard qui trône au Palais pourrait les épargner, on se demande bien au nom de quoi ferait-il preuve d'une si soudaine mansuétude, que suis-je bête, du socialisme voyons, car c'est bien connu que le PS aurait encore quelque chose à voir avec le socialisme.

Cocorico ! Gauloiserie. Où va se nicher le social-patriotisme ?

Page 15 : "*Nos ancêtres les Gaulois, barbares, braillards, incultes et chevelus à casques ailés ?*"

Pensez-vous, ils étaient à la pointe du progrès dans tous les domaines ou presque par rapport au reste de l'humanité, on pourrait même se demander si l'humanité toute entière ne leur doit pas un tribu exceptionnel !

- "*Par bien des aspects de la vie quotidienne, économique et politique, la civilisation gauloise fut plus avancée qu'on ne le croyait.*"

Sans blague, à la traîne des civilisations égyptienne, chinoise, minoenne, précolombienne, harappéenne, mésopotamienne, etc. qui dans le domaine de la fonte des métaux, des outils, de l'écriture, de l'urbanisme, de l'organisation de la cité ou de la politique, etc. avaient une longueur d'avance sur les Gaulois. Si vous n'avez pas cela en mémoire ou que vous avez un affreux doute, tapez le nom de ces civilisations sur Google et vérifiez-le vous mêmes.

Pour mémoire les Gaulois remontent à quelques siècles avant l'ère vulgaire ou la venue sur terre du messie Jésus-Christ.

Le POI se déconsidère totalement en racontant n'importe quoi à ses militants, c'est pathétique d'en arriver-là.

Un exemple : "*les Celtes écrivaient sans doute peu, mais ils écrivaient*", quel exploit ! en voilà un peuple avancé, alors que l'apparition de l'écriture remonte à environ 3.500 ans avant J-C en Mésopotamie. Passons.

Décidément, ils n'ont pas de bol au POI, après avoir émis l'espoir désuet que le SPD ne voterait pas les traités TSCG et MES, s'être gargarisé de l'appel de Ver.di en direction des députés du SPD, on vient d'apprendre qu'ils avaient trouvé un accord avec Merkel, pas avec Ver.di rapporte l'AFP, l'article figure en entier dans cette page : "*C'est dans l'ensemble un bon résultat que je pourrai défendre avec une certaine confiance devant (les députés sociaux-démocrates du SPD) pour promouvoir la ratification du pacte*" budgétaire, a estimé lors d'un point-presse Frank-Walter Steinmeier, qui emmène le groupe parlementaire social-démocrate.

Je n'ai plus le temps pour en dire plus sur ce sujet, je termine par là l'actualisation du site aujourd'hui.

Lisez attentivement la lettre du président de Ver.di (IO n°205 page 2, en ligne dans le site), son contenu est éloquent à plus d'un titre et ce n'est pas un hasard si le POI n'en souffle mot, tout est dit dans le premier paragraphe qui témoigne de la soumission totale de ce syndicat à l'ordre établi.

Rendez-vous compte, il n'existerait dans ce traité aucune clause permettant à un Etat de sortir de ce traité. Et alors ? Y aurait-il par hasard dans l'UE un seul gouvernement, un seul Etat susceptible de représenter les intérêts des travailleurs pour envisager sérieusement de prendre un jour une telle décision ? Par quel miracle pourrait-il n'y en avoir qu'un seul ? L'intérêt de cette supercherie consistant à faire croire que cela pourrait arriver un jour, il fallait y penser n'est-ce pas ?

>En ce qui nous concerne, ce qu'il ne dit pas évidemment pas plus que le POI d'ailleurs, c'est que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait rompre avec ce traité sans demander l'autorisation à personne, sans se soucier de savoir si une telle clause existe ou non, avec tous les traités signés antérieurement avec l'UE une fois que la classe ouvrière serait parvenue au pouvoir.

C'est encore une façon de témoigner leur soumission à l'ordre établi et de tenter de le masquer maladroitement.

Il y aurait beaucoup à dire sur les relations entre les syndicats et les partis avec l'Etat et la classe des capitalistes en Allemagne, et cela depuis la réunification, qui finalement n'a pas été suivie d'un "*choc*" financier comme cela était annoncé à l'époque, comment l'Allemagne allait-elle intégrer une économie en faillite (RDA). Pardi en exploitant au maximum son prolétariat et en pratiquant de même avec celui des ex-pays de l'Est après l'implosion de l'URSS, c'est en grande partie la "*recette*" du "*miracle*" économique allemand des deux dernières décennies.

Une véritable aubaine pour les capitalistes allemands pour conserver ou accroître leur hégémonie sur l'Europe, et pour financer et corrompre un peu plus son importante aristocratie ouvrière que les syndicats allemands organisent, tandis que les secteurs d'activité atomisés ou les travailleurs faiblement organisés subiront la politique scélérate instituée par Schröder.

Actualité en titres

On se détend un peu, le week-end arrive :

- "La levrette est la position préférée des Français, pas des Françaises" - L'Express.fr

Alors comment ils font ?

Le changement dans la continuité, la preuve :

1- L'armée française passe un contrat de plus d'un milliard d'euros avec Thales - AFP

Les caisses de l'Etat sont vides, sauf pour l'armée !

2 - L'ambassadeur de France à Berlin est "*chiraquien*" et "*loyal*" à Hollande - L'express.fr

Il ne manquerait plus qu'il ne le soit pas !

Quel dommage franchement !

- Rio+20: la société civile monte au créneau pour dénoncer "*l'échec*" du sommet de l'ONU - AFP

On n'est jamais mieux servi que par les siens :

- Grèce: le banquier proche des socialistes Vassilis Rapanos nommé aux Finances - AFP

C'est tout ?

- Le Royaume-Uni pourrait connaître l'austérité jusqu'en 2020 - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Privé de la cassette !

Pour cause de scores historiquement bas aux élections législatives, le Nouveau Parti Anticapitaliste et Lutte Ouvrière devront se passer de subventions pour les cinq années qui viennent.

Le bilan économique de la LCR, ancêtre du NPA montre que le parti a bénéficié d'importants financements publics allant de 525 707 € à 896 994€ entre 2008 et 2010. Lutte ouvrière, grâce à ses 563 candidats présentés en 2007, a touché quelque 350 000 euros par an jusqu'à 2012.

Les subventions publiques représentaient une part importante de leur budgets: 22,90% en 2007 puis environ 33% en 2010 pour le NPA. Entre 15 et 20% entre 2007 et 2010 pour Lutte Ouvrière. L'un et l'autre semblaient avoir compris la règle les années précédentes, présentant un maximum de candidats pour augmenter leurs chances d'obtenir une aide de l'État. (liberation. fr 21.06)

Non, là franchement vous leur prêtez des intentions qui ne leur seraient jamais venues à l'esprit... Si encore c'était pour la bonne cause ou qu'ils étaient capables de l'employer utilement...

1.2- En voilà un qui sait de quoi il parle en matière d'opportunisme débridé. Règlement de compte.

Le député écologiste européen Daniel Cohn-Bendit livre dans un entretien à paraître vendredi dans Libération un réquisitoire très dur contre Europe Ecologie-Les Verts, dont "*l'image est devenue détestable*", et contre la "*chef de clan*" Cécile Duflot, tout en menaçant de quitter EELV.

"On existe à l'Assemblée, au Sénat et au gouvernement, mais plus dans la société. Nos succès institutionnels ne sont pas accompagnés, bien au contraire, d'une dynamique citoyenne. Notre image est devenue détestable. Nous avons échoué là où on voulait redonner espoir en faisant de la politique autrement. Aujourd'hui, nous incarnons souvent l'insoutenable légèreté de l'arrivisme", assène "Dany" dans cet entretien.

Invité à préciser ses reproches, M. Cohn-Bendit, régulièrement critique contre sa formation, souligne le comportement de la secrétaire nationale d'EELV: "*Quand on (la) voit par exemple, dans un documentaire, brandir son stylo en jurant qu'elle ne signera jamais un accord avec le PS sans la sortie du nucléaire, et qu'évidemment on le signe quand même car c'est un bon accord, cela est dévastateur.*"

"Le plus détestable a été la course aux maroquins ministériels, y compris chez mes propres amis", lance-t-il, alors que Mme Duflot ou le patron des sénateurs écologistes Jean-Vincent Placé avaient fait amende honorable, quelques jours avant l'annonce du premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault, pour "*l'image de chasse aux portefeuilles*" qu'ils avaient donnée, selon les mots de M. Placé.

"Chef de clan, elle impose l'intérêt de ses pairs comme l'intérêt commun", poursuit M. Cohn-Bendit à l'égard de Mme Duflot. (AFP 21.06)

N'aurait-il pas déjà les municipales de 2014 en tête par hasard ?

2- Grèce

Le nouveau Premier ministre grec, Antonis Samaras, a mis en place jeudi une équipe gouvernementale restreinte avec pour objectif affiché d'obtenir un assouplissement des conditions de renflouement du pays, tout en le maintenant dans la zone euro.

Au poste-clé de ministre des Finances, le chef de file des conservateurs a nommé comme prévu le président de la Banque nationale de Grèce, Vassilis Rapanos.

Les conservateurs de Nouvelle Démocratie, arrivés en tête des élections législatives de dimanche devant la Coalition de la gauche radicale Syriza, ont obtenu le soutien des socialistes du Pasok et du parti de la Gauche démocratique, ce qui leur assure une majorité parlementaire.

Sur 18 portefeuilles, le nouveau cabinet compte treize ministres issus de ND, un du Pasok et quatre sont des technocrates.

Selon un responsable de la Gauche démocratique, le document précise que les trois partis sont convenus de demander aux créanciers d'Athènes - Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne - un délai supplémentaire de deux ans, 2016 au lieu de 2014, pour atteindre les objectifs budgétaires inscrits dans le plan de sauvetage.

Le délai supplémentaire impliquerait, selon des responsables grecs, une rallonge extérieure de 16 à 20 milliards d'euros. (Reuters 21.06)

3- Espagne

Le premier magistrat d'Espagne, le président du Tribunal suprême Carlos Divar, a démissionné jeudi, emporté par une affaire de voyages aux frais de l'Etat particulièrement embarrassante dans un pays en pleine crise économique.

Carlos Divar, un catholique fervent âgé de 70 ans, avait été nommé à ce poste par le gouvernement socialiste en 2008.

Il était accusé depuis un mois d'avoir utilisé 30.000 euros de fonds publics pour financer une trentaine de séjours dans des hôtels et restaurants de luxe, principalement à Marbella sur la côte andalouse. (Reuters 21.06)

4- Pakistan

La justice pakistanaise a émis jeudi un mandat d'arrêt contre Makhdoom Shahabuddin, quelques heures après sa désignation au poste de Premier ministre, dans une affaire d'importations illégales de drogue remontant à 2010, quand il était ministre de la

Santé, selon des témoins.

D'après la télévision d'Etat, ce mandat d'arrêt n'est pas de nature à empêcher M. Shahabuddin, actuel ministre de l'Industrie textile, de se faire élire Premier ministre vendredi au cours d'une session extraordinaire de l'assemblée nationale convoquée à cet effet.

L'élection prévue vise à combler le vide créé par le départ de Yousuf Raza Gilani, Premier ministre du président Asif Ali Zardari depuis 2008, destitué mardi par la Cour suprême car il avait refusé de se plier à ses demandes de réouverture de procédures judiciaires pour corruption présumée visant M. Zardari.

Jeudi soir, le ministre de l'Information Qamar Zaman Kaira, un autre leader du parti du Peuple pakistanais (PPP) au pouvoir, a ajouté à la confusion en se portant lui aussi candidat au poste de Premier ministre.

Le mandat d'arrêt contre M. Shahabuddin a été délivré par le juge Shafqatullah Khan dans un tribunal de Rawalpindi, ville-jumelle de la capitale Islamabad.

Certains observateurs dénonçaient une manoeuvre politique. D'autres y voyaient la main de la puissante armée, qui continue de cornaquer de près le gouvernement civil et signalerait ainsi sa réticence à voir M. Shahabuddin accéder au poste de Premier ministre.

Le juge a également émis un mandat d'arrêt contre Ali Musa Gilani, fils de M. Gilani, et ordonné sa convocation, ainsi que celle de M. Shahabuddin, devant un tribunal de Rawalpindi spécialisé dans les affaires de drogue.

Un enquêteur des services pakistanais de lutte contre la drogue a déclaré jeudi devant la cour que les preuves produites par les deux accusés n'avaient pas convaincu les enquêteurs de leur innocence. "*Nous voulons qu'ils soient arrêtés pour enquêter plus en détail*", a-t-il ajouté.

En disqualifiant M. Gilani, la Cour suprême visait indirectement M. Zardari, très impopulaire et surnommé "*Monsieur 10%*" en allusion aux multiples soupçons de corruption qui pèsent sur lui.

La plus haute juridiction du Pakistan réclame la réouverture de poursuites contre lui pour des détournements présumés de fonds publics de l'ordre de 12 millions de dollars (9,5 millions d'euros) en compagnie de son épouse Benazir Bhutto quand elle était Première ministre (1988-90 et 1993-96) et lui l'un de ses ministres. (AFP 21.06)

Social

1- France

1.1- Des centaines de licenciements chez Fram.

Le voyageur français Fram, en difficulté depuis plusieurs années, va présenter le 13 juillet un plan social qui pourrait déboucher sur plus de 300 licenciements, selon des informations de presse.

La société va d'abord tenir "*un comité d'entreprise le 5 juillet au cours duquel seront transmis aux représentants du personnel les documents relatifs à un projet de réorganisation avec à la clé des +licenciements+*", affirme le quotidien économique Les Echos de vendredi.

Le voyageur, dont le siège est basé à Toulouse, compte 3.500 à 4.000 salariés, dont environ 600 en France. (AFP 21.06)

1.2- Leur société.

Le nombre de prostituées exerçant au Bois de Boulogne a "*significativement augmenté, puisqu'on estime qu'il a doublé*" en 2011, s'étendant jusqu'aux zones d'habitation et de loisirs, a indiqué le préfet de police jeudi, en réponse au conseil de Paris.

Selon la porte-parole du "*Collectif 16e arrondissement des prostituées du Bois de Boulogne*", Corinne, on dénombre environ 180 prostituées au Bois de Boulogne, femmes ou transsexuels, indépendantes ou liées à des réseaux. (AFP 21.06)

2- Monaco

Cuisines, casinos, palaces, ou banques de la principauté de Monaco ont été abandonnés jeudi après-midi par des centaines de salariés du privé, décidés à scander leur inquiétude et défendre dans la rue un système de retraites en passe d'être réformé.

"*Exceptionnellement, le Casino ouvrira ses portes à 19h00*", pouvait-on lire devant le Casino de Monaco, l'emblématique établissement Belle Epoque de la Société des Bains de Mer, l'un des grands employeurs du pays.

Ils étaient près de 1.000 salariés (selon la police), plus de 1.500 (selon l'Union des syndicats de Monaco) à défiler dans un cortège insolite. Essentiellement des Français des communes avoisinantes qui font doubler chaque jour la population de la petite principauté de 2 km². (AFP 21.06)

Economie

1- Banques

L'agence de notation Moody's a abaissé jeudi la note de 15 grandes banques occidentales possédant des activités de marché mondiales, cinq américaines, trois françaises, deux suisses, trois britanniques, une canadienne et une allemande.

Les plus durement affectées sont les américaines Bank of America et Citigroup, dont les notes ont été rétrogradées à "Baa2" et ne se situent plus que deux crans au-dessus de la catégorie dite spéculative, selon un communiqué publié jeudi. (AFP 21.06)

2- Espagne

Les autorités espagnoles ont dévoilé jeudi les résultats des audits indépendants réalisés sur le secteur bancaire, qui aura besoin de jusqu'à 62 milliards d'euros, un chiffre bien inférieur aux attentes du marché et aux 100 milliards proposés par la zone euro.

Le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, en visite au Brésil, s'est réjoui des résultats des audits et a demandé que l'aide européenne soit versée "*le plus rapidement possible*".

Quelques heures plus tôt, la quatrième économie de la zone euro avait envoyé un message rassurant en levant un peu plus que prévu (2,220 milliards au lieu des un à deux milliards visés) mais, encore une fois, elle a payé le prix fort.

Pour emprunter à cinq ans, l'Espagne a notamment franchi, pour la première fois depuis la création de l'euro, la barre symbolique des 6%.

Mais le soutien européen à ses banques ne signifiera pas pour autant la fin des problèmes de l'Espagne : si "*l'Espagne accapare toute l'attention*" dans la zone euro, comme le souligne Bankinter, c'est que derrière le sauvetage de ses banques se profile le spectre d'un possible besoin d'aide globale de ce pays.

"*Cela semble difficile d'imaginer que l'Espagne évitera un sauvetage plus complet*" de son économie, estiment les analystes de Rabo Bank.

Pour rassurer une fois pour toutes les marchés, Madrid a encore appelé jeudi à une action de la Banque centrale européenne (BCE).

Ce qu'elle doit faire, c'est "*déboucher les tuyaux du crédit, parce que c'est la seule qui a du crédit*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Garcia Margallo.

La zone euro réfléchirait à puiser dans les fonds de secours européens pour acheter des titres de dette des pays fragiles, selon le chef du gouvernement italien Mario Monti. Une idée reprise par Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE. (AFP 21.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin

CAUSERIE

Aux Etats-Unis, ils (la Fed, Wall street) ont joué le coup en remplaçant un Bush blanc par un Bush noir ; en France, ils ont joué le coup en remplaçant un Sarkozy conservateur et excité par un Sarkozy "*socialiste*" et mou, dans les deux cas pour mener la même politique réactionnaire.

Et dans les deux cas, les uns et les autres se sont mis à extrapoler sur les bienfaits qui sont probables, possibles,

éventuels, hypothétiques mais bien réels notez bien de ce qui n'était que le travestissement de la même politique. Ne fallait-il pas être subordonnés aux appareils et accrochés au basques des institutions pour entonner un tel refrain, sinon comment expliquer un tel comportement servile ?

Un mot radide sur le sommet de Rome

On a appris à l'issue du sommet de Rome qui a eu lieu hier que faute de pouvoir obtenir l'accord de l'ensemble des Etats de l'Union européenne dans le dossier de la taxe sur les transactions financières, elle serait reportée aux calendes grecques.

- Plusieurs ministres ont déjà exprimé leur réticence, certains allant jusqu'à dire qu'ils pourraient remettre en question les décisions de pays qui mettraient cette taxe en place si elle venait à affecter les pays ne l'ayant pas adoptée.

"Les Pays-Bas ont une position très claire sur cette question. Nous ne la mettrons certainement pas en oeuvre", a déclaré le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager, soulignant que les Pays-Bas appliquaient déjà une taxe bancaire.

Le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède ont également fait part de leur opposition, contrairement à l'Autriche qui se trouve dans une situation semblable à celle de l'Allemagne.

Ses recettes pourraient financer certaines initiatives financières telles la création d'un fond de liquidation des banques en difficulté. (Reuters 22.06)

L'Espagne est pour, on comprend pourquoi en lisant le dernier paragraphe au regard de la situation de ses banques !

La méthode du Tartufe du Palais.

On va créer des postes dans tel ministère... tout en en supprimant autant dans d'autres ministères.

On ne va pas taxer les classes moyennes, on laisse les prix augmenter sur les produits de première nécessité et les services, ce qui revient à taxer l'ensemble des travailleurs et leurs familles.

On va augmenter les impôts pour les plus riches... tout en leur permettant de continuer de s'enrichir sur le dos de la bête, nous quoi.

On va créer des emplois précaires pour les jeunes exonérés de cotisations sociales pour les patrons... tout en prétendant lutter contre la précarité et les bas salaires.

Brader la souveraineté des Etats au profit de l'UE, il est contre... mais pour !

Reuters, le 22 juin à Rome - Hollande ne conçoit les abandons de souveraineté que suppose une intégration politique européenne plus poussée, qu'en contrepartie d'améliorations des mécanismes de solidarité entre les Etats membres de la zone euro.

"Nous nous sommes retrouvés sur une vision commune de l'Union économique et monétaire, sur une feuille de route qui supposera à chaque étape de l'union - union monétaire, union bancaire - des instruments qui correspondent à cette volonté de travailler ensemble", a-t-il néanmoins assuré devant la presse.

En injectant 1% du PIB européen dans la "croissance", on va inverser la tendance qui consistait jusqu'à présent à miser sur l'austérité, etc. Cela représente pour la France environ 20 milliards d'euros. Où Hollande va-t-il trouver cet argent alors que l'Etat est endetté jusqu'aux dents ? Est-ce que ces 20 milliards d'euros vont s'ajouter aux 1.700 milliards d'euros de dettes de l'Etat ? L'Etat va encore devoir emprunter aux marchés ou aux banquiers à leurs conditions. Qui finalement va devoir payer et qui va à nouveau s'enrichir ? Devinez.

Allons plus loin. De ces 130 milliards d'euros, combien vont atterrir dans les entreprises les mieux placées sur le marché suite à des appels d'offres, sachant que les plus compétitives se situent en Allemagne ou sont installées dans les pays où le coût du travail est le moins cher en Europe ? On comprend pourquoi soudainement (sic !) Merkel y est favorable, hier à Rome : "Je suis d'accord avec ce 1% du PIB européen qui doit être investi dans la croissance", avant d'ajouter : "Je pense que c'est véritablement le bon signal, celui dont nous avons besoin." (Reuters 22.06). Le SPD n'en attendait pas davantage pour s'engager à voter prochainement le TSCG et le MES...

Cela va régler quoi, changer quoi ? Rien, c'est une manière de gagner du temps... qui joue en leur défaveur !

Hollande était le joker de l'UE et de Washington. Hollande sert en réalité de caution "socialiste" à une opération de grande

envergure, à un coup de force qui consiste à se servir du hochet de la croissance pour réaliser un pas de plus dans l'Europe fédérale contre les peuples de l'UE qui priverait à terme les Etats de toute souveraineté, objectif conforme à la perspective d'un Nouvel ordre mondial contrôlé par l'impérialisme américain associé pour l'occasion à l'impérialisme allemand.

Et vous voudriez qu'il renonce à cette mission ? Il y en a qui rêvent éveillés parmi nous ou qui ne comprennent pas grand chose à la situation ou aux manoeuvres entreprises par les principaux dirigeants de l'UE, qui consistent à utiliser les opportunités que leur offre la crise qu'ils ont à la fois déclenchée, alimentée et orchestrée sans que les acteurs soient forcément les mêmes à l'exception des Américains, des Anglais et des Allemands qui en tirent profit pour accroître leur hégémonie, à la fois sur le plan économique et politique avec en ligne de mire une union bancaire, budgétaire et politique au sein de l'UE, réalisant ainsi un pas décisif dans la construction de cet Etat supranational et antidémocratique conçu sur le modèle de la dictature américaine contrôlée par la finance.

Leurs discours sur la croissance ne servent qu'à masquer leurs réelles intentions politiques. A ce titre, Hollande est irremplaçable dans le rôle qu'il joue pour le compte des maîtres du monde en profitant à fond de son étiquette "socialiste". Dans ces conditions, s'adresser à lui pour lui réclamer des comptes ou exiger qu'il respecte son mandat tient de la crasse ignorance, de la trahison, au moment où il remplit docilement, mais consciemment, le mandat qui lui a été confié par ses maîtres à penser qui siègent à Bruxelles et Washington.

Tout n'est pas perdu ou pas de quoi se décourager, le temps joue en notre faveur, car avant que notre ennemi ne parvienne à son objectif final en Europe, il demeure confronté à des contradictions historiques tenaces qui constituent autant d'obstacles qui lui restent à régler, et cela va encore prendre beaucoup de temps pour en venir à bout.

C'est ce qu'indiquait hier à l'issue du sommet de Rome Eric Stein, du fonds d'investissement américain Eaton Vance Investment Managers, l'union bancaire : "à mon avis, ça prendra longtemps", et d'ajouter sur un ton désabusé : "tout paraît prendre un temps fou en Europe" (Reuters 22.06).

Le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, l'a confirmé hier dans une interview au Figaro "la crise a montré la nécessité d'accélérer l'intégration", mais " nous ne pourrons pas résoudre les problèmes d'aujourd'hui sans nous placer dans une perspective de long terme". (lefigaro.fr 22.06)

Hollande aussi selon l'AFP qui précise que : Dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, le président français a recommandé "d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions". (AFP 22.06)

De notre côté, saurons-nous en mesure de réaliser en 10 ans ce que nous n'avons pas été foutu de faire en plus de 70 ans, doter le prolétariat d'une nouvelle direction politique ?

Tout ce qui constitue des obstacles pour eux ou fait difficulté freine leur entreprise, à nous d'en tirer profit, et si nous continuons d'en être incapable comme nous avons été incapable de tirer partie de la crise ouverte en 2007-2008, il ne faudra pas s'étonner que l'humanité soit livrée à la barbarie pour de nombreuses décennies encore.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques.

1- Qui détient le pouvoir et gouverne ? Réponse.

- Groupe Doux: le ministre de l'Agriculture Le Foll lance un appel aux banques - AFP

2- Les patrons en savent quelque chose.

Stéphane Le Foll sur la hausse du SMIC : "ça ne coûte pas cher et ça peut rapporter gros" - Public Sénat

« Il faut que chacun prenne en compte l'intérêt des entreprises, c'est-à-dire la capacité compétitive des entreprises et en même temps les entreprises doivent savoir qu'une partie de ce qui fait l'activité ça reste quand même la consommation. » Il ajoute que « redonner de la confiance, ça ne coûte pas cher, mais ça peut rapporter très gros, on le sait. Aujourd'hui les français épargnent beaucoup, c'est parce qu'ils ont peur. » (idem)

C'est marrant, dans notre milieu on ne croise que des gens qui ont peur parce qu'ils ne peuvent pas ou plus épargner. Décidément nous ne vivons pas dans le même monde et nous ne représentons pas les intérêts de la même classe.

De notre côté, ce sont exclusivement les intérêts des travailleurs qui "comptent" et non ceux des entreprises, autrement dit ceux des patrons ou des actionnaires que tient à rassurer Stéphane Le Foll.

3- Quand un numéro d'équilibriste succède à un numéro d'illusionniste.

Titre : Le gouvernement dit chercher "*l'équilibre*" sur le smic.

La concertation sur le "*coup de pouce*" promis pour le salaire minimum est toujours en cours et l'ampleur de la hausse qui sera annoncée mardi n'a toujours pas été décidée, a déclaré vendredi la porte-parole du gouvernement français.

"*S'agissant du smic, comme vous le savez, une concertation est en cours, elle n'est pas terminée, donc pour l'instant les arbitrages ne sont pas rendus*", a déclaré Najat Vallaud-Belkacem lors du compte rendu du Conseil des ministres.

Elle a ajouté que la décision serait annoncée mardi au terme d'une réunion de concertation, rappelant que si aucun "*coup de pouce*" n'avait été accordé au smic depuis six ans, l'exécutif tenait aussi à préserver la compétitivité des entreprises.

"*Un équilibre est à trouver*", a-t-elle conclu.

D'après *Les Echos*, la hausse du smic constituerait en grande partie un à-valoir sur la future revalorisation légale qui doit intervenir le 1er janvier, à savoir l'inflation constatée depuis la dernière augmentation, soit 1,4%. Le "*vrai coup de pouce*" serait donc de 0,6%, écrit le journal.

Plusieurs partis et syndicats ont dénoncé la perspective d'une hausse restreinte du salaire minimum.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, avait prévenu récemment que le "*coup de pouce au smic serait limité*". (Reuters 22.06)

0,6% de 1398 euros brut donne 8,38 euros d'augmentation brut, moins environ 25% de cotisations sociales cela donne 6,28 euros net, divisés par 160 heures cela donne 0,039 euros de l'heure d'augmentation.

Voilà sur quelle base les dirigeants syndicaux corrompus ont accepté de "*négocier*" avec le gouvernement et le patronat.

Et les dirigeants du POI ne savent pas encore quelle va être l'orientation de la politique du gouvernement ? Antisociale, réactionnaire. En tant qu'ouvrier, j'ai un truc à leur dire à ces nantis : c'est vraiment dégueulasse de faire croire aux travailleurs qu'ils auraient quelque chose à attendre de ce gouvernement, oui, franchement dégueulasse, insupportable !

3- On ne touche pas au pouvoir d'une multinationale.

- Nicole Bricq (PS) a été évincé du ministère de l'Ecologie pour avoir osé s'attaquer aux forages au large de la Guyane. (AFP 22.06)

4- Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius ou la voix de la réaction internationale contre le peuple syrien.

Par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero, la France a appelé vendredi les membres de l'armée et des forces de sécurité syriennes à désertir, au lendemain de la défection d'un pilote qui a atterri en Jordanie. (AFP 22.06)

Le Cohn verge à défaut de se renouveler.

Daniel Cohn-Bendit a proposé, vendredi sur Canal+, la création d'une "*coopérative des écologistes*", "*lieu de débats*" où seraient invitées des personnalités les plus diverses, comme Nathalie Kosciusko-Morizet ou Jean-Luc Mélenchon. (LePoint.frLePoint.fr 22.06)

Actualité en titres

Sinon, à quoi bon s'enrichir toujours plus, franchement ?

- Une montre à 500 000 euros pour les 50 ans de François-Henri Pinault - Atlantico.fr

Les mauvaises nouvelles de l'été.

- Vers une flambée du prix du gaz et une hausse de l'électricité -Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le ministère de l'Economie et des Finances a transmis aux parquets de Paris, Nanterre et Créteil des plaintes pour fraude fiscale à l'encontre de 14 cadres et ex-cadres de la société d'investissement Wendel, a rapporté vendredi le quotidien Les Echos sur son site internet.

Parmi eux, figure le président du conseil de surveillance Ernest-Antoine Seillière, l'ex-président du directoire du holding, Jean-Bernard Lafonta et Bernard Gautier, membre du directoire, précise le quotidien économique.

Selon les Echos, les services fiscaux disent avoir constaté, dans les déclarations de ces cadres, des *"infractions fiscales graves et intentionnelles consistant en la minoration de la déclaration d'ensemble des revenus de l'année 2007"*. Bercy leur reproche de s'être *"volontairement soustraits à l'établissement et au paiement de l'impôt"*.

Ces responsables auraient élaboré un montage leur permettant de toucher 340 millions d'euros d'intéressement *"net d'impôts"*, précise le journal. (AFP 22.06)

2- Grèce

Parole de banquier.

Un dirigeant d'une des quatre principales banques grecques l'avoue volontiers: la victoire du conservateur Antonis Samaras dimanche, perçue comme une garantie au maintien de la Grèce de la zone euro, a été un *"immense soulagement"*.

Si les banques grecques ont perdu les deux tiers de leurs dépôts (70 milliards) depuis deux ans, elles ont, au cours de la seule semaine dernière, vu leurs caisses se vider de plusieurs milliards d'euros, selon plusieurs sources interrogées par l'AFP. Un début de *"bank run"* (panique bancaire) dans une agence en Crète a été évité de justesse et l'information est restée cachée par crainte de contagion.

La formation du gouvernement, qui met fin à l'instabilité politique et la nomination au poste de ministre des Finances de Vassilis Rapanos, jusqu'alors le patron de la Banque nationale de Grèce (BNG), premier établissement du pays, sont bien accueillies par le milieu bancaire. *"Au moins, nous aurons pour ministre un homme qui connaît les banques et qui va faire en sorte de les aider plutôt que de les combattre"*, se réjouit une source bancaire.

La question de la propriété du capital des banques est aussi délicate. Alors que le programme de la gauche radicale Syriza prévoyait leur nationalisation, *"les partenaires de la Grèce, UE et FMI, ont insisté pour que le contrôle des banques reste privé"*, a indiqué une source proche du dossier. Pour une question de principe mais aussi par crainte que l'Etat ne se révèle un piètre actionnaire.

Selon une source proche des négociations, elles ont obtenu que l'Etat n'ait pas son mot à dire dans la gestion des banques. Si ce schéma est confirmé par le nouveau gouvernement, l'Etat détiendra des actions assorties de *"droits de vote limités aux grandes décisions stratégiques"*. (lexpansion.com 22.06)

3- Paraguay

Le président paraguayen Fernando Lugo a été officiellement démis de ses fonctions vendredi à l'issue d'un procès politique en destitution de quelques heures mené devant le Sénat, a constaté un journaliste de l'AFP.

M. Lugo, a qui il restait un peu moins d'un an de mandat, était accusé d'avoir *"mal rempli ses fonctions"* après des heurts sanglants survenus la semaine dernière dans le nord-est entre policiers et paysans qui ont fait 17 morts.

A 18H27 locales (22H27 GMT), un total de 39 sénateurs sur les 43 présents ont déclaré le président coupable des accusations formulées contre lui, entraînant sa destitution immédiate prévue par la constitution. L'actuel vice-président Federico Franco doit être investi dans les prochaines minutes.

Au moment ce dette annonce, l'ex-évêque de 61 ans se trouvait dans les bureaux de la présidence, alors que que 5.000 de ses partisans s'étaient rassemblés sur la place faisant face au Congrès. (AFP 22.06)

4- Qatar

Doha mène une campagne de lobbying pour rejoindre l'Organisation Internationale de la francophonie (OIF). Doha souhaite rejoindre l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et mène depuis quelques semaines une campagne de lobbying auprès de l'institution, qui n'accueille pour l'instant qu'un seul pays du Golfe, les Emirats arabes unis.

Le Qatar compterait 100.000 francophones, essentiellement des émigrés nord-africains attirés par les opportunités d'emploi de ce riche émirat en pleine croissance. (lexpress.fr 21.06)

Social

1- France

1.1- 5.122 suppressions d'emplois confirmées chez Air France-KLM.

Air France-KLM a annoncé jeudi une baisse des effectifs d'Air France de 5.122 personnes d'ici décembre 2013 dans le cadre de son plan d'économies de deux milliards d'euros afin de réduire sa dette d'autant et de renouer avec les bénéfices durablement.

Le chiffre des sureffectifs d'Air France, largement responsable des pertes du numéro deux européen du transport aérien Air France-KLM, correspond aux évaluations qui circulaient en interne, mais porte sur un calendrier plus resserré que prévu, le plan courant jusqu'à fin 2014.

"C'est pour parer aux incertitudes économiques", a expliqué une porte-parole du groupe franco-néerlandais.

Les mesures présentées ce matin aux syndicats s'accompagnent de l'engagement de ne pas procéder à des licenciements secs d'ici la fin de l'année prochaine, voire en 2014 si la compagnie constate au second semestre 2013 que le plan se déroule comme prévu.

Cela ne répond qu'en partie aux demandes des syndicats qui réclamaient dès maintenant une telle promesse pendant toute la durée du plan.

"Ils nous demandent de nous engager jusqu'à fin 2014 et eux ne s'engagent que jusqu'à fin 2013, il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans", a estimé Philippe Chassonery, secrétaire général de Force ouvrière à Air France.

Alexandre de Juniac, PDG d'Air France, se targue, lui, de l'absence de licenciements dans le plan qui sera discuté avec les syndicats lors d'un nouveau comité central d'entreprise le 28 juin.

"La signature des accords dans les prochains jours engagera l'ensemble des salariés de l'entreprise et témoignera de la détermination de chacun à replacer Air France sur le chemin de la croissance", déclare-t-il dans un communiqué.

La direction d'Air France, qui veut réduire ses coûts de 20% d'ici fin 2014, rappelle que les départs contraints ne pourraient pas être évités en cas de non-signature des accords début juillet.

"L'Etat encourage à ce dialogue qui devrait permettre, je l'espère, que l'entreprise retrouve un équilibre financier sans pour autant être comme d'autres (...) qui ont des plans de licenciements secs avec des gens qui sont mis à la rue", a déclaré le ministre du Travail Michel Sapin sur Europe 1. *"Il faut s'adapter et s'adapter dans le dialogue."* (Reuters 21.06)

Et une fois des millions d'emplois supprimés dans tous le pays, comment ils font pour "s'adapter" à leur nouvelle situation les millions de chômeurs ? Sapin s'en fout, seuls compte à ses yeux les intérêts des patrons et des actionnaires.

1.2- Le renard était dans le poulailler

L'administrateur judiciaire de Doux a annoncé vendredi la mise en vente du groupe volailler, après l'échec d'un plan de redressement du leader européen du secteur, étranglé par les dettes. Le groupe est à vendre dans sa totalité, a expliqué Régis Valliot, administrateur judiciaire chargé du dossier depuis le 1er juin. Il a précisé qu'il cherchera *"une solution globale et concertée avec l'ensemble des acteurs de la filière"*. (LePoint.fr 22.06)

2- Canada

Après deux semaines d'accalmie, au moins dix à vingt mille étudiants et citoyens de tous bords sont descendus vendredi dans les rues de Montréal et de Québec pour protester contre la hausse des droits de scolarité dans la province francophone.

A Montréal, la manifestation a attiré 10.000 à 15.000 personnes, selon des estimations de l'AFP, tandis qu'une porte-parole d'un syndicat étudiant parlait de 100.000. Environ 5.000 manifestants étaient réunis à Québec, la capitale de la province.

La mobilisation de vendredi -- alors que bon nombre d'étudiants sont retournés dans leur famille ou ont trouvé un travail saisonnier -- avait valeur de test pour la suite du mouvement, qui semblait s'essouffler dans les derniers jours.

Trois précédentes manifestations -- les 22 mars, avril et mai -- avaient mobilisé au moins 100.000 personnes chacune dans les rues de Montréal.

"Je participe aux manifestations depuis le début. Je suis venu pour m'assurer que le moral tient et qu'on continue notre mouvement", disait Julien Vadeboncoeur, 27 ans, étudiant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal (Uqam), venu avec sa fille en poussette.

"Ceux qui comptent sur un essoufflement vont se tromper. Ils ont compté sur la division du mouvement pendant des mois et ils ont entraîné le Québec dans un cul-de-sac", renchérisait Amir Khadir, député de Québec Solidaire (gauche) à l'Assemblée nationale du Québec, présent à Montréal.

Les étudiants protestent contre la hausse des frais de scolarité et la loi 78, dite "*loi spéciale*", qui a suspendu les cours dans les établissements en grève jusqu'à leur reprise à la mi-août, en plus de limiter le droit de manifester.

Les étudiants veulent faire reculer le gouvernement sur une hausse prévue des frais de scolarité de 1.778 dollars (82%) sur sept ans, ce qui les rapprocherait de la moyenne canadienne. Une majorité de la population -- 56% selon un récent sondage -- est toutefois d'accord avec le gouvernement.

Après trois rondes de pourparlers, le gouvernement a quitté la table de négociations le 31 mai et rien ne présage d'une issue rapide au conflit.

Réagissant à ces nouvelles manifestations, le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a accusé le syndicat étudiant le plus militant, la Classe, de manipuler les trois autres. "*La Classe n'a toujours qu'un seul mandat (...), c'est le gel des frais de scolarité en route vers la gratuité et le jour où la Classe aura une ouverture pour que les étudiants participent davantage au financement des universités, ce jour-là, ça vaudra la peine de se rasseoir. Entre-temps, c'est une illusion*".

Encouragé par les sondages, le gouvernement envisagerait de déclencher des élections anticipées à l'automne pour trancher. (AFP 22.06)

Economie

1- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé vendredi qu'elle desserrait encore davantage ses conditions de prêt aux banques de la zone euro, dans ce qui apparaît comme une volonté de porter secours aux établissements espagnols. "*Le 20 juin, le conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de nouvelles mesures pour améliorer l'accès du système bancaire aux opérations (de refinancement) de l'Eurosystème, afin de continuer à soutenir la fourniture de crédit aux ménages et aux entreprises non-financières*", a indiqué l'institution de Francfort (ouest) dans un communiqué, soulignant sa volonté de continuer à soutenir l'économie de la région.

Le conseil de gouverneurs de la BCE a réduit son niveau d'exigence en matière d'obligations adossées à des actifs (ABS), que l'institution accepte déjà en échange de ses prêts, après une première décision en ce sens en décembre 2011. En outre, il a décidé d'élargir la gamme des ABS acceptées à celles adossées à des crédits hypothécaires commerciaux (CMBS) notées A par l'Eurosystème, ainsi qu'aux crédits hypothécaires résidentiels (RMBS) et celles adossées à des crédits à des petites et moyennes entreprises (SMES).

Cette décision semble taillée sur mesure pour les banques espagnoles, dont la note de solvabilité risque de nouveau d'être abaissée après l'octroi du plan d'aide européen. Comme l'indiquait jeudi une source financière à l'AFP, ces dernières disposent en effet de "*crédits hypothécaires en quantité*", dont elles pourront se prévaloir auprès de la BCE pour obtenir des liquidités au taux très avantageux de 1% au lieu de devoir solliciter les programmes de financement d'urgence de leurs banques centrales nationales respectives (ELA), plus coûteux. (lexpansion.com 22.06)

Ce que la BCE accorde aux banquiers, elle le refuse aux Etats qui doivent demeurer tributaires des marchés pour emprunter. Notez bien que nous ne réclamons rien à la BCE, contrairement aux charlatans pour lesquels notre salut devrait passer par cette institution.

Ajoutons que leurs arguments sont frelatés ou servent à masquer ou à faire oublier que tous les Etats ne sont pas lotis à la même enseigne, par exemple, lorsque la France ou l'Allemagne emprunte à un taux proche de zéro voir négatif, c'est en quelque sorte le pendant des taux d'intérêt avantageux (sic!) consentis en amont aux banquiers par la BCE, ce que l'on ne peut comprendre qu'en ayant à l'esprit dans quelle perspective politique ce mécanisme a été conçu, parvenir à une plus grande intégration européenne sur les plans économique, financier et budgétaire, réaliser les Etats-Unis d'Europe, objectif inimaginable autrefois ou hier encore, difficile toutefois à réaliser mais plus impossible du fait de l'incapacité du prolétariat européen à s'y opposer, mieux à prendre le pouvoir pour liquider l'UE.

C'est uniquement l'incurie politique, la capitulation des dirigeants du mouvement ouvrier et la gangrène trade-unioniste qui a pourri son avant-garde (officielle), qui leur permet de tirer profit de la crise pour franchir une nouvelle étape dans la construction de l'Union européenne.

Certaines choses nous apparaissent inconcevables sous certaines conditions, il suffit que ces dernières évoluent dans un sens déterminé pour que tout deviennent possible, voilà tout. Il en va également ainsi dans la vie en général. Croire que les choses seraient figées en l'état pour l'éternité, relève de l'ignorance.

Le distributeur français Casino a annoncé vendredi soir avoir pris le contrôle du numéro un brésilien GPA, à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire de la holding Wilkes qui contrôle ce groupe et qui s'est tenue ce jour à Sao Paulo, indique-t-il dans un communiqué.

L'assemblée générale "a statué sur la nomination de Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de président du Conseil d'administration de Wilkes. Par cette nomination, le groupe Casino devient le seul actionnaire de contrôle de GPA, conformément aux accords signés en 2005 avec la famille Diniz", est-il précisé. (AFP 22.06)

2- France

Un investisseur qatari vient de s'offrir quatre grands hôtels français, dont le célèbre Martinez cannois et le Concorde Lafayette de la Porte Maillot à Paris, renforçant encore la présence de l'émirat dans l'hôtellerie de luxe de l'Hexagone.

Les autres établissements repris sont l'Hôtel du Louvre, à Paris, et le Palais de la Méditerranée, à Nice, ont indiqué vendredi des sources proches du dossier.

Ces hôtels appartiennent au fonds américain Starwood Capital. Interrogée à Paris, la société n'a pas souhaité commenter ces informations.

Selon le quotidien Le Figaro de samedi, l'investisseur qatari aurait déboursé entre 700 et 750 millions d'euros.

Selon une source proche du dossier, l'acquéreur est Katara Hospitality (ex-Qatar National Hotels), propriétaire et gestionnaire d'un portefeuille hôtelier de luxe dans les Emirats et dans le monde. Le groupe avait annoncé en mai son ambition de passer de 24 hôtels en propriété à plus de 60 à l'horizon 2030.

Le site d'information professionnel Hospitality On cite Katara comme un acquéreur possible mais avance aussi le nom de Precision Capital SA (ex-Al Mirbaq Capital), soulignant que dans les deux cas, il s'agit de membres de la famille régnante du Qatar.

La famille régnante "se présente comme le principal investisseur mondial dans l'hôtellerie de luxe", note Hospitality On.

Un autre fonds qatari, Qatari Diar, détient déjà le Royal Monceau (exploité par la chaîne singapourienne Raffles) qui a rouvert en octobre 2011 après plus de deux ans de travaux, et le Peninsula, un hôtel de luxe qui doit être inauguré en 2013, près de l'Etoile à Paris.

Enfin en janvier, un investisseur privé qatari, Ghanim Bin Saad Al Saad, a racheté "sur fonds propres" l'hôtel Carlton de Cannes.

Puissant investisseur, le Qatar est aussi propriétaire des clubs sportifs Paris Saint-Germain et Paris Handball. Il détient des parts dans Lagardère, Veolia, Vinci, Total, ou encore LVMH. A Paris, il avait déjà trouvé acquéreur pour l'Hôtel de Crillon, place de la Concorde, et pour le Lutetia, rive gauche.

L'exploitation des établissements cédés, actuellement assurée par Concorde Hotels, devrait être confiée au groupe américain Hyatt. (AFP 22.06)

Apparemment, le Qatar a obtenu de Hollande et Fabius la reconduction des avantages fiscaux consentis aux investisseurs qatari

par Sarkozy. Normal.

3- Inde

La roupie a atteint vendredi un nouveau plus bas, passant la barre des 57 roupies pour un dollar américain pour la première fois, plombée par l'incertitude internationale qui pousse les investisseurs vers les valeurs refuge.

La devise indienne a perdu plus de 10% de sa valeur depuis début avril. (AFP 22.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juin

CAUSERIE

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. J'ai constaté qu'il y avait un problème d'affichage avec Mozilla, la bande beige verticale à gauche de l'écran ne couvre pas la totalité des pages d'accueil, alors que ce problème n'existe pas avec Explorer. Je n'ai pas encore trouvé le temps de chercher où se situe le lézard.

J'ai mis en ligne sous forme d'articles certaines causeries du mois de juin. J'avais dit que je le ferais, puis j'ai oublié, je le ferai en repartant de janvier 2012. En attendant, en reprenant les infos et déclarations du mois de juin, vous pourrez sans peine en déduire que l'on savait avant même l'élection de Hollande quelle politique il appliquerait.

Le PS me sort par la tête, je ne peux pas résister à l'envie de l'étriller.

La modestie chez les nantis est le complément naturel ou la manifestation de leur mauvaise conscience, de leur difficulté à dissimuler leurs véritables intentions ou leur véritable nature. C'est un personnage qu'ils se composent autant pour se protéger que pour en imposer aux naïfs ou faibles d'esprit.

Ce n'est pas une qualité, c'est un cas pathologique chez eux, qui tient plus de la lâcheté que du courage, de la sournoiserie et de la vanité plutôt que de l'honnêteté.

La véritable modestie nécessite une prise de conscience, que dans la nature il n'existe pas deux êtres identiques, et que par conséquent leur comportement n'est pas dominé par des rapports d'infériorité ou de supériorité mais par les inégalités qui permettent de les distinguer, et quand ils sont en contact avec des éléments extérieurs ils adoptent une attitude différenciée conforme à leurs attributs ou capacités respectives.

Celui qui se croit faible et vulnérable ou celui qui se croit fort et puissant présente le même travers ou exprime le même rapport renversé, qui consiste à se situer inconsciemment sur une échelle de valeur qui correspond ou reproduit les rapports sociaux de production, où les droits des dominés sont aliénés ou bafoués, considérés comme illégitimes, ils auront tendance à se définir comme des être inférieurs et l'accepteront plus ou moins, tandis que ceux des dominants sont reconnus ou respectés et considérés comme légitimes, ils auront tendance à développer un complexe de supériorité qu'ils assumeront ou revendiqueront la plupart du temps.

On se croit fort ou faible physiquement, intellectuellement, par son statut social ou sa position dans la société, alors qu'il existe toujours des êtres qui nous sont inférieurs ou supérieurs dans tous les domaines, d'où l'absurdité de la vanité, de l'arrogance, du mépris ou de l'indifférence.

La modestie feinte par Hollande et Ayrault principalement s'adresse aux masses : voyez les efforts que nous avons consentis, nous avons montré le bon exemple, à votre tour maintenant, c'est normal. Dit ou exigé brutalement ne passerait pas, c'est la leçon qu'ils ont retenu du quinquennat de Sarkozy, ils prennent le contre-pied, la méthode change, la politique demeure la même, l'objectif aussi.

Nous avons dit que la véritable modestie consistait à prendre conscience que les inégalités dominaient dans la nature et chez l'homme, dans la société, avec tous les rapports qui en découlent. Du coup les discours sur l'égalité qui tendent à gommer ou nier artificiellement ces inégalités tombent à plat ou constituent une aberration, leurs arguments sont contre-nature, leurs auteurs des charlatans.

Sur le plan politique, les choses se présentent sous un angle légèrement différent, sans toutefois contredire ce qui vient d'être

énoncé, on nous invite à réduire les inégalités sociales sans remettre en cause le système économique qui en est à l'origine, la différence réside ici dans le fait qu'il ne s'agit pas d'un phénomène naturel, elles reposent sur la violation institutionnalisée d'un droit, qui a pour seule raison d'être de perpétuer ces inégalités sociales de façon à ce qu'elles apparaissent comme naturelles (et éternelles) au commun des mortels.

La modestie est un luxe inabordable pour le miséreux qui est absorbé à assurer sa survie au quotidien, tandis qu'elle n'est qu'un masque ou une ruse chez l'imposteur ou le roturier qui finalement ne sert que son ambition personnelle. Les dirigeants du PS sont à classer dans cette catégorie.

Les grandes écoles ou l'université les a formatés pour devenir de serviles serviteurs du capitalisme, de l'Etat, de l'ordre établi. Leur vernis socialiste ne sert qu'à rappeler pour certains leur origine modeste avec laquelle ils ont rompu, mais qui leur sert utilement de couverture politique et morale, une contradiction que justement leur (fausse) modestie sert à camoufler.

Prenez par exemple Claude Bartolone : "*Bon élève, il entame des études supérieures à l'université de Jussieu. Titulaire d'une licence de mathématiques et d'une autre de physique il travaille alors deux ans dans l'industrie pharmaceutique avant de se lancer dans une carrière politique.*" (slate.fr 23.06) En tout et pour tout, il aura travaillé deux ans dans sa jeunesse, depuis il est devenu totalement étranger au milieu des exploités qu'il prétend pourtant représenter, auxquels il estime normal d'imposer des sacrifices.

Sa "*carrière*" aura consisté à valoriser ses idées, le terme monnayer aurait peut-être été plus juste ou plus précis, maire, député (1981) puis ministre sous Chirac (1998), pour finalement en 2012 atteindre le "*perchoir*" de l'Assemblée nationale quelques décennies plus tard. Quel idéal médiocre !

Il n'a jamais servi les intérêts des travailleurs, il a servi ses propres intérêts qui se confondaient avec ceux qui détiennent le pouvoir, c'était préférable pour satisfaire son ambition, comme Jospin, Cambadélis et bien d'autres. Il ne faut pas croire que ces gens-là auraient renié un jour leurs convictions, en réalité ils n'en ont jamais eu de bien assurées contrairement à un Kautsky par exemple, qui fut un véritable marxiste avant de devenir un renégat.

Voilà des gens qui ont toujours vécu en marge de la société, dont la carrière exemplaire a consisté à brasser du vent, tandis que des technocrates faisaient le boulot à leur place en amont. Le passage par la mairie est presque incontournable, car c'est un exercice pratique utile pour déterminer les élus qui sont le plus apte à servir les institutions et qui seront amenés plus tard à grimper dans l'appareil du parti et de l'Etat. Le maire est le seul élu vraiment en contact avec la population, et de son art à manier la langue de bois déterminera la suite de son "*business plan*", à condition toutefois qu'il soutienne la politique de son parti en élu bien discipliné. Si cela ne s'applique pas (forcément) aux maires des petites communes, des fonctionnaires et des notables locaux, pour avoir rejoint un tel parti au passé criminel, il ne fallait pas être trop exigeant, envers soi-même, pour l'ignorer ou s'en accommoder, en toute simplicité cela va de soi.

La mythomanie est une pathologie comparable au révisionnisme, dans la mesure où l'intéressé finit par se convaincre que ses délires sont conformes à la réalité au point de ne plus être capable de faire la distinction entre les deux, donc de corriger ou de se défaire de ce travers, le révisionniste se contentant de l'interprétation de la société qu'il a imaginée dans sa petite tête ou qui lui a été soufflée et qu'il a adoptée par convenance personnelle, entendez par là par intérêts individuels. La mythomanie n'est pas incompatible avec la modestie, puisque celui qui s'y adonne ne s'en rend pas compte. Croire ou être parvenu à se convaincre que le PS était un parti socialiste relève (aussi) de cette pathologie.

La mégalomanie caractérise le désir excessif de gloire et de puissance ou par l'illusion qu'on les possède ou encore qu'elles nous tendent les bras, parce que l'on ne serait pas destiné à vivre dans un monde inférieur ou médiocre, laissant à ceux qui y baignent malgré eux le destin d'y rester toute leur vie.

Ils se complètent, pour le premier la réalité n'est pas un obstacle puisqu'il la nie, pour le second ses faiblesses ne sont pas un handicap puisqu'il l'ignore, dans les deux cas au profit d'une conception fantasmagorique qu'il s'est forgé et qui fait son affaire.

Le PS n'est pas un parti socialiste, peu importe puisque tout le monde ou presque ignore ce que cela signifie, quant à proposer une politique qui n'est pas socialiste, cela ne pose pas de problème non plus puisqu'il s'adresse à des ignorants, c'est de là qu'il tire sa force, allez osons le dire, et sa gloire, c'est détestable penserez-vous peut-être, cela l'est assurément, terminons en ajoutant infréquentable.

Il y a ainsi des gens qui peuvent vivre quotidiennement dans le mensonge et dont la fonction principale est de tromper les travailleurs, on aurait presque la naïveté de se demander comment ils font, on vient de le voir rapidement, cela ne les empêche pas de dormir, ils ont la conscience tranquille que l'accomplissement de la sale besogne peut procurer. On s'efforcera de ne pas leur ressembler

Voilà pourquoi nous ne signerons pas cette lettre.

Titre : Lettre ouverte à François Hollande pour un référendum sur le Pacte budgétaire

Origine : Attac et la Fondation Copernic. (autrement dit le PCF et le PS !) ainsi que des "chercheurs".

Voyons comment ils ont présenté cette initiative, ensuite nous verrons le contenu de cette lettre.

- La crise européenne est arrivée à un point crucial. Aveugles volontaires, nos dirigeants s'obstinent dans des politiques brutales d'austérité alors que la crise provient des dérives de la finance. Le "Pacte budgétaire" a été élaboré par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy pour corseter définitivement les politiques économiques.

François Hollande se prépare à le faire ratifier par le Parlement nouvellement élu s'il parvient à faire adopter tout ou partie du "Pacte pour la croissance" qu'il propose aux autres dirigeants européens. Mais seul un débat démocratique avec une large participation populaire peut légitimement trancher sur des enjeux aussi essentiels.

A l'initiative d'Attac et de la Fondation Copernic, des responsables associatifs, syndicaux et politiques et des chercheurs lancent une lettre ouverte à François Hollande : "*Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !*", demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum. (www.france.attac.org)

D'où vient vraiment la crise : des "*dérives de la finance*" comme il est dit ici, ce qui paraît plutôt réducteur, simpliste ou léger comme analyse, ceux qui optent pour cette explication prétendent qu'il suffirait de mettre au pas la finance ou de prendre quelques mesures appropriées pour que l'on baigne dans le bonheur, que le chômage, la précarité et la pauvreté disparaissent d'un coup de baguette magique, sans jamais poser la question de savoir à quoi correspond réellement cette crise, dans quel contexte elle est apparue, à quel moment précis de l'évolution du capitalisme mondial a-t-elle éclaté, pourquoi frappe-t-elle de préférence certains pays ou continents plus que d'autres.

Quant aux exactions de la finance, là non plus elles ne sont pas apparues du jour au lendemain, elles ne sont pas sorties de nulle part, elles ont été favorisées par un ensemble de mesures prises par les différents chefs d'Etats ou de gouvernements qui se sont succédés en Europe et dans les pays du G20 au cours des trois dernières décennies, mesures qui ont contribué à accroître son pouvoir, son pouvoir de nuisance sur les Etats qui tous se sont pliés à ses exigences jusqu'à en être leurs débiteurs privilégiés et à en devenir leurs otages tout autant que leurs complices, puisqu'il s'est agi d'un processus accepté par tous les partis qui se sont succédés au pouvoir dans ces pays-là, jusqu'à preuve du contraire ce ne sont pas les banquiers qui ont pris le pouvoir et qui ont décidé quelle politique serait adoptée par les Etats mais bien les partis qui disposaient de la majorité au sein des institutions dans chaque pays.

Si en résumé la dérive de la finance se réduit à la captation d'une part de plus en plus importante de la plus-value produite par une minorité, nous venons de voir rapidement comment, il reste à voir pourquoi. Laissons de côté la baisse du taux de profit qui est sans doute l'un des facteurs déterminants de ce processus, pour la bonne raison que je ne possède aucun élément chiffré et précis pour aborder cette question.

Peu importe, cela se traduit notamment par la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale dans un monde peuplé de plus de 7 milliards d'habitants qui ont des besoins de plus en plus urgents à satisfaire, ce que est incompatible avec l'accapement des richesses produites par une minorité de parasites qui estiment n'en avoir jamais assez, d'où les violentes politiques d'austérité dirigées contre les travailleurs qui disposent de conditions de travail et un niveau de vie meilleures et supérieur au reste des travailleurs dans le monde.

Ils ont commencé à développer des marchés là où les travailleurs étaient surexploités et pratiquement sans droits politiques dans des pays où le PIB par habitant demeure très faible par rapport à celui des pays capitalistes développés, tandis que la croissance économique ralentissait ou stagnait avant de devenir négative (récession) dans les pays dominants de l'UE, de telle sorte que les Etats se retrouvent littéralement étranglés par le poids de leurs dettes et n'aient plus comme seul recours pour faire face à leurs créances que de réduire leurs dépenses en taillant à la hache dans les budgets sociaux tout en imposant une politique d'austérité de plus en plus violente aux travailleurs, l'aristocratie financière et les actionnaires des multinationales ou des grandes entreprises estimant qu'il n'y avait aucune raison pour qu'ils engrangent d'énormes profits dans les pays ou les continents où la législation leur était particulièrement favorable et qu'il n'en soit pas de même partout dans le monde, quitte à entraîner la chute de gouvernements ou de partis au pouvoir au profit d'autres tout aussi dociles à leur endroit.

Bien entendu, cette stratégie qui a pour objectif de mettre au pas le prolétariat mondial, de le réduire pour ainsi dire en esclavage, demeure sujette aux contradictions du capitalisme qui s'expriment notamment à travers la lutte de classe des exploités.

Il y a encore une question qu'il faut se poser.

Au bout du compte, la crise actuelle du capitalisme et les dérives de la finance pour reprendre les termes employés par les rédacteurs de cet appel, elles n'auraient jamais eu lieu si la classe ouvrière avait pris le pouvoir pour s'attaquer aux fondements

du capitalisme, si les partis (et les syndicats) qui étaient supposés la représenter ne l'avaient pas trahie, l'évolution du capitalisme n'aurait pas atteint le degré de décomposition et de barbarie que nous lui connaissons et qu'il nous fait subir, toutes les souffrances et tous les drames que les peuples vivent aujourd'hui et depuis des décennies leur auraient été épargnés, c'est d'une part le refus de ces partis de rompre avec le capital et ses institutions politiques à tous les échelons qui en est le responsable, inutile de dire que nous ne formulons aucune illusion sur leur capacité future à rompre avec le capital, ils en sont définitivement incapables, d'autre part l'incapacité dans laquelle s'est trouvée l'avant-garde révolutionnaire de proposer aux travailleurs une politique correspondant à la situation permettant ainsi de construire de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale indispensable pour vaincre notre ennemi.

Nous venons de voir que c'était en réalité la combinaison de plusieurs facteurs économiques et politiques qui étaient à l'origine de la situation actuelle, et que pour en sortir, un simple constat ne suffisait pas, de même que la réduire à la dérive de la finance consiste en vérité à camoufler tous les autres facteurs, à commencer par la responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde. La crise provient tout autant de l'évolution du capitalisme dominé par l'industrie financière, que de la crise de la direction du prolétariat que nous avons été incapable de régler au cours des 70 années qui viennent de s'écouler.

Qu'est-ce que signifie "une lettre ouverte à François Hollande : *"Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !"*, demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum" ? Leur objectif ne serait-il pas d'aboutir à un oui au Pacte budgétaire avec les citoyens sans fondamentalement s'attaquer au pouvoir des capitalistes, à l'UE ? Parce que Hollande pourrait être porteur d'une politique en rupture avec le capitalisme compatible avec l'existence de l'UE ? C'est oublié ou occulté pourquoi l'UE a été créée, qui l'a créée et dans quel objectif.

Au même moment, dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, Hollande recommandait (d) *"d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions"*, autrement dit, il s'engageait à avancer dans la construction européenne dont la politique de *"nature démocratique"* n'aura évidemment échappé à personne.

Qu'ont-ils écrit dans cette lettre adressée à Hollande ?

Ils réclament de *"l'Europe"*, donc de l'UE telle qu'elle existe et qu'ils n'entendent pas remettre en cause, des *"politiques fiscale, budgétaire et monétaire infiniment plus ambitieuses et solidaires"*, autrement dit, ils ne rejettent pas l'orientation de l'UE, ils estiment qu'elle ne va pas assez loin et assez rapidement dans la voie qu'elle s'est tracée depuis Maastricht, comment cela, leurs propositions correspondent exactement aux problèmes auxquels sont confrontés les dirigeants de l'UE et les chefs d'Etats et qu'ils ne parviennent pas à résoudre justement parce qu'il n'existe pas d'harmonie fiscale, budgétaire et monétaire entre les Etats, donc ils se proposent ni plus ni moins que de les aider à les résoudre sur le dos des travailleurs puisque l'UE ne saurait représenter leurs intérêts, ils le confirment plus loin *"Il faut aussi un véritable budget communautaire et une harmonisation vers le haut des politiques sociales et fiscales européennes"*. On aurait pu gagner du temps en notant que leur discours était sur ce plan identique à celui des dirigeants de l'UE ou de Hollande.

Il n'est plus question de l'annulation de la dette des Etats ou d'un *"moratoire"* sur celle-ci, il suffirait que *"la BCE puisse racheter massivement les dettes des États membres et financer ceux-ci à des taux faibles"*, pour que le tour soit joué, *"pour engager la transition écologique et sociale"*, ben voyons. Et pour masquer leur collusion avec l'UE, ils s'en tirent avec un euphémisme grossier ou déplacé indiquant que cela impliquerait *"de corriger une anomalie démocratique"*, un léger disfonctionnement de l'UE en quelque sorte, s'employant à minimiser ou nier plutôt son caractère profondément antidémocratique, réactionnaire, sa nature n'étant pas en cause évidemment.

Comment le pourrait-elle puisqu'il suffirait de rejeter le Pacte budgétaire *"pour enclencher la nécessaire refondation de l'Europe"*, dans le cadre des institutions de l'UE qui leur va très bien en dehors d'une *"anomalie démocratique"* ici ou là, des broutilles quoi, pour ses partisans de l'UE. Comme ils n'osent pas l'avouer ouvertement, reconnaissant pour la circonstance que des *"résistances sociales et citoyennes émergent dans de nombreux pays contre les politiques d'austérité"*, devinez qui devrait contribuer à cette *"nécessaire refondation de l'Europe"*, je vous le donne en mille, le "peuple" pardi, à *"qui (il faut) donner la parole"*, d'où leur appel à un référendum et la boucle est bouclée.

Effectivement, ils ne peuvent pas avancer aussi rapidement qu'ils l'auraient souhaité dans la construction de l'Union européenne sans les peuples ou tant que leur résistance n'a pas été gravement entamée ou brisée nette. Pour se faire, les auteurs de cet appel se proposent d'y collaborer en venant au secours de l'UE, ce qu'indique clairement la dernière phrase de cette lettre : *"Vous montrerez que, pour vous comme pour nous, l'Union européenne et l'euro ne retrouveront un avenir que si nous construisons la souveraineté démocratique des peuples européens"*, bref, vive l'Union européenne et l'euro !

Finalement, ce référendum, qui serait destiné à *"donner la parole au peuple"*, servirait à mieux l'enchaîner à l'UE, avec laquelle les auteurs de cette lettre à Hollande n'entendent pas rompre.

Nous ne signerons pas cette lettre et nous appelons les militants et travailleurs à ne pas la signer.

Parmi les signataires de cette lettre, on retrouve les parasites habituels du mouvement ouvrier sous la signature de dirigeants d'Attac, de la Fondation Copernic, Solidaires, Résistance sociale, Droit au Logement, Utopia, le Parti de Gauche, le PCF, la Fase, la Gauche unitaire, l'Association des Communistes Unitaires, le NPA, EELV, la Gauche Anticapitaliste, Les Alternatifs, Convergence et Alternative, le CNDF, les Economistes atterrés, Cadac, CADTM, auxquels il faut ajouter des représentants de la CGT et de la FSU.

Si on devait caractériser cette opération, on dirait qu'elle est du domaine de la manipulation des attentes des masses qui supportent de plus en plus mal le sort que leur réservent le gouvernement et l'UE, pour le compte de l'UE et du capitalisme mondial auxquels les auteurs et signataires de cette lettre sont subordonnés.

Par ailleurs, nous rejetons tout appel, toute pétition, toute initiative en direction de Hollande, du gouvernement, des députés ou des élus du PS, du PCF, d'EELV, de l'UMP ou du MoDem.

Nous prenons nos responsabilités, nous nous plaçons résolument au côté des 20 millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner ces partis en refusant de participer aux dernières élections législatives ou en refusant de voter pour un de leurs candidats en votant blanc ou nul.

Pour la même raison, nous ne signerons pas la pétition du POI destinée à Hollande.

Ces deux initiatives présentent des similitudes qui ne vous auront pas échappé, outre qu'elles représentent et s'adressent au même fond de commerce, l'expression est peut-être mal choisie mais il est tard et il ne m'en vient pas une autre plus appropriée à l'esprit), elles s'adressent à Hollande qui ne dispose d'aucune majorité (à l'Assemblée nationale compte tenu de l'abstention, etc.), donc légitimité pour ratifier le TSCG et le MES. S'adresser à lui revient donc à violer ce constat, c'est tenté de le légitimer à tout prix, sachant que finalement il ne tiendra pas compte de ces pétitions, ce que leurs auteurs savent pertinemment également quand ils ne s'en vantent pas.

Question à 100 balles.

Hollande ou Obama appelle des putschistes ou un régime militaire qui piétine ouvertement les principes élémentaires de la démocratie à les respecter, alors qu'ils entretiennent des relations amicales avec les régimes dictatoriaux du Golfe, par exemple. C'est comme demander à un banquier de bien avoir l'obligeance de cesser de s'enrichir ou un voleur de se nouer les mains dans le dos ou encore à un renard parvenu dans un poulailler à épargner ses locataires, à se priver d'un bon festin.

En va-t-il autrement des appels en direction du PS et ses satellites à "*rétablir la démocratie politique*" sous un régime bonapartiste et antidémocratique selon sa Constitution, qu'ils représentent et auquel leur propre survie est conditionnée ? Ajoutons, remise en cause des principes de la démocratie qu'ils piétinent eux-mêmes ou dont ils sont les complices.

C'est un non-sens qui coule de source, c'est stupide, grotesque... Effectivement, un gosse de 10 ans le comprendrait au quart de tour. Alors pourquoi des militants ne le comprennent-ils pas ? Auraient-ils par hasard intérêt à ne pas le comprendre ?

Ces appels, tout comme leur politique, n'ont pas pour objet de préparer les masses à rompre avec le régime pour le renverser, non, ils consistent uniquement à rendre le régime capitaliste plus supportable aux yeux des couches auxquelles appartiennent leurs auteurs ou dont ils représentent les intérêts, leur objectif n'est pas le socialisme, mais une république bourgeoise au sein de laquelle les intérêts de l'aristocratie ouvrière et des intellectuels, des classes moyennes, seraient préservés moyennant le jeu démocratique des institutions en place auquel tous les partis participeraient. Inutile de les désigner, vous les aurez reconnus au premier coup d'oeil.

Je n'ai pas le temps d'en faire davantage et c'est dommage, pendant vos vacances d'été je vous incite à lire ou relire, étudier, le premier tome de l'Histoire de la révolution russe de Trotsky qui relate les événements survenus entre février et octobre 1917, vous y trouverez une mine d'informations (et d'enseignements) sur le comportement à avoir face à un gouvernement de type front populaire ou un gouvernement bourgeois auquel participent des partis se réclamant du socialisme. D'un point de vue léniniste, puisque Trotsky était devenu le meilleur des bolcheviks selon Lénine lui-même. Du point de vue de la critique marxiste, puisque les bolcheviks s'étaient fourvoyés ou ne savaient plus très bien où ils en étaient avant le retour en Russie de Lénine au début du mois d'avril 1917, le regard que porta Trotsky sur cette période est très précieux pour nous, pour comprendre les rapports entre le parti et l'Etat...

Je l'ai feuilleté à l'écran rapidement avant-hier, mais j'ai laissé tomber car je passe trop de temps à l'écran et mes yeux peinent à suivre. J'ai réduit la luminosité et le contraste mais c'est insuffisant. Je n'ai pas besoin de la caution de Trotsky pour développer ma politique, bien que j'aie encore beaucoup de choses à apprendre, mais je ne vous demande pas non plus de me croire sur parole, je vous l'interdis même, ce sera bien la seule chose que je me permettrais un jour de vous interdire, de la même manière que je ne tolère pas qu'on me dicte ce que je dois penser. Au passage, bonne semaine à tous et bonnes vacances à ceux qui ont encore la chance d'en prendre.

Ces "experts" bien avisés qui conseillent Hollande.

Que ces "experts" (sur le smic) aient été désignés par Sarkozy en 2009 ne lui pose pas de problèmes, pas davantage qu'à la Cour des comptes ou ailleurs.

Vous me direz que les experts de Hollande sont aussi véreux et pourris, nous le savons tous ou nous devrions le savoir. Ils sortent du même sérail. Ils ont été formatés de la même manière, dans les mêmes écoles, les grandes écoles pardon, moi, en tant que prof d'une classe de 6e, j'avais l'impression d'être à la grande école, de nourrir ou stimuler des cerveaux qui plus tard disposeraient des outils pour parvenir à comprendre comment fonctionne la société de façon à être prêt à la changer un jour ; j'imagine très bien que les grandes écoles de leur République ne poursuivent pas cet objectif révolutionnaire, même en classe, c'est un état de conscience.

Exceptionnellement je mets en ligne ici un article qui vous aidera si nécessaire à vous faire une idée plus précise de la pourriture de ces "experts", des patrons.

Cet article a été publié sur le portail lemonde.fr le 22 juin, il s'agit d'une interview de l'un de ces "experts", rien que le titre est tout un programme à lui tout seul : "*Augmenter le smic détruit des emplois*". Au passage, c'est également la position défendue par les dirigeants syndicaux, quelle coïncidence !

- Mis en place en 2009, le groupe d'experts sur le smic émet, chaque année, des recommandations sur l'évolution du salaire minimum. Regroupant des économistes, il a toujours recommandé de s'en tenir à la revalorisation automatique prévue par la loi. Paul Champsaur, président du groupe et ancien directeur de l'Insee, explique pourquoi il est opposé à un "coup de pouce" supplémentaire, au-delà de l'inflation, alors que Michel Sapin, ministre du travail, va en annoncer un, mardi 26 juin.

A partir du moment où la hausse a été promise par le candidat victorieux, il semblait en effet difficile qu'elle ne se fasse pas. Et nous ne voulions pas, d'emblée, rompre tout dialogue entre notre groupe et le gouvernement. Par contre, nous sommes ouverts à une discussion informelle, éventuellement suivie, si le coup de pouce est raisonnable, d'une consultation sur les revalorisations futures.

Recommanderez-vous d'augmenter le smic en janvier 2013 ?

La loi implique une indexation automatique du smic sur l'inflation, à laquelle on ajoute la moitié de l'évolution de pouvoir d'achat du salaire de base horaire ouvrier. Nous ferons donc nos calculs et nous comparerons avec ce qui sera fait au 1er juillet. S'il y a une différence positive, nous recommanderons une hausse à la hauteur de cette différence ; sinon, nous recommanderons de ne rien faire.

Pourquoi êtes-vous opposés à ce coup de pouce ?

Il faut rappeler que, au sein de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques], la France fait partie des pays dans lesquels le smic est le plus élevé. Par ailleurs, le smic est actuellement égal aux deux tiers du salaire horaire médian ouvrier, contre la moitié, environ, dans les années 1970. Cela veut dire qu'il y a une compression des bas salaires.

Une hausse du smic a, par ailleurs, pour effet de réduire le nombre d'emplois proposés par les entreprises. Les études économétriques sur le sujet évoquent 20 000 emplois peu qualifiés supprimés par point supplémentaire de smic. Comme cela fait trente-cinq ans que l'on donne régulièrement des coups de pouce trop élevés, la France a un chômage plus important que la moyenne du reste du monde occidental.

Enfin, la France est l'un des seuls pays avec un smic mais où il n'y a pas de salaire minimum spécifique pour les jeunes. Résultat : les jeunes sans qualification mettent plusieurs années à entrer sur le marché du travail et ont des perspectives d'augmentation très faibles. Nous pensons que ce n'est pas bon.

Mais la hausse du smic ne relance-t-elle pas la consommation ?

Non. Si nous étions dans une économie fermée, sans commerce extérieur et sans problème de compétitivité, on pourrait se poser la question de relancer la demande en augmentant les salaires. Mais ce n'est pas le cas, notre économie est très fortement ouverte. Le niveau de salaire est l'élément de base pour la compétitivité de nos entreprises.

De 2002 à 2007, les salaires ont augmenté en France de 2 points de plus qu'en Allemagne par an. Cela a permis, pendant ces années-là, une croissance plus forte en France, mais cela a débouché sur une perte de compétitivité et une situation économique intenable. Le pouvoir d'achat du smic a augmenté de 16 % depuis 2000, contre 10 % pour le reste des salaires. Quand le smic augmente, les salaires sont tirés vers le haut. Or, il faut qu'ils augmentent nettement moins vite.

Par ailleurs, il y a des façons plus efficaces de donner de l'argent à ceux qui n'en ont pas. Il n'y a pas de smicard à plein temps parmi les 20 % des Français les plus pauvres, mais uniquement des gens qui travaillent peu ou pas. Il faut un recul lent du smic par rapport au salaire moyen, compensé par une hausse de la prime pour l'emploi ou du RSA [revenu de solidarité active], de façon à ce que les travailleurs les plus pauvres n'y perdent pas.

Augmenter la prime pour l'emploi ou le RSA coûte à l'Etat...

Mais augmenter le smic aussi. Le coût des allègements de charges sur les bas salaires augmente d'autant pour l'Etat. Ne vaut-il pas mieux, par ailleurs, donner cet argent aux gens qui n'ont pas, ou pas assez, de travail ? Les dirigeants politiques n'ont pas cherché à convaincre l'opinion publique de ce raisonnement.

François Hollande a proposé d'indexer le smic sur la moitié de la croissance. Qu'en pensez-vous ?

Il n'est pas dans notre mission de discuter de la méthode de revalorisation. Je rappelle que nous ne préconisons pas une baisse brutale du smic, mais des évolutions plus soutenables pour l'économie. Selon nos calculs, une méthode indexée sur la moitié de la croissance, comme celle actuelle, basée sur l'inflation, auraient conduit à des hausses presque similaires. Le problème est qu'il y a eu de nombreux coups de pouce. Si le gouvernement opte pour une revalorisation indexée sur la croissance, comme solde de tout compte et sans coup de pouce futur, nous trouvons donc ça très bien. Mais, pour l'instant, le gouvernement n'a pas été aussi explicite.

Si le coup de pouce est trop élevé, vous démissionnez ?

Il faudrait que je consulte les autres membres. Mais si la hausse est à 4 %, je pense en effet que nous n'avons plus rien à faire. Il est donc important que ce coup de pouce soit modeste et que la suite soit à peu près correcte. Fin.

A perpette !

Le ministre français des Affaires européennes Bernard Cazeneuve, dans un entretien au Journal du Dimanche.

"Face à ces crises, nous avons besoin de réponses urgentes, de plus de solidarité, et à terme, de plus d'unité pour rendre l'Europe plus efficiente", souligne le ministre qui estime par ailleurs qu'il *"s'agit d'éviter que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité"*. (AFP 24.06)

"plus efficiente" pour qui, devinez ?

Dans ce genre de déclarations il y a deux parties.

La première dans laquelle son auteur dresse un constat conforme à son interprétation de la situation que généralement le plus grand nombre partage, consciemment ou non. A ce stade, il s'agit s'appâter le lecteur, de le mettre en confiance pour qu'il gobe la suite.

La seconde correspond à ce que son auditoire veut entendre et qu'il faut traduire en inversant ses termes, une affirmation par son contraire, de manière à rétablir l'orientation dans laquelle il voulait entraîner ses lecteurs, donc accéder aux véritables intentions de l'auteur.

Ici, quand il dit qu'il *"s'agit d'éviter que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité"*, il fallait lire : afin de faire en sorte que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité, ce qu'il ne pouvait pas avouer évidemment.

Un cas d'école.

Un sondage, réalisé simultanément en France, Allemagne, Espagne et Italie, montre un très fort scepticisme des citoyens de ces pays sur la capacité de la Grèce à combler sa dette et son déficit et à rester dans l'euro. Mais il indique également l'attachement des Européens à leur monnaie commune.

"Ce qui me surprend, c'est la contradiction des réponses apportées", déclare le ministre français des Affaires européennes. *"Or, on ne peut pas à la fois croire en l'euro et récuser les mécanismes de solidarité qui garantissent la stabilité financière et monétaire"*. (AFP 24.06)

Il a raison, les deux sont à rejeter en bloc ! Ceux (Attac, FdG, NPA, etc.), qui prétendent rejeter les deux derniers traités et qui dans le même temps refusent de rompre avec l'euro et la BCE, ne souffrent aucune contradiction, car en réalité ces deux arguments

se neutralisent laissant les mains libres à ceux qui détiennent le pouvoir de trancher, l'UE et les chefs d'Etats.

Maintenant, en admettant les termes de ce sondage, si les travailleurs ont commencé à comprendre que la nature de l'UE était contraire à leurs intérêts, ils identifient l'euro au moyen de paiement indispensable quand ils se présentent chez le boulanger pour acheter une baguette et pas davantage selon moi, ils n'y sont pas davantage attachés que cela, au-delà ce serait leur prêter un niveau de conscience qu'ils n'ont pas et que manifestent justement leur prise de position en faveur de l'euro.

Que les travailleurs avancent plus rapidement sur le plan politique que sur le plan économique n'est pas une anomalie ou une contradiction, c'est somme tout normal au regard de la complexité des questions économiques. On aurait pu aussi voir dans leur attachement à l'euro, leur manque de maturité à comprendre le fonctionnement du capitalisme, mais c'est tellement évident qu'on ne l'a pas relevé volontairement.

Rappelons notre position. Nous sommes contre l'euro, mais nous admettons qu'en cas de prise du pouvoir par les travailleurs, il pourrait s'avérer indispensable de conserver cette monnaie pour effectuer les transactions internationales, ce qui constitue ni une contradiction ni un reniement, dans la mesure où nous nous retrouverions contraints et forcés d'adopter cette position sous la pression du capitalisme mondial... Tandis qu'une autre monnaie aurait cours à l'intérieur du pays.

En famille. Lobbyisme et sionisme.

Joël Mergui a été réélu dimanche à la présidence du Consistoire Central- Union des communautés juives de France- avec une très large majorité de 85% des suffrages exprimés, a annoncé le consistoire dans un communiqué.

Le président de la République, François Hollande, lui a adressé "*ses félicitations et tous ses vœux pour la poursuite de cette mission au service du judaïsme français et de sa place dans la République*".

Le Consistoire central représente et défend les intérêts du judaïsme en France. Il a été fondé en 1808 par Napoléon 1er. (AFP 24.06)

Le dernier Bonaparte en place n'a pas manqué à la tradition, normal.

EEVL sur les pas du PS

Pascal Durand a été officiellement élu samedi nouveau secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts après la démission de Cécile Duflot devenue ministre du Logement. (lexpress.fr 23.06)

Il serait proche de Hulot et avocat d'affaires de profession, comme Sarkozy, Copé et bien d'autres au gouvernement, le capitalisme est leur gagne-pain, alors vous ne voudriez tout de même pas qu'ils s'y attaquent.

Godillots. La vérité qui tue... les institutions bonapartistes.

François de Rugy, coprésident du groupe EELV à l'Assemblée nationale a affirmé qu'Alain Vidalies, ministre des Relations avec le Parlement, avait reconnu avoir été "*maladroit*" en affirmant que les écologistes n'auraient "*pas la liberté de vote*", dimanche sur France Inter.

La semaine dernière, lors de l'émission "Questions d'Info" (LCP/Le Monde/AFP/France Info), M. Vidalies, avait déclaré qu'étant associés au gouvernement, les écologistes d'EELV auraient à l'Assemblée "*la liberté d'expression, mais pas la liberté de vote*". (AFP 24.06)

Cela lui a échappé, trop tard ! Dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas est contraire à l'esprit antidémocratique de la Ve République...

Actualité en titres

Mini en creux.

- Mini-sommet de Rome - Hollande : "*La croissance est devenue la priorité*" - LePoint.fr

- Et le mini Sommet européen accoucha... d'un mini communiqué de presse - Atlantico.fr

- Rio+20 a accouché de formules creuses réveillant l'ardeur de la société civile - AFP

L'UMP compatible FN

- Un sympathisant UMP sur 2 souhaite un accord avec le FN aux scrutins locaux - AFP

Numéro de prestidigitatation.

- Najat Vallaud-Belkacem veut faire "*disparaître*" la prostitution - AFP

Il faudrait que le PS disparaisse avant !

Leur ordre !

- NKM : Buisson voulait "*faire gagner Charles Maurras*" plus que Sarkozy - Lexpress.fr

- Bachelot : l'UMP doit "*commencer à faire l'inventaire du quinquennat Sarkozy*" - AFP

- Hortefeux à Bachelot : "*Le droit d'inventaire, je suis contre*" - AFP

Chez nous aussi ils sont majoritairement contre ! Quel monde !

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

L'islamiste Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, a été déclaré président de l'Egypte avec 51,7% des suffrages au second tour de l'élection du week-end dernier devant l'ancien général Ahmed Chafik, a annoncé dimanche la Commission électorale.

Les prérogatives du chef de l'Etat ont toutefois été fortement réduites il y a une semaine par un décret du conseil militaire qui dirige le pays depuis février 2011.

Dans une allocution télévisée en soirée, il a assuré que son pays tiendra ses engagements internationaux et a rendu hommage aux forces armées, dont il a salué le rôle.

Le nouveau président devra travailler en étroite collaboration avec l'armée sur la nouvelle Constitution dont le pays doit se doter.

Mohamed Morsi, qui a promis de constituer un gouvernement élargi aux non islamistes, notamment à la minorité chrétienne, promet d'honorer les traités internationaux conclus par l'Egypte et notamment l'accord de paix signé avec Israël en 1979. L'aide américaine en dépend en grande partie.

Israël, qui a salué une nouvelle étape du processus démocratique, veut "*poursuivre sa coopération avec le gouvernement égyptien sur la base de l'accord de paix entre les deux pays, qui sert les intérêts des deux peuples et contribue à la stabilité régionale*", a dit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

La Maison blanche a félicité Mohamed Morsi en l'appelant à prendre en compte les droits de tous les Egyptiens.

"*Nous félicitons le peuple égyptien pour cette étape importante dans la transition vers la démocratie*", a dit le porte-parole de la présidence américaine, Jay Carney, qui a appelé le nouveau chef d'Etat égyptien à faire en sorte que son pays demeure "*un pilier pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région*". (Reuters 24.06)

2- Syrie

La Turquie a admis samedi que l'avion de chasse turc abattu la veille par la Syrie a pu violer involontairement l'espace aérien de ce pays, jouant l'apaisement après ce grave incident qui attise les tensions bilatérales et risque d'avoir des conséquences internationales.

"*Quand vous pensez à la vitesse des jets lorsqu'ils volent au dessus de la mer, il est courant qu'ils passent et repassent les frontières pour un court laps de temps*", a déclaré le président turc Abdullah Gül.

"Ce sont des choses non intentionnelles qui se produisent en raison de la vitesse des avions", a-t-il souligné.

Alors que la presse turque était unanime samedi à tirer à boulets rouges contre le régime syrien à cause de cet incident, exigeant qu'il en "paye le prix", le vice-Premier ministre Bülent Arinç a adopté une position modérée.

"Nous devons rester calme. Ne nous laissons pas aller à des déclarations et attitudes de provocation", a-t-il déclaré, cité par l'agence Anatolie.

Il a précisé que le F4 turc "accomplissait une mission de reconnaissance-entraînement", et n'était pas armé.

Vendredi, Ankara a attendu près de douze heures pour confirmer que l'un de ses F-4 Phantom avait été abattu par la DCA syrienne, excluant la thèse d'un accident.

"Après évaluation des données (...), on comprend que notre avion a été abattu par la Syrie", avait annoncé dans la soirée un communiqué des services de M. Erdogan.

"La Turquie fera connaître son attitude définitive et prendra avec détermination les mesures qui s'imposent quand toute la lumière sera faite sur cet incident", indiquait le communiqué.

Un porte-parole de l'armée syrienne a confirmé vendredi soir à l'AFP que l'appareil turc avait été abattu "après être entré dans l'espace aérien syrien". Il a ajouté que les radars syriens avaient détecté une "cible non-identifiée" ayant pénétré dans l'espace aérien syrien, à grande vitesse et à basse altitude.

Ankara a opté pour la retenue et annoncé attendre les conclusions d'une enquête complète avant de définir sa réponse, afin, selon les observateurs, éviter d'être entraîné dans une confrontation militaire.

Selon l'analyste Hasan Köni de l'Université Kültür d'Istanbul, en abattant un chasseur turc, la Syrie a voulu faire une démonstration de force avec les armes russes en sa possession, "pour montrer qu'elle n'est pas la Libye", qui avait été en 2011 la cible des raids aériens de l'Alliance.

"C'est une façon de dire: Gare à vous si vous songez à nous attaquer", a-t-il estimé sur la chaîne privée NTV. (AFP 23.06)

3- Paraguay

3.1- La plupart des pays latino-américains ont dénoncé vendredi soir la destitution du président paraguayen Fernando Lugo menée par le Parlement, qui a installé au pouvoir le vice-président Federico Franco, quasi unanimement jugé "illégitime" sur le continent. Avant même l'annonce du départ de Fernando Lugo, le président équatorien Rafael Correa s'est empressé de juger cette destitution "illégitime", affirmant que son pays ne reconnaîtrait pas d'autre chef d'État, dans une déclaration à la radio.

À Caracas, le socialiste radical Hugo Chávez a également qualifié d'"illégitime" le nouveau président. "Le Venezuela ne reconnaît pas ce gouvernement sans valeur, illégal et illégitime qui s'est installé à Asunción", a déclaré Chávez dans une déclaration publique à la présidence.

Evo Morales a dénoncé un "coup d'État parlementaire", précisant également que son pays "ne reconnaîtra pas un gouvernement non issu des urnes", a rapporté l'agence de presse gouvernementale ABI.

La présidente argentine Cristina Kirchner a condamné un "coup d'État inacceptable" au siège de la présidence à Buenos Aires. Celle-ci a regretté une "attaque contre les institutions", qui "reproduit des situations que nous croyions avoir totalement dépassées en Amérique du Sud", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse à Buenos Aires.

À Santiago, le chef de la diplomatie chilienne, Alfredo Moreno, s'est joint à la dénonciation générale en estimant que le procès en destitution particulièrement expéditif "n'avait pas rempli les critères minimaux requis" par ce type de procédure, dans une déclaration sur l'antenne de la télévision nationale.

À Lima, le président péruvien Ollanta Humala a estimé que cette destitution de Fernando Lugo constituait "un revers pour le processus démocratique de la région qui oblige nos pays à rester vigilants", exprimant sa "solidarité" dans un message aux citoyens paraguayens, a indiqué l'agence officielle Andina. (lepoint.fr 23.06)

3.2- Le Paraguay était de plus en plus isolé dimanche, au surlendemain de la destitution du président Lugo, après l'annonce par l'Argentine de la suspension de sa participation au prochain sommet du Mercosur, alors qu'une réunion de l'Unasur est

évoquée pour mercredi.

Le bloc a décidé de "*retirer au Paraguay, de façon immédiate, le droit de participer à la 43e réunion du Conseil du marché commune et au Sommet des présidents du Mercosur, ainsi qu'aux réunions préparatoires*", a indiqué dans un communiqué le ministère argentin des Affaires étrangères, pays hôte du prochain sommet prévu jeudi et vendredi à Mendoza.

Dans la journée, à Asuncion, le nouveau chef de la diplomatie paraguayenne José Felix Fernandez Estigarribia avait pourtant assuré vouloir participer à ce sommet, où le président destitué Fernando Lugo avait lui aussi annoncé qu'il se rendrait.

Outre le Paraguay, le Marché commun sud-américain comprend l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay.

Autre organisme politique régional, l'Unasur (Union sud-américaine des Nations, regroupant l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Chili, l'Equateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela), dont le Paraguay assure la présidence tournante, va également se réunir dans les prochains jours.

"*La réunion est prévue mercredi au Pérou*", prochain pays à assurer la présidence de l'Unasur, a affirmé dimanche la présidence équatorienne.

Le nouveau pouvoir paraguayen n'a pour l'instant été reconnu par aucun pays et les critiques continuaient d'être vives dimanche en Amérique latine, de nouveaux ambassadeurs ayant été rappelés au cours des dernières heures.

Dernières annonces en date, le retrait de leurs ambassadeurs par la Colombie et le Vénézuéla, et l'annonce du Salvador qu'il ne reconnaîtrait par le nouveau président.

En outre, le président vénézuélien Hugo Chavez "*va suspendre les envois de pétrole (au Paraguay). Nous le regrettons beaucoup, mais nous n'allons pas soutenir un coup d'Etat*", a déclaré M. Chavez à Caracas.

Enfin, José Rodriguez, le dirigeant paysan à l'origine de l'occupation qui a débouché sur les affrontements du 15 juin ayant fait onze morts sur une propriété à 250 km d'Asuncion, a appelé dimanche à "*poursuivre la mobilisation*" en faveur de l'ancien président. Ce sont ces événements qui ont accéléré la crise politique au Paraguay. (AFP 24.06)

Social

1- France

Entre 700 personnes, selon la police, et 800, selon la CFDT, ont manifesté samedi à Chateaulin (Finistère) pour exprimer leur inquiétude face aux menaces qui pèsent sur le groupe volailler Doux.

Réuni à l'appel de l'intersyndicale, les manifestants ont défilé derrière des banderoles où l'on pouvait lire "*Non à la misère*" ou encore "*Préservez nos emplois*", dans le centre de cette petite ville où est établi le siège du groupe volailler, ex-leader européen de la volaille.

Une autre manifestation sera organisée samedi prochain à Vannes, a annoncé Jean-Luc Guillard, délégué CFDT. "*Notre message, c'est: +il ne faut pas démanteler le groupe Doux+. Notre message aux patrons, c'est: +arrêtez de torturer les salariés+. Il y a une torture morale, car les gens ne sont pas informés*".

"*Au-delà de l'aspect financier, il y a l'aspect humain. Il y a des êtres en souffrance*", a-t-il souligné. "*Les salariés ont fait la fortune du groupe Doux (...). Ce qu'on recherche, ce sont des patrons sérieux; les salariés le leur rendront bien*", a ajouté le syndicaliste.

L'administrateur judiciaire a annoncé vendredi que Doux, placé le 1er juin en redressement judiciaire, allait être mis en vente.

Le groupe emploie 3.400 salariés et fait travailler entre 700 et 800 éleveurs. Il traite "790.000 tonnes de viandes de volaille de qualité supérieure, pour un montant de 2,2 milliards" (AFP 23.06)

2- Norvège

Plus de 700 employés du pétrole se sont mis en grève en Norvège dimanche après une rupture des négociations sur les retraites, entraînant des baisses de production et des pertes de plusieurs dizaines de millions de dollars par jour, a indiqué l'organisation patronale.

La grève a débuté dimanche à 4H00 (2H00 GMT). Elle concerne 708 employés travaillant pour le groupe norvégien Statoil, la division norvégienne du géant britannique BP et ESS Support Services, détenu par le britannique Compass Group, a précisé dans un communiqué l'Association norvégienne de l'industrie pétrolière (OLF).

Elle affecte la production de pétrole et de gaz de Statoil sur les champs de Oseberg et Heidrun en mer du Nord, a ajouté OLF, précisant qu'elle provoquerait l'arrêt de la production sur ces sites d'ici quatre ou cinq jours. (AFP 24.06)

3- Israël

L'été social s'annonce très chaud en Israël. Pour la première fois, deux manifestations des «*indignés*» à Tel-Aviv ont dégénéré ce week-end. Le bilan est lourd: 85 manifestants arrêtés sans ménagement par la police ainsi que des devantures de quelques succursales de banques, qui ont volé en éclats. Des scènes de violence qui contrastent avec l'ambiance bon enfant de l'an dernier, lorsque des centaines de milliers d'Israéliens des classes moyennes étaient descendus dans les rues pour réclamer la «*justice sociale*» et des logements abordables. À l'époque, l'ampleur de ce mouvement social sans précédent avait pris totalement par surprise la police et le gouvernement, qui avaient préféré laisser faire.

Des centaines de tentes de protestation avaient été installées à Tel-Aviv, notamment sur le très sélect boulevard Rothschild, ainsi que dans d'autres villes, avec le soutien de la grande majorité de la population. Cette fois-ci, en revanche, les «*tentes, en tant que symboles de la contestation, sont devenues les ennemies*» des autorités, selon l'expression de Keren Neubach, commentatrice politique de la radio publique. Résultat: vendredi, des forces de l'ordre ont empêché l'installation de la moindre toile. Lors d'une intervention particulièrement musclée, Daphni Leef, une des égéries du mouvement, qui avait été la première à dresser une tente de protestation l'an dernier, a eu le bras cassé. Le lendemain des milliers de jeunes se sont rassemblés pour dénoncer les violences des forces de l'ordre.

Selon la police, des «*casseurs*» auraient profité de l'occasion pour se livrer à des actes de «*vandalisme*». Dans ce cas aussi, la police a frappé fort, non seulement lors de la dispersion du cortège, mais aussi en demandant l'inculpation de 37 des 85 manifestants arrêtés. Dans l'autre camp, l'heure est à la colère. «*La police a reçu l'ordre de casser le mouvement par tous les moyens*», s'indigne Orly Bar Lev, une des figures de proue de la contestation.

Du côté des médias, le ton a également changé. L'an dernier, les manifestants, qui dénonçaient l'emprise d'une «*vingtaine de grandes familles et de groupes financiers*» sur l'économie du pays, avaient bénéficié d'un large soutien des journaux. Hier, en revanche, certains n'ont pas hésité à s'en prendre aux «*casseurs*». Le Yediot Aharonot, le quotidien le plus vendu, titrait ainsi hier un de ses éditoriaux: «*De la justice sociale à l'anarchie et au vandalisme.*»

Au sein du gouvernement, également, l'heure est à la fermeté. Youval Steinitz, le ministre des Finances, contraint d'adopter l'an dernier un profil bas face à la masse des manifestants, proclame qu'il n'est pas question de céder aux exigences de la rue. Selon lui, l'heure est, au contraire, aux coupes budgétaires pour contenir un déficit qui a tendance à se creuser. Plus prudent, Benyamin Nétanyahou, le chef du gouvernement, préfère pour le moment attendre de voir dans quel sens le vent va tourner dans les prochains jours. (lefigaro.fr 24.06)

Economie

1- Italie

Banca Monte dei Paschi di Siena, la plus vieille banque du monde, discute avec le Trésor et la Banque d'Italie d'une possible aide d'Etat d'au moins un milliard d'euros, ont rapporté samedi deux sources proches du dossier.

Cette aide prendrait la forme d'une émission d'obligations garanties par le gouvernement. Le cas échéant, Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS), troisième banque italienne, serait la première du pays à se tourner vers les pouvoirs publics pour renforcer son capital.

BMPS, qui vient d'être placée sous surveillance négative par Standard & Poor's, éprouve des difficultés à combler un déficit de capital de 3,3 milliards d'euros, somme nécessaire pour se conformer d'ici fin juin à l'objectif d'un ratio de fonds propres "*durs*" de 9% fixé par l'Autorité bancaire européenne (ABE). (Reuters 24.06)

2- Qatar

"*L'émirat vient de s'offrir, pour environ 300 millions d'euros, les 23.000 mètres carrés de l'immeuble Neo qui abrite notamment "Le Figaro", 14 boulevard Haussmann, en plein centre de Paris*", indique le quotidien qui ne précise pas l'identité de l'acquéreur.

L'immeuble abrite également des services de l'ambassade des Etats-Unis, ajoute Le Parisien. (AFP 23.06)

Haut de page ↗

Le 26 juin

CAUSERIE

Avant que je l'oublie, un lien pour *Comprendre la dette publique (en quelques minutes)* :

<http://www.youtube.com/watch?v=ZE8xBzclYRs&feature=youtu.be>

Deux réflexions personnelles pour commencer.

En voulant retirer 1.000 euros au guichet de la BNP à Aubagne, mon épouse a essuyé un refus, l'employé de cette banque lui a répondu qu'elle pouvait retirer 500 euros immédiatement et qu'elle devrait repasser la semaine prochain pour retirer à nouveau 500 euros sur son compte où il doit y avoir environ 3.500 euros. On a là la confirmation de l'info donnée par le portail économique Liesi qui avait relaté la même mésaventure environ un mois plus tôt.

Ne sachant pas trop comment les choses peuvent tourner, cela peut aller très vite, j'ai conseillé à mon épouse d'avoir toujours de disponible sous la main une somme minimum d'argent et d'avoir un petit stock de médicaments pouvant couvrir environ trois mois, surtout celui qui est indispensable à la régulation de sa pression sanguine et qu'elle doit prendre quotidiennement jusqu'à la fin de sa vie après son opération du cœur.

En gros et sans paniquer ou devenir parano, dans son cas ce serait une question de vie ou de mort si elle tombait en rupture de ce médicament, elle doit être prête à quitter la France selon la tournure des événements, et de mon côté depuis que nous avons revendu notre maison, je n'ai plus aucune attache en Inde et je suis prêt à quitter ce pays si nécessaire.

J'ai vidé ma page Fesse bouc, par contre je n'ai pas réussi à la fermer complètement, cependant j'ai obtenu qu'ils ne m'envoient plus de message, bref, j'en suis débarrassé.

J'ai repensé à ce truc-là en promenant le chien ce soir, car je me suis dit qu'on ne s'était pas suffisamment penché sur cette question. Je ne sais pas pourquoi, il y a un truc qui cloche là-dedans. Un service gratuit offert à la population du monde entier qui a accès à Internet, une valorisation boursière phénoménale, une société qui hier encore valait des clous vaut désormais des dizaines de milliards de dollars, il y a un lézard quelque part, ils ne nous ont pas habitué à tant de générosité, ces gens-là sont incapables d'agir de façon désintéressée, ma réflexion est arrivée là.

Je ne prétendrais pas être parvenu à une conclusion définitive sur cette question, j'en suis arrivé à me demander à quoi correspondaient ce qu'ils appellent ces réseaux sociaux, Facebook, Twitter et Cie., quel intérêt cela peut-il représenter pour notre ennemi.

En fait c'est très simple, chacun dispose d'une page sur Facebook ou sur un autre support, satisfait ainsi un besoin individuel à défaut de chercher à satisfaire ses besoins qui ont un caractère collectif, autrement dit, trouver un moyen de s'exprimer individuellement compenserait l'impossibilité de s'exprimer de manière collective sans remplir la même fonction ou satisfaire le même besoin évidemment.

L'aspect collectif de nos besoins est condamné à passer à la trappe avec ce mécanisme. Il consiste à flatter notre individualisme élevé au rang de priorité, au détriment de nos rapports collectifs qui se délitent ou disparaissent, ce dont témoigne le faible taux de syndicalisation ou d'adhésion à des partis ouvriers.

Ce serait en quelque sorte un complément à un engagement associatif à la mode, qui a peut-être trop bien marché au goût de ceux qui nous gouvernent ou qui ne serait plus en odeur de sainteté avec la crise, à moins que les ONGistes corrompus par le système capitaliste soient de plus en plus grillés auprès de la population et qu'un autre dispositif soit nécessaire pour faire diversion, une autre soupe de sécurité permettant à chacun de se lâcher contre leur monde pourri.

Et puis cela permet de se faire des relations sur une autre base que la lutte des classes, de s'exprimer sans être tenu de rendre des comptes à quiconque, sans en supporter les conséquences quand on étale son ignorance ou qu'on raconte n'importe quoi, ce qui n'encourage pas vraiment à progresser et ne concourt pas à se rassembler, c'est peut-être cela l'objectif de ceux qui mettent ce service gracieusement à notre disposition : encourager la tendance à l'individualisme qui se développe dans leur société et qui est le pendant de la liquidation des services publics, dont ils tirent partie pour conserver le pouvoir.

Ce serait aussi le complément de leur propagande, cela affaiblirait davantage encore ou marginaliserait un peu plus les partis ouvriers qui jusqu'à présent constituaient une référence en matière de contre-pouvoir politique, désormais face au discours des gouvernants il n'y a plus seulement la parole des partis ouvriers qui exprimaient théoriquement un point de vue différent, opposé ou conforme aux intérêts des travailleurs, il en existe des milliers, des millions, chacun croyant détenir la vérité, tandis que celle-ci est diluée et finit par s'évaporer dans un nuage où se cotoient autant de positions qu'il y a de personnes intervenant sur le Net, au-delà de ces réseaux sociaux j'inclus les blogs et les portails.

Ces réseaux sociaux sont une extension des blogs et des portails qui ont souvent un caractère collectif ou qui représentent un groupe d'individus plus ou moins important rassemblés au sein d'une organisation, association, comité, club, etc. Ainsi, cela donne l'impression d'être en démocratie, d'avoir conquis un espace de liberté, alors que c'est un leurre au regard des aspects négatifs qui accompagnent cette forme d'expression et dont notre ennemi tire profit sans que personne ou presque n'en ait vraiment conscience.

C'est au contact des autres qu'on apprend à se connaître soi-même, donc qu'on progresse, qu'on corrige nos défauts, etc. cloîtrer devant son ordinateur on se prive de cette expérience indispensable qui nous aide à forger notre personnalité, pour finalement n'en avoir aucune ou plutôt pour ressembler à notre voisin, engendrant ainsi des générations de zombis incapables de se repérer dans la vie ou la société, puisqu'ils manqueront totalement de repères, de points de comparaison avec ce qu'ils sont puisqu'ils l'ignoreront.

Si vous avez bien observé de quelle manière les mentalités ont évolué, vous vous êtes déjà aperçus qu'il était pratiquement devenu impossible de ne pas faire comme tout le monde jusque dans les plus petits détails de la vie quotidienne, c'était déjà valable hier, cela a toujours existé, d'accord, mais là cela a pris des proportions affolantes, tellement contraignantes que vous êtes quasiment contraints de vous soumettre à cet arbitraire. Imaginez vous passer de la bagnole, de la télé, de l'ordinateur ou du téléphone portable et vous passez pour un homme des cavernes !

Quand bien même vous résisteriez, on vous obligerait à adopter un certain comportement, matériellement parlant mais aussi sur le plan psychologique, leur société tend à formater les individus dans le même moule au point que leur personnalité disparaisse ou qu'ils n'en aient pas, ce qui est normal puisque nos vies ne valent rien aux yeux de ceux qui dirigent le monde.

Pourquoi dès lors qu'on émet une idée différente de celle communément acceptée dans un certain milieu ou qu'on ose exprimer une critique ou un désaccord, cela prend une tournure désagréable ou agressive jusqu'à la rupture, sinon parce que ce modèle est en train de s'imposer partout dans la société.

On semble pris dans une spirale infernale, dont peu ont conscience et dont il est impossible de sortir. C'est à croire que cela fait trop longtemps qu'on n'a pas connu de catastrophe qui nous forcerait à remettre en cause la société et nous-même puisqu'elle a déteint sur nous, je pense à la guerre mais cela pourrait être autre chose, un choc salutaire d'une autre nature, mais je ne vois rien d'autres pour ce qui concerne la France, j'allais dire chez vous mais c'est aussi chez moi.

En aparté, en Inde, j'ai déjà vécu trois tremblements de terre, deux cyclones, un tsunami, alors j'ai eu l'occasion de me poser à plusieurs reprises les questions que j'évoque ici, sans parler de la société qui est dégénérée au possible et qui vous interpelle forcément.

Facebook et Cie. ne peuvent pas palier la décomposition des rapports dans la société, ils peuvent donner l'illusion de la compenser parce que cela correspond à un besoin, mais cela ne durera qu'un temps, comme les ONG et autres associations humanitaires qui devaient avoir la vertu de compenser la dégénérescence des partis ouvriers ou les carences (volontaires) de l'État, et qui finalement apparaissent comme les béquilles d'un régime aux abois de plus en plus honni par les masses.

On poursuivra une autre fois car il y a encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet. Tenez, une dernière idée me vient à l'esprit sous forme d'aphorisme. Facebook c'est le nombril d'un monde à la dérive, réduit à un esprit (et espace) collectif virtuel et qui croit sauver sa peau en se réfugiant dans l'individualisme. C'est se donner beaucoup de mal pour exister, pour rien. Il y en a qui répliqueront qu'il n'y a pas de mal à se faire du bien, cela les regarde. Je leur répondrais bien par une citation de Marx, mais je crains qu'elle soit inexacte : la philosophie est à la transformation du monde, ce que la masturbation est au coït.

Ce qui nous occupe n'est pas de tirer un profit personnel de nos connaissances ou de notre engagement politique, ni même de notre vie en général, mais d'en tirer un profit collectif pour notre classe, le reste est secondaire, ce qui ne veut pas dire sans intérêt évidemment. On arrête là.

J'ai rédigé ce passage lundi soir et je n'ai rien fait d'autre, je suis incorrigible. Moi aussi j'ai besoin de m'exprimer, mais je n'en retire aucun profit, hormis me rendre compte si je suis capable de transmettre des idées de telle sorte qu'elles puissent alimenter la réflexion des lecteurs, ce que j'espère, ce que j'ignore.

Un dernier mot, j'allais omettre de dire que Facebook pouvait être conçu comme un divertissement, pourquoi pas, mais là on

entre dans une autre discussion et il est tard. En comparaison, ce que je viens de fournir là est un travail, je le conçois ainsi et pas autrement, même quand je m'épanche sur ma petite personne, c'est le fruit d'une réflexion et c'est fait pour réfléchir, pas pour raconter sa vie dont tout le monde se fout, moi le premier ! J'ai conscience de ma responsabilité et la pédagogie que j'applique dans le site, je commence par me l'appliquer à moi-même, c'est la moindre des choses. Il y a trop de gens dont on apprend qui ils sont quand il est trop tard.

Ce genre de chose ne vous arrivera pas avec moi, puisque vous en savez autant sur moi que moi-même. Vous m'accorderez que je n'ai jamais rien fait pour vous être particulièrement agréable, je n'ai jamais flatté personne comme je ne pratique pas le culte de la personnalité, tout se tient et peut être vérifié dans mes causeries. Sur certains blogs des pages ou des commentaires, des documents disparaissent à la moindre critique. De mon côté je ne retire rien. Les seuls documents manquants ont disparu lors du transfère du site sur un autre serveur, d'Inde et des Etats-Unis en France, et il a été piraté quand il était hébergé aux Etats-Unis, ce que j'ai appris à ce moment-là, je croyais qu'il était hébergé sur un serveur en Inde.

La voix de son maître.

Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a dénoncé lundi un acte "*inacceptable*", après que la Turquie a accusé la Syrie d'avoir abattu un de ses avions de combat dans l'espace aérien international.

"Il y a plusieurs interprétations possibles mais ce qui est sûr, c'est que c'est inacceptable", a-t-il ajouté en rappelant que l'Otan devait se réunir mardi sur cet incident. (AFP 25.06)

Damas a indiqué que cet avion avait violé son espace aérien, ce qu'a reconnu Ankara avant de revenir sur sa déclaration mais trop tard semble-t-il. Peu importe pour le gouvernement français qui se veut plus va-t-en-guerre que Washington, Bruxelles et Doha réunis.

Circonvolution.

L'objectif de doublement du plafond du livret A, promis par François Hollande pendant la campagne présidentielle, est maintenu.

"Nous aurons une réforme globale qui ira vers le doublement du livret A prévu par le président de la République, et elle s'intégrera dans une réflexion d'ensemble sur l'épargne réglementée", a précisé Pierre Moscovici sur i>télé. (Reuters 25.06)

Il ne s'agit plus de doubler le plafond des versements au Livret A, mais d'aller vers son doublement, chacun appréciera la nuance. A la manière du smic qui ne bénéficiera pas d'un "*coup de pouce*" mais d'un coup d'auriculaire, à moins qu'ils s'en tiennent à une phalange !

POI. Quant la situation est réduite à des rapports d'appareil.

Que la première puissance économique européenne (l'Allemagne) souhaite conserver sa place hégémonique en Europe coulait de source, quelle puissance en position de force accepterait de brader ses intérêts ?

Que la politique de l'UE ait été déterminée en fonction de ce facteur, c'était une évidence.

Que tous les autres pays de l'UE ait dû s'incliner et en faire les frais, c'est un constat.

Pour autant, voilà ce qu'a écrit Marc Gauquelin (POI-CCI) à la page 10 du n°205 d'*Informations ouvrières* :

- "Sur le devant de la scène, Hollande et Merkel se sont échangé ces derniers jours toute une série d'« amabilités ». A en croire de nombreux commentateurs, deux visions opposées de l'Europe s'affronteraient. L'intransigeance de Merkel exprimerait la résurgence d'une volonté hégémonique de l'Allemagne.

Rien de tout cela ne donne une image de ce qui se joue en réalité dans cette confrontation."

Une fois balayé les arguments économiques qui déterminent la politique de chaque Etat, Gauquelin ne pouvait plus que se lancer dans une démonstration hasardeuse faisant la part belle aux manoeuvres de Merkel pour s'octroyer sans grandes difficultés le soutien du SPD dans la perspective de la signature prochaine du TSCG.

Ils en sont arrivés au stade où non seulement ils nient ou sous-estiment les facteurs économiques qui déterminent les facteurs politiques, pour privilégier les intérêts des couches privilégiées que représente le SPD qui détermineraient son positionnement politique, c'est ne rien comprendre au processus dialectique qui conduit infailliblement à subordonner les facteurs politiques aux facteurs économiques, qui en réalité les dominant. Ce qui détermine avant tout la politique du SPD, de

toutes ses tendances, ce sont les besoins de l'impérialisme allemand auquel il est entièrement subordonné.

On serait tenté de dire que les dirigeants du POI ne comprennent plus grand chose à la situation ou qu'ils inversent l'ordre de priorité des facteurs en présence.

La crise de l'UE ne serait-elle pas l'expression ou serait-elle étrangère à la lutte que mènent les principales puissances européennes pour conserver leur rang, leur part de marché et leur influence politique, au premier rang desquelles se trouve l'impérialisme allemand ? En tant que puissance numéro un en Europe, l'impérialisme allemand est celui qui a poussé le plus loin l'intégration des contradictions de l'impérialisme américain, de l'évolution du capitalisme mondial.

Ne serait-elle pas le produit des difficultés croissantes de Berlin d'imposer son hégémonie au reste de l'UE, dont Paris qui le supporte d'autant plus mal, car en proie à une résistance politique unique en Europe par les partis qui la composent ou plus largement son histoire politique ?

La lutte des classes n'explique pas tout, elle est un des deux facteurs qui déterminent le développement historique du capitalisme, l'autre facteur demeurant déterminé par les contradictions du système économique lui-même qui n'ont pas atteint le même degré ou la même intensité selon les Etats.

C'est la prise en compte de la combinaison de ces deux facteurs qui permet de comprendre la situation et de déterminer dans quelle direction elle a tendance à évoluer, tout en sachant que ce sont les rapports économiques qui déterminent finalement tous les autres.

Les derniers développements politiques en Allemagne (notamment) s'inscrivent en contradiction avec la politique du POI, ils montrent à quel point les analyses et la politique du POI sont erronées et ne peuvent conduire qu'à une impasse. Cet article avait pour seul objectif de tenter de rattraper le coup pour une nouvelle fois justifier sa politique tournée vers les appareils dont il faudrait attendre des miracles.

Que cette crise affecte tous les partis est une chose qu'il ne s'agit pas de nier évidemment, mais qu'il faille attendre des contradictions qui les parcourent quelque chose de bénéfique pour le prolétariat et le mouvement ouvrier relève d'une conception de la lutte de classe qui privilégie les rapports d'appareil au détriment de la lutte de classe du prolétariat, dont la maturité politique reposera sur sa propre expérience et les enseignements qu'il en tirera ou non, et non sur des calculs ou des manoeuvres d'appareils qui sont étrangers à la classe ouvrière, ce que nie le POI puisqu'il considère que le SPD serait toujours un parti ouvrier, au même titre que le PS. La politique du POI se réduit à s'adresser à Hollande, au gouvernement, aux élus, aux dirigeants des partis institutionnels, bref elle est entièrement subordonnée aux institutions.

A la fin de son article, son auteur n'a pu s'empêcher de laisser transparaître son désenchantement, désabusé par la capitulation de la soi-disant gauche du SPD dans lequel le POI avait mis tant d'espoirs. Souvenez-vous, après le départ de Schröder de la direction du SPD, le PT à l'époque avait proclamé que dorénavant tout serait possible ou presque au SPD, pas de bol, la réalité vient une fois de plus de leur infliger un cinglant démenti. Croyez-vous qu'ils en tireront les leçons ? Vous voulez rire ou quoi, la fin de son article prouve à elle-seule que les dirigeants du POI en sont incapables. Il leur faudrait avouer qu'ils se sont fourvoyés pendant des décennies, depuis 1940, leur parti n'y survivrait pas.

Si j'en trouve le temps, demain je publierai un article dans lequel nous verrons que les arguments qu'ils avancent pour rejeter le TSCG confirment ce qui vient d'être dit, ils sont sur une ligne légaliste, respectueuse des institutions qui sert le régime en place au lieu de le combattre. J'ai rédigé un brouillon rapidement hier soir sur un petit cahier en prenant mon repas.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- La quadrature du cercle.

Le gouvernement Ayrault s'est réuni en séminaire lundi à Matignon pour plancher sur le très délicat projet de budget de l'an prochain et les orientations pour 2013-2015.

Matignon a réaffirmé dans un communiqué que la «*maîtrise des comptes publics*» était «*une nécessité*» pour le gouvernement, avec l'objectif zéro déficit en 2017. Les dépenses de l'Etat, «*hors charges de la dette et de pensions*», seront ainsi «*stabilisées*» sur la période 2013-2015.

Matignon a rappelé, comme François Hollande s'y était engagé durant la campagne présidentielle, que les effectifs de fonctionnaires connaîtraient une «*stabilité globale*», mis à part les secteurs prioritaires - éducation, police et gendarmerie, justice.

Les «*dépenses sociales seront également maîtrisées*» et les collectivités locales devront faire un «*effort identique à celui de l'Etat*», a prévenu Matignon.

Sans détailler des mesures d'économies nouvelles, les services du premier ministre ont toutefois assuré que cette maîtrise des dépenses «*ne serait pas définie de façon comptable et aveugle*», une approche qui marque, selon eux, «*un tournant par rapport à la période précédente*».

Le gouvernement prendra des «*mesures qui seront des mesures fiscales de rendement, avec une réforme fiscale structurelle de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés qui prendra place à l'automne*», a confirmé M. Moscovici.

Il s'appuiera également sur des mesures d'«*économies de dépenses*», pour «*marquer que notre politique (est) équilibrée*», a-t-il affirmé, récusant «*toute idée d'austérité*». (libération.fr 25.06)

1.2- PG. Un "**bilan positif**".

Jean-Luc Mélenchon a évoqué lundi une "*carence de direction politique*" au Front de gauche durant les législatives, se montrant critique envers des candidats communistes qu'il a dépeints en "*quasi-socialistes à peine déguisés*".

Lors de son conseil national à huis clos ce week-end, le Parti de gauche a tiré un "*bilan positif*" de la séquence électorale malgré "*l'aspect contrasté et paradoxal*" des législatives (perte de 9 députés FG en dépit d'un score national en progression), a relevé lors d'un point-presse Martine Billard, coprésidente du PG dont le congrès a été avancé de novembre à mars 2013.

"*Il fallait être beaucoup plus ferme et empêcher qu'à certains endroits des campagnes se fassent sans même le sigle Front de gauche, qu'à d'autres endroits certains aient été des quasi-socialistes à peine déguisés montrant des photos de François Hollande ou Jean-Marc Ayrault*", a poursuivi l'ex-sénateur PS, sans cibler directement la direction PCF.

M. Mélenchon s'est d'ailleurs dit "*d'accord avec Pierre Laurent*", numéro un du PCF qui a affirmé qu'il aurait fallu "*jouer davantage collectif*" dans ces élections. "C'est une absurdité de faire 577 campagnes différentes, il y a eu une carence de direction politique", a-t-il souligné, appelant à regarder les clips de campagne : "*On ne peut pas dire qu'ils aient été assassinés par la personnalisation et la +mélenchonisation+, je n'y étais pas!*"

"*La leçon à tirer de tout ça, c'est où sont passés les 2 millions de voix qui manquent*" entre la présidentielle et les législatives?, s'est interrogé l'eurodéputé, estimant que "*c'est un programme et une orientation qu'il fallait défendre, pas simplement essayer de sauver sa peau chacun dans son coin*". (AFP 25.06)

Avec quelque 4 millions de voix au premier tour des législatives à 1,68 euros par voix et par an, le PG et le PCF ainsi que leurs associés vont se partager 6 720 000 d'euros par an, ce n'est pas si mal, non ?

1.3- Portrait au vitriole de la Ver-mine par Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point". Extraits.

- En d'autres temps, un cas comme celui-là aurait fait hurler les Verts. Ils auraient pesté, lancé des ultimatums. Là, ils manient la langue de bois comme de vieux politiciens. Cécile Duflot jure que Nicole Bricq a reçu "*une promotion*"... C'est évidemment faux : chacun a compris que c'est son refus d'autoriser les forages de Shell en Guyane qui lui a coûté sa place.

- Cécile Duflot est ministre du Logement et Pascal Canfin secrétaire d'État au Développement, mais les Verts sont muets sur les sujets qui fâchent : pas un mot sur le nucléaire, plus un mot sur l'aéroport de Nantes, rien sur le diesel qui serait cancérigène... Ils ont gagné des sièges, mais perdu la voix. On avait cru que l'accord PS-Verts était un jeu de dupes pour le PS. Vu d'aujourd'hui, c'est l'inverse : François Hollande a une majorité sans avoir besoin des Verts, et en plus, leur présence au gouvernement les empêche de s'opposer. Ils se sont vendus pour un plat de lentilles bio. (Pardon, les lentilles est le plat des pauvres. - Ndlr)

- ... leur pratique est marquée par la pusillanimité et l'opportunisme. (...) Les Verts sont plus fermes sur le mariage gay ou le cannabis - ce n'est pas la gauche caviar, mais la gauche "*pétard*". (ou les deux ! - Ndlr)

- Est-ce que vous en déduisez qu'on n'entendra pas les Verts pendant cinq ans ?

- C'est probable, puisque la logique veut qu'ils s'allient avec le PS pour toutes les élections (sauf les européennes, où l'on vote à la proportionnelle). Entre les idées écologiques qu'ils sont censés défendre et les voix socialistes qui les font élire, la décision sera vite prise. Pour l'instant, il est clair qu'ils ont choisi de faire de la politique plutôt que de porter une politique. De tenir leur langue

plutôt que de tenir une ligne. (En réalité les deux se sont toujours confondus chez eux. - Ndlr) (lepoint.fr 25.06)

2- Grèce

La Grèce se retrouve dans la confusion avec son Premier ministre, Antonis Samaras, quasiment hors d'état de gouverner et le ministre des finances qui a renoncé à ses fonctions, tous deux pour raisons de santé.

Contredisant ce qui avait été annoncé, ce n'est pas le chef de la diplomatie, Dimitris Avramopoulos qui conduira la délégation grecque à Bruxelles (les 28 et 29 juin prochain - Ndlr) mais Carolos Papoulias, qui a 83 ans exerce la fonction purement honorifique de président de la république.

Alors qu'elle était attendue lundi à Athènes, une mission des bailleurs de fonds de la "Troïka" - UE, BCE et FMI - pour un audit lié à une renégociation du "memorandum" a dû reporter in extremis sa visite à une date encore inconnue.

Dans ces conditions, Berlin a prévenu que le cas grec resterait en suspens. "N'attendez pas de décision sur la Grèce lors du Conseil européen", a affirmé lundi le porte-parole du gouvernement allemand Steffen Seibert.

Cité par tous les médias grecs, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble a affirmé que la Grèce avait perdu beaucoup la confiance de l'Europe, et qu'elle devait appliquer les réformes plutôt que redemander de l'aide.

"Une semaine dramatique et la Grèce à l'hôpital" titrait lundi le quotidien de centre gauche "Ta Néa", laissant par ailleurs entendre que la démission de M. Rapanos, proche des socialistes, était aussi liée à des différends politiques.

Remise en cause du mémorandum

Le gouvernement grec avait posé officiellement samedi ses exigences d'un report minimum de deux ans, à horizon 2016, des objectifs d'assainissement, et d'une remise en cause de mesures prévues dans le mémorandum.

Ainsi, il se prononce pour un gel de la suppression de fonctionnaires, alors que 150.000 postes devaient être supprimés jusqu'en 2015 et 15.000 cette année, ou encore pour l'extension de un à deux ans des allocations chômage.

Citant un rapport interne des créanciers internationaux, le magazine *To Vima* révèle que 70.000 fonctionnaires avaient été embauchés en 2010 et 2011, en violation d'un engagement de la Grèce.

Au sortir de deux mois de carence politique, par la faute de ses dirigeants, la Grèce est à nouveau au bord de la cessation de paiement, tous les objectifs macroéconomiques du mémorandum hors des clous.

Le PIB est sur la pente d'une plongée de 7% en 2012, après une chute cumulée de 10,2% en 2010-2011, le chômage atteint 22,6%. les caisses de l'Etat, qui ne règle plus ses factures, seront vides mi-juillet, sauf renflouement d'urgence. (AFP 25.06)

3- Syrie

La Syrie a expliqué lundi la destruction d'un avion de l'armée de l'air turque vendredi par "une violation manifeste" de sa souveraineté et mis en garde Ankara et l'Otan contre d'éventuelles représailles.

La défense antiaérienne syrienne a dû "réagir immédiatement" face à l'avion de l'armée de l'air turque qui volait à 100 m d'altitude dans l'espace aérien syrien, a dit le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Jihad Makdissi.

"La Syrie a réagi à cette violation. Nous avons dû réagir immédiatement. Même si l'avion avait été syrien, nous l'aurions abattu", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Damas a par ailleurs mis en garde l'Otan contre des mesures de représailles. Ses représentants doivent se réunir mardi à la demande de la Turquie.

La Turquie a accusé dimanche la Syrie d'avoir abattu sans avertissement l'un de ses avions de reconnaissance militaires dans l'espace aérien international.

L'état-major des forces armées turques a rendu compte de l'incident aérien devant le président Abdullah Gül, le commandant des forces armées et le gouvernement.

La Turquie assure que l'avion testait le système radar turc quand il a pénétré par erreur dans l'espace aérien syrien. Ankara dit en outre que l'appareil était revenu au-dessus des eaux internationales quand il a été attaqué.

Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, a annoncé son intention de porter l'affaire devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

La Turquie s'est contentée de demander à consulter ses alliés de l'Otan dans le cadre de l'article 4 du Traité de l'Atlantique Nord qui prévoit pareille option "*chaque fois que l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties est menacée*".

Elle a évité de recourir à l'article 5, clause de défense collective, qui prévoit que si un allié est victime d'une attaque armée, chacun des autres membres la considérera comme une attaque armée contre l'ensemble des membres.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont lancé lundi un appel au calme à la Turquie.

"*Nous veillerons évidemment à ce que la Turquie fasse preuve de retenue dans sa réaction*", a-t-elle ajouté.

Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Uri Rosenthal, a jugé pour sa part qu'une "*intervention militaire en Syrie est hors de question*". (Reuters 25.06)

4- Tunisie

4.1- Le gouvernement tunisien a extradé en catimini l'ex Premier ministre libyen Al-Baghdadi Al-Mahmoudi vers Tripoli dimanche, où il a été immédiatement emprisonné, déclenchant une crise interne sans précédent avec la présidence tunisienne qui n'avait pas donné son aval à cette décision.

Selon son avocat tunisien Mabrouk Kourchid, qui a dénoncé un "*crime d'Etat*", M. Mahmoudi "*a été extradé par avion privé à 05H00 du matin*".

Le gouvernement tunisien n'a respecté "*ni la loi, ni les règles humanitaires, ni les droits de l'Homme*", a accusé M. Kourchid. "*Le pire, c'est que la présidence n'était pas au courant*", a-t-il souligné. Dans un communiqué très virulent publié dimanche soir, la présidence tunisienne a dénoncé une "*décision illégale*", prise de façon "*unilatérale et sans concertation*". Elle a accusé le chef du gouvernement tunisien d'être "*sorti de ses prérogatives*" et de "*ternir l'image de la Tunisie*".

Le porte-parole du président tunisien Moncef Marzouki, Adnen Manser, avait souligné auparavant que M. Marzouki n'avait pas signé le décret d'extradition et avait parlé d'une "*crise grave*".

Les défenseurs tunisiens de l'ex Premier ministre libyen ont rappelé que leur client avait fait une demande de statut de réfugié politique auprès du HCR (Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés) et que l'extradition intervenait avant la réponse de l'organisation internationale.

"*C'est une violation flagrante des droits de l'homme et des conventions internationales, le gouvernement prouve par sa décision qu'il ne respecte pas les engagements internationaux de la Tunisie*", a déclaré à l'AFP l'avocate Radhia Nasraoui.

"*Ce gouvernement a tourné le dos à tout le monde afin de terminer cette affaire pour de l'argent, c'est vraiment honteux*", a-t-elle accusé, rappelant que l'accord de principe entre Tripoli et Tunis était intervenu en mai après une visite du Premier ministre libyen Abdel Rahim al-Kib, au cours de laquelle plusieurs accords économiques avaient été signés.

"*Un rapport d'une commission tunisienne qui s'est rendue récemment à Tripoli a conclu que les conditions d'un procès équitable étaient réunies*", a souligné dans son communiqué le gouvernement pour justifier sa décision. (AFP 25.06)

4.2- La justice tunisienne a confirmé lundi en appel la condamnation à sept ans de prison d'un jeune Tunisien qui avait mis en ligne sur Facebook des caricatures du prophète Mahomet.

Jabeur Mejri a été condamné le 28 mars dernier pour trouble à l'ordre public et atteinte à la morale, un jugement confirmé par la cour d'appel de Monastir.

Un autre prévenu, Ghazi Beji, a été condamné par contumace.

L'avocate de Jabeur Mejri a critiqué le verdict qui montre à ses yeux que la justice tunisienne reste inféodée au politique, dix-huit

mois après la "*révolution de jasmin*" qui a provoqué la chute du président Zine Ben Ali en janvier 2011.

"C'est une peine très sévère qui suggère que la justice tunisienne ne s'est toujours pas débarrassée des ingérences politiques", a déclaré Bochra Belhaj Hmida à Reuters.

Le gouvernement affirme qu'il est de son devoir de défendre la décence publique, mais ses détracteurs laïques estiment qu'il utilise le système judiciaire pour sanctionner ceux qui ne suivraient pas sa ligne religieuse orthodoxe. (Reuters 25.06)

Social

1- France

Le salaire net moyen a progressé moins vite en 2010 qu'en 2009, profitant notamment aux femmes et aux cadres, même si de forts écarts demeurent entre les deux sexes, selon les chiffres de l'Insee publiés mardi.

En 2010, le salaire en équivalent temps plein d'une personne travaillant dans le privé ou dans une entreprise publique était en moyenne de 2.082 euros nets par mois (2.764 euros bruts).

Le salaire net moyen a augmenté de 2% par rapport à 2009 mais, avec la reprise de l'inflation (+1,5%), la hausse réelle n'est que de 0,5% (après +1,2% en 2009 et +0,4% en 2008).

L'amélioration de la conjoncture de l'emploi en 2010, tirée notamment par l'intérim, n'a en revanche pas profité aux ouvriers. "*Les embauches de personnes aux salaires globalement plus faibles entraînent mécaniquement une baisse du salaire moyen des ouvriers*" (-0,2%), explique l'Insee.

Le salaire médian s'est quant à lui élevé à 1.675 euros par mois. Cela signifie qu'en 2010, 50% des salariés français gagnaient moins que cette somme, tandis que l'autre moitié gagnait davantage.

En 2010, les 10% de salariés les moins bien payés ont touché un salaire net mensuel en équivalent temps plein inférieur à 1.142 euros (-0,1% par rapport à 2009).

En haut de l'échelle, les 10% de salariés les mieux rémunérés disposaient eux de plus de 3.317 euros.

Quant aux 1% les mieux payés, ils ont touché plus de 7.654 euros nets mensuels. (AFP 25.06)

2- Bolivie

Des milliers de policiers boliviens ont entamé dès lundi dans leur cinquième jour de grève sur fond de revendications salariales et accentuaient la pression sur le président Evo Morales, qui voit dans ce mouvement une manœuvre de ses opposants visant à déstabiliser le gouvernement.

A La Paz, les policiers grévistes poursuivaient leur occupation d'une caserne de l'Unité tactique d'opérations policières (police anti-émeutes), dont ils avaient délogé les occupants le 21 juin lors d'une opération qui avait dégénéré en violences entre collègues avec un bilan d'au moins trois blessés.

Ce local est situé près de la Place d'Armes, où se trouve la présidence, devant laquelle environ un millier d'autres policiers en civil poursuivaient leur mobilisation lundi.

"*Ceci est notre place !*", "*Dehors les Masistes !*" (militants du Mouvement vers le socialisme, MAS, du président Morales), scandaient notamment lundi les manifestants, dont plusieurs avaient le visage masqué dans un pays où les grèves des policiers sont interdites.

Lundi matin, les policiers en grève ont affronté à coups de poings et de bâtons environ 500 membres d'organisations et syndicats pro-Morales sur cette place. Les incidents, qui n'ont pas fait de blessés, ont pris fin lorsque des policiers ont lancé des grenades lacrymogènes pour disperser leurs adversaires, a constaté un journaliste de l'AFP.

En face, le bâtiment de la présidence restait portes closes, et un important détachement militaire était déployé à l'intérieur, selon des sources concordantes.

La veille, le ministre de l'Intérieur Carlos Romero avait annoncé la signature d'un accord avec un syndicat de policiers non

gradés, incluant une prime de 32 dollars (25 euros) et des réformes du régime de retraite, et le syndicat avait alors appelé les grévistes à regagner leur poste et cesser leur mouvement.

Mais les policiers de La Paz ont refusé d'obtempérer. Ils ont répété leurs revendications: un salaire minimum de 2.000 boliviens (quelque 287 dollars, soit 70% de plus de ce qu'ils perçoivent actuellement), la retraite avec plein salaire et l'annulation de la loi leur interdisant de manifester.

Face à ce mouvement qui fait progressivement tache d'huile en province, le gouvernement socialiste d'Evo Morales accuse ses opposants, comme il le fait souvent, d'être à l'origine de cette contestation pour le déstabiliser.

La Bolivie est agitée depuis plusieurs mois par la mobilisation de divers secteurs sociaux (mineurs, médecins, policiers, indiens...).

"Il y a des forces obscures avec des intentions putschistes", a assuré lundi le vice-président Alvaro Garcia, désignant des mouvements de droite sans toutefois les nommer.

Dimanche, le président était allé jusqu'à affirmer que certains voulaient "tuer" le ministre de l'Intérieur et attaquer les forces armées "avec des cocktails molotov".

Le vice-président soupçonne même une entente entre les grévistes et les leaders d'une marche d'Indiens amazoniens opposés à un projet routier à travers une réserve naturelle, qui doit arriver mardi dans la capitale bolivienne, avec la bienveillance de son maire de droite Luis Revilla.

Le leader des marcheurs, Fernando Vargas, a démenti ces accusations, assurant n'avoir pour seule motivation que la défense du territoire indigène.

Mais les proches de M. Morales ont déjà lancé un appel aux mouvements paysans et syndicaux proches du pouvoir pour venir à La Paz défendre "leur" président. (AFP 25.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juin

CAUSERIE

J'ai rectifié quelques erreurs de dates dans les articles mis en ligne hier.

J'ai ajouté un lien vers une page où vous pourrez trouver dorénavant les titres des articles de presse du mois en cours déjà archivés, pour ceux que cela pourraient intéresser. Compte tenu de la place ou du volume des articles de presse, je ne peux pas en afficher beaucoup à l'écran, je dois les archiver pour les remplacer par d'autres tous les deux ou trois jours en fonction de l'actualité.

Prétendre qu'il faudrait attendre avant de se prononcer sur les intentions du gouvernement est hypocrite, une façon de l'épargner, de lui accorder un répit, de lui témoigner son soutien disions-nous dans une précédente causerie. Vous me direz qu'on a attendu pendant 5 ans que les partis ouvriers se décident à déclarer Sarkozy illégitime, en vain.

Quand on est appelé à prendre position (quotidiennement dans mon cas) sur un tas de questions qu'on ne maîtrise pas forcément ou sur lesquelles on possède peu d'informations, il est préférable de s'abstenir ou d'attendre d'en avoir pour se prononcer. Mais quand on aborde une question de politique générale ou qu'on doit traiter un sujet sur un plan général, on n'a pas besoin d'avoir sous le coude les dernières déclarations ou les derniers éléments pour formuler une analyse, les éléments dont on dispose déjà suffisent généralement pour dégager une tendance et prendre position, c'était précisément le cas avec Hollande et son gouvernement.

Pourquoi alors certains s'y sont refusés ? Pour soigner leur base, leurs militants qui ont les yeux rivés vers le gouvernement, après avoir voté Hollande le 6 mai et PS le 17 juin.

Vous aurez noté au passage qu'un grand nombre de travailleurs ont voté le 6 mai pour chasser Sarkozy, tandis qu'ils ont refusé de voter les 10 et 17 juin pour le PS et leurs satellites dans lesquels ils ne se reconnaissent, autrement dit ils ne soutiennent pas la politique du gouvernement. Cette précision pour éviter toute confusion, car depuis les instituts de sondage ont repris du service, martelant que Hollande et Ayrault bénéficieraient d'une popularité inégalée depuis 30 ans, peut-être même depuis que la Ve République existe. Le gouvernement aura besoin de soutiens pour faire passer sa politique dans les mois à venir, on comprend.

Ce constat, chacun pouvait le faire facilement de son côté, qui associé aux déclarations des dirigeants du PS pendant et immédiatement après les campagnes électorales permettaient de se faire une idée assez précise de la situation ou de la tendance principale qui s'en dégagait pour les mois à venir. C'est là qu'on s'aperçoit que même dans lorsque les choses sont évidentes, ils s'en trouvent toujours pour hésiter, louvoyer, manoeuvrer, pour repousser le moment de porter un jugement sur le gouvernement ou de le caractériser politiquement, à croire que la situation les embarrasserait.

Tous les partis ouvrier se triment de telles contradictions après s'être écartés ou avoir renié le socialisme qu'ils se retrouvent pris à leur propre piège.

Comment soutenir une ligne réformatrice quand l'heure est à la régression sociale généralisée, la réaction sur toute la ligne ?

Comment mobiliser les travailleurs sur une telle ligne sachant qu'ils ne se font aucune illusion sur son issue ?

Comment faire croire aux militants et aux travailleurs qu'il serait possible d'obtenir une amélioration de leur condition, alors qu'elle ne cesse de se dégrader et qu'on leur annonce que cela va continuer (voir la hausse du chômage par exemple) ?

Comment être crédible en avançant une perspective politique (Assemblée constituante) construite autour du PS et ses satellites dont les masses se détournent ?

Comment refuser de s'attaquer résolument aux institutions sans passer pour des collaborateurs du régime en place ?
Comment refuser de caractériser le PS et le gouvernement aux ordres des capitalistes pour ce qu'ils sont vraiment sans passer pour des vendus, des traîtres, des charlatans, de vulgaires aventuriers, etc. ?

Il ne s'agit pas de cesser le combat, au contraire, tout ce qui peut être défendu doit l'être, même lorsqu'on est assuré d'essuyer un échec, alors où se situe l'essentiel ?

Entraîner les travailleurs au combat est une chose, c'est indispensable, mais on sait par expérience qu'une fois la bataille terminée, la tension se relâche, l'attention et la motivation aussi, on est tenté de plier bagages et de passer à autre chose sans transition, on n'en tire pas forcément un enseignement pour la suite, loin de là généralement, pour la bonne raison que ce n'était pas là l'objectif de cette bataille, on espérait gagner, on nous a fait croire que c'était possible et on l'a cru, cette bataille est terminée on estime que cette expérience est terminée. Pourquoi encore ?

On estime avoir tout fait pour gagner, en vain, on ne pouvait pas gagner parce que les conditions n'étaient pas réunies nous expliquent-on, ce sera pour une autre fois peut-être, sans doute, on l'espère sans en être vraiment convaincu d'ailleurs, comme on a misé sur des éléments extérieurs en se tournant vers les appareils des syndicats ou des partis, des élus, on se dit que tout demeurera bloqué tant qu'ils ne changeront pas, c'est plutôt démoralisant et démobilisateur, on a l'impression de se retrouver face à un mur gigantesque qui vous domine et impossible à franchir.

Et c'est là-dessus qu'on va tenter de vous greffer un argument qui ne prendra pas, car plaqué ou se substituant à une analyse de fond de la situation et des rapports avec les appareils et les autres partis, à savoir, si nous étions plus nombreux à mener ce combat son issue pourrait être différente, ce qui laissera dubitatif celui à qui il s'adresse, parce qu'il ne comprendra pas quels rôles pourraient encore jouer les appareils ou les autres partis s'ils suffisaient d'être plus nombreux pour gagner, dans ce cas-là on s'en passerait ou ils seraient obligés de nous emboîter le pas, autrement dit, une fois de plus on nous explique qu'ils pourraient changer, alors qu'on a encore à l'esprit leur refus de nous soutenir, on se dit alors qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans cette démonstration qui tient autant du bricolage que du racollage.

Notre travailleur était dans un état d'esprit particulier quand il a engagé cette bataille avec nous, lequel ? Il espérait la gagner, qu'il l'avoue ou non ouvertement, qu'il en ait eu conscience ou non, il ne s'y serait associé s'il n'avait pas eu secrètement plus ou moins la certitude que c'était possible, laissons ici de côté le fait qu'on lui a fait croire, l'essentiel est ailleurs. Il espérait tirer profit de son combat et voilà qu'à la place on lui tient de grands discours auxquels il n'était manifestement pas préparé, il en vient à dit qu'on veut l'embringer dans une histoire allant jusqu'à se demander si on n'a pas essayé de le manipuler, si on ne serait pas servi de lui par hasard.

On n'en arriverait pas à une telle confusion si dès le départ on lui avait clairement exposé la situation au lieu de lui raconter des salades.

Encore faudrait-il ne pas partager son état d'esprit et ses illusions, considérer cette bataille autrement que comme une fin en soi. Tout d'abord considérer qu'elle mérite d'être menée, ensuite la définir comme une étape indispensable du combat pour notre émancipation du capital, pour le socialisme, pour n'aborder qu'ensuite son issue, qui dès lors que l'argument précédent avait été porté à sa connaissance et admis, se trouverait relativisé ou ne prendrait pas une tournure dramatique ou négative en cas d'échec, puisque le gain de cette bataille ne résiderait pas dans son issue, mais dans le processus qui consistait à prendre conscience d'appartenir à une classe déterminée dont le sort ainsi que la société était entre nos mains, le véritable enseignement

de cette bataille résidant dans cette prise de conscience qu'on aura réussi ou non à déclencher en lui, qui s'inscrivait dans une perspective politique générale ou plus large, l'incitant à poursuivre le combat avec nous pour la réaliser.

Je pense que cette conception de la lutte de classe est fidèle au marxisme dans la mesure où elle met en oeuvre un processus dialectique conduisant à remettre en cause l'ordre établi, jusqu'à preuve du contraire, cela demeure l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Smic. Quel "soulagement" s'est exclamée Parisot. Les "recommandations" du Medef et des experts de Sarkozy ont été entendues.

Le salaire minimum garanti sera augmenté en France de 2%, inflation comprise, à compter du 1er juillet, conformément à une promesse électorale du président François Hollande.

Cette mesure a été annoncée mardi aux partenaires sociaux par le ministre du Travail, Michel Sapin, lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective.

Elle tient compte de l'inflation intervenue depuis la dernière hausse du smic, c'est-à-dire entre novembre et avril derniers, soit 1,4%, ce qui représentera 90 euros cumulés sur les six derniers mois de l'année, a dit le ministre. A ces 1,4% s'ajoute un coup de pouce de 0,6%, le premier depuis 2006.

"Le président de la République, le candidat pendant la campagne électorale, avait annoncé pour le 1er juillet de cette année une revalorisation et un coup de pouce. Cette promesse a été faite, elle est tenue", a ajouté Michel Sapin.

Le salaire minimum horaire brut en France sera porté au 1er juillet à 9,4 euros et le salaire minimum mensuel brut à 1.425,67 euros, précise-t-on de source syndicale, ce qui représente, selon le ministre, environ 21 euros de plus par mois pour un salarié payé au smic.

Le smic est aujourd'hui à 9,22 euros bruts de l'heure et 1.398,37 euros bruts par mois pour un temps plein (151,67 heures).

Selon l'Institut national de la statistique, le smic concernait en 2011 10,6% des salariés à temps plein, soit environ 1,6 million de personnes, et 25,2% des salariés à temps partiel. (Reuters 26.06)

$9,4 - 9,22 = 0,18$ euro brut - 25% (cotisations sociales) = $0,18 - 0,045 = 0,135$ euro d'augmentation nette de l'heure, vous êtes trop bon monseigneur ! L'autre jour je m'étais planté dans mes chiffres, là ils sont corrects.

En comparaison, Hollande a baissé son salaire de 30% alors que Sarkozy l'avait augmenté de 172%. C'est marrant, Les Echos avaient eu cette information la semaine dernière pour avoir donné le chiffre exact de cette hausse, les patrons l'auraient-ils dicté à Hollande, c'est ce que Parisot a lâché hier *"le gouvernement a tenu compte de nos inquiétudes"*.

Et ne dites pas que Hollande aurait menti aux électeurs précise Sapin, vous avez là la méthode de gouvernance du PS soutenu par tous ceux qui expliquaient hier encore qu'on ne savait pas quelle politique Hollande allait menée : antisociale !

Quelques réactions

"Nous sommes très insatisfaits", a affirmé sur RTL Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT pour lequel "il n'y a pas eu de coup de pouce à proprement parler" puisque 0,6% seulement de la hausse relève du coup de pouce, le reste de l'inflation.

Cette décision *"va engendrer frustration et mécontentement chez les salariés. C'est une déception", a renchéri Marie-Alice Medeuf-Andrieu de Force ouvrière.*

La CFDT, en revanche, a évité toute critique.

"Plus qu'un coup de pouce c'est une politique globale de hausse des revenus qui est nécessaire", estime également la CFTC.

Pour l'UNSA *"des négociations doivent s'ouvrir dans les branches et dans les entreprises" sur les salaires.*

"Ce coup de pouce limite les risques à l'égard de l'emploi, de la création d'emplois et du maintien de l'emploi", a affirmé depuis Bruxelles sa présidente Laurence Parisot. Pour Benoît Roger-Vasselín, président de la commission sociale du Medef, la hausse est "raisonnable", "le gouvernement a tenu compte de nos inquiétudes".

En revanche, la CGPME, représentante des petites et moyennes entreprises, s'est montée très inquiète "des conséquences économiques négatives" pour les entreprises de cette décision, évoquant le risque de "destruction" de "dizaines de milliers" d'emplois. Le président de la Fédération des industries mécaniques, Jérôme Frantz, n'a pas mâché ses mots qualifiant la revalorisation de "connerie" qui "écrase l'échelle des salaires".

Pour le PCF ce coup de pouce "se révèle être un premier et sévère coup de froid". "L'augmentation légale déduite, les smicards pourront s'offrir une place de cinéma à tarif réduit pour rêver à une autre vie", a ironisé le porte-parole communiste, Olivier Dartigolles.

"Le changement pour les fins de mois, ce n'est pas maintenant", a lancé Martine Billard, coprésidente du Parti de Gauche.

Avec un coup de pouce au Smic, le gouvernement "crée du chômage", a assuré Bernard Accoyer (UMP).

"Dérisoire en ce qu'elle n'améliore pas le pouvoir d'achat des classes populaires" et "inefficace" puisqu'elle "constitue une charge supplémentaire pour les entreprises", selon le Front national. (lexpress.fr 26.06)

Quels intérêts, quelle classe représente le gouvernement Hollande-Ayrault ? Vous avez la réponse.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques.

1- En famille.

L'UMP Gilles Carrez a été désigné mardi candidat à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale française, réservée à l'opposition.

Le socialiste Christian Eckert en sera le rapporteur général, rôle que tenait Gilles Carrez dans les deux précédentes législatures. (Reuters 26.06)

Ils se partagent les rôles, se renvoient l'ascenseur, normal en famille, non ?

2- Austérité. Ils en rajoutent une couche... discrètement.

Le gouvernement va geler 1 milliard de dépenses des ministères qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012, a affirmé mardi le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a "indiqué que certaines dépenses qui étaient prévues ne s'effectueraient pas dans l'immédiat et se rajouteraient au gel déjà appliqué", a déclaré M. Cahuzac sur BFM TV. "Chaque ministère y contribuera (...) mais en gros, 1 milliard de dépenses qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année seront gelées", hormis les ministères jugés prioritaires - Education nationale, Justice, Intérieur -, a-t-il ajouté. (AFP 26.06)

3- Le racket de l'Etat continue.

A l'automne, il faudra déboursier au moins 6 euros pour s'acheter un paquet de cigarettes: le gouvernement a confirmé une augmentation en septembre d'environ 6% des prix des tabacs, soit 30 voire 40 centimes par paquet, alors que les ventes sont en baisse. Pour les marques les plus chères, dont la plus vendue Marlboro (près de 25% de parts de marché), il faudra déboursier 6,50 ou 6,60 euros.

La hausse du prix du tabac est l'une des mesures envisagées par le gouvernement pour boucler le budget 2012, a indiqué le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, précisant que le gouvernement s'en tiendrait à l'augmentation prévue par son prédécesseur. «Il est prévu une hausse du tabac de 6% au mois de septembre, c'est dans le plan de hausse qui avait été prévu par le gouvernement précédent en accord avec la filière. Ce plan sera respecté», a déclaré Jérôme Cahuzac sur BFM TV.

Le tabac a rapporté 13,7 milliards d'euros en 2011 à l'Etat. (20minutes.fr 26.06)

4- C'est cadeau !

Pour venir s'implanter ici, Amazon va disposer d'un certain nombre de dispositifs financièrement très avantageux: "La prime d'aménagement du territoire (PAT), les aides en matière de service de ramassage des salariés du Grand Chalon et des investissements dans des crèches pour les enfants des femmes qui travailleront chez Amazon", a précisé Arnaud Montebourg. Ce qui pourrait très vite faire un petit pactole pour le géant du e-commerce aux 48 milliards d'euros de chiffre d'affaires. D'après le

site de Bercy - ce chiffre ne nous a pas été confirmé officiellement dans le cas d'Amazon -, le montant de la prime d'aménagement du territoire peut atteindre entre 15.000 et 25.000 euros par emploi créé. Soit une subvention minimum de 6 millions d'euros.

Or il semblerait justement que le nombre d'emplois promis par Amazon ne soit pas si élevé qu'il n'y paraît. Frédéric Duval, directeur des opérations Amazon.fr Logistiques SAS, qui présentait le projet aux côtés de Montebourg, s'est en effet contenté d'annoncer que le géant américain allait "*recruter jusqu'à 1.000 emplois d'ici novembre 2012*" sans être en mesure de préciser le nombre des emplois créés en CDI, en CDD ou en intérim.

Interrogé par les journalistes qui avaient fait le déplacement, Frédéric Duval, est resté très évasif sur cette question. Au point d'en exaspérer quelques uns. Seul véritable chiffre concret issu de la conférence: "*34 managers*" seront embauchés sur le futur site. C'est un peu faible! D'après le maire de Chalon, 350 CDI auraient été garantis par Amazon, mais sans précision de délai. Sur les deux autres sites logistiques de Saran et de Montélimar, l'on compte environ 4000 intérimaires pour 1100 emplois fixes. Et en deux ans, le nombre de CDI n'a pas augmenté à Montélimar, malgré des promesses de 200 emplois supplémentaires, à deux reprises, en 2010 et 2011.

Ajouté à cela, le ministre du redressement productif a sciemment évité les questions qui fâchent, à savoir celles des conditions de travail chez Amazon. Depuis 2008, des enquêtes journalistiques viennent régulièrement dénoncer les méthodes d'une direction peu soucieuse du droit du travail. Que ce soit France ou au Etats-Unis, d'ailleurs. Fouilles corporelles régulières, vestiaires placés sous vidéo-surveillance... les critiques des syndicats sont pléthores.

Vous comprenez que le gouvernement ne peut pas servir tout le monde, les smicard et les patrons, il fallait faire un choix, le choix est clair, net et sans bavure. Le gouvernement Hollande-Ayrault est un gouvernement anti-ouvrier, anti-socialiste et on doit le combattre en tant que tel.

De faux arguments pour un vrai soutien au régime.

Quels sont les deux principaux arguments avancés par ceux qui font campagne pour le rejet du TSCG en direction de Hollande ?

1- Une fois adopté, les travailleurs des secteurs public et privé seraient privés du droit de revendiquer une amélioration de leur condition.

2- Il lierait le gouvernement à venir à la politique d'austérité gravée dans le marbre de la Constitution, il leur interdirait d'adopter un budget déficitaire ou d'engager des dépenses sociales correspondant aux besoins des travailleurs.

A quoi correspond le premier argument ?

Serait-ce les travailleurs qui ne pourraient plus revendiquer une amélioration de leur sort, ne serait-ce pas plutôt les dirigeants pourris des syndicats soumis au régime qui seraient tenter de se saisir de ce prétexte pour se prosterner encore davantage devant les institutions, révélant leur véritable nature aux travailleurs ?

Cet argument ne se ferait-il pas l'écho des appareils ? Ne précéderait-il pas leurs intentions pour mieux les épargner par la suite ? Car, s'ils rechignaient à soutenir des revendications, on ne pourrait pas leur en vouloir, ils ne feraient que rester dans la légalité, que respecter la Constitution ayant intégré ce traité.

A l'opposé, nous affirons qu'une fois ce traité ratifié, rien n'interdira aux travailleurs de se situer sur le terrain de leurs propres besoins et de se mobiliser pour faire aboutir leurs revendications qui demeureront légitimes, contrairement à ce traité.

A quoi correspond le second argument ?

Posons-nous quelques questions avant d'y venir.

Quel gouvernement pourrait briser le carcan que représente ce traité, qui prétend violer notre droit à combattre pour la satisfaction de nos besoins sociaux ?

Quel gouvernement prendrait le risque en rejetant ce traité de s'isoler et de se retrouver au banc de l'Union européenne, attaqué de toutes parts par les agences du capital et l'ensemble des gouvernements ?

Quel gouvernement prendrait ainsi le risque de rompre avec l'UE ?

Question : quel gouvernement serait-il susceptible de remplir ces critères en France ou en Europe, un gouvernement dirigé par Hollande, Laurent ou Mélenchon, un gouvernement dirigé par le SPD, le PSOE, par un parti social-libéral de l'Internationale

jaune ou l'un de ses satellites ?

La réponse est non, sans l'ombre d'un doute. Seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat rejeterait toute proposition de traité avec l'UE, abolirait tous ceux qui auraient été signés antérieurement, abolirait les institutions de la Ve République, romprait avec l'ensemble des institutions du capital à l'échelle mondiale... C'est dans cette perspective que devrait se livrer le combat contre le TSCG, en y ajoutant les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Alors que valent ces arguments associés au rejet du TSCG, sinon qu'il serait possible à un des gouvernements qui viennent d'être cités, d'avoir la volonté de rompre avec l'UE, les capitalistes qui détiennent le pouvoir faut-il le rappeler collaborant de bonne grâce avec ce gouvernement qui n'aurait pas d'autre alternative pour satisfaire les revendications des travailleurs que de s'attaquer aux privilèges des nantis sans toutefois rompre avec le régime en place.

On s'aperçoit immédiatement que c'est prêté à Hollande et son gouvernement des intentions qu'il n'a pas et qu'il n'aura jamais. Cela ne revient-il pas à colporter des illusions dans Hollande, cela ne revient-il pas à le soutenir, à vouloir faire croire aux travailleurs qu'il pourrait évoluer pour se placer à leur côté ? Ne serait-ce pas le seul objectif politique du POI et non le socialisme ?

Poursuivons en nous posant d'autres questions qu'apparemment personne ne veut ou ne tient à poser, vous avez le droit de vous demander pourquoi ou plutôt de leur demander pourquoi.

En quoi la ratification de ce traité nous engagerait-il ? En rien, absolument rien, il est à nos yeux aussi illégitime que le capitalisme ou le régime en place.

En est-il de même de la part de ceux qui mènent campagne pour son rejet ? On est en droit d'en douter fortement après ce qui vient d'être énoncé plus haut. Mais vérifions-le à l'aide de leurs arguments.

En quoi consistent-ils ? Ils correspondent à la politique trade-unioniste dans laquelle ils se cantonnent, le réformisme. Ce traité serait un obstacle à l'adoption de réformes sous un régime capitalisme ce qu'ils estiment insupportables, alors qu'elles ne servent qu'à le conforter, à faire en sorte que les travailleurs supportent leur condition sans chercher à remettre en cause l'existence du régime en place.

Il faut noter que cette politique d'adaptation au capitalisme est déjà malmenée depuis des décennies par l'impossibilité d'obtenir la moindre réforme sociale et la liquidation progressive de tous nos droits. Ce n'est pas cela qui les a arrêté jusqu'à présent ou qui les aurait conduit à revoir leur copie, donc il y a tout lieu de penser qu'ils sont disposés à continuer dans le même registre qui a pour conséquence d'affaiblir, de désorienter, de finir de pourrir le mouvement ouvrier. Ils lancent des campagnes qui finissent toutes dans l'indifférence générale ou une impasse, qui ne servent strictement à rien à l'arrivée. Ils font signer des pétitions qui finissent toutes à la poubelle avec le même résultat.

En suivant leur raisonnement et l'on comprend leur embarras, si le TSCG entrait en vigueur, c'est comme si la porte des réformes se refermerait derrière eux, ce qui signifierait que non seulement l'inanité de leurs arguments serait mis en lumière, c'est l'ensemble de leur politique et leurs rapports avec les appareils et l'Etat qui apparaîtraient au grand jour pour ce qu'ils étaient, ils se retrouveraient privés de la politique qu'ils ont toujours menée, pire, ils ne pourraient pas en changer ou la réorienter contre les institutions puisqu'ils ont construit un parti sur la base de cette politique d'adaptation au capitalisme et non sur le programme de la révolution socialiste, ils n'auraient pas d'autre alternative que persister dans leur erreur et de se fossiliser pour continuer à exister ou prendre le risque de faire éclater leur parti sans être certain qu'il en resterait quelque chose.

Répetons ce que nous avons dit plus haut qui correspond à notre position.

Seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat rejeterait toute proposition de traité avec l'UE, abolirait tous ceux qui auraient été signés antérieurement, abolirait les institutions de la Ve République, romprait avec l'ensemble des institutions du capital à l'échelle mondiale...

C'est dans cette perspective que devrait se livrer le combat contre le TSCG, en y ajoutant les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Actualité en titres

Alors pourquoi ne pas les exproprier ?

- Les entreprises du CAC ne valent plus grand chose - LExpansion.com

Soulagement

- Smic - Le Medef rassuré par une hausse "raisonnable" - LePoint.fr

- Medef - L'augmentation de 2 % du smic aura peu d'incidences sur l'emploi - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Le chômage explose !

Selon les chiffres publiés mardi 26 juin par la Dares, le service statistique du ministère du travail, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A (sans aucune activité) en métropole a augmenté en mai de 1,2 % par rapport à avril, soit 330 000 personnes de plus.

Une telle hausse n'avait pas eu lieu depuis octobre 2009. La hausse est ininterrompue depuis treize mois : 2 922 100 personnes sont désormais inscrites dans la catégorie A.

En ajoutant les catégories B et C (activité réduite), et les chômeurs des Dom, le nombre de demandeurs d'emplois augmente de 29 000 personnes en mai, pour s'établir à 4 621 000 personnes. La hausse est de 0,6 % sur un mois (6,3% en un an).

Une fois de plus, ce sont les jeunes et les seniors qui sont les principales catégories frappées par la hausse du chômage, avec une hausse de près de 1,7% (+6,3% en un an) parmi les moins de 25 ans, 1,6 % pour 50 ans et plus. En un an, les chiffres ont explosé pour cette catégorie (+16,1%).

Même inquiétude pour les chômeurs de longue durée qui sont toujours plus nombreux : 1,2 % de plus qu'en avril, 8,5 % de plus qu'il y a un an.

Et les raisons d'espérer semblent peu nombreuses lorsqu'on regarde les chiffres dans le détail. Tous les indicateurs sont au rouge. Par rapport à avril, les entrées à Pôle emploi pour fin de CDD progressent de 2,6 %, celles pour licenciement économique de 2,3 %, celles pour autres types de licenciements de 5,1 %.

Côté sorties, pas davantage de raisons de se réjouir : les reprises d'emploi reculent de plus de 7 %. Seules les entrées en stage progressent fortement (+ 37 % !). Mais difficile de ne pas voir dans cette hausse, une manière d'amortir l'augmentation globale par un envoi de chômeurs en formation. (lemonde.fr et AFP 26.06)

Le chômage, la précarité, les salaires, en voilà des thèmes de combat politique contre le gouvernement et les institutions qui concernent des millions et millions de travailleurs. Qui mène une campagne nationale sur ces thèmes ? Personne.

1.2- La plus forte baisse du niveau des revenus depuis 28 ans.

Le pouvoir d'achat individuel des Français devrait baisser de 1,2 % en 2012, enregistrant son plus fort recul depuis 1984, affecté notamment par le ralentissement des revenus d'activité et la hausse des impôts, selon les nouvelles prévisions de l'Insee publiées mardi.

Le pouvoir d'achat par unité de consommation, la mesure la plus proche du ressenti des ménages, reculerait ainsi pour la deuxième année consécutive (- 0,1 % en 2011). (lepoint.fr 26.06)

J'évite d'employer l'expression "*pouvoir d'achat*" qui banalise la notion de marchandisation chère à leur régime.

1.3- Fermeture d'usines en perspective.

General Motors compte construire les futures versions des Citroën C5 et Peugeot 508 à l'usine allemande de Rüsselsheim, écrit le Frankfurter Allgemeine Zeitung, citant des responsables syndicaux.

PSA Peugeot Citroën produit pour l'heure ces deux modèles à Rennes et un tel changement conduirait sans doute à la fermeture de ce site, ajoute le journal.

"Il existe un tel scénario qui est actuellement négocié sérieusement avec les Français", écrit le FAZ, citant Armin Schild,

un responsable syndical.

Contacté à Paris, PSA s'est abstenu de tout commentaire.

Opel, filiale européenne de GM, qualifie l'article de "*pure spéculation*".

Dans un entretien publié en mai par le quotidien Ouest France, le directeur de l'usine PSA de Rennes (Ille-et-Vilaine), Jean-Luc Perrard, avait déclaré qu'il était dans les intentions de PSA de confier la future C5 à une usine du groupe General Motors.

Der Spiegel écrivait ce même mois que la prochaine Opel Zafira pourrait être développée et produite par PSA dans le cadre du mécano industriel que le constructeur français et GM sont en train de mettre en place dans le cadre de leur alliance. (Reuters 26.06)

2- Grande-Bretagne. Salauds de pauvres, profiteurs !

En fustigeant "*les avantages pervers qui encouragent les gens à ne pas travailler*", David Cameron se positionne à droite toute et dans la lignée de Margaret Thatcher ou de John Major, ses prédécesseurs issus, comme lui, du Parti conservateur.

Il a proposé, lundi, 17 mesures pour réduire de 10 milliards de livres (12,5 milliards d'euros) le budget de la Sécurité sociale. Une somme non négligeable pour un pays dont la dette publique devrait culminer à 94% du PIB en 2014-2015.

Le Premier ministre a préconisé notamment de supprimer ou de réduire les aides au logement pour les jeunes de moins de 25 ans, à faibles revenus ou au chômage, afin d'économiser près de 2 milliards et demi d'euros par an. En Grande-Bretagne, 210.000 personnes âgées de 16 à 24 ans sont bénéficiaires de logements sociaux et le chef du gouvernement estime que "beaucoup" d'entre eux peuvent vivre chez leurs parents.

Une étude commandée par le centre d'analyse "*Intergenerational Foundation*" montre, d'ailleurs, que les jeunes ont vu leurs conditions de vie se détériorer depuis 2008. L'écart de richesse se creuse entre les moins de 30 ans et leurs aînés, notamment à cause du taux de chômage élevé chez les jeunes, des coûts du logement, et de l'augmentation des frais de scolarité dans les universités.

Chroniqueur de The Independent, Owen Jones, ironise à ce sujet, et se demande si les conservateurs cherchent à se faire haïr des jeunes: après l'augmentation des frais de scolarité dans les universités, ils leur donnent, selon lui, "un nouveau coup de pied".

David Cameron a, en revanche, exclu de toucher aux pensions et avantages accordés aux retraités.

Dans le Kent, le Premier ministre a également évoqué l'idée d'accorder des allocations de montants variables selon les régions et d'obliger les chômeurs de longue durée (de plus de deux ans) à entreprendre un travail communautaire, nettoyer les parcs, par exemple.

Dans la partie la plus controversée de son discours, David Cameron a pris pour cible les familles nombreuses sans emploi: "*Nous avons encouragé les gens en âge de travailler à avoir des enfants et à ne pas travailler, alors que nous devrions leur permettre de travailler et d'avoir des enfants. (...) Aujourd'hui, 1 enfant sur 6 en Grande-Bretagne vit dans un foyer où les parents sont au chômage, c'est une des proportions les plus élevées en Europe*".

L'intervention du Premier ministre a surpris. Au point que *The Guardian* s'interrogeait, lundi, dans un éditorial: "*Cameron est-il sérieux?*"

Ces propositions sur les chômeurs ne sont pas partagées par ses alliés Lib Dem et ne pourront être approuvées par la coalition en place depuis 2010. D'ailleurs le chef des Libéraux Démocrates a bien compris que, lundi, David Cameron ne s'exprimait pas en tant que Premier ministre: "*Il a parlé en tant que leader du Parti Conservateur, il a parlé de ses idées personnelles et des mesures qu'il voudrait voir se mettre en place après 2015,*" a-t-il déclaré à la BBC. (lexpress.fr.26.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juin

CAUSERIE

16h30 en Inde. Je mets en ligne 28 nouveaux articles, dont un dans la Tribune libre sur le soutien du NPA aux "régimes monarchiques réactionnaires du Golfe, armée lourdement par la France et les Etats-Unis sous commandement de ces puissances, et basée en Turquie". C'est à avoir honte de militer dans un tel parti quand rien ni personne ne vous y oblige.

L'article de lexpress.fr *11% des Français souffrent de la solitude* n'était pas du 19 mais du 25 juin, j'ai rectifié.

La suite demain.

Jeudi matin.

A nouveau, deux conceptions de la lutte de classe.

Première partie

Extrait d'un article reçu hier après-midi 27 juin donc en fin de matinée en France. C'est avant-hier que Sapin a annoncé que le smic bénéficierait (sic!) d'un "coup de pouce" de 0,6%.

L'entête de cet article, suit le titre, puis un extrait.

- Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 27 juin 2012

- Titre : *SMIC et service public: nous attendons des réponses claires*

- "*Les élections politiques passées, les signes négatifs apparaissent. Du moins d'après ce qui ressort publiquement et qui demande à être confirmé, ce qui n'est pas le cas à l'heure où ces lignes sont écrites.*"

Apparemment cet article a été posté le 27 mais il a été rédigé avant le 26 puisque c'est le 26 qu'on a été fixé sur l'augmentation du smic, donc il y a une inexactitude quelque part ou Mailly devient précocement grabataire.

On retrouve la même tournure, les mêmes interrogations hypocrites qu'au POI.

Il faut comprendre camarades, Hollande et ses acolytes du gouvernement, ce sont d'illustres inconnus, tout comme le PS d'ailleurs, comment pourrait-on deviner leurs intentions, hein, franchement ? Ils n'en ont rien dit au cours des derniers mois ou des dernières semaines, mais non, mais non, c'est nous qui nous faisons des idées.

Maintenant vous vous souvenez que *Les Echos* avaient vendu la mèche à propos du smic, Sapin a confirmé le chiffre qu'ils avaient donné, et bien cela n'a pas empêché Mailly d'écrire : "*Si ces informations étaient confirmées, cela signifierait que le gouvernement aura été plus sensible aux sirènes des employeurs qu'aux attentes des travailleurs.*" Non, pas possible, en voilà un scoop, qui aurait cru cela de lui, c'est à en tomber à la renverse !

Est-ce que Mailly en conclura qu'il doit rompre les relations avec ce gouvernement des "employeurs" ? Là c'est une blague, si lui et ses collègues n'ont pas été foutus de rompre avec Sarkozy, il ne rompra jamais avec Hollande, en fait, quand on y regarde de plus près, on se rend compte qu'ils ont tous le même comportement de larbin du régime, qu'ils adoptent tous les mêmes rapports vis-à-vis de l'Etat et ses représentants.

Il embrayait ensuite sur les services publics, son fond de commerce privilégié, en employant la même rhétorique :

- "*Apparemment, les augmentations d'effectifs dans certains secteurs (Éducation nationale, police, justice) seraient compensées par des baisses ailleurs. Si tel était le cas (via des réductions ou des transferts par décentralisation), on continuerait à accentuer la RGPP.*"

On croit rêver. N'avez-vous pas entendu comme moi Hollande, Ayrault et d'autres ministres ou dirigeants du PS le dire et le répéter, le marteler avant les élections en réponse aux questions qu'on leur posait sur ce point précis, les postes supplémentaires dont seront dotés certains ministères seront compensés par la suppression de postes dans d'autres ministères ?

Et le POI d'écrire page 3 du numéro 206 d'*Informations ouvrières* paru hier :

- "*Cela signifie-t-il que les agents des Finances, ceux de l'Équipement, dans les ministères et dans les départements, verront la course infernale des suppressions de postes se poursuivre ?*"

Ou encore :

- "*Faut-il entendre par là que les soins de santé, les retraites, les allocations chômage, les allocations familiales devraient aussi faire les frais de l'« effort » revendiqué par le gouvernement ?*"

Mais non, mais non, le mieux c'est encore de s'attendre à rien du tout et le jour où cela vous tombera dessus, vous pourrez dire : voilà c'est arrivé !

Qu'est-ce que vous voulez, c'est cela l'avant-garde !

Allégeance au régime, c'est reparti de plus belle !

Mais, eh oui, encore un mais, travailleurs, camarades, ne vous faites pas de bile car tout est possible, si, si puisqu'on vous le dit. D'ailleurs, au POI ils ont pensé à tout, même à écrire à Hollande. Non, si, ce n'est pas un canular, ils n'ont pas perdu de temps dites donc. Sa "*majorité*" parlementaire était en place depuis à peine 5 jours, le deuxième tour des législatives a eu lieu le dimanche 17 juin, du lundi 18 au 23 juin, jour du conseil fédéral du POI, il ne s'est bien écoulé que 5 jours, qu'ils annonçaient l'envoi d'une lettre à Hollande qui sera datée du lendemain, dans laquelle ils lui demandent un rendez-vous.

Devinez quel en est l'objet, lui demander de bien avoir l'extrême obligeance s'il vous plaît monsieur le Président de la République française, de ne pas ratifier le TSCG au nom des "60.000" travailleurs qui ont signé leur pétition, alors que dans le même numéro ils disent en avoir récoltées 54.719, une inexactitude dont François II ne leur tiendra pas rigueur, ils ont arrondi comme on arrondit les angles entre gens de bonne compagnie, à moins qu'ils aient anticipé les signatures à venir d'ici leur rencontre très prometteuse. Comment, vous osez en douter ? Eux ils ne doutent de rien, la preuve.

Rien n'est joué

C'est le titre d'un article en page 2 signé Yan Legoff : *Rien n'est joué*

Car voyez-vous, Hollande, "*Mais le traité TSCG ? Le ratifiera-t-il ou non ?*" Quelle suspense ! et de conclure : "*Convaincu que « rien n'est joué »*", le POI vient de lancer un nouvel appel à l'unité pour la non-ratification du traité". Quand nous affirmons qu'ils ont la fâcheuse tendance à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, ajoutons à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, est-ce que nous exagérons ? La preuve que non.

Et que lit-on dans leur appel "*Aux partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie*", devinez : "*Rien n'est joué. Tout est possible*". C'est à se demander s'ils n'essaient pas de s'en convaincre eux-mêmes ! Pourquoi ? J'ai répondu à cette question dans ma causerie d'hier. Ils ont réussi à le caser à quatre reprises dans le même numéro.

Souvenez-vous, ils n'ont cessé de le marteler lors de leur campagne pour l'interdiction des licenciements, puis contre la "*réforme*" des retraites, en fait c'est leur refrain habituel, tout serait possible il suffirait d'y penser très fort ou de se démener comme de beaux diables pour que le miracle se produise, et comme les miracles nécessitent généralement un certain délai avant de se réaliser, pendant ce temps-là leur parti se transforme en passoire parce que leurs militants qui les ont pris au mot se lassent de ne rien voir venir, on les comprend, depuis quand ce petit jeu-là dure-t-il, disons... depuis 30, 50 ans, plus.

Si tout est possible en régime capitaliste, à quoi bon combattre pour le socialisme, non ? En colportant cette illusion ne se font-ils pas les fossoyeurs du socialisme ? Vous trouvez que j'exagère encore, je pense plutôt être encore en dessous de la vérité.

Souvenez-vous encore qu'ils considèrent la crise du capitalisme comme une catastrophe pour les travailleurs, ils voudraient leur épargner des souffrances supplémentaires, alors que l'on sait que cette condition est indispensable pour qu'ils passent à l'action, pour qu'une révolution ait lieu, c'est la raison pour laquelle nous considérons que cette crise avec ses conséquences brutales est une aubaine pour le développement du mouvement ouvrier.

Eux, ils cherchent à épargner les travailleurs, en réalité les couches qu'ils représentent seulement, et l'on sait que dans ce cas-là le régime aura encore de beaux jours devant lui, ils le savent, c'est leur véritable objectif politique.

De la même manière et pour la même raison ou conformément à leur objectif, ils ne se posent pas la question de savoir quelle est la valeur et la portée politique d'une réforme réalisée sous un régime capitaliste ou sous un régime socialiste, pour eux cette évaluation n'a pas lieu d'être ou ils l'occultent, seul compte le résultat immédiat, et peu importe si les masses se retrouvent davantage enchaînées au capitalisme du moment que certaines couches du prolétariat s'en tirent mieux que les autres ou disposent encore des moyens pour continuer de vivre confortablement.

Nous avons là toutes les caractéristiques d'un parti qui s'accommode du capitalisme du moment qu'il permet à l'aristocratie

ouvrière, aux couches moyennes et aux intellectuels de préserver leurs avantages sur le reste du prolétariat, le socialisme disparaissant totalement de leur horizon politique.

Nous, nous combattons dans la perspective de l'effondrement du capitalisme, car nous savons que sans cette condition il n'y aura pas de révolution et nous n'aurons aucune chance de renverser le régime en place. Nous savons que cela se traduira par de terribles sacrifices pour les travailleurs, nous l'assumons, nous sommes prêts à les affronter, alors qu'eux ils s'y refusent, ils tiennent à préserver leur petite vie confortable, à croire que la misère qui existe déjà (en France et dans le monde à une échelle gigantesque) n'est qu'un concept pour eux ou qu'elle fait partie des meubles pour ainsi dire puisqu'elle a existé de tout temps.

Si la misère est nécessaire au développement et à la survie du capitalisme, pourquoi ne le serait-elle pas pour assurer la victoire du socialisme, non pas qu'on la rechercherait ou qu'on la souhaiterait à quelqu'un, mais tout simplement parce qu'elle serait une nécessité historique, ne vivons-nous pas dans le règne de la nécessité ?

Comme je vis en Inde, j'emploie plus facilement le mot misère que pauvreté car elle est plus présente sans doute.

Deuxième partie

Vous aurez remarqué que la démarche du POI est commune au PCF, NPA, PdG, Attac, Fondation Copernic, etc. tous s'adressent à Hollande et au députés du PS.

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'ils lient le sort de la classe ouvrière au bon vouloir du Bonaparte qui trône au Palais et à sa cour qui siège au Parlement, autrement dit, ils remettent entre leurs mains l'indépendance de classe du prolétariat, ils livrent la classe au représentants du capital, Hollande et les députés du PS.

En fait, ils ne font que reprendre la politique qu'ils avaient mis en oeuvre à partir du 10 mai 1981 avec le succès que l'on sait et que chacun a pu constater.

Monsieur Hollande sauvez-nous d'une catastrophe annoncée, ne signez pas ce traité, ce qui suppose qu'une fois ratifié il ne nous restera plus qu'à en subir les conséquences sans que l'on puisse s'y opposer puisqu'on nous a fait comprendre que ce serait dès lors impossible.

Leur démarche revient à demander aux représentants du capital de se conduire en représentants des exploités, parce que voyez-vous, ils en seraient capables, pourquoi, pardi, mais parce que le PS serait encore un parti ouvrier, grotesque, c'est une fabulation, une illusion criminelle, un moyen comme un autre de diviser les travailleurs en prétendant combattre pour leur unité, en réalité ils ne visent que l'unité des appareils du PS et ses satellites, ils devraient être satisfaits, à part celui du PS leur objectif est pour ainsi dire atteint.

Il y avait une autre manière de procéder qui correspondait à une autre conception de la lutte des classes reposant sur le refus de toute collaboration de classes, sur le combat classe contre classe.

Il était possible d'expliquer aux travailleurs pourquoi nous rejetons le TSCG concocté par les technocrates de Bruxelles (UE) et de Frankfort (BCE), en déclarant qu'il ne fallait pas compter sur Hollande et les députés du PS qui y étaient favorables pour s'y opposer, pourquoi, tout simplement parce qu'ils incarnent les intérêts du capital et la politique de l'Union européenne, donc ne pouvant pas incarner les intérêts des travailleurs et le socialisme.

Contrairement à ces philistins, nous ne nous serions pas adressés à Hollande et aux députés du PS, pas davantage aux dirigeants de ses satellites, nous nous serions adressés uniquement aux travailleurs en dénonçant leur collusion ou complicité avec l'Union européenne des banquiers, leur trahison en osant agir de la sorte au nom des travailleurs et du socialisme.

Nous aurions mis l'accent sur le fait que le TSCG pouvait être ratifié dans le cadre de la Constitution de la Ve République parce que celle-ci incarnait les intérêts des capitalistes. C'est la Constitution qui permet à Hollande de soumettre nos droits à la dictature de l'Union européenne et au FMI à travers ce traité, notamment. Nous aurions donc lié ou combiné ce combat contre le TSCG au combat contre la Ve République qu'il nous faut abattre...

On nous rétorquera que dans ces conditions la ratification de ce traité serait assurée car nous serions dans l'impossibilité de mobiliser les masses sur une telle ligne politique. Assurément, car vous croyez vraiment qu'en s'adressant à Hollande ils vont soulever les foules et aboutir à un autre résultat ? Ce serait se faire de graves illusions.

Nos détracteurs ont une démarche d'appareil s'adressant à d'autres appareils, aux institutions (le président et les députés), et comme nous l'avons démontré hier, pour tenter d'associer des travailleurs ou des militants à leur initiative ils en arrivent à développer des arguments grotesques, dramatisant la situation, oui, eux aussi ils s'y mettent, du genre, demain tout sera foutu si ce traité était ratifié, etc., bref, camarades, comme sera le cas, cessez le combat ou tirez-vous une balle dans la tête, circulez il n'y

a plus rien à espérer, il est trop tard, nous sommes voués à la déchéance, c'est écrit dans ce traité, c'était la fatalité, c'est à cela que ramènent leur discours.

En ce qui nous concerne, notre démarche consiste à refuser de lier le sort de la classe ouvrière aux appareils et à l'Etat, nous considérons qu'elle doit conserver les mains libres, son indépendance de classe pour livrer son combat et prendre conscience d'elle-même. Notre démarche ne consiste pas à faire l'impasse sur les appareils et l'Etat, au contraire, on tire dessus à boulets rouges de manière à briser les illusions que les travailleurs pouvaient encore avoir en eux ou pour leur interdire d'en avoir, ainsi et ainsi seulement ils pourraient tirer des enseignements politiques à la fois pour la suite de leur combat et pour les aider à rompre avec le capitalisme, avec ses institutions politiques et les partis qui en assurent le fonctionnement pour le compte des capitalistes.

Nous n'avons pas la prétention de mobiliser des millions de travailleurs ou de parvenir à empêcher la ratification de ce traité, modestement nous nous donnons les moyens politiques de répondre aux aspirations des travailleurs tout en construisant le parti sur la base d'une orientation politique conforme au socialisme, dans la perspective du renversement du régime et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui décidera de rompre avec l'UE, le FMI, etc. car aucun autre gouvernement ne le fera à sa place, et certainement pas le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius.

Soyons lucide, prenons la réalité telle qu'elle est, osons la regarder en face même si le constat est dur à avaler, refusons-nous à penser que tout serait possible ou l'inverse qui serait tout aussi fatal au mouvement ouvrier, ne nous prenons pas pour ce que nous ne sommes pas, ne cherchons pas un raccourci ou une voie de traverse pour tenter de palier nos faiblesses, ne cherchons pas à substituer à la classe ouvrière des élus ou des dirigeants qui par nature ou conviction lui sont étrangers ou encore un sauveur suprême, car c'est à cela que revient le fait de s'adresser à Hollande. Faisons ce que nous avons à faire, dans l'ordre, sans nous disperser ou nous laisser distraire ou encore sombrer dans la facilité, essayons de rassembler des travailleurs et des militants, expliquons-leur inlassablement notre politique, c'est le seul moyen d'aller de l'avant, pas à pas, c'est ingrat et difficile comme voie, nos adversaires se sont employés à en emprunter une autre pendant des décennies et des décennies, quand on en voit le résultat, on est porté à penser qu'elle n'était pas la bonne.

Maintenant, si ces arguments ne vous ont pas convaincus, demandez-vous quelle crédibilité peut avoir un parti (sa politique et ses dirigeants) qui n'a eu de cesse de vouloir associer au combat de la classe ouvrière les partis (sociaux-libéraux) de l'Internationale jaune, mieux encore, qui ne loupe pas une occasion de vanter les mérites inestimables de leurs dirigeants sachant que ces partis ont mené partout en Europe et ailleurs dans le monde durant les dernières décennies ou depuis 50 ans des politiques antisociales et réactionnaires.

Je n'invente rien lisez donc l'article de Marc Gauquelin en page 4 du numéro 206 *Informations ouvrières* vous en aurez la confirmation. Rejeter le TSCG pour finalement s'en remettre au parti de Schröder, sachant que le TSCG implique la généralisation à toute l'Europe de la politique mise en oeuvre en Allemagne quand il était chancelier, il fallait oser, le POI a osé.

Un dernier mot, cela allait m'échapper : n'avez-vous pas remarqué que c'est la même démarche à laquelle ont de plus en plus recours les dirigeants syndicaux, s'adresser, que dis-je, s'en remettre au Président de la République, divisant les travailleurs, brisant leur résistance et leur mobilisation. Lisez plus loin l'intervention de la CGT chez ArcelorMittal de Florange.

Prédiction désabusée

A la veille d'un sommet censé apporter le salut à une Europe paniquée par l'Espagne qui vacille dans un discours aux députés du Bundestag, chambre basse du Parlement, Mme Merkel a prévenu, une fois de plus, qu'il n'y avait "*pas de solution rapide, facile à la crise*".

Des réformes structurelles dans les pays en difficulté seront "*tout en haut de l'ordre du jour*" à ce sommet, a dit la chancelière.

La veille, lors d'une réunion avec quelques parlementaires, Mme Merkel avait apparemment prédit que les euro-obligations, dans lesquels beaucoup voient le salut de l'union monétaire, ne verraient pas le jour de son vivant.

Pour Berlin, ces instruments pré-supposent une intégration européenne poussée qui verra les pays membres de l'UE céder de plus en plus de leur souveraineté.

Ce sont ces problématiques que Mme Merkel veut mettre sur la table à Bruxelles, avec pour base la feuille de route dévoilée mardi par le président de l'UE Herman van Rompuy. Celle-ci propose la mise en place sous dix ans d'une union bancaire et économique.

"*Les marchés ont appris à ne pas placer trop d'espoirs dans ces (sommets)*", se résignaient les analystes de Commerzbank. (AFP 27.06)

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques.

Au nom de la "**justice**" sociale.

Le gouvernement français va dégager 7,5 milliards d'euros de recettes dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012, puis environ 19 milliards d'euros pour 2013, indique mercredi le quotidien *Les Echos* sur son site internet.

Interrogé par l'AFP, Bercy s'est refusé à tout commentaire "*avant la présentation du projet de loi de finances rectificatif mercredi en conseil des ministres et aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat*".

Ces efforts sont destinés à respecter l'objectif d'une baisse du déficit budgétaire à 4,5% du produit intérieur brut (PIB) d'ici à la fin de l'année, puis à 3% en 2013.

Cette première loi de Finances du gouvernement socialiste va représenter près de la moitié du total des hausses d'impôt prévues par le président François Hollande durant la campagne électorale.

Dans le détail, selon *Les Echos*, les stocks pétroliers vont être taxés à 4% pour la seule année 2012.

Les banques seront concernées via la taxe sur les risques systémiques (portant sur les fonds propres), qui va être doublée, de 0,25% à 0,5%. La taxe sur les transactions financières sera relevée de 0,1% à 0,2% dès le 1er août.

Par ailleurs, le forfait social sur la participation et l'intéressement sera relevé de 8% à 20%. Des mesures sont également prévues pour réduire l'intérêt des entreprises à s'installer dans un paradis fiscal.

Le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, avait de son côté affirmé mardi que le gouvernement s'apprêtait à geler un milliard de dépenses des ministères qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année, dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012. (AFP 27.06)

La participation et l'intéressement, c'est une partie de la plus-value produite pas les travailleurs que les patrons leur reversent sous cette forme et non sur celle d'un salaire, mais cela revient au même une fois qu'elle leur est affectée, c'est une partie de leur salaire. Maintenant observez de combien sera la hausse du prélèvement et comparez-là à celle sur les transactions financières ou les stocks pétroliers ou encore les banques, ajoutez à cela le milliard ponctionné sur les dépenses des ministères et vous aurez compris qui va faire les frais de la politique d'austérité du gouvernement, et ce n'est qu'un début puisqu'il est fortement question d'une hausse des cotisations sociales versées par les travailleurs. A suivre.

Privatisation larvée en perspective.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) suggère d'expérimenter à partir de 2015 la mise en concurrence des trains express régionaux (TER), dans un projet d'avis examiné mercredi en assemblée plénière.

Ces premiers tests devraient être menés à échelle réduite, dans trois ou six régions et seulement sur certaines lignes, selon le CESE.

Une réglementation européenne de 2009 impose aux Etats membres d'être en mesure de procéder à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire régional en 2019, au terme d'une période transitoire de dix ans.

Afin d'assurer la réussite de ce projet, le CESE préconise d'anticiper l'échéance de quatre ans, en lançant l'expérimentation début 2015.

"*Celle-ci, fondée sur un volontariat régional, pourrait être proposée à trois ou six régions via un appel à projets accompagné d'une subvention de l'Etat pour le financement des étapes de préparation*", précise l'un des deux co-rapporteurs du projet d'avis, Jean-Marie Geveaux.

Le texte propose également que l'expérimentation "*ne s'effectue pas sur une région entière, mais plutôt*" sur un groupe de lignes "*cohérent et équilibré de taille moyenne*". La durée des contrats devrait être de quatre ans minimum, mais plus longue si l'opérateur doit fournir le matériel roulant.

Dans un communiqué publié mercredi soir, le ministre des transports Frédéric Cuvillier a indiqué qu'il allait examiner "*avec la plus grande attention*" les propositions du CESE.

"*La question de l'ouverture à la concurrence ne saurait être un préalable à des évolutions nécessaires pour l'amélioration du secteur*" a tenu à préciser le ministre, pour qui la priorité va à la qualité du service, la fiabilité et la capacité que le réseau ferroviaire peut offrir à ses usagers.

Il a rappelé que la question de la concurrence sera traitée au niveau européen. "*Il ne s'agit pas d'aller au devant des obligations qui seront imposées dans ce cadre*", selon le ministre.

En clôture des Assises du ferroviaire, en décembre dernier, Nathalie Kosciusko-Morizet, alors ministre des Transports, avait annoncé le lancement à partir de 2014 d'une "*expérimentation*" visant à ouvrir à la concurrence le marché des TER et des TET (Trains d'équilibre du territoire).

Le nouveau gouvernement n'a pas encore indiqué s'il comptait ou non maintenir cette date. (AFP 27.06)

Non mais !

"*Le coup de pouce du smic, je le dis comme je le dirais hors micro, c'est du foutage de gueule*", a déclaré Clémentine Autain sur Europe 1. Et d'ajouter que cette mesure n'est pas "*correct(e) vis-à-vis de ceux qui souffrent*" et est "*inefficace sur le plan économique*". (Reuters 27.06)

Si au moins elle était efficace sur le plan économique, qu'est-ce qu'elle serait bonne !

Impressionnant !

Les députés du Front de gauche menacent de ne pas accorder leur confiance au gouvernement lors du vote qui aura lieu la semaine prochaine à l'Assemblée nationale si les orientations actuelles dans le domaine économique et social se confirment.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, doit faire mardi devant les députés son discours de politique de générale, qui sera suivie d'un vote dit de confiance.

Le "*patron*" du groupe GDR a également vivement protesté contre le refus des socialistes d'accorder une vice-présidence de l'Assemblée ou une présidence de commission à son groupe. (Reuters 27.06)

Banaliser, siphonner l'extrême droite... de l'intérieur.

Répondant au député UMP Lionnel Luca, membre de la Droite populaire qui a dénoncé mercredi "*l'élimination*" des députés appartenant à ce collectif des instances du groupe UMP à l'Assemblée nationale lors des élections internes organisées la veille.

"*Moi je veux dire que la Droite populaire, elle a incontestablement toute sa place dans notre famille politique (...) y compris dans la direction future de l'UMP. D'ailleurs il y aura peut-être un mouvement à l'intérieur de l'UMP qui sera constitué*", a dit M. Copé lors de son point presse. (AFP 27.06)

200 000 euros pour deux jours de travail par semaine !

La Saur, la troisième entreprise française de distribution d'eau, dont le Fonds stratégique d'investissement (FSI), organisme public, possède 38 % du capital, a porté à sa tête, le 22 mai, Michel Bleitrach, l'ex-président du directoire de Keolis, en remplacement de Joël Séché.

Selon nos informations, M. Bleitrach, président exécutif de la Saur, a annoncé, devant le conseil de surveillance de la société, qu'il entendait travailler environ deux jours par semaine pour sa nouvelle entreprise, en raison d'un agenda déjà bien rempli. Et, pour ce faire, il a demandé un salaire fixe annuel de 200 000 euros, auquel s'ajouterait un bonus dont les conditions d'attribution doivent encore être discutées.

Interrogée, la Saur précise tout de go que, si son premier actionnaire est public (le FSI, détenu à 51 % par la Caisse des dépôts et consignations et à 49 % par l'Etat), elle n'est pas une société publique. Et donc, ne tombe pas sous le coup des restrictions prévues par le gouvernement. (lemonde.fr 27.06)

Comment ils font leur salade entre-eux.

La banque britannique Barclays a annoncé mercredi qu'elle allait payer 290 millions de livres (362 millions d'euros) pour mettre fin à des enquêtes judiciaires au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, et son patron a fait son mea culpa en renonçant à un bonus cette année.

Dans son communiqué, la banque indique avoir obtenu des règlements à l'amiable avec plusieurs régulateurs financiers, dans le cadre "d'une enquête dans tout le secteur (bancaire) sur la fixation des taux d'intérêts interbancaires pour une série de devises".

Dans un autre communiqué, l'autorité britannique des services financiers (FSA) précise avoir infligé à la banque une amende de 59,5 millions de livres pour des conduites répréhensibles liées au taux interbancaire de référence sur le marché londonien, le Libor, et celui pour les taux interbancaires en euros (Euribor). Elle précise que "c'est la plus grosse amende jamais imposée par la FSA".

Outre la FSA, Barclays dit avoir trouvé des accords aux Etats-Unis avec l'autorité de régulation des marchés à terme et dérivés (CFTC) et le département de la Justice. Ce dernier lui a également accordé l'immunité dans des enquêtes sur des violations de la concurrence.

Suite à cette affaire, et "pour refléter notre responsabilité collective en tant que dirigeants", le directeur général de Barclays, Bob Diamond, a annoncé qu'il avait décidé de "renoncer à un bonus annuel cette année".

Trois autres membres de la direction ont pris la même décision : le directeur financier Chris Lucas, le directeur opérationnel Jerry del Missier, et le directeur exécutif chargé de la banque d'investissement Rich Ricci. (AFP 27.06)

Nantis, prédateurs, voyous...

La quatrième chambre du tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) a ordonné mardi l'expulsion de Pétronilla Comlan-Gomez, conseillère régionale PS d'Ile-de-France, de la maison qu'elle occupe depuis juillet 2011 sans avoir payé la propriétaire.

La propriétaire des lieux, Aline Baldinger, avait accepté de laisser entrer Pétronilla Comlan-Gomez, qu'elle a connue au PS, avant de signer un compromis de vente. La conseillère régionale s'est installée à l'été 2011 avec sa famille dans le pavillon de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) et la promesse de vente a été signée en octobre, pour 572.000 euros.

Mais selon l'avocat de Mme Baldinger, Me Alain Dalipagic, le chèque de garantie est revenu impayé et fin 2011, "on se rend compte qu'il n'y a pas eu de demande de prêt ou d'offre de prêt."

"Ils n'ont pas payé un centime depuis juillet", tempête Me Dalipagic, interrogé par l'AFP.

"Ce qui est hallucinant c'est qu'ils ont fait des travaux sans autorisation, ils ont transformé un garage à bateau en chambre alors que ce n'est pas possible d'un point de vue urbanistique, c'est en zone inondable", poursuit l'avocat.

L'avocat des époux Comlan, Me Grégory Leproux, regrette pour sa part que le juge n'ait pas retenu la demande d'indemnisation formulée par ces derniers, au titre de ces travaux dont le montant avoisine les 50.000 euros.

Expliquant que ses clients n'ont pu obtenir un crédit via un courtier, Me Leproux avait proposé de transformer l'occupation en location.

Mme Comlan et son mari ont été condamnés à verser 57.200 euros de clause pénale, pour ne pas avoir apporté la preuve qu'ils avaient déposé une demande de prêt, a expliqué Me Leproux à l'AFP.

Les époux ont également été condamnés à verser une indemnité d'occupation de 2.000 euros par mois à partir de mars 2012, date à laquelle M. et Mme Comlan ont été mis en demeure de signer l'acte de vente du pavillon. (AFP 27.06)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le parquet à la solde des banquiers.

L'accusation a demandé mercredi cinq ans de prison ferme au procès en appel à Paris de l'ancien trader de la Société générale Jérôme Kerviel, tenu pour responsable d'une perte historique de 4,9 milliards en 2008.

"Votre décision devra se montrer exemplaire et dissuasive, n'en déplaise à tous ceux qui voient en Jérôme Kerviel une victime de la finance. (...) Il n'est victime que de lui-même", a dit l'avocat général dans son réquisitoire. Le procès se termine jeudi avec la plaidoirie de l'avocat du prévenu, David Koubbi, qui entend demander la relaxe au motif que la banque aurait connu les

agissements de son employé et les aurait utilisés pour couvrir d'autres pertes. (Reuters 27.06)

2- Grèce

C'est une hécatombe. Après l'hospitalisation du Premier ministre et la démission du ministre des finances pour des raisons de santé, c'est au tour du directeur du Fonds hellénique de privatisation, Ioannis Koukiadis, de jeter l'éponge, pour "*des raisons personnelles*".

L'objectif des 20 milliards paraît trop élevé. Selon Slate.fr, la Grèce aurait réalisé seulement 1,3 milliard d'euros de privatisations en 2011, sur un objectif de 5 milliards. La raison de cette contre-performance ? En Grèce, les syndicats se sont farouchement opposés à la vente des bijoux de famille. Mais surtout, les entreprises publiques grecques ne gagnent pas d'argent. Elles ne sont pas compétitives. Du coup, elles ne valent rien, confie un économiste. (l'express.fr 27.06)

3- Pologne

Le président polonais Bronislaw Komorowski a parachevé mercredi la ratification par son pays du mécanisme européen de stabilité (MES), structure commune permanente destinée à financer les pays en difficulté de la zone euro.

Le Parlement polonais avait déjà donné en mai son feu vert à la ratification des changements au Traité de Lisbonne qui permettent la mise en place de ce mécanisme.

Bien que non membre de la zone euro, la Pologne a néanmoins décidé de s'y associer. (AFP 27.06)

Social

France

1.1- L'ArcelorMittal de Florange est occupée.

L'usine ArcelorMittal de Florange, en Moselle, est entièrement bloquée ce mercredi matin par des ouvriers du site pour, ont-ils expliqué, «*maintenir la pression sur la direction*» mais également «*sur le ministre du Redressement productif*», Arnaud Montebourg.

Une cinquantaine d'ouvriers ont pris position vers 6h30 devant les trois entrées de l'usine, bloquant l'accès aux locaux administratifs, aux expéditions à Sainte-Agathe (Moselle) et au train à chaud au passage à niveau de Dapisch (Moselle), a constaté l'AFP.

C'est la première fois depuis le début du conflit, fin février, que les trois portes de l'usine mosellane sont bloquées simultanément, à l'appel d'une intersyndicale CFDT-CGT-FO. Le mouvement devrait se poursuivre jusqu'à au moins 21h, a indiqué l'intersyndicale. «*Il s'agit bien sûr de maintenir la pression sur la direction*», a expliqué le responsable de la CGT, Edouard Martin. «*Mais c'est également un avertissement à (Arnaud) Montebourg dont la mission d'expertise est en train de mal tourner*», a-t-il ajouté.

Début juin, le ministre du Redressement productif avait mis en place une «*mission d'expertise*» sur Florange après une rencontre à l'Élysée entre le président François Hollande et des représentants syndicaux d'ArcelorMittal. Cette mission doit notamment analyser les perspectives du marché européen et mondial de l'acier et examiner les perspectives industrielles du site mosellan. Elle doit rendre ses conclusions d'ici au 31 juillet.

«Les experts du gouvernement sont en train de nous dire que Florange pourrait tourner sans le train à chaud. C'est exactement ce qui dit (Lakshmi) Mittal», a déclaré Edouard Martin. «*Nous ne voulons pas de cette solution. Nous voulons garder un site intégré qui maîtrise tout le processus de fabrication*», a-t-il ajouté.

Pour Walter Broccoli, le leader de FO, c'est «*l'été de tous les dangers*» qui s'annonce. «*Nous sommes réellement à la croisée des chemins: ou Mittal s'abstient de remettre en cause la viabilité du site, ou il annonce un plan social d'ici à la fin août*», a-t-il indiqué. (20minutes.fr 27.06)

1.2- Suppression de 1.167 postes en perspective chez Castorama

Les syndicats de Castorama (12.650 salariés) ont affirmé mercredi avoir obtenu un document interne faisant état d'un plan de suppression de 1.167 postes d'ici à 2014, la direction assurant à l'AFP qu'un tel projet n'est pas d'actualité.

Selon Françoise Le Païh (CGT), un salarié a récupéré un document de travail émanant de la direction générale dans lequel "

est notifié 1.167 suppressions de postes, dont 25% en 2012, d'ici 2014".

"Ce document n'est pas un document de travail comme ils le prétendent, mais un plan d'action pour être mis en place, d'ailleurs c'est marqué dessus", a affirmé de son côté Jean-Paul Gathier (FO). "Les documents qui nous sont parvenus étaient incontestables. (...) Ils essayent de noyer le poisson en disant que c'était une piste de travail", a-t-il insisté auprès de l'AFP.

"On découvre qu'ils veulent supprimer des postes en sachant que Castorama France, c'est 69 millions (d'euros) de bénéficiaires en 2011", a affirmé Hugues Bastat, délégué syndical central CGT, déplorant le côté "caché" du projet.

Selon les syndicats, les suppressions de postes se feraient sans licenciements, notamment via des départs non remplacés. (AFP 27.06)

1.3- Air France. La CGT ne signera pas, mais...

La CGT, premier syndicat d'Air France, a fait savoir mercredi qu'elle ne signerait pas les accords sociaux du plan "Transform 2015" censé permettre à Air France-KLM d'économiser deux milliards d'euros en deux ans et demi afin de réduire sa dette d'autant.

La compagnie Air France, largement responsable des pertes du groupe franco-néerlandais, veut réduire ses coûts de 20%, soit de 1,8 milliard d'euros, d'ici fin 2014. La moitié devrait provenir des 5.122 réductions de postes d'ici fin 2013, annoncées la semaine dernière, desquelles direction et syndicats doivent discuter jeudi et vendredi.

L'accord d'une majorité des syndicats représentatifs d'Air France est nécessaire pour que le plan soit définitivement validé début juillet.

En clair, pour être adoptés, les accords devront être signés par un ou des syndicats disposant au total de plus de 30% des voix au sein d'Air France et ne devront pas être contestés par un ou des syndicats représentant au total plus de 50% des suffrages.

Après un nouveau comité central d'entreprise jeudi matin, une ultime journée de discussions aura lieu vendredi. Une signature pourrait intervenir le 6 juillet pour le personnel et un peu plus tard pour les personnels navigants, qui doivent soumettre les accords à un référendum.

Si les discussions échouent, les accords collectifs existants seront dénoncés mais continueront à s'appliquer pendant 15 mois. A l'issue de cette période, la convention collective du secteur aérien sera appliquée si aucun nouvel accord n'est conclu entre-temps.

Un échec des discussions dans les prochains jours pourrait déboucher sur un conflit social au moment même des grands départs en vacances et empêcher une remontée du cours en Bourse d'Air France-KLM, les marchés attendant beaucoup de l'issue des négociations.

David Ricatte a précisé qu'il était encore prématuré d'envisager un recours à la grève, la CGT menant avec les salariés des consultations qui se prolongeront jusqu'à la semaine prochaine.

La compagnie s'est engagée jeudi dernier à ne procéder à aucun licenciement sec d'ici la fin de l'an prochain, voire en 2014 si elle constate au second semestre 2013 que le plan se déroule comme prévu.

La CGT a interpellé l'Etat français, qui détient 15,9% d'Air France-KLM, en demandant au nouveau gouvernement d'organiser des assises du transport aérien pour définir l'évolution du secteur. (Reuters 27.06)

C'est la méthode habituelle pour diviser ou briser une mobilisation.

Economie

1- Espagne

Les ministres des Finances de la zone euro ont accepté mercredi la demande d'aide de l'Espagne et dit qu'elle solliciterait sans doute entre 51 et 62 milliards d'euros pour renflouer ses banques, ainsi qu'une "marge de sécurité" supplémentaire.

L'Eurogroupe précise dans un communiqué que dès que le montant exact sera établi, l'aide sera versée par le Fonds européen de stabilité financière (FESF) avant que le Mécanisme européen de stabilité (MES) ne prenne le relais.

En fin de matinée, la Commission européenne a donné provisoirement son feu vert à l'aide publique espagnole à Bankia et demandé à Madrid de présenter un plan de restructuration pour la banque d'ici six mois.

"*Etant donné l'interconnexion des finances publiques et la situation du secteur bancaire, nous devons également garder un œil sur le développement du budget espagnol,*" déclare Peter Praet, membre du directoire de la BCE, dans un article qui sera publié jeudi par le *Financial Times Deutschland*. (Reuters 27.06)

2- Italie

Banca Monte dei Paschi di Siena (MPS) a annoncé mercredi un plan de restructuration prévoyant notamment une augmentation de capital d'un milliard d'euros et la suppression de 4.600 postes alors que la banque a dû faire appel au soutien de l'Etat pour renforcer ses fonds propres.

MPS prévoit de fermer 400 agences, soit plus de 10% de son réseau et de réduire considérablement son portefeuille de prêts.

La troisième banque d'Italie et la plus vieille du monde, a par ailleurs estimé qu'elle allait vendre 1,5 milliard d'euros d'obligations spéciales au Trésor italien, à comparer avec un maximum de 2 milliards d'euros approuvé mardi par le gouvernement.

Cela portera l'aide totale de l'Etat à la banque à 3,4 milliards d'euros, en prenant en compte 1,9 milliard d'euros d'obligations Tremonti souscrites par le gouvernement au plus fort de la crise financière en 2009.

La banque a indiqué qu'elle rembourserait entièrement les autorités publiques d'ici la fin de son plan 2012-2015.

Le plan triennal mis en place par l'administrateur délégué nouvellement nommé Fabrizio Viola et le directeur général Alessandro Profumo, prévoit également la suppression de 4.600 emplois, soit 15% des effectifs de la banque, ce qui devrait faire baisser les coûts de 565 millions d'euros d'ici 2015. (Reuters 27.06)

3- Chypre

Dans un autre communiqué diffusé au même moment, les ministres des Finances de la zone euro annoncent qu'ils ont également accepté la demande d'aide de Chypre, qui sera elle aussi versée par l'intermédiaire du FESF ou du MES dès que son montant aura été établi.

En contrepartie de cette aide évaluée à une dizaine de milliards d'euros, l'Eurogroupe précise que Chypre doit procéder à des ajustements budgétaires et à des réformes structurelles, ainsi que renforcer son secteur bancaire et financier.

Des responsables gouvernementaux chypriotes ont sollicité l'aide du Fonds monétaire international (FMI) pour résoudre la crise bancaire du pays, a annoncé pour sa part annoncé sa directrice générale Christine Lagarde. (Reuters 27.06)

4- Mexique

Cette semaine, Carlos Slim, l'homme le plus riche du monde, à la tête du géant des télécoms America Movil, vient de faire de nouvelles emplettes en Europe. Après avoir acheté 23 % de Telekom Austria, il vient de s'emparer par une OPA inamicale de 20,9 % du capital de KPN, la téléphonie hollandaise dont il détenait déjà 8 %, ce qui fait du Mexicain le principal actionnaire de cette compagnie.

De source plus officieuse, America Movil veut faire du siège de KPN son quartier général pour attaquer sur son territoire son principal concurrent, l'espagnol Telefónica.

Toujours cette même semaine, Cemex (Ciments mexicains) a annoncé qu'il était parvenu à un accord pour refinancer sa dette de 7 milliards de dollars jusqu'en 2017. Son président, Lorenzo Zambrano, qui n'a jamais caché son ambition de devenir le numéro un mondial du ciment, achète depuis 15 ans des cimenteries aux quatre coins du monde. Il en possède déjà 50. En absorbant le britannique RMC Group, il réalise son rêve : faire part égale avec ses grands concurrents : le français Lafarge et le suisse Holcim. En 2007, Lorenzo Zambrano a ensuite racheté pour 14 milliards le géant australien du ciment et du matériel de construction Rinker, très implanté aux États-Unis juste avant le début de la récession américaine, ce qui lui vaut ce terrible endettement.

Grâce à la signature de l'Alena en 1994 (l'accord de libre-échange nord-américain), le Mexique est devenu avec la Chine et le Canada le principal partenaire commercial des États-Unis (500 milliards de dollars d'échanges par an). De nombreuses entreprises mexicaines ont profité de ce nouveau marché. Elles se sont restructurées, ont débauché aux quatre coins du monde les meilleurs experts pour améliorer leur productivité, découvrir les nouvelles techniques de gestion, utiliser les hautes technologies en marketing afin d'être les meilleures dans leur pays comme sur les marchés étrangers. Les entreprises nouvellement dénationalisées ou celles qui vivaient douillettement en situation de monopole ont su prendre le train de la globalisation.

Gruma s'est hissé au premier rang mondial des producteurs de farine de maïs et de tortillas. Il possède 22 usines de transformation aux États-Unis et quatre en Europe (deux en Angleterre, une en Hollande et une autre en Russie). Très implanté en Amérique du Sud, Gruma est également parti à la conquête de l'Asie et de l'Océanie avec des usines de farine de blé et de maïs en Chine, Malaisie et en Australie. Avec sa marque principale Maseca, Gruma est parvenu à changer les habitudes alimentaires des Nord-Américains, en imposant partout, même sur la côte Est, tortillas, craquelottes et tacos dorés de maïs.

Là où ces produits n'ont pas encore trouvé leur place, il y a dans les toasters le pain en tranches de Bimbo. Ce groupe familial 100 % mexicain est le premier boulanger du monde. Présent dans toute l'Amérique, il a raflé à ses concurrents les contrats en fournissant les miches de pain mou pour les hamburgers des McDonalds et des Burger Boys. Bimbo compte 125 000 employés dans le monde, élabore 7 000 produits vendus sous 154 marques distinctes. Avec le rachat du groupe Sara Lee aux États-Unis, il s'est rodé aux pays du premier monde avec des produits aux standards internationaux. Après la Chine où il s'est implanté avec un énorme succès, l'Europe s'annonce comme un nouveau marché à conquérir. (lepoint.fr 27.06)

5- Japon

Les actionnaires de Tokyo Electric Power (Tepco) ont approuvé mercredi lors d'une assemblée générale ordinaire une augmentation de capital grâce à un apport de l'Etat, entérinant une nationalisation de facto de la compagnie gérante de la centrale accidentée de Fukushima.

Alors que des opposants à l'énergie nucléaire protestaient devant le gymnase où se tenait la réunion, les détenteurs de titres Tepco ont donné leur accord à une levée de fonds qui fera du pays le principal actionnaire de la compagnie privée.

L'Etat nippon ne peut en aucun cas laisser s'effondrer la compagnie chargée de l'alimentation électrique de la mégapole de Tokyo et de ses environs, coeur économique et centre névralgique du pays.

Le groupe a déjà reçu des avances substantielles de quelque 16 milliards d'euros pour indemniser des centaines de milliers de particuliers et entreprises victimes des fuites radioactives.

Il doit en outre débloquer des montants colossaux pour faire face aux dommages subis par ses installations, stabiliser le site et, à terme, démanteler au moins quatre des six réacteurs de la centrale.

Ses comptes sont aussi plombés par la montée en flèche de sa facture d'hydrocarbures, carburants que la compagnie doit importer en masse pour faire tourner à plein ses centrales thermiques, afin de compenser l'absence d'énergie nucléaire.

Selon les évaluations d'un groupe d'experts mandatés en 2011 par le gouvernement, Tepco aurait besoin de quelque 4.540 milliards de yens (44 milliards d'euros) avant mars 2013 pour les dédommagements, et de plus de mille milliards de yens pour démanteler ensuite les quatre réacteurs condamnés sur les six de Fukushima Daiichi.

Il faudra quarante ans pour y parvenir, trois des réacteurs étant si endommagés qu'une extraction du combustible paraît inenvisageable avant 2022. (AFP27.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juin

CAUSERIE

Quel boulot dingue encore aujourd'hui !

Un petit message d'encouragement ferait du bien ou une réaction à cette causerie. Je pourrais très bien garder pour moi tout ce que j'écris ici et continuer de vivre tranquillement sous les tropiques, tranquillement c'est un grand mot... Parfois je me dis que cela ne vous intéresse peut-être pas plus que cela, dans ce cas-là dites-le moi et j'arrêterais tout, je vous assure que je m'en porterais mieux, surtout mes yeux qui fatiguent à l'écran, je n'ai plus 20 ans non plus. Qui a dit qu'il n'y avait pas pire dans la vie que de se laisser aller ? Ajoutons le dilettantisme. L'oisiveté est incompatible avec mes convictions, quel dommage parfois, je prendrais bien un peu de repos.

Bon week-end à tous ou bonnes vacances.

Comment les Etats ont bradé leur souveraineté au profit de la dictature (mondiale) de l'aristocratie financière.

L'Union bancaire en Europe pilotée par le Fed comme prochaine étape de la dictature des banquiers mise en oeuvre au milieu des années 70, lorsqu'ils décidèrent que les Etats ne pourraient plus emprunter à leur banque centrale et devraient dorénavant passer par les marchés financiers, étranglant à petit feu les Etats qui se soumettront à leur diktat.

Leur Union bancaire est la traduction politique de la dictature des banquiers, sa consécration.

Sur le plan politique, leur prochaine étape c'est d'instaurer le bi-partisme comme aux Etats-Unis, faire en sorte que dans chaque pays de l'UE seuls deux partis existent sur le plan institutionnel ou soient susceptibles de parvenir au pouvoir, le parti officiel et officieux de l'ordre, aux Etats-Unis les partis démocrate et républicain, en France l'UMP et le PS.

Si c'est en bonne voie dans certains pays comme la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, cela demeure problématique dans bon nombre de pays comme la Grèce, l'Allemagne, la France.

En France, grâce au PS, (Jospin) en inversant le calendrier électoral au profit de la présidentialisation du régime renforçant au passage son aspect bonapartisme, qui a abouti à donner une majorité absolue à l'Assemblée nationale à l'UMP ou au PS, tandis que tous les autres partis étaient marginalisés voir exclus de toute représentation parlementaire. Il faut dire que la Constitution de la Ve République est particulièrement adaptée à ce processus, ce qui n'est pas le cas de nombreux pays de l'UE.

Pour parvenir à leur fin, il faudrait que chaque pays de l'UE révise sa Constitution et le fonctionnement de ses institutions, et adopte un modèle similaire ou proche de la Ve République, notamment au niveau de la répartition des rôles et des pouvoirs du chef de l'Etat et des députés. On s'aperçoit ici qu'ils ne sont pas au bout de leur peine ou qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

D'autant plus que la violente politique de régression sociale qu'ils tentent d'imposer à tous les peuples en Europe rencontre une résistance farouche de la classe ouvrière et de pans entiers de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarianisation, qui se traduit notamment par l'émergence de nouveaux partis ou par le renforcement de partis prétendant proposer une autre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche, alors qu'en réalité aucune d'entre elles n'entend rompre avec le capitalisme et les institutions nationales ou européennes.

C'est notamment le cas en Grèce, en Allemagne, en Hollande et en France, alors que le même schéma pourrait voir le jour dans d'autres pays où de petites formations émergent ou se renforcent, les travailleurs cherchant un moyen d'en finir avec l'austérité, tout en demeurant subordonnés au capitalisme et ses institutions, la question à l'ordre du jour consiste alors à les aider à prendre conscience qu'il n'existera aucune issue politique tant qu'ils demeureront soumis au capitalisme et entreverront leur destin dans le cadre des institutions en place.

On pourrait imaginer un autre scénario dans lequel l'UE déciderait d'étendre les pouvoirs de la Commission européenne afin d'en faire un gouvernement européen, ce serait un véritable coup de force puisque les commissaires européens ne sont pas élus, autre hypothèse, faire élire un président de l'UE qui formerait un gouvernement à partir de la majorité figurant au Parlement européen, dans les deux cas les différents Etats de l'UE perdraient l'essentiel de leurs pouvoirs, leur souveraineté ou indépendance, au profit d'une fédération d'Etats comme aux Etats-Unis par exemple puisque c'est leur modèle.

Il nous reste encore une ou deux décennies pour empêcher qu'un tel bouleversement se produise, qui, s'il se réalisait, signifierait que le socialisme n'était finalement qu'une belle utopie et que l'humanité était destinée à périr de ses contradictions pour avoir été incapable de les surmonter.

Maintenant, rien ne dit que d'autres facteurs ne vont pas interférer et mettre à mal leur plan. Par exemple, que la concurrence acharnée que se livrent les grandes puissances pour contrôler les sources d'approvisionnement en matières premières pour assurer leur développement ou garantir leur hégémonie sur le reste du monde, débouche sur une confrontation armée à l'échelle mondiale, au cours de laquelle les différents peuples pourraient renouer avec leur histoire particulière et faire voler en éclat le mécano qu'ils auront mis près d'un siècle à mettre en place pour instaurer un Nouvel ordre mondial.

Parole d'internaute.

(A propos de Renault et PSA)

- *"Bien évidemment, nos industries vont toutes disparaître, à terme. Cela est tellement évident que je me demande toujours quand, et non pas pourquoi !"*

Mais la question est justement de savoir pourquoi. Pourquoi ne pas la poser ? Parce que vous êtes incapable d'y répondre ? Parce que vous croyez savoir pourquoi et la réponse que vous avez trouvée ne vous satisfait pas ou vous laisse sur votre faim ?

Aborder cette question, c'est essayer de comprendre comment fonctionne le système économique capitaliste, pas dans les détails mais dans les grandes lignes, comprendre son évolution récente jusqu'à nos jours qui a abouti à remettre le pouvoir politique à l'aristocratie financière, aux banquiers.

Cela nécessite de maîtriser certains aspects du capitalisme.

A savoir pour commencer, qu'il repose sur le vol de notre force de travail, et que l'Etat légitime juridiquement ce vol par le biais des institutions politiques en place. Pourquoi commencer par là ? Parce que cela résume la dernière évolution du capitalisme, la situation et les rapports entre les classes. Le vol, c'est ce qui caractérise le capitalisme, son origine et son mode de fonctionnement pour permettre à une minorité d'accumuler des richesses sur le dos et au détriment de l'immense masse des producteurs.

On peut remonter des siècles en arrière, jusqu'au Moyen-Âge si l'on veut ou plus loin encore, on ne pourra jamais justifier autrement que par le vol l'enrichissement de la classe dominante qui détient le pouvoir. Autrefois, le monarque ou les nobles se distribuèrent ou se répartirent les terres qui jusque là étaient propriété collective. Les paysans furent placés sous la tutelle de seigneurs qui désormais les exploitaient amassant des fortunes. C'est en déclarant que la terre qui n'appartenait à personne était devenue leur propriété par la volonté du roi ou conquis les armes à la main, qu'ils mirent la main sur le moyen de produire des richesses, la terre. Déclarer qu'un bien collectif est devenu arbitrairement votre propriété exclusive, c'est du vol, il n'y a d'autres mots. Une partie d'entre eux se lancèrent dans le commerce et formèrent les bourgeois des villes situées le long des voies fluviales ou des côtes. Ceux-ci et les seigneurs ruraux s'enrichissant firent naître de nouveaux besoins qui se traduisirent par le développement de la manufacture, embryon du capitalisme, en même temps qu'une nouvelle classe voyait le jour, la classe ouvrière, privée de tout droit et surtout de tout moyen de production, donc obligée de vendre sa force de travail pour assurer sa survie, dans des conditions d'exploitation abominables, le vol du produit de son travail atteignant son apogée et prenant une tournure dramatique.

A leur tour, par le biais de la surexploitation, les bourgeois vont accumuler des sommes colossales, tandis que le prolétariat sera voué à la misère noire. Laissons de côté ici la colonisation et l'esclavage. Les bourgeois vont transmettre leur fortune à leurs héritiers. Les banquiers vont se voir octroyer des droits, des privilèges, notamment celui de percevoir des intérêts sur l'argent qu'ils prêtaient à leurs débiteurs, ce qui leur permettra de s'enrichir sans produire la moindre richesse, en dormant quoi. Comme toujours, c'est l'Etat qui leur accordera ce privilège et renforcera leur pouvoir.

Puis, l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale qui nécessitera de mobiliser des capitaux de plus en plus considérable, débouchera sur l'union de l'industrie et de la finance donnant naissance à ce qu'on a appelé l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Parvenu à ce stade, la subordination de l'industrie à l'oligarchie financière qui demeure un cercle restreint et très fermé, allait aboutir à donner le pouvoir aux banquiers dans la personne de la Fed aux Etats-Unis, tandis que l'Etat allait dorénavant en être le débiteur.

Dans les années 70, la fusion des banques de dépôts et d'investissements allait marquer une nouvelle étape de la fusion de l'industrie et de la finance, qui en France sera accompagnée par l'indépendance de la Banque de France face à l'Etat, qui se traduira par l'interdiction faite à l'Etat d'emprunter sans intérêt à sa banque centrale et par l'obligation de s'adresser aux marchés financiers qui fixeront librement les intérêts que l'Etat devra leur verser.

Ensuite, les différents développements que connaîtra l'Union européenne du traité de Maastricht au TSCG, conduiront à affaiblir les pouvoirs des Etats au profit des banquiers et de l'aristocratie financière que Marx décrivait comme le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, on pourrait dire de nos jours des gangsters ou des voyous en cols blancs, en instituant la BCE et l'euro, qui s'avèreront être des armes redoutables pour piller légalement ou sans autre formalité dans chaque Etat les richesses produites par les travailleurs, allant jusqu'à leur contester les droits sociaux et politiques qu'ils ont chèrement acquis au cours de la lutte des classes des décennies antérieures, l'endettement colossales des Etats servant à le justifier.

Récapitulons.

1- Les nobles s'enrichissent grâce aux terres qu'ils avaient volées ou que le monarque leur avait distribuées en échange de services rendus, laissons de côté l'impôt qu'ils prélevaient sur leurs sujets jusqu'au droit de cuissage.

2- Les bourgeois des villes s'enrichissent en pillant les ressources des pays colonisés.

3- Les capitalistes d'industrie s'enrichissent à leur tour en surexploitant une main d'oeuvre misérable, hommes, femmes et enfants, les faisant travailler jusqu'à 16 heures par jour, leur espérance de vie ne dépassait pas 30 ans

4- Les banquiers s'enrichissent davantage encore en rackettant l'Etat qui leur assure une rente à vie.

Voilà où nous en sommes rendus.

Que constatons-nous ? Que le vol et non le travail est à l'origine du pouvoir et de la richesse du capitaliste ou du banquier qui n'en produisent aucune. Le droit bourgeois sanctionne cet état de fait sans pouvoir le justifier ou le légitimer. Le législateur n'a pas trouvé d'autres moyens pour justifier et légitimer ces rapports entre voleurs et volés, entre la classe des exploités et la classe des exploités, qu'en les gravant dans le marbre d'une Constitution qu'il impose à toute la société, comme si ces rapports existaient de tout temps et devaient le demeurer pour l'éternité. Et pour s'assurer qu'ils seraient respectés, il a développé un puissant appareil administratif et judiciaire, policier et militaire.

Si le vol est ce qui caractérise le mieux le capitalisme et au-delà l'exploitation de l'homme par l'homme dont il est la forme moderne, c'est l'ignorance des masses exploitées du processus historique au cours duquel il s'est développé qui est à l'origine de sa survie jusqu'à nos jours.

Aidez les masses à en prendre conscience pour le rejeter, ne devrait-il pas être notre priorité absolue ?

En complément, ajoutons un mot sur les banquiers.

Ils ne disposent pas de l'argent qu'ils prêtent à un Etat, une entreprise ou un particulier, l'Etat les autorise à inscrire sur une ligne de crédit dans leurs livres de comptes la somme qu'ils leur prêtent et qui disparaîtra quand leurs créiteurs leur auront remboursée, tandis qu'entre temps ils auront empoché les intérêts extorqués à leurs débiteurs.

Donc ils gagnent de l'argent avec de l'argent qui ne leur appartient pas, qui n'existe pas, qui a été créé spécialement pour pouvoir vous le prêter et s'enrichir sur votre dos par le biais du taux d'intérêt qu'ils vous ont imposé.

Voilà pour la justification et la légitimité du capitalisme, impossible à établir en réalité.

Comment Hollande s'y prend pour justifier la ratification du TSCG.

Pour aborder aujourd'hui cette question, on va utiliser deux articles du Figaro paru hier.

Première partie

Très concrètement, la question de la ratification du traité de discipline budgétaire va désormais se poser. Le texte, discuté l'automne dernier entre 26 pays de l'Union, est en suspens depuis la présidentielle. «*Si nous obtenons les éléments qui font le volet croissance, nous pouvons imaginer ouvrir la discussion sur la ratification d'un dispositif comportant une discipline budgétaire*», explique le ministre délégué aux Affaires européennes, Bernard Cazeneuve. À François Hollande de décider.

(Bref, "croissance" était le mot magique que Merkel devait prononcer pour que Hollande ratifie le TSCG, c'est fait. Peu importe évidemment le contenu de cette "croissance" pour Hollande, puisque ce n'est qu'un faux prétexte pour rallier ses troupes au TSCG et qu'ils aient un os à donner à ronger à ceux qui dans leurs rangs ou parmi leurs sympathisants critiqueraient cette prise de position. - Ndlr)

Conséquence de ce pas en avant: un contrôle accru de l'Europe sur les budgets nationaux. «Nous ne sommes pas choqués qu'il y ait un lien entre ce que nous faisons budgétairement et les autorités européennes», ajoute Cazeneuve. Tout le problème, pour François Hollande, est d'expliquer cette évolution au sein de son camp. «*Plus d'intégration c'est plus de contrôle, la gauche ne l'acceptera pas*», assure un cadre du Parti socialiste. «*L'intégration, c'est l'intégration libérale*», s'inquiète un député. Une ligne rouge pour une partie de la gauche... L'intrusion européenne dans les affaires françaises agace, y compris au gouvernement: «*Ce n'est pas aux conservateurs d'organiser notre marché du travail. Ou alors on invite Mme Merkel au sommet social?*», lâche un ministre. Le président de la République sait que le sujet est sensible: «*À certains moments, la question européenne traverse les camps politiques et les déchire*», observe le maire de Quimper, Bernard Poignant, proche de François Hollande. En tant que premier secrétaire, il avait vécu aux premières loges la division du PS sur la Constitution européenne en 2005. L'horizon fédéraliste n'est plus partagé depuis longtemps par l'ensemble des socialistes. «*Le président a été marqué par le référendum. Il sait que l'Europe ne se construira pas dans la négation des nations*», poursuit Poignant.

(Baliverne, leur Europe ne peut se construire que sur les cendres des nations, leur disparition est d'ailleurs leur objectif. Quant à ce qu'il ose appeler la "gauche", l'expérience prouve suffisamment qu'elle est prête à accepter n'importe quoi du moment que cela lui est dicté par les besoins des capitalistes, y compris la guerre !

Ce qu'ils ne supportent pas, c'est que les représentants du parti de l'ordre voudraient qu'ils reprennent leur méthode face au mouvement ouvrier... alors qu'ils s'en réclament, ce qui les oblige à s'y prendre autrement pour finalement appliquer la même politique. Maintenant, la crise leur complique rudement la tâche, dans la mesure où elle met un peu plus en lumière chaque

les rapports entre les classes qui laissent apparaître que l'Etat (le gouvernement) entend la faire payer aux travailleurs. - Ndlr)

Candidat, François Hollande avait tenté de réconcilier le oui et le non derrière lui. Son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, est l'ancien chef de file des opposants à la Constitution européenne. «*Ce n'est pas une question pour nos partenaires*», jure-t-on à l'Élysée, où l'on ne s'alarme pas d'éventuelles tensions. «*Il y a le feu au lac... Ce n'est pas le moment d'en rajouter avec des divisions, même si chacun a des appréciations différentes*», explique un proche de Hollande. «*Tout le monde a des efforts à faire.*» Un ancien tenant du non le dit: «*Il n'y a pas de risque (que le clivage oui-non renaisse) s'il y a des mesures pour la croissance.*»

(Ces messieurs sont désormais servis, ils disposent de tous les pouvoirs et n'ont sans doute eu jamais autant d'élus dans le pays, alors on comprend que le "risque" d'un "clivage oui-non" a peu de chance de renaître, confirmant ce que j'ai indiqué plus haut. - Ndlr)

À voir... Mais la question de l'intégration européenne pourrait devenir explosive au sein de la majorité. «*C'est une question qui est devant nous*», admet un député de l'aile gauche du PS. Dans le contexte économique actuel, «*vouloir respecter à tout prix le calendrier de réduction des déficits, imposé par la Commission, signifie le choix de la rigueur que nous avons combattu au cours de la campagne*», écrit le député européen Liem Hoang Ngoc dans une lettre aux militants. Il appelle, sans précision, «*à refuser le traité d'austérité*». La fronde, à l'Assemblée, arrivera probablement du Parti de gauche et du Parti communiste, sur une ligne strictement eurosceptique.

(Ils sont contre la rigueur imposée à marche forcée, ils sont pour la rigueur étalée dans le temps pour parvenir au même résultat. Donc ceux qui refusent le "traité d'austérité" en l'état, sont prêts à l'accepter moyennant quelques aménagements. - Ndlr)

Les europhiles relativisent déjà. «*C'est une querelle de symbole*», pense le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS aux questions internationales. Le contrôle des budgets nationaux existe déjà, disent les partisans d'un renforcement de l'UE: le traité de Maastricht fixe - théoriquement - à 3 % la limite des déficits autorisés. Et François Hollande, toujours dans sa campagne, s'est engagé à atteindre l'équilibre en 2017. Sans attendre le contrôle de l'Europe. (lefigaro. fr 28.06)

(En effet, à la limite, ils n'ont même pas besoin de ce traité pour appliquer ad vitam æternam une politique d'austérité qui était déjà appliquée par Sarkozy et qu'ils s'approprient à poursuivre avant même que le TSCG soit ratifié, de la même manière que la "règle d'or" existe en Allemagne depuis 1949, sans avoir été toujours respectée, une règle ou un traité ne vaut que pour être violé c'est bien connu, il n'y a que des ignorants ou des manipulateurs pour l'occulter. - Ndlr)

Deuxième partie

Parmi les nombreux cauchemars qui hantent encore le PS aujourd'hui, il en est un que le sommet de Bruxelles ravive tout particulièrement. Celui du référendum sur le traité de Constitution européenne, lorsque, en 2005, le parti s'était fracturé entre le oui et le non, créant pour longtemps deux camps irréconciliables.

(Longtemps, c'est vite dit, la preuve que non ! - Ndlr)

Pour l'heure, personne n'imagine voir se réveiller ce clivage profond, et la position du président de la République est soutenue par tout le PS. «*Il n'y a pas de risque de résurgence de la fracture de 2005, assure le numéro deux du parti, Harlem Désir. Nous avons une approche commune qui est de ne pas s'opposer à un pas supplémentaire dans l'intégration politique*». Sur l'aile gauche du parti, on approuve aussi la position de François Hollande, en se montrant toutefois vigilant sur les conclusions du sommet. Tant que le président de la République reste ferme, tout va bien. «*Beaucoup se joue dans les prochaines 48 heures, pour lesquelles nous n'avons qu'un seul mot d'ordre: "Tiens bon François!", lance Razy Hammadi, secrétaire national du PS aux services publics, et nouveau député de Seine-Saint-Denis. Mais s'il recule...*

(Aucun doute là-dessus à avoir, ces derniers jours Hollande a en fait volé au secours de Merkel en lui indiquant la marche à suivre, adopter un pacte de croissance bidon pour mieux faire accepter par leurs troupes et complices du SPD pour Merkel la ratification du TSCG. Hollande a ravi en quelque sorte à Merkel le leadership de l'UE ! Voilà le Figaro rassuré ! - Ndlr)

(Pour rappel, Reuters 27 juin : France, Allemagne, Italie et Espagne s'étaient déjà accordées le 22 juin à Rome sur ce paquet de mesures, dont François Hollande a fait une condition à la ratification par le Parlement français du pacte sur le renforcement de la discipline budgétaire signé en mars par 25 des 27 pays de l'UE.)

Tout devient alors possible chez les socialistes, jusqu'au réveil de la fracture d'il y a sept ans et, avec elle, le redémarrage de tout le débat idéologique que le parti n'avait jamais vraiment réussi à trancher. «*L'enjeu n'a jamais été de trancher entre le fédéralisme et l'antifédéralisme, assure Razy Hammadi. Sur les questions d'harmonisation fiscale, sociale... nous sommes d'accord. En revanche, nous sommes contre fédéraliser l'austérité. Si le fédéralisme devient le cheval de Troie de l'austérité, alors, c'est*

non.». Déjà, en vue du prochain congrès, le leader de l'aile gauche, Benoît Hamon, réfléchit à présenter une «*contribution*», préalable à la constitution d'une «*motion*» dans la mécanique du PS.

(En ratifiant le TSCG, il signe pour l'austérité à durée indéterminée, Razzy Hammadi le sait, mais il ne peut pas le dire évidemment et ce n'est pas le journaliste du Figaro qui le contredira, ils ont l'esprit de famille que voulez-vous.

Hamon est une lopette, un roquet a qui on accordera de ne pas se tromper de pied quand il se chausse le matin, au-delà, la notion de droite et de gauche lui échappe autant qu'à Valls, par exemple. - Ndlr)

Jusqu'à présent, l'idée était plutôt de réussir à bâtir une motion unique de soutien à l'action de François Hollande. Les partisans de cette option ne cessent d'ailleurs de rappeler que, quelles que soient les conclusions du sommet de Bruxelles, le chef de l'État peut déjà se prévaloir d'avoir réussi à «*réorienter l'agenda européen*» en y inscrivant l'objectif de croissance. «*C'est un long chemin. Tout ne va pas se régler d'un coup*, prévient Harlem Désir. *En quelques semaines, nous avons déjà changé les termes du débat. Mais ce n'est que le début d'un processus qui va demander du temps, de la ténacité et de la combativité*». Bref, quoi qu'il se passe à Bruxelles, c'est comme si François Hollande en sortait déjà gagnant. «*Il n'y aura de politique commune européenne qu'avec la France et l'Allemagne. Rien ne se fera sans l'une, rien ne se fera sans l'autre. Il va bien falloir trouver un consensus*», plaide Razzy Hammadi, peu désireux, comme tous ses camarades, de rouvrir les vieilles plaies. (lefigaro.fr 28.06)

(Leurs maroquins devraient faciliter la cicatrisation de leurs "*vieilles plaies*", si ce n'est pas déjà fait depuis longtemps. Répétons-le encore une fois, en guise de "*réorientation*" de l'*agenda européen*", Hollande n'a fait qu'en inverser les termes pour mieux faire passer la pilule du TSCG, tout le reste est du baratin. - Ndlr)

La dictature des maîtres du monde.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a annoncé jeudi que les Etats-Unis exempteraient la Chine des sanctions économiques visant les achats de pétrole iranien, quelques heures avant l'application prévue de restrictions contre les banques chinoises.

La chef de la diplomatie américaine a indiqué dans un communiqué que la Chine avait "*significativement réduit*" ses importations de pétrole iranien, lui permettant ainsi de rejoindre les rangs des nombreux pays exemptés de sanctions. (AFP 28.06)

La deuxième banque américaine est... chinoise ! Et puis ce sont les Chinois qui financent le gigantesque déficit américain...

Franchement, à quoi bon sinon !

A propos des banques européennes qui ont reçu 1000 milliards d'euros de prêt de la part de la BCE afin d'éviter leur effondrement, en 2011, les 15 premières banques européennes ont réalisé un bénéfice cumulé de 65 milliards d'euros et distribué 18 milliards à leurs actionnaires. (atlantico.fr 28.06)

Rappel.

En 1998, (ultime année du franc), le commerce extérieur dégageait un excédent équivalent à 25 milliards d'euros en France et à 60 milliards d'euros en Allemagne.

En 2011, la France a atteint son record historique de déficit (73,5 milliards d'euros) alors que la balance commerciale allemande était, elle, excédentaire à hauteur de 158 milliards d'euros. (atlantico.fr 28.06)

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

1- Cela équivaut "**au non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite**", plus fort que Sarkozy !

On sait désormais comment le gouvernement entend réduire ses dépenses. Les lettres de cadrage ont en effet été transmises jeudi aux 38 ministres et ministres délégués par Jean-Marc Ayrault.

Les ministères devront, selon ces lettres, réduire leurs dépenses de fonctionnement de 7% en 2013 par rapport au budget de 2012 puis de 4% en 2014 et en 2015 par rapport à l'année précédente. "*Un effort de même ampleur sera appliqué dans cet esprit d'équité et d'efficacité aux dépenses d'intervention*", précise le communiqué transmis par Maignon. "*Dans un souci de répartition équitable de l'effort, l'ensemble de ces principes sera décliné également aux dépenses de personnel, de fonctionnement et d'intervention des opérateurs de l'Etat*", ajoute-t-il. Ces objectifs sont supérieurs à ceux de l'équipe sortante de François Fillon (-10% sur la période 2011-2013).

Toujours selon les lettres, les effectifs publics devront baisser de 2,5% par an entre 2013 et 2015, hors secteurs prioritaires - éducation, police, gendarmerie, justice. "*Les effectifs de l'Etat connaîtront une stabilité globale. Les créations d'emplois seront réservées à l'enseignement, la police, la gendarmerie et la justice*", précise Matignon, ajoutant que "*des efforts de -2,5% par an sur les autres secteurs seront donc nécessaires afin de respecter cet objectif de stabilité*".

Réduire de 2,5% de baisse par an des effectifs de la fonction publique d'Etat, hors éducation, justice et intérieur, sur la période 2013-2015, équivaut à supprimer 60.000 agents par an (sur un total de près de 2,4 millions en 2010). Ce qui équivaut au non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite. C'est plus que la règle du "un sur deux" édictée par Nicolas Sarkozy.

"*Pour l'Etat dans son ensemble, le cadre défini par le Premier ministre repose sur une stabilité en valeur des dépenses, hors charge de la dette et de pensions, permettant de financer les engagements du Président de la République*", poursuit Matignon. (lexpansion.com 28.06)

2- L'arlésienne des promesses électorales jamais tenues

En matière de non-cumul des mandats, le changement est-il vraiment pour maintenant? A en croire certaines déclarations, cette promesse forte des socialistes pourrait patienter encore un peu dans les cartons.

Pour bien comprendre, il faut remonter le temps: en 2009, le PS ratifie un texte dans lequel il promet de mettre fin au cumul des mandats. Il annonce une loi - s'il accède au pouvoir en 2012 - qui interdira à tous les élus de cumuler un mandat de parlementaire et un exécutif local (maire ou maire adjoint, président(e) ou vice-président(e) de conseil général ou de conseil régional).

Mais le PS va encore plus loin, il promet d'anticiper cette loi en montrant l'exemple "*dès 2012*". Le texte soumis et adopté par les militants socialistes est très précis: "*Tout candidat à une élection parlementaire abandonnera ses mandats exécutifs locaux dans un délai maximum de trois mois après la tenue du scrutin*." Conclusion, tous les députés socialistes élus depuis 17 juin vont devoir abandonner leurs fonctions exécutives locales.

Mais aujourd'hui, certains au PS semblent vouloir s'exonérer de cet engagement. Il faut dire que de nombreux élus (et pas seulement socialistes) ont pris goût au cumul des mandats. Du coup, Bruno Le Roux, le nouveau patron des députés PS, mais surtout Alain Vidalies, le ministre chargé des Relations avec le Parlement, se sont montrés particulièrement ambigus sur le sujet, histoire de ne pas froisser les élus cumulards de sa majorité.

Dans un entretien au Figaro, le premier se contente de vouloir "*anticiper le non-cumuls des mandats qui devra être adopté avant les élections locales de 2014*". Le second, sur FranceTVInfo se montre encore plus flou: "*Ce serait mieux qu'à l'intérieur du Parti socialiste, il y ait une anticipation...*", répond-t-il laconiquement.

En coulisses, certains élus souhaitent en fait attendre les élections municipales, cantonales et régionales prévues en 2014 pour régulariser leurs situations. Et qu'importe s'il faut s'asseoir sur les engagements pris devant les militants.

D'autant que le projet de loi sur le non-cumul n'est pas encore à l'ordre du jour. "*On peut penser qu'il sera adopté avant les prochaines élections, d'ici à 2014*", assure Alain Vidalies sans plus de précision. Pourtant là encore, le texte du PS était parfaitement clair: "*le Parti socialiste inscrira dans le projet présidentiel le vote d'une loi dès l'été 2012 sur le non-cumul des mandats et le statut de l' élu*".

Ce n'est pas la première fois que "*les cumulards du PS*" tentent de retarder l'échéance. Lors des sénatoriales de 2011, François Rebsamen et Gérard Collomb avait dealé avec Martine Aubry un report de la règle du non-cumul pour le 1er octobre 2012 grâce à l'appui de François Hollande désireux de ne pas heurter certains élus socialistes à l'approche de la campagne présidentielle. (lexpress.fr 28.06)

On ne se refait pas ! Comment le PCF soutient Hollande et son gouvernement.

1- Quand le PCF n'exige pas l'annulation de la dette, mais sa "**mutualisation**".

Pierre Laurent dans une lettre adressée à François Hollande. Et si le chef de l'État devait «*céder*» aux pressions d'Angela Merkel, le secrétaire national du PCF prédit que «*le carcan de l'austérité serait resserré, rien ne serait changé sur les points décisifs, ni la mutualisation de la dette, ni le rôle de la Banque centrale européenne. (...) En France, l'investissement public de l'État, comme celui des collectivités locales, serait étouffé.*» Un cauchemar pour la gauche radicale. (lefigaro.fr 28.06)

2- Vivement que le "**malade**", le capitalisme, se porte mieux !

Marie-George Buffet soutient que *«le refus de renégocier ce traité, comme l'avait promis François Hollande, sera un critère du choix de l'abstention»* (vote de confiance à l'Assemblée nationale - Ndlr). Elle est excédée: *«Il y a eu des sommets et des sommets, le malade est toujours plus malade, le traitement doit être changé radicalement...»* Pas question pour autant de considérer la possible abstention comme une sanction. Plutôt *«une forme d'appel»*, car *«on ne peut pas valider des solutions qui entraînent la gauche vers l'échec»*. (lefigaro.fr 28.06)

C'est beau la solidarité quand même !

Le NPA aussi est "**malade**" : c'est une épidémie !

1- L'éclatement.

Le Front de gauche va renforcer son aile gauche. Le 9 juillet, le courant de la Gauche anticapitaliste au sein du NPA devrait le rejoindre officiellement, signant par là l'éclatement de la Ligue communiste révolutionnaire qu'Olivier Besancenot transforma en 2009 en Nouveau Parti anticapitaliste. Ce courant, qui réalise autour de 40 % des voix dans les congrès du NPA, pourrait amener au Front de gauche quelque 500 cadres, dont beaucoup d'anciens de la LCR dotés d'une longue expérience politique. Mercredi, un accord a été trouvé avec certains de ses porte-parole dont Francis Parny pour le PCF, Éric Coquerel pour le Parti de gauche et Pierre-François Grond pour la Gauche anticapitaliste.

Ce dernier, qui fut très proche de Besancenot, a déjà rejoint le Front de gauche à la fin de la campagne de Mélenchon. Il fait le pari que *«dans six mois, le petit état de grâce de François Hollande sera définitivement plombé»* et qu'en *«pleine austérité»*, le Front de gauche *«constituera l'alternative»*. Selon lui, *«le traité européen sera extrêmement clivant à gauche, comme en 2005, sans parler de la politique de Manuel Valls ou des pressions des industries pétrolières. Beaucoup, croit-il, vont rejoindre le Front de gauche»*.

Pilier du NPA et figure historique de la LCR, Alain Krivine conserve son apparente bonhomie. *«Tous ceux de la Gauche anticapitaliste n'intégreront pas le Front de gauche, ce cartel dans lequel ils ne pèseront rien»*, croit-il. *«Comme Christian Picquet (un ancien du NPA cofondateur du Front de gauche), ils se feront bouffer par les communistes.»* Quant à la possible abstention du PCF sur le vote de confiance, Krivine ironise: *«On ne s'abstient pas face au plan d'austérité du gouvernement, on s'y oppose.»* Le NPA s'y emploiera *«lors du troisième tour social»*. (lefigaro.fr 28.06)

Impressionnant Krivine, après avoir appelé à voter Hollande ! Trois petits tours et puis s'en vont...

La Gauche anticapitaliste était la tendance droitière du NPA. Ils m'envoient régulièrement leur littérature que je me suis refusé à mettre en ligne dans le site.

Ne vous marrez pas, ce sont des visionnaires, ils écrivaient le 11 juin dernier dans un communiqué, à propos de *"la possibilité (pour Hollande -Ndlr) d'obtenir la majorité absolue le 17 juin, seul ou avec ses alliés"* : *"Le programme de F. Hollande se trouve ainsi conforté dans cette période de crise économique"*, sans blague, par le niveau record de l'abstention ouvrier sans doute, notez que cela leur a traversé l'esprit... pour s'envoler l'instant d'après parce qu'ils étaient incapables de l'analyser *"mais, la forte abstention met l'accent sur un désenchantement certain d'une fraction de l'électorat"*, une *"fraction* près d'un électeur sur deux, une paille quoi, et pour tenter de donner un semblant de crédibilité à leur déclaration ils précisaient : *" les premières mesures apparaissant comme la volonté de corriger la brutalité de la politique de Sarkozy"* sans se douter non plus qu'après la carotte viendrait le gros bâton, grands bêtas !

2- L'art de s'exprimer pour ne rien dire.

Philippe Poutou était présent ce midi à Paris aux côtés des salariés de PSA d'Aulnay, dont le site est menacé de fermeture. Interrogé sur Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, il affirme n'avoir *« aucune confiance en Montebourg, aucune confiance dans le gouvernement Hollande-Ayrault »*.

« On voulait avant tout dégager Sarkozy et sa bande (...). Maintenant le gouvernement de rechange, on savait très bien que ça allait être des solutions du style austérité de gauche plutôt qu'austérité de droite », lance Philippe Poutou. Pour lui, *« il n'y aura pas de réponses du gouvernement, car pour arrêter les licenciements, ça veut dire s'affronter au capital, au patronat »*.

Pour le camarade d'Olivier Besancenot, la solution passe par *« une mobilisation des salariés, de la population, pour imposer une véritable politique de gauche par en bas »*. (publicsenat.fr 28.06)

La lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final, fatal ! Quant à réfléchir sérieusement à la situation, je pense vraiment qu'ils en sont incapables.

Actualité en titres

L'intersyndicale a son ministère.

- Petroplus: l'intersyndicale reçue au ministère du redressement productif - AFP

Ils ont changé de président en Franc, ah bon !

- Ayrault propose Jouyet à la tête de la Caisse des dépôts - Le Nouvel Observateur avec AFP

- Baroin: les positions de Valls sur l'immigration "*courageuses et logiques*" AFP

Recto verso : la même copie !

- Marylise Lebranchu assure que la page de la réforme des services publics "*est tournée*" - AFP

- Ayrault annonce une baisse de 2,5% des effectifs publics par an - Le Nouvel Observateur

- Doublons Etat/collectivités : «*Un texte d'ici la fin de l'année*», selon Alain Rousset - Public Sénat

Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras !

- La cote de popularité de François Hollande chute de sept points - Reuters

- Politique générale: le Sénat ne votera pas, Ayrault ayant peur de ne pas réunir de majorité - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

Quatre-vingt-deux magistrats demandent des "*mesures concrètes*" contre la corruption et la délinquance financière, dans une tribune publiée par *Le Monde* dans son édition de jeudi.

"*Tandis que le président de la République s'est engagé à promouvoir une +République exemplaire+, le temps nous semble venu d'attirer l'attention sur les mesures indispensables pour renforcer la confiance des citoyens dans les institutions et ceux qui en ont la charge*", estiment les magistrats en préambule de cet appel.

Ses signataires, parmi lesquels figurent Eric Halphen, Xavière Simeoni, Marc Trévidic, Jean-Michel Gentil..., évoquent la décennie passée, marquée selon eux "*par la volonté de dépénaliser à toute force le droit des affaires (...), la tentative avortée de supprimer le juge d'instruction, les obstacles dressés par la réforme du secret-défense, l'impuissance des Etats à mettre au pas les paradis fiscaux...*".

"*Pour refonder la politique de lutte contre la délinquance financière et la corruption, il n'est pas besoin de multiplier les nouveaux dispositifs*", affirment-ils. Selon eux, "*il faut d'abord utiliser ceux qui existent et développer leurs attributions, à partir de trois objectifs*".

"*Le premier consiste à se doter de véritables outils de prévention et de détection des atteintes à la probité*". L'indépendance du "*Service central de prévention de la corruption*" devra notamment être "*renforcée*". Un organe de "*contrôle des marchés publics les plus importants doit aussi voir le jour*", estiment les magistrats.

"*Le deuxième objectif est de compléter l'arsenal juridique de lutte contre la criminalité économique et financière*", avec par exemple "*une nouvelle infraction d'enrichissement illicite*" et l'inscription dans la loi de la jurisprudence sur la prescription des infractions dissimulées. Selon les signataires, "*la réforme du statut du ministère public vers plus d'indépendance constituera un levier majeur d'action*".

Enfin, disent-ils, "*les moyens d'enquête doivent être adaptés à la réalité de cette criminalité et mieux coordonnés*". Les juridictions interrégionales spécialisées, notamment, devront être "*renforcées*" par l'affectation de magistrats spécialisés.

"*Au-delà des discours de réprobation, fussent-ils sincères, c'est bien sur des mesures concrètes que s'évaluera l'efficacité de la lutte contre la corruption*", conclut-ils. (AFP 28.06)

Serbie

Le leader socialiste serbe, Ivica Dacic a reçu mandat jeudi pour former un gouvernement avec les nationalistes populistes du chef de l'Etat, Tomislav Nikolic, une coalition qui rappelle celle au pouvoir en 1999 sous l'ex-homme fort, Slobodan Milosevic.

"*La coalition regroupée autour du Parti socialiste (SPS) d'Ivica Dacic m'a convaincu qu'elle avait assuré une majorité suffisante*" au Parlement qui compte 250 sièges, pour former le gouvernement, a dit à la presse le président Nikolic. (AFP 28.06)

Ah ces "socialistes", de sacrés réactionnaires !

Social

France

1- Suppressions de postes chez Renault

La direction de Renault a présenté ce jeudi aux salariés de son usine de Flins dans les Yvelines, lors d'un comité d'entreprise, un plan qui "*pourrait concerner 300 personnes à horizon 2014*". Mais assure qu'"*il n'y a derrière ni plan social ni licenciement*".

"*Cela passerait par des départs en retraite anticipée et des mobilités en interne*", a précisé une porte-parole. La CGT, de son côté, chiffre les postes concernés à 371. Seule serait concernée "*la main-d'oeuvre dite de structure, hors production*". (l'expansion.com 28.06)

2- Fermeture d'usines chez PSA

Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën, qui va devoir prendre de nouvelles mesures d'économies, a annoncé jeudi la tenue d'un comité central d'entreprise (CCE) avant fin juillet, lors duquel le sort des sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Rennes devrait être scellé.

Le président du directoire, Philippe Varin, a annoncé lors d'un comité de groupe que "*des mesures complémentaires seront nécessaires*", selon un syndicaliste, alors qu'à l'extérieur du siège du fabricant français, entre 1.000 salariés selon la police, 1.500 selon la CGT, étaient venus manifester.

Les syndicats estiment que la fin de "*l'activité montage*" de la voiture C3 sur Aulnay se rapproche et que le scénario d'un terme mis à la fabrication de véhicules sera annoncé avant le début des congés payés imposés en août.

L'annonce par la direction d'un CCE extraordinaire avant fin juillet étaye cette thèse.

Le directeur industriel Denis Martin, dans un entretien à l'AFP, n'a pas exclu la fermeture du site d'Aulnay -qui est l'un des plus gros employeurs de Seine-Saint-Denis avec 3.000 CDI et 300 intérimaires- faisant valoir que "*c'est dans le cadre d'une instance comme le CCE qu'une décision comme celle-ci peut être prise*".

Ce CCE sera l'occasion d'évoquer "*l'avenir de l'ensemble de nos sites industriels*", a expliqué M. Martin, qui a reconnu que le groupe "*aura un examen plus attentif sur certains de (ses) sites ou certains de (ses) centres qui ont plus de difficulté que d'autres*".

"*Il y a un certain nombre de dispositions à prendre vis-à-vis des autres établissements, entre autre l'établissement de Rennes, mais aussi de nos autres sites industriels, de nos sites de recherche et développement*", a-t-il averti.

Le président du directoire s'est engagé de son côté à maintenir de l'activité à Rennes, Sevelnord et Madrid, mais il n'a pas cité Aulnay, selon un syndicaliste.

M. Varin "*est en train de se préparer à l'affrontement, il sait qu'en annonçant la fermeture d'Aulnay, il nous déclare la guerre à tous*", a réagi Jean-Pierre Mercier, délégué syndical CGT.

M. Varin a déjà préparé le terrain en recevant en début de semaine les syndicats FO et CFE-CGC. Il a abordé avec eux les hypothèses possibles pour maintenir une activité sur le site autre que la fabrication de la C3 prévue jusqu'en 2014.

Depuis l'annonce fin février que le groupe américain General Motors entrait à son capital à hauteur de 7% et avec lequel PSA va développer des voitures en 2016, les syndicats redoutent les conséquences pour l'emploi de ce rapprochement.

CGT, CFDT, CFTC, SIA (syndicat maison) et SUD ont appelé les salariés du site de Seine-Saint-Denis à la grève et se rassembler jeudi "*contre la casse de l'emploi*".

A la fin 2011, PSA avait annoncé un nouveau plan d'économies, après celui de 2009-2011, d'un total de 800 millions d'euros en 2012, portés désormais à un milliard, ainsi que la suppression de 6.000 postes en Europe, dont 4.300 en France. (AFP 28.06)

Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste, pas une seule fermeture d'usine, grève illimitée avec occupation de toutes les usines du groupe jusqu'à satisfaction ! (AFP 28.06)

Economie

Etats-Unis

La banque américaine JPMorgan Chase pourrait avoir perdu jusqu'à 9 milliards de dollars avec ses paris sur les dérivés de crédit qui ont mal tourné, soit trois fois plus que ce qu'elle avait jusqu'ici laissé entendre, selon des informations du *New York Times*.

Ces transactions étaient axées sur une stratégie de paris sur des dérivés de crédits adossés à de la dette d'entreprises européennes, stratégie que le PDG de la banque Jamie Dimon a qualifiée de "*stupide*", "*mal conçue et mal suivie*".

La première banque des Etats-Unis en termes d'actifs a prévenu dès le début que ces pertes atteindraient probablement 3 milliards de dollars, voire potentiellement beaucoup plus, selon les conditions de marché.

Or, avec la crise de la dette en Europe, celles-ci n'ont cessé de se détériorer.

JPMorgan a entrepris de déboucler ses positions et se retrouve sur le marché de gré à gré des dérivés face à des fonds spéculatifs qui parient contre elle en la sachant aux aguets et pressée. Résultat, la banque se retrouve contrainte de brader des positions pour s'en défaire, et ses pertes s'accumulent dans ce marché peu porteur. (AFP 28.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juin

CAUSERIE

La page d'accueil est volumineuse et peut-être longue à ouvrir, je ne sais pas, à vous de me dire, je l'allégerai demain.

C'est dingue à quelle vitesse les opportunistes sont démasqués, ridiculisés, réduits à néant politiquement !

Stop, camarades, cessez de cavalier pour rassembler des signatures pour le rejet du TSCG à destination de Hollande, il vient d'annoncer que quoi qu'il arrive il le signera et le Parlement aussi. S'épuisez pour rien est usant à la longue, vous devriez penser un peu à votre santé, à vos enfants, à vous-même aussi, c'est mauvais de se régérer, cela peut tourner à la dépression. Et puis, il existait bien un autre moyen plus productif de combattre le TSCG et le MES, et accessoirement puisqu'il s'agit d'une option pour nos dirigeants, de construire le parti sur une base politique conforme au socialisme, à croire qu'ils avaient d'autres préoccupations en tête.

Et en Allemagne, le Bundestag et Bundesrat viennent de les ratifier (TSCG et MES) (lire l'article en ligne dans cette page), militants du POI, vous pouvez balancer l'article de Gauquelin !

"*Tout est possible*", "*rien n'est joué*" martelait le POI dans le n°206 d'Informations ouvrières paru mercredi dernier. A quoi riment ces incantations ? Pourquoi tiennent-ils tant à colporter des illusions dans Hollande et le PS ? Quid de leur indépendance politique ? Qu'on nous autorise à le penser tout fort puisque cela correspond à la réalité. Pourquoi passent-ils leur temps à diriger leurs militants dans des impasses ? Ne se rendent-ils pas compte de l'incurie politique de leurs dirigeants, qu'ils se foutent d'eux littéralement, cela vaut évidemment pour le NPA et LO ? Pourquoi ? Qu'est-ce que cela recouvre ? Quelle en est la signification politique ? Ne voient-ils qu'il y a une contradiction entre leurs discours et leurs véritables intentions ?

La réalité, c'est qu'aucun parti dans ce pays n'est capable de défendre une politique indépendante des appareils, des institutions, de l'Etat, du capitalisme, conforme aux intérêts collectifs et fondamentaux de la classe ouvrière, au socialisme.

A propos de l'attitude à avoir vis-à-vis du PS et du gouvernement.

Imaginons que Pierre qui nous accompagne connaisse une personne sur laquelle nous ignorons tout ou presque. Pierre nous conseille de faire attention à cette personne, car selon lui elle n'aurait pas toujours un comportement correct, laissant entendre que cela lui arrive cependant. A nous ensuite d'essayer de cerner à travers son discours si elle est honnête ou non avec nous, il nous invite donc à prendre le risque de nous faire rouler dans la farine.

Et bien moi je préférerais qu'il me dise que par expérience c'est une belle ordure, et que je prendrais un risque inconsidéré en lui faisant confiance ou en attendant quelque chose. C'est la méthode que je préconise pour aborder le PS, ses satellites et les dirigeants syndicaux dans une discussion avec des travailleurs organisés ou non. Ça passe ou ça casse, peu importe, mais au moins cela a le mérite d'être clair et d'être honnête. On évite ainsi de tourner autour du pot, de ménager le loup et l'agneau, de manier la langue de bois ou le double langage dont nos dirigeants se sont faits la spécialité.

C'est leur promiscuité avec les appareils et leurs intérêts communs qui dictent les rapports qu'ils entretiennent avec eux jusqu'à leur ligne politique. Qui les rendent aveugles.

Que valent vraiment les analyses de dirigeants qui consistent à vous faire croire que le TSCG pourrait ne pas être adopté en France et en Allemagne ? Peau de balle, peau de zébi, que dalle !

Ce qu'on constate, on en a ici la preuve sous le nez, c'est qu'ils mènent militants et travailleurs en bateau. Sciemment ? D'après vous ? Ils peuvent dire qu'on les calomnie pour éviter cette discussion qui les effraie, ils ne nous feront pas taire, nous estimons qu'elle est indispensable pour remettre le mouvement ouvrier dans la bonne direction.

En Merkollande. Hollande l'illusionniste.

François Hollande s'est dit prêt vendredi à faire ratifier le pacte budgétaire européen par le Parlement français quand les autres textes sur lesquels les dirigeants de l'Union européenne se sont entendus seront prêts.

Le président français a considéré lors d'une conférence de presse que le sommet européen de Bruxelles avait permis d'aboutir à la renégociation du pacte budgétaire qu'il souhaitait.

"Je proposerai que soient soumises au Parlement toutes les décisions concernant l'Europe : le pacte de croissance, la supervision bancaire si c'est nécessaire, la taxe sur les transactions financières et le pacte budgétaire", a-t-il poursuivi.

"Quand les textes seront prêts - ils ne le sont pas - je les présenterai (...), dans un délai qui ne sera pas long", a-t-il ajouté. (Reuters 29.06)

Ah ben alors, il ne va même pas attendre de rencontrer la délégation du POI, décidément tout fout le camps ! Et l'appel du M'PEP, et la pétition d'Attac, il s'assoit dessus, ils n'ont plus qu'à lui apprendre les bonnes manières !

Quelle mascarade ! Chacun a revêtu son rôle, la comédie peut commencer. Ou continuer plutôt.

L'UMP vole à son secours...

- Gilles Carrez, président UMP de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, a estimé qu'on ne pouvait pas parler véritablement de *"rigueur"* car ce terme recouvre selon lui une bonne gestion de l'ensemble des finances publiques. (Reuters 29.06)

Il poursuit :

- *"Je trouve que la démarche qui a été prise est très idéologique, qui s'est en fait située par rapport à des attentes de telle ou telle catégorie de Français"*, a dit Gilles Carrez sur France Inter.

Selon lui, le gouvernement va être obligé, pour compenser les créations de postes dans l'Education, de ne pas remplacer quatre départs en retraite sur cinq dans les autres ministères. (id)

Si Hollande renforce l'Education, la Justice et l'Intérieur, c'est parce qu'il y a le *"feu au lac"* dans ces trois secteurs pour reprendre

une expression employé par un dirigeant du PS à propos du débat sur le TSCG qu'il s'agit d'éviter, et qui se résume au PS à une discussion pour savoir si la "croissance" doit passer avant le TSCG ou après, l'austérité en entrée ou au dessert.

L'Education, c'est autant pour soigner sa base que pour assurer la stabilité du régime, la Justice et l'Intérieur, c'est pour défendre les institutions contre les éléments de dislocation qui les menacent.

A propos de la "**règle d'or**"

Titre d'un article d'hier du *Figaro* : *La gauche reste hostile au vote d'une règle d'or budgétaire.*

Le Figaro ou la voix du PS, n'auraient-ils pas par hasard des intérêts communs ?

Sur la "règle d'or", la méthode ou propagande de Hollande : il ne l'inscrira pas dans la Constitution pour se distinguer de l'UMP qui y tenait et pour qu'on ne lui reproche pas, il se contentera d'appliquer son contenu tout simplement, il s'en défendra en rappelant qu'il n'a pas adopté cette règle. C'est ce qui s'appelle appliquer une politique sans vouloir la nommer parce que c'est impossible sans dévoiler ses véritables intentions nuisibles et se griller par la même occasion. Tout est dans la posture, l'hypocrisie élevée au rang de méthode pour gouverner.

- Le président français continue de refuser l'inscription dans la Constitution de la "règle d'or" fixant des objectifs de réduction du déficit public, inscription qui est considérée comme un point de passage obligatoire par de nombreux experts pour être en conformité avec le pacte budgétaire.

"Je me suis engagé pendant la campagne pour dire que nous ne mettrons pas dans la Constitution française une règle qui fixerait le rythme de réduction des déficits", a dit François Hollande. "En revanche, nous ferons voter une loi de programmation budgétaire, peut-être de valeur organique, pour rétablir l'équilibre de nos finances publiques." (Reuters 29.06)

Ce qui revient exactement au même concrètement.

- «Ce que j'attends, ce n'est pas le vote d'une règle d'or, mais un débat budgétaire sur les perspectives du retour à l'équilibre des comptes publics, le plus vite possible.» Bruno Le Roux. Le nouveau président du groupe socialiste à l'Assemblée explique encore: «Plus qu'une proclamation, j'attends du gouvernement la stratégie budgétaire qui va lui permettre de respecter l'engagement d'un retour à l'équilibre en 2017.» (lefigaro.fr 29.06)

Engagement qui justement consiste à appliquer le contenu de la "règle d'or" !

Rien ne les choque ou ne les surprend et pour cause, ils sont acquis à la cause de Bruxelles.

- Le nouveau rapporteur général du budget, Christian Eckert, est sur la même longueur d'onde: «Qu'il y ait une supervision des budgets nationaux au niveau de Bruxelles ne me choque pas. C'est plus une observation qu'une contrainte.» (lefigaro.fr 29.06)

On se demande alors pourquoi ils se donnent tant de mal !

L'Express vend la mèche :

- Au delà, une contradiction fondamentale demeure dans la position française: demander la mutualisation de la dette, ce qui provoquera simultanément la mise en place de mécanismes destinés à exercer un contrôle renforcé des déficits, et refuser parallèlement une discipline budgétaire imposée par l'Union (c'est à dire par l'Allemagne) marque une certaine incohérence. Que seule une rigueur réelle, à défaut d'être officiellement proclamée, serait à même de dissiper. La France a peut-être remporté à Bruxelles une victoire politique, mais elle considérablement accru l'exigence qui pèse sur elle. (l'express.fr 29.06)

Tout est dit ici, en réalité il n'y a pas de contradiction dans l'attitude adoptée par Hollande, pour les ignorants, les naïfs et sa coterie attirée de petits-bourgeois, il prétend refuser une discipline budgétaire imposée par l'Union européenne, tandis qu'il l'applique dans les faits, n'est-ce pas cela l'essentiel pour les dirigeants de l'UE, du FMI, pour Washington, pour la finance, qu'il agisse en agent zélé de leurs intérêts. Les faits, rien que les faits camarades !

Pourquoi L'Express met-il le doigt sur une "incohérence" qui n'en est pas une sinon pour en camoufler une bien réelle, celle qui consiste à se faire élire avec l'étiquette socialiste pour mener une politique capitaliste. C'est peut-être involontairement ou inconsciemment une façon de soutenir Hollande, à croire qu'ils l'on pensé si fort que cela leur aura échappé.

Au secours des banquiers.

Qu'est ce que signifie : la recapitalisation directe des banques espagnoles par les fonds de sauvetage et un abandon par le MES de son statut de créancier privilégié :

- Selon l'Eurogroupe, il s'agit de «*briser le cycle vicieux*» par lequel la dépréciation des titres d'État vient dévaloriser les actifs de banques et accroître la défiance de tous les investisseurs. (lefigaro.fr 29.06)

A quoi bon gagner du fric à bon compte, si c'est pour en perdre par ailleurs, franchement il était tant que cela cesse, voilà le message, entendu !

- "Toutefois, pour être complètement rassuré, il va falloir que l'on sache comment les banques vont avoir concrètement accès au financement", souligne Christian Rabeau, directeur de la gestion chez Axa IM. "Pour l'instant, on a fait un pas dans la bonne direction et cela justifie un moindre pessimisme." (Reuters 29.06)

Voilà un homme heureux ! En conclusion, renégociation de quoi, de rien, pas tout à fait, en réalité ils accordent de nouveaux privilèges aux banquiers ! A qui doivent-ils dire merci ? A Hollande !

A propos de l'Allemagne

Et l'Allemagne dans tout cela ? Elle garde la main, rien de changer contrairement à ce que certains commentateurs prétendent.

- De fait, pour bénéficier des assouplissements décidés au sommet, l'Italie comme l'Espagne devront se soumettre à des conditions et au feu vert de leurs pairs. Dans tous les cas, les décisions du MES restent soumises à la règle de l'unanimité, ce qui donne un droit de veto à Berlin, explique-t-on de source allemande. «*Il n'y a ni changement du traité, ni règle nouvelle, seulement une approche plus équilibrée au cas par cas*», insistait la chancelière avant d'aller s'expliquer devant le Bundestag. (lefigaro.fr 29.06)

Hollande n'a joué qu'un rôle subsidiaire en bon élève de l'UE. Fallait-il en attendre autre chose, non évidemment, c'est bien la raison pour laquelle on n'en attendait rien, on était déjà fixé sur ses réelles intentions.

La fin de ce sommet européen vue par Libération.

- Mario Monti, le président du Conseil italien et «héros» du sommet avec son homologue espagnol, Mariano Rajoy, a été l'artisan de ce succès, réussissant à faire plier la chancelière allemande .

Elle aurait "*plier*" ou elle aurait plutôt pris conscience de la gravité de la situation italienne et espagnole qui pouvait rapidement devenir incontrôlable et emporter toute la zone euro et l'UE.

- Il y avait urgence. L'Italie est confrontée à une flambée de ses taux d'intérêt qui n'obéit à aucune raison logique, même si sa dette est importante (mais ce n'est pas nouveau). Mais les marchés paniquent : après l'Espagne et Chypre, la péninsule pourrait être un nouveau domino à tomber.

Tard dans la soirée, Van Rompuy organise un point de presse pour proclamer qu'il y a un accord de principe sur le pacte de croissance. Mais il omet de dire que Mario Monti et Mariano Rajoy viennent d'annoncer froidement qu'ils considéraient que «*sans accord sur tout, il n'y avait d'accord sur rien*». «*Je ne peux pas dire qu'autour de la table ils étaient particulièrement ravis*», racontera le lendemain le président du Conseil italien.

François Hollande relatera, au cours de la nuit, que Monti l'avait mis au courant de la manœuvre. Van Rompuy décide alors de réunir un sommet de l'Eurogroupe vers 1 heure du matin alors qu'il était initialement prévu pour vendredi 13 heures.

L'Allemagne est dans une position délicate : faire échouer le sommet enverrait un signal désastreux aux marchés. En même temps, elle sait que sa culture de stabilité est désormais bien ancrée dans les esprits : Monti est arrivé à Bruxelles avec la réforme du marché du travail, réclamée depuis un an par la BCE ; et Hollande s'est présenté avec des objectifs ambitieux de réduction des dépenses publiques. Une façon pour les partenaires de Berlin de montrer qu'ils ont compris la nécessité de rompre avec la douce insouciance du passé et que sa solidarité ne sera pas mal placée.

Ce qui signifie qu'avant ce sommet, Hollande avait donné des gages concrets à Merkel qu'il poursuivrait loyalement la politique d'austérité de Sarkozy, dans ces conditions elle pouvait s'estimer satisfaite et un accord était possible, ce que Le Figaro traduisait ainsi : "*pas de desserrement de la contrainte financière sans engagement de discipline budgétaire en contrepartie*".

A 4 h 30 du matin, Monti annonce ironiquement en français, après quatorze heures de réunion, «*I left my blocage*». La chancelière estime que «*nous sommes restés fidèles à notre philosophie : aucune prestation sans contrepartie*». Elle n'a pas tort. Ainsi, la supervision des banques sera confiée à une autorité européenne, la BCE dans l'esprit de l'Allemagne et de la France,

qui pourra imposer des restructurations ou des recapitalisations. C'est seulement ensuite, c'est-à-dire début 2013 au plus tôt, que le MES pourra prêter directement aux banques (puisqu'elles seront sous contrôle européen) sans passer par les Etats. La garantie européenne des dépôts bancaires a été renvoyée à plus tard, «*quand on aura progressé dans l'intégration*», a expliqué le président français. Une façon de rappeler que c'est son approche qui a été validée : «*Si on veut de l'intégration, il faut d'abord de la solidarité*» et non l'inverse comme le voulaient les Allemands. Paris n'a plus aucune raison, vu les gestes allemands, de bloquer la route vers le fédéralisme, même si Hollande préfère encore parler «*d'intégration solidaire*»...

Les Dix-Sept ont ainsi donné mandat aux institutions communautaires de préparer pour la fin de l'année une feuille de route datée, étape par étape, menant à une union budgétaire et politique. De son côté, Rome a obtenu que le FESF et le MES interviennent plus facilement sur le marché de la dette publique, sans obliger le pays soutenu à passer d'abord sous les fourches caudines d'un programme d'assainissement. «*L'Italie ne va pas demander l'activation du mécanisme*», a affirmé Monti. Avant d'ajouter : «*Enfin, pour l'instant.*» (liberation.fr 29.06)

Merkel peut affirmer qu'ils sont restés fidèles à leur philosophie, car en décidant que la supervision des banques sera confiée à la BCE, ils ont remis l'économie de l'UE entre les mains de la Fed et des banquiers qui détiennent déjà le pouvoir, cela en est que l'illustration, une preuve supplémentaire.

J'allais oublier de préciser que l'on ne sait pas au juste à quelles tractations secrètes ils se sont livrées, quels engagements ont pris les uns et les autres à huis clos, notamment Hollande qui devra annoncer la couleur le 3 juillet par la voix du Premier ministre, une fois pris connaissance du rapport de la Cours des comptes. Peu importe, on connaît la tendance ou l'orientation de sa politique réactionnaire pour la combattre.

En perspective. L'union bancaire (et politique) et budgétaire flanquée d'un «*trésor européen*»... à l'américaine.

La zone euro, poussée par Paris, Rome et Madrid, a décidé de mettre sur pied, d'ici à la fin de l'année, une «*union bancaire*», qui permettra de nettoyer un système financier européen plombé, depuis 2007, par des créances douteuses et, surtout, de rompre le cercle vicieux entre crise bancaire et endettement des Etats.

Mieux, les Etats membres se sont entendus pour lancer la construction d'une «*union politique*» et d'une union budgétaire, condition sine qua non d'une solidarité financière qui aboutira à la création d'un «*trésor européen*». Ce n'est pas encore le grand saut fédéral, mais les Dix-Sept y vont d'un pas ferme. (libération.fr 19.06)

D'ici là... On aura le temps d'y revenir.

Pacte de croissance

- Concrètement, le "*pacte de croissance*" reprend des propositions de la Commission européenne. (lemonde.fr 29.06)

- Mais il faut rappeler que c'est là un plan qui porte sur 1% seulement du budget européen (ce qui reste un engagement très imité) et que ce plan a été proposé, depuis un certain temps déjà, par la Commission européenne. (lexpress.fr 29.06)

C'est au regard de ce constat que le PS et Hollande passeront sous silence qu'on lira la réaction perplexe du Figaro, à moins qu'ils revendiquent une orientation commune avec la Commission européenne, ce qui n'aurait rien de surprenant puisque cela correspond finalement à leurs véritables intentions.

- Le président Hollande rentre à Paris avec un «*pacte de croissance*» européen de 120 milliards, promesse électorale tenue et premier succès politique sur la scène européenne. «*Je considère que l'Europe a été réorientée comme il convenait*», concluait-il vendredi. La reprise économique pourtant ne se décréte pas. Et ce nouveau programme n'a sans doute pas la même valeur que le «*pacte budgétaire*» contraignant que lui a légué Nicolas Sarkozy.

Ce «*pacte de croissance*» reste un chantier sans garantie de bonne fin. Ce n'est pas non plus un plan de relance. Le chiffre de 120 milliards repose pour 55 milliards sur l'utilisation de fonds européens existants et non dépensés, sans dépenses publiques nouvelles. Et pour 60 milliards sur le pari que la Banque européenne d'investissement saura multiplier par six une mise supplémentaire de 10 milliards par les États actionnaires. (lefigaro.fr 29.06)

Commentaire d'un internaute

- "*Je ne comprends pas pourquoi Le Figaro soutient tant Hollande alors que le processus était déjà en discussion depuis le 30 janvier à Bruxelles dans un sommet sur la croissance. Ce n'est donc pas lui l'instigateur. Dit nulle part !*"

Parce que Hollande met en oeuvre la politique qu'en attendaient les riches propriétaires du Figaro, normal en quelque sorte.

Surtout qu'au niveau des enjeux qui étaient sur la table, la solidarité s'imposait. Ils ne vont quand même pas lui en vouloir de réussir là où Sarkozy a échoué ou il aurait été mis en difficulté. Mettez-vous un instant à leurs places et vous comprendrez que ce n'étaient pas leur intérêt de taper sur Hollande, pas maintenant et pas à cet endroit là, puisqu'il fait preuve de soumission total envers le capital, franchement, que demander de plus pour un journal qui le représente.

Méthode de communication. Tour de passe-passe.

Hollande est un affreux farceur, mais Pierre Laurent (PCF), sur France Info affirme qu'il n'en est pas encore tout à fait sûr :

- "*Ce sont des orientations très négatives. Malheureusement, il semblerait que par anticipation, on donne des gages aux orientations du pacte budgétaire européen*", a dit le secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent, sur France Info.

Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas nouveau non plus.

- "*Ca veut dire qu'on accepte par avance de s'inscrire dans le pacte d'austérité budgétaire alors que François Hollande avait annoncé sa renégociation. C'est décidément très mal part*", a-t-il ajouté.

Quelle surprise ! La direction du PCF n'est pas contre le TSCG, elle est contre la manière de le présenter, de l'avancer plus précisément, il faudrait s'y prendre autrement, gageons que Hollande s'y engagera ou aura entendu le message, il s'y emploie d'ailleurs en ce moment même (hier soir).

Laurent, c'est l'enfonceur de portes ouvertes, il ne risque pas de se faire du mal au moins, ni de faire faire des cauchemars à Hollande.

La propagande du gouvernement a pour fonction d'anesthésier les masses avec la complicité de ses satellites, de l'UMP et des médias. Pas sûr que cela fonctionnera longtemps.

La propagande gouvernementale et la réalité. La suite et la marche à suivre.

Non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, baisse des dépenses publiques, coupes dans les prestations sociales... Jean-Marc Ayrault récuse l'expression "*plan de rigueur*", préférant parler "*d'efforts*". Et pourtant, ce sont des économies drastiques que prévoit Maignon pour réduire le déficit.

On comprend pourquoi François Hollande et son gouvernement, aux commandes de la France depuis moins de deux mois, tentent de minimiser l'ampleur des objectifs d'économies fixés ramener le déficit à 3% du PIB en 2013 et rétablir l'équilibre budgétaire en 2017. Et pourtant, ce sont bien des coupes drastiques dans les dépenses et dans les effectifs publics que prévoient les lettres de cadrage adressées jeudi par Maignon à tous les ministères.

Les ministres vont devoir réduire de 15% leurs dépenses de fonctionnement sur trois ans (7% en 2013, 4% en 2014 et 2015). Cette norme est plus rude que celle annoncée par François Fillon pour 2011-2013: -10% dont 5% en 2011 (objectif non atteint puisqu'elles n'ont reculé que de 2%). Ces dépenses, qui servent par exemple à financer les achats de matériel, à entretenir les locaux, à financer voitures et logements de fonction, etc., représentent un coût de 19 milliards. Elles vont donc devoir baisser de 3 milliards.

Ces mêmes règles s'appliqueront aux dépenses d'intervention qui représentent une enveloppe beaucoup plus importante de 57 milliards d'euros. Derrière cette appellation administrative se cache très concrètement quelque 38 milliards d'euros de prestations (allocation adulte handicapé, aides au logement, bourses étudiantes, etc.) et 19 milliards subventions discrétionnaires (contrats aidés, hébergement d'urgence, dotation à RFF, etc.). Si l'on suit la règle édictée par le gouvernement, ces dépenses vont devoir baisser de 8,5 milliards en trois ans - alors qu'elles augmentent tendanciellement de 3% par an.

"*Après cinq ans de RGPP [révision générale des politiques publiques, nom de code sous Sarkozy de la politique de modernisation de la fonction publique], on ne peut plus continuer de supprimer des postes sans dégrader encore davantage le service public*", alerte Jean-Marc Canon (CGT) sur le site Acteurspublics.com. "*En considérant que la réduction de 2,5 % des effectifs dans certains ministères va entraîner le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, on peut craindre une aggravation par rapport à la RGPP*", renchérit Christian Grolier (FO).

L'effort sera donc là encore très conséquent. Et il faudra arbitrer entre plusieurs dépenses sociales. Ce ne sera pas sans casse. Mais le gouvernement s'est bien gardé, jusqu'à présent, de détailler ces coupes budgétaires. Preuve encore, qu'il n'assume pas la rigueur. "*Les économies que le gouvernement prétend obtenir ne sont possibles que si on s'attaque aux prestations sociales*", a dénoncé ce vendredi le député UMP Gilles Carrez. "*L'heure de la rigueur aujourd'hui on y est. Ca me rappelle le tournant de la rigueur de 1983, sauf que cette fois il arrive immédiatement après les élections*", a conclut le nouveau président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. (lexpress.fr 29.06)

Cela vous arrange bien qu'il fasse le sale boulot à votre place, on ne lui demandera pas de l'avouer, consensus oblige !

Parole de banquier. Leur objectif : liquider la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs selon eux.

La Banque de France interpelle jeudi les responsables politiques et les partenaires sociaux en désignant la réforme du marché du travail, sur laquelle le nouvel exécutif n'a quasiment rien dit, comme la réforme prioritaire pour l'économie française.

Son gouverneur, Christian Noyer, plaide dans un entretien au journal Le Monde pour un rapprochement des contrats de travail, l'allègement des réglementations et une plus grande place pour les accords de branches et d'entreprises, des thèmes évités par les socialistes pendant les récentes campagnes électorales.

Le gouvernement a confié aux syndicats et aux organisations patronales le soin de réfléchir à ces thèmes dans le cadre de la conférence sociale des 9 et 10 juillet qui doit lancer certains grands chantiers du quinquennat.

"En France, le plus important est de s'attaquer aux racines du chômage structurel", déclare Christian Noyer. "La grande réforme à faire est celle du marché du travail, qui laisse trop de gens dans la précarité et décourage les entreprises d'embaucher."

"Il faut rapprocher les différents contrats de travail et, en ce qui concerne les conditions d'emploi, avoir moins de réglementations et donner plus d'espace aux accords de branche ou d'entreprise", poursuit le gouverneur de la Banque de France, citant en exemple l'Allemagne et le Danemark.

Une telle réforme est également conseillée à la France par des organisations comme le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Les travaux de la conférence sociale sur l'emploi seront pilotés par le ministre du Travail, Michel Sapin, qui souhaitait dans un livre publié avant l'élection présidentielle la mise en place d'une *"dialectique subtile et dynamique entre accords de branches, d'entreprises, et législation générale"*.

"Il s'agit de changer quelque chose de très profond : conserver la supériorité de la loi, garante de l'ordre public social, mais inscrire les accords conventionnels entre partenaires sociaux dans notre ordonnancement juridique actuel", ajoutait-il.

L'organisation patronale Medef insiste pour que les accords dits de compétitivité-emploi, par lesquels il serait possible de moduler largement le temps de travail et les rémunérations, figure en bonne place dans les discussions.

Face aux difficultés des entreprises françaises, ces accords *"sont plus que jamais absolument nécessaires"*, déclarait récemment sa présidente Laurence Parisot. Le gouvernement précédent avait dit son intention de les généraliser. (Reuters 29.06)

Je ne voudrais pas m'avancer, mais je crois que madame Parisot se gorge d'illusions. Certes, s'il ne tenait qu'aux dirigeants corrompus des syndicats, ils nous livreraient pieds et mains liés au patronat, mais la situation sociale est telle qu'ils vont avoir le plus grand mal à vous suivre, jusqu'au bout, ils braderont au passage certains de nos droits mais n'espérer pas davantage.

INFOS EN BREF

Politique

Amérique latine

Le Mercosur, marché commun du cône sud-américain, réuni vendredi en sommet en Argentine, a décidé de suspendre le Paraguay après la destitution du président Fernando Lugo et d'intégrer le Venezuela, a annoncé la présidente argentine Cristina Kirchner. (AFP29.06)

Social

Canada

L'avenir du groupe canadien RIM, fabricant du téléphone multimédia BlackBerry, s'est assombri jeudi avec l'annonce de résultats nettement inférieurs aux attentes, d'au moins 5.000 suppressions d'emplois et du report du lancement de son nouveau système d'exploitation. (expansion.com 29.06)

Economie

1- France

La dette publique de la France a augmenté de 72,4 milliards d'euros entre janvier et mars pour atteindre 1.789,4 milliards d'euros, selon les statistiques publiées vendredi par l'Insee. Soit un bond de 3,3 points de PIB en trois mois.

La progression de la dette constatée au premier trimestre 2012 est due à une hausse de l'endettement de l'Etat et des administrations de sécurité sociale, tandis que les dettes des administrations publiques locales ont diminué, a expliqué l'Institut national de la statistique et des études économiques.

La contribution de l'Etat à la dette a augmenté de 46,8 milliards d'euros au premier trimestre, celle des administrations de sécurité sociale a progressé de 31,4 milliards. Les administrations publiques locales se sont désendettées (-5,4 milliards d'euros) "à un rythme comparable aux premiers trimestres des années précédentes, en remboursant des emprunts à long terme", a précisé l'Insee.

La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette a diminué légèrement au premier trimestre (-0,4 milliard). (lexpress.fr 29.06)

2- Portugal

Le déficit public a fortement dérapé au premier trimestre. Le gouvernement pointe du doigt la hausse du chômage, qui entraîne une flambée des prestations sociales.

Le déficit budgétaire du Portugal, sous assistance financière de l'UE et du FMI, s'est nettement creusé à 7,86% du PIB au premier trimestre, faisant craindre un dérapage qui éloigne le pays de l'objectif de 4,5% exigé par ses créanciers d'ici la fin de l'année.

Le chef du gouvernement de centre-droit s'est une nouvelle fois dit prêt à prendre de nouvelles mesures d'austérité si elles étaient nécessaires pour garantir le respect des objectifs budgétaires.

En échange d'un prêt de 78 milliards d'euros, octroyé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le Portugal s'est engagé à mettre en oeuvre un vaste plan de rigueur et de réformes sur trois ans. Mais cette cure d'austérité sans précédent doit provoquer cette année une récession de 3% du PIB et un taux de chômage record de 15,5%, selon les prévisions officielles.

En dépit d'une hausse de la TVA appliquée à de nombreux produits, les recettes de cet impôt ont par exemple baissé de 2,8% sur les cinq premiers mois de l'année, alors que le gouvernement table sur une hausse annuelle de 11,6%. Sous-estimée par les autorités locales comme par la "troïka" UE-BCE-FMI, la hausse du chômage a en outre provoqué une augmentation des prestations sociales de 23%, contre une prévision de 3,8%. (lexpress.fr 29.06)

[Haut de page ↗](#)